



HAL
open science

Immigration et inégalités sociales en France

Mirna Safi

► **To cite this version:**

Mirna Safi. Immigration et inégalités sociales en France. Sociologie. Sciences Po - Institut d'études politiques de Paris, 2015. tel-03637576

HAL Id: tel-03637576

<https://sciencespo.hal.science/tel-03637576>

Submitted on 11 Apr 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

Institut d'Études Politiques de Paris

Dossier pour l'habilitation à diriger des recherches en
sociologie sous la direction de Patrick Simon

Mirna Safi

22 juin 2015

Volume 2

Mémoire original
Immigration et inégalités sociales en
France

Membres du jury :

Yann Algan

Professeur des universités, Sciences Po, Département d'économie

François Dubet

Professeur des universités émérite, Université de Bordeaux et Directeur d'études à l'EHESS

Françoise Lorcerie

Directrice de recherche émérite, CNRS, IREMAM (rapporteuse)

Andrea Rea

Professeur ordinaire, Université Libre de Bruxelles (rapporteur)

Patrick Simon

Directeur de recherche, INED, chercheur associé au CEE (rapporteur)

Andreas Wimmer

Hughes-Roger Professor of Sociology, Princeton University

Remerciements

Mes remerciements vont d'abord à Patrick Simon pour avoir accepté d'être le garant de ce dossier présenté pour l'habilitation à diriger des recherches. Cette direction s'inscrivait dans un long processus d'échange et de collaboration scientifiques. Sa disponibilité, ses relectures, ses conseils et ses critiques ont été inestimables pour moi. Faire ce chemin avec lui m'a apporté de la stimulation scientifique dans une ambiance toujours détendue. Je voudrais ici lui témoigner mon amitié et ma gratitude.

Depuis 2007, mes recherches sont redevables à l'environnement intellectuellement fécond, matériellement confortable et humainement chaleureux que m'offrent mon affiliation à Sciences Po et mon appartenance à l'Observatoire Sociologique du Changement. Je tiens tout particulièrement à remercier Philippe Coulangeon et Marie Duru-Bellat pour leurs relectures à la fois critiques et bienveillantes, Bernard Corminboeuf et Yannick Savina pour leurs très nombreuses compétences techniques, Bénédicte Héraud pour avoir accepté de relire le chapitre 5, Alain Chenu, Olivier Godechot et Marco Oberti pour les encouragements, échanges et conseils et aussi chacun de mes collègues de l'OSC pour leur soutien et leur amitié. Tout au long de ces années, j'ai continué à bénéficier d'une proximité avec l'équipe des chercheurs du Laboratoire de Sociologie Quantitative du Crest que je remercie également.

Je voudrais aussi exprimer une reconnaissance particulière envers tous mes co-auteurs pour tout ce que j'ai appris en travaillant à leur côté : merci à Romain Aeberhardt, Cris Beauchemin, François Bonnet, Yaël Brinbaum, Philippe Coulangeon, Denis Fougère, Christel Kesler, Francis Kramarz, Hugues Lagrange, Etienne Lalé, Haley McAvey, Roland Rathelot, Patrick Simon et Étienne Wasmer. Les échanges avec Roger Waldinger ont également été très stimulants. Merci aussi aux étudiants qui ont choisi de démarrer leur parcours de recherche en

travaillant avec moi - ils m'ont apporté de la fraîcheur intellectuelle et de belles expériences humaines.

Je remercie enfin mes amis et mes proches pour leur soutien : en particulier Justine, Ramy, Odile, Mélanie, Elise, Sophie, Anne-Sophie, Philippe, Chadi, Farah et Rani. Je dois à Pierre, Tamim et Mayad tout ce qui est quotidiennement nécessaire pour accomplir ce travail ; merci !

*Pour Marwan et
Doria*

Contenu

Partie 1 Etudier l'immigration comme un facteur d'inégalité : division internationale du travail, catégorisation juridique et formation ethnoraciale 7

Introduction	9
I. Les recherches sur l'immigration et sur les inégalités ethnoraciales : le contexte français.....	13
La sociologie française de l'immigration : évolutions récentes.....	13
L'analyse des inégalités sociales dans la sociologie française : l'importance accordée à l'immigration et aux inégalités ethnoraciales	18
II. Le processus d'intégration des immigrés comme (re)socialisation : l'autonomie fictive de la sociologie de l'immigration	26
Les racines européennes du concept d'assimilation : le paradigme de la migration/(re)socialisation	28
L'impossible réhabilitation de l'assimilation ?.....	36
III. Immigration, catégorisation et inégalités : pour une sociologie de l'immigration ancrée dans l'analyse de la stratification sociale	41
Les développements récents dans l'analyse de la stratification sociale : des inégalités catégorielles, relationnelles et intersectionnelles	42
L'immigration comme <i>cas d'étude</i> pour l'analyse des inégalités sociales.....	57
Conclusion. Etudier l'immigration avec les outils de la stratification sociale : les conséquences empiriques	103
Contribution des travaux présentés dans ce volume	108
REFERENCES (partie 1)	114

Partie 2 Quand les effets de l'origine migratoire mesurent des inégalités ethnoraciales 135

Chapitre 1 Immigrant Spatial Assimilation in France: Desegregation Trends and Inequality Along Ethnoracial Lines	137
Chapitre 2 Les difficultés scolaires et professionnelles des jeunes issus de l'immigration : effet de l'origine ou effets géographiques ?	181

Chapitre 3 Immigrants in the French and British Labor markets: Integration models, institutional variations, and ethnic inequalities 217

Partie 3 Interpréter les effets des variables migratoires : la contribution de deux études sur le transnationalisme des migrants 261

Chapitre 4 From trans-migrants to trans-places: insights from the comparison of cross-border activities across three categories of migrants in France 263

Chapitre 5 Changing Patterns of Cross-border Ties across Immigrant Generations in France: assimilation, opportunity structure and ethnoracial formation 309

**Partie 1 Etudier l'immigration comme un facteur
d'inégalité : division internationale du travail,
catégorisation juridique et formation ethnoraciale**

Introduction

Une lecture ethnoraciale¹ des questions politiques, économiques et sociales soulevées par l'immigration gagne aujourd'hui du terrain dans la société française. La représentation des populations issues de l'immigration comme des « minorités » est toutefois ambivalente ; elle est omniprésente tout en restant implicite. Omniprésente, car il devient de plus en plus clair que le traitement médiatico-politique de l'immigration prend une tournure ethnoraciale². Implicite, parce que les mots et les concepts qui nous permettent de réfléchir à cela ne participent pas au vocabulaire commun et peinent à être dits, ou alors sont déniés voir dénigrés (Fassin, 2006). Cette ambivalence n'est pas propre au débat public ; elle traverse aussi le monde académique. Si on peut déceler une inclination croissante à emprunter des perspectives analytiques aux études sur l'ethnicité et la race dans le traitement de l'immigration - comme en témoigne l'usage de plus en plus répandu de concepts tels que

¹ Je reviendrai en détail sur les questions de définition de l'ethnoracial dans la troisième section (p. 79-93). Contentons-nous ici d'une définition qui voit dans l'ethnoracial tout ce qui relève de l'auto-identification et/ou de l'assignation des individus à des groupes définis par des marqueurs tels que l'origine, la couleur de peau, la religion, la langue, etc.

² Le débat public abonde d'exemples. Parmi ceux prononcés ces dernières années on peut citer (dans des registres différents): l'intitulé du défunt Ministère de l'Immigration comme étant également celui de l'Identité Nationale (en 2007), les propos de N. Sarkozy sur les Musulmans lors de la campagne présidentielle de 2007 (« Quand on habite en France, on respecte ses règles: on n'est pas polygame, on ne pratique pas l'excision sur ses filles, on n'égorge pas le mouton dans son appartement ») et ceux de M. Valls alors Ministre de l'Intérieur sur les migrants Roms en 2013 (qui auraient « vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie » car ils sont difficilement intégrables « sauf pour quelques familles » ayant des « modes de vie différents des nôtres et qui sont évidemment en confrontation »).

discrimination, racialisation et ethnicisation³ - ce qui peut relever des inégalités ethnoraciales dans l'expérience de certaines populations issues de l'immigration est loin d'être explicité et encore moins consensuel.

Dans les travaux empiriques, ces équivalences à la fois immédiates et évasives entre populations issues de l'immigration et minorités ethnoraciales trouvent sans doute une première explication dans la nature du contexte institutionnel français et le fait que le lieu de naissance (critère crucial pour étudier la migration) soit *de facto* l'information empirique permettant d'investiguer quelque chose qui relèverait de l'ethnoracial dans l'immigration. Il est impossible de traiter ces problématiques en mobilisant des données ou l'appartenance subjective à des groupes est auto-déclarée par les individus. Les données n'expliquent pas tout pour autant ; on décèle cette même grille interprétative dans les recherches portant sur l'immigration dans d'autres pays européens (Bail, 2008; Dancygier et Laitin, 2014; Givens et Maxwell, 2012; Heath et Cheung, 2007; Semyonov, Gorodzeisky, et Glikman, 2012; Silverstein, 2005) et ce en dépit de la variabilité des dispositifs empiriques (Simon, 2012a). Et même aux Etats-Unis, les frontières entre les travaux sur l'immigration et ceux sur les inégalités ethniques ou raciales restent assez floues (Cornell et Hartmann, 2004; Foner, 2005; Foner et Fredrickson, 2004). Ainsi, au-delà même de la question de la nature des données, le court-circuit qui consiste à passer des immigrés aux minorités ethnoraciales mérite que l'on s'y arrête de manière plus méthodique. Il nous incite à creuser des liens analytiques entre trois champs relativement distincts en sciences sociales : les études sur la migration, les études ethnoraciales (*ethnic and racial studies*)⁴ et les études sur les inégalités sociales. La réflexion

³ Voir à ce sujet l'analyse que font N. Jounin, E. Palomares et A. Rabaud (2008) des liens entre immigration et minorisation (ou ethnicisation) dans les travaux français.

⁴ On trouve dans la littérature des expressions très diverses telles que *race relations* or *interethnic relations* et de manière croissante en France et en Europe l'expression relations interculturelles (voire conflits interculturels).

que je propose en introduction aux travaux empiriques que je présente dans ce volume se situe précisément au croisement de ces trois champs de la recherche.

Mon objectif est de montrer en quoi l'immigration peut être analysée comme un cas d'étude *idéal-typique* pour la sociologie des inégalités sociales. Elle permet en effet de dresser des ponts entre perspectives culturelles et structurelles des inégalités (Skrentny, 2008; Small, Harding, et Lamont, 2010; Wilson, 2010) et d'articuler plusieurs niveaux d'analyse (micro/meso/macro) dans l'appréhension de la dynamique de leur production et reproduction (Castles, 2007; 2010). L'entrée par l'immigration rend aussi possible l'ouverture des théories des inégalités sociales à une perspective globale ou transnationale ; elle amène ainsi la sociologie de la stratification sociale⁵ à réfléchir aux inégalités sociales comme un système mondial (Duru-Bellat, 2014; Glick Schiller, 2010; Milanovic, 2005; Mills, 2009).

Rattacher l'immigration à la sociologie de la stratification sociale permet aussi de résoudre quelques incohérences structurelles de la sociologie de l'immigration ; comment expliquer la diversité des parcours et des expériences des migrants dans une société d'accueil sans éclater complètement la théorie de l'assimilation ? Comment penser l'hétérogénéité de la position des migrants dans la stratification sociale et réfléchir au rôle de l'origine dans leurs parcours ? Dans quelles conditions et par quels mécanismes certains groupes immigrés vivent des situations de désavantages durables transmissibles d'une génération à l'autre ? Et pourquoi cela ne se passe pas de la même manière pour d'autres groupes ? Appréhender l'immigration

J'ai pour ma part une préférence pour l'expression *Ethnic and Racial Studies* qui marque une distance vis-à-vis de la connotation fonctionnaliste de l'expression *race relations* – que je discute dans la section 2.

⁵ L'expression stratification sociale doit être entendue ici dans un sens très large comme désignant un ensemble complexe de mécanismes sociaux qui produisent et reproduisent des inégalités dans la distribution des ressources (Grusky et Ku, 2008). L'emploi de cette expression n'implique aucunement l'adoption d'une vision de la société comme composée d'un continuum de positions ou de « strates » hiérarchisées.

comme un facteur d'inégalités permet, à mon sens, de répondre de manière plus satisfaisante à ces questions en comparaison avec la théorie de l'assimilation.

La première section présente un aperçu des développements récents de la recherche française à la fois du point de vue de la sociologie de l'immigration et de la sociologie des inégalités. Je montrerai ensuite comment le cadrage de la sociologie de l'immigration autour des questions d'intégration des immigrés (ou ce que j'appelle le paradigme de la migration/re-socialisation) gomme la dimension stratificationniste du phénomène migratoire et crée une « autonomie fictive » de la sociologie de l'immigration. En particulier, je montrerai comment ce paradigme dominant est hérité de la sociologie européenne classique et partage avec cette dernière une certaine esquive de la question raciale. Dans une seconde partie, je tenterai d'exposer le lien entre immigration et inégalités en identifiant trois mécanismes centraux : la division internationale du travail, la catégorisation juridique et la formation ethnoraciale. Enfin, je traiterai en conclusion des conséquences empiriques d'un tel recadrage théorique de la question migratoire.

I. Les recherches sur l'immigration et sur les inégalités ethnoraciales : le contexte français

La sociologie française de l'immigration : évolutions récentes

Le paysage de la sociologie française de l'immigration s'est considérablement transformé au cours des dernières décennies. On peut distinguer trois grandes dimensions caractéristiques de ces transformations qui, pour certaines, recourent également des évolutions générales de la discipline.

La première dimension relève de ce qu'on pourrait appeler un « effet volume ». L'immigration, qui n'a pratiquement pas intéressé les fondateurs de la sociologie française - alors même que la France est une « vieille terre d'immigration »⁶ - s'est progressivement imposée comme une thématique incontournable. Cette progression est palpable dans la multiplication d'études construites autour des questions migratoires et aussi de celles, dont l'objet de recherche n'est pas l'immigration, mais qui mobilisent ses cadres conceptuels et analytiques (sociologie urbaine, sociologie de l'éducation, sociologie de la culture, etc.). Cette expansion des études sur l'immigration ne trouve néanmoins pas ses origines dans une évolution intrinsèque à la réflexion sociologique : elle est étroitement liée à la place primordiale qu'occupe cette thématique dans le débat politique depuis les années 1980 (Amirault et Simon, 2006; Blatt, 1997; Brubaker, 1992; Favell, 1998). La prolifération des travaux sur l'immigration prend ainsi lieu dans le contexte d'une visibilité accrue de ces thématiques dans la sphère publique⁷.

⁶ Et alors même que l'époque où Durkheim écrivait était une période d'immigration massive en France (Noiriel, 1988, p.28-34).

⁷ Une des particularités du cas français réside aussi dans le fait que cette visibilité croissante de la thématique de l'immigration coïncide en réalité avec un net tarissement du phénomène démographique depuis les années 1970.

La sociologie française de l'immigration est aussi marquée par une progression indéniable des travaux empiriques, notamment ceux qui mobilisent des données quantitatives. Ce tournant empirique débute dans les années 1990 avec des travaux à caractère démographique réalisés à l'INED. La conduite de la première enquête de statistique publique sur l'immigration en 1992 - l'enquête Mobilité Géographique et Insertion Sociale (MGIS) de l'INED-INSEE - constitue à cet égard une étape primordiale (Tribalat, 1995; Tribalat, Riandey, et Simon, 1996). Cette tendance connaît un certain fléchissement vers la fin des années 1990, suite aux débats véhéments – et depuis récurrents - sur les statistiques dites ethniques que MGIS a suscités⁸. Ce sont en réalité les années 2000 qui vont connaître l'accroissement le plus rapide des études reposant sur données représentatives, donnant lieu à la fois à des publications scientifiques et à de nombreux travaux d'expertise institutionnelle. Là aussi cette tendance n'est pas uniquement le produit interne de l'évolution de la discipline. L'amélioration des dispositifs de la statistique publique est un facteur déterminant : l'étude

La constante faiblesse de l'intensité des flux migratoires en France au cours des dernières décennies détonne avec des évolutions plus variables en fonction des conjonctures politico-économiques dans les pays voisins tels que le Royaume-Uni et l'Allemagne (Héran, 2007; OECD, 2013). Cela aboutit à une situation singulière de la France où la population immigrée est plutôt vieillissante et où il y a quasiment autant d'immigrés que de descendants d'immigrés (Breem, 2013; Insee, 2012).

⁸ Pour la « première vague » du débat (liée à l'enquête MGIS) on peut lire le dossier de la revue *Population* présenté par H. Leridon (1998). Pour la « deuxième vague » (liée à l'enquête TeO) ; on peut se référer au dossier publié par la Revue Française coordonné par G. Férouz (2008). EN 2010, un comité pour la mesure de la diversité et l'évaluation des discriminations (Comedd), présidé par F. Héran (2010), a publié un rapport qui fait le bilan de ces débats et propose des préconisations, restées en suspension depuis. Un ouvrage publié par un collectif intitulé *Commission alternative de réflexion sur les " statistiques ethniques " et les discriminations* a été publié en réaction aux travaux du Comedd. (CARSED, 2009). D'autres rapports ont traité de ces questions au sein de diverses instances politico-sociales (notamment le Sénat, le Conseil Economique, Social et Environnemental ou des comités *ad hoc*) et sont restés invariablement sans issue.

pionnière de L-A.Vallet et J-P. Caille sur les enfants issus de l'immigration à l'école a dû en effet « bricoler » avec le panel des élèves de la Direction de l'Evaluation et de la Prospective (DEP) pour identifier la population d'intérêt⁹ (Vallet et Caille, 1995). Depuis, les sources statistiques se sont considérablement enrichies : outre l'enquête MGIS, on peut notamment citer l'enquête Etude de l'Histoire Familiale (EHF) réalisée en 1999 conjointement au recensement, l'enquête Génération 98 du Céreq (2001), l'enquête Histoire de Vie de l'Insee (en 2003), l'enquête Formation et Qualification Professionnelle qui comprend une information sur le pays de naissance des parents depuis 2003, l'enquête Emploi qui intègre également cette information depuis 2005 et l'enquête Trajectoires et Origines (TeO) réalisée en 2008 spécifiquement pour couvrir les questions d'immigration et de discriminations. Cet enrichissement des données a permis une prolifération de la production sur ces thématiques. Loin d'être exhaustif, on peut citer à titre d'exemple (Borrel et Tavan, 2004; Héran, Filhon, et Deprez, 2002; Meurs, Pailhé, et Simon, 2005; Simon, 2003) utilisant l'enquête EHF, (Frickey et Primon, 2002; Okba et Lainé, 2005; Silberman et Fournier, 1999) mobilisant les enquêtes Générations, (Brinbaum et Kieffer, 2005; Ichou, 2013) exploitant le panel des élèves 95, (Algava et Bèque, 2004; Houseaux et Tavan, 2005; Tavan, 2006) pour des travaux à partir de l'enquête Histoire de Vie, (Gélot et Minni, 2006; Meurs et Pailhé, 2010) pour l'enquête FQP. Aeberhardt et Rathelot, qui ont eux-mêmes largement contribué aux travaux utilisant l'enquête Emploi (Algan et al., 2011 ; Algan et al ; 2013 ; Aeberhardt et al., 2010; Aeberhardt, Rathelot, et Coudin, 2010; Muller et Rathelot, 2010), en font une recension en 2013 dans la *Revue française d'économie* (Aeberhardt et Rathelot, 2013). L'enquête Teo, qui constitue une source de référence récente et parmi les plus complètes sur ce sujet, a donné lieu à de nombreux travaux (Beauchemin et al., 2010; Beauchemin, Hamel, et Simon, 2015; Borrel et Lhommeau, 2010). Elle est en accès libre depuis 2010 et donne lieu à de nombreuses

⁹ Voir sur ce point (Simon, 1998).

exploitations y compris par des chercheurs étrangers. Enfin, il convient aussi de signaler les travaux exploitant des statistiques et des enquêtes ministérielles qui sont venus s'ajouter aux dispositifs empiriques existants (Algava et Bègue, 2008; Attias-Donfut et Tessier, 2005; Attias-Donfut et Wolff, 2009; Bègue, 2007; Domergue, 2012). L'ensemble de ces études a formidablement amélioré notre connaissance sur les populations issues de l'immigration en France. Et ce sur des thématiques aussi variées que les dynamiques familiales, les rapports entre les générations, l'intermariage, la santé, les perspectives scolaires et bien sûr la situation sur le marché du travail. La fin de la décennie sera quant à elle marquée par la multiplication des études sur la ségrégation spatiale (Pan Ké Shon, 2009; Préteceille, 2009; Safi, 2009; Verdugo, 2011). Si la tonalité des conclusions de ces travaux n'est pas toujours la même, ils s'accordent tous sur l'hétérogénéité des situations entre les différents groupes définis par leurs origines nationales (isolées ou regroupées selon les possibilités des sources statistiques) et sur la situation particulièrement défavorisée des immigrants venus d'Afrique et de Turquie sur le marché du travail, dans la ville et dans une moindre mesure à l'école.

C'est en lien avec cette place croissante des études mobilisant des matériaux quantitatifs qu'une troisième dimension de la transformation de ce champ sociologique se dégage : il s'agit d'un glissement conceptuel de la question de l'intégration des populations issues de l'immigration à celles des inégalités (pénalités ou discriminations selon les études) vécues par ces populations. Même si certains auteurs ont critiqué voire contesté le modèle d'intégration à la Française dès les années 1980, la majorité écrasante des travaux empiriques sur l'immigration mobilisait le concept d'intégration comme une sorte de paradigme central¹⁰. Ainsi, travailler sur l'immigration en sociologie consistait à décrire, voire à évaluer,

¹⁰ Le paragraphe suivant montre qu'il ne s'agit en réalité pas d'une spécificité française mais d'une inclination structurelle dans la sociologie de l'immigration « héritée » du cadrage fonctionnaliste de la sociologie européenne.

l'intégration des populations issues de l'immigration, ce qui débouchait sur de très fréquentes extrapolations sur le degré auquel le modèle français fonctionnait ou était défaillant¹¹. Les nouvelles données disponibles et les méthodes qui sont désormais utilisées se sont avérées plus à même de mesurer des écarts de situations objectives, notamment socioéconomiques, fréquemment interprétés en termes de discriminations ou d'inégalités dans un contexte politique qui devenait plus réceptif à ce type d'interprétation (Algan et al, 2012 ; Fassin, 2002; Lorcerie, 2000; Simon, 2009). Le succès de la mesure des discriminations par la méthode des *testing* constitue un exemple emblématique à cet égard (Adida, Laitin, et Valfort, 2014; Cediey et Foroni, 2007; Edo et Jacquemet, 2014; Petit, Duguet, et L'Horty, 2014; Bunel et al., 2015). Plus généralement, les travaux attirant l'attention sur l'origine immigrée comme facteur d'inégalités se multiplient y compris parmi les recherches à caractère qualitatif ou mobilisant des méthodes mixtes, et ce dans des sphères moins bien couvertes par les recherches quantitatives telles que la santé, l'éducation et la justice (Cognet, Hamel, et Moisy, 2012; Dhume, 2011; Dhume et al., 2011; Guénif-Souilamas, 2003b; Jobard et Névanen, 2007; Santelli, 2007; van Zanten, 2006). Il s'agit de l'émergence de ce que certains auteurs ont appelé la « France minoritaire »¹² (Fassin et Halpérin, 2008 ; Ndiaye, 2008). Ce revirement paradigmatique marque aussi une tendance à un certain creusement du hiatus entre la recherche scientifique sur ces questions et le discours « officiel » sur l'immigration en France

¹¹ Pour des exemples de travaux qui s'inscrivent dans la perspective de l'intégration, voir (Costa-lascoux, 1991; Richard, 1998; Schnapper, 1991; Tribalat, 1995). On peut se référer à (Lochak, 2006; Lorcerie, 1997; Streiff-Fénart, 2002; Streiff-Fénart, 2013) pour des analyses des approches françaises de l'intégration des immigrés et en particulier à (Guénif-Souilamas, 2003a; Lochak, 2011; Lorcerie, 1994) pour des analyses critiques du rapport entre sciences sociales et sphère politique.

¹² On peut aussi faire référence ici à l'usage croissant du concept de diversité dans la sphère publique. Voir à ce propos l'analyse critique que font Simon et Escafré-Dublet (2009).

dans les sphères politique et médiatique¹³. Non seulement le débat public est resté fortement centré sur la question de l'intégration des immigrés, il a même connu un renforcement de l'injonction à l'intégration républicain (Lochak, 2006; Lorcerie, 1997; Safi, 2014b; Simon, 2012b).

Trois facteurs intimement imbriqués ont ainsi transformé la sociologie de l'immigration en France depuis les années 1980 : contexte politique plus réceptif à la question de l'immigration conduisant à un gain de légitimité sociologique de la thématique ; contexte scientifique plus engagé dans l'approche empirique faisant pression pour une amélioration du dispositif quantitatif permettant de traiter ces questions ; et enfin contexte idéologique témoignant d'un basculement du cadrage conceptuel de l'intégration vers les questions d'inégalités liées à l'origine et des discriminations subies par certaines populations immigrées. Comment la sociologie générale, et notamment celle qui étudie les inégalités sociales a-t-elle reçu ces transformations et comment s'en est-elle imprégnée ?

L'analyse des inégalités sociales dans la sociologie française : l'importance accordée à l'immigration et aux inégalités ethnoraciales

La sociologie française qui s'intéresse aux inégalités sociales a tardé à intégrer l'immigration, et plus largement les dimensions ethniques et raciales, dans ses perspectives analytiques. Il est difficile par exemple de trouver des ouvrages ou des manuels sur la question sociale, la pauvreté, l'exclusion, le chômage, etc., publiés avant les années 2000, qui comprennent des développements sur ces composantes. Les rares travaux généralistes qui touchent à ces

¹³ Pour nuancer ces propos, on pourrait se référer à (Noiriel, 2006) qui fait une distinction entre les intellectuels critiques et les intellectuels du gouvernement.

questions ont été plutôt proches de la philosophie politique avec notamment des approches focalisées sur la construction de la nation et sur le modèle français de citoyenneté¹⁴.

Cette donne commence à changer dès la fin des années 1990. La publication en 1998 de l'ouvrage co-écrit par F. Dubet et D. Martuccelli intitulé « Dans quelle société vivons-nous ? » marque un tournant à cet égard. Avec une approche très générale de la question sociale, l'ouvrage couvre des paradigmes aussi différents que la construction de l'Etat-nation, la dynamique des classes sociales, les liens d'intégration et d'exclusion, le rôle des institutions, l'impact des représentations et des identités, etc. Le chapitre 8, intitulé « Les différences », analyse la manière dont les identités sociales multiples (l'origine immigrée, le genre, l'âge, et ce que les auteurs appellent les identités culturelles) présentent des répercussions sur les inégalités sociales, au moins du point de vue de l'expérience des acteurs (voir aussi Dubet (2001)). On peut aussi citer l'ouvrage intitulé « L'exclusion. L'état des savoirs » dirigé par S. Paugam en 1996 qui comprend un chapitre consacré à l'immigration (chapitre 13) et un chapitre qui traite du racisme (chapitre 29). Durant les années 2000, les ouvrages sur les inégalités mentionnent plus souvent la question migratoire, la traitent parfois dans des analyses séparées ou du moins l'intègrent dans une perspective sinon intersectionnelle du moins multidimensionnelle des inégalités (Bihr et Pfefferkorn, 2008; Galland et Lemel, 2011 ; Lagrange, 2006 ; Paugam, 2007). Dans ses travaux récents, Dubet décrit les mécanismes de stigmatisation et de discrimination (notamment ceux à raison de l'origine) comme essentiels dans l'expérience des inégalités (Dubet et al., 2013 ; Dubet, 2014). Dans une veine néo-durkheimienne, les travaux de R. Castel ou de S. Paugam

¹⁴ C'est D. Schnapper qui est restée la figure centrale de cette mouvance et notamment au travers deux ouvrages ayant durablement marqué la recherche (et les politiques) sur ces questions : « La France de l'intégration. Sociologie de la nation en 1990 » (Schnapper, 1991) et le très célèbre « La communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de la nation » (Schnapper, 1994).

accordent également plus d'attention aux inégalités liées à l'immigration celles-ci puisant tout naturellement leur pertinence analytique dans leur cadrage théorique autour de la notion d'intégration sociale. En décomposant les mécanismes de l'intégration sous forme de liens sociaux élémentaires, Paugam (2008 ; 2014) situe les problématiques liées à l'immigration principalement du côté « des forces et faiblesses » du « lien de citoyenneté » et dans une moindre mesure de celui du lien de « participation élective » (autour de la thématique de l'entre-soi). C'est sans doute R. Castel (2006 ; 2007) qui est allé le plus loin puisqu'il a consacré un ouvrage à la question de la « discrimination négative » qu'il attribue à des critères « ethniques » analysés en termes de « déficit du lien de citoyenneté ». D'autres recherches qui ont porté sur les théories de la justice et les questions de légitimation des inégalités incorporent des réflexions sur les conséquences de la « diversité », de la « singularité », des « récits de solidarité », des revendications de reconnaissance et des luttes anti-racistes et anti-discrimination sur l'idée même d'égalité dans les sociétés démocratiques (Dubet, 2010; 2014 ; Duru-bellat, 2009; Forsé et Galland, 2011 ; Jaffrelot et Naudet, 2013 ; Rosanvallon, 2012; Savidan, 2007).

En dépit d'une place plus importante accordée à la question migratoire dans les contributions récentes sur les inégalités sociales, les mécanismes sociologiques via lesquels l'immigration est susceptible de tracer des lignes durables de stratification sociale restent très peu explicités. Plus fondamentalement encore, il est frappant de remarquer que les auteurs dans leur majorité restent profondément sceptiques vis-à-vis d'une interprétation qui met en avant des mécanismes ethnoraciaux comme facteurs explicatifs. Les travaux qui véhiculent une appréhension structurelle et systématique des inégalités liées à certaines origines immigrées, ont longtemps été produits soit par de rares auteurs « spécialisés » dans le champ de l'immigration – avec A. Sayad comme figure centrale – soit par des chercheurs engagés dans

les études post-coloniales¹⁵. En réalité, aucune grande figure de la sociologie française des inégalités sociales n'a considéré ces questions comme nécessitant de déployer des approches théoriques spécifiques¹⁶. Loin de là, et en dépit de la reconnaissance académique (plutôt posthume) de l'œuvre de A. Sayad, les facteurs ethnoraciaux des inégalités sont généralement directement mis en confrontation – ou du moins en concurrence – avec les facteurs économiques et, sinon niés, au moins minorés par rapport à la prégnance de ces derniers. C'est ainsi que même les travaux qui décrivent de « nouvelles fractures » de la société française, qui seraient « identitaires », « symboliques », « culturelles » voire « communautaires » finissent souvent par relativiser leur rôle dans la production et la reproduction des inégalités et les présentent parfois même comme une menace à la lutte contre les « vraies » inégalités¹⁷. Les rares exceptions notables peuvent être trouvées du côté de certains travaux sur le racisme qui, en dépassant son appréhension en tant qu'idéologie ou système de pensée, ont directement lié son analyse à des questions d'inégalités et d'exclusion sociale (De Rudder, Poiret, et Vourc'h, 2000; Guillaumin, 1972; Wiewiorka, 1991; 1996a; b).

¹⁵ On peut se référer à ces deux ouvrages collectifs (Bernault et al., 2010; Guénif-Souilamas, 2006) pour des exemples de travaux post-coloniaux sur les structures inégalitaires de la société française. Dans l'introduction à l'ouvrage qu'elle a dirigé (intitulée « La république aristocratique et la nouvelle société de cour »), N. Guénif-Souilamas décrit une sorte d'ordre racial qu'elle compare à l'ordre féodal de l'ancien régime. Dans le même ouvrage le chapitre rédigé par Patrick Simon (« L'arbre du racisme et la forêt des discriminations ») insiste sur les mécanismes institutionnels et systémiques de discrimination des minorités.

¹⁶ Sans prétendre à l'exhaustivité et bien qu'on puisse remonter jusqu'à l'héritage durkheimien, contentons-nous ici de citer parmi les auteurs français les plus marquants dans le domaine de l'analyse de la stratification sociale et des inégalités qui n'ont pas considéré les problématiques liées à l'immigration comme centrales, P. Bourdieu, R. Castel., Henri Mendras, A. Touraine...

¹⁷ Dans des registres différents mais avec des conclusions similaires on peut par exemple lire les positions de (Beaud, 2008) et de (Benn Michaels, 2009). Pour une lecture critique de l'opposition entre race et classe dans les approches des inégalités en France, on peut se référer à (Masclat, 2012) et aussi (Sabbagh, 2009).

S'il est possible d'avancer pour résumer que la sociologie des inégalités sociales en France est majoritairement *colorblind*, sa réticence vis-à-vis d'une lecture ethnoraciale des inégalités se traduit par deux dispositions : le réductionnisme économique et le réductionnisme urbain.

Par réductionnisme économique j'entends la subordination de la thématique de l'immigration et des conséquences inégalitaires qui peuvent en découler à des déterminismes économiques que se rattachent soit à la situation sur le marché du travail soit plus généralement à la position sociale définie par la détention d'un certain nombre de capitaux, notamment culturels et sociaux – au sens de Bourdieu (1986). Concrètement, ce réductionnisme économique s'est traditionnellement traduit par une sorte d'encastrement des travaux sur l'immigration dans ceux sur la classe ouvrière (Beaud et Pialoux, 1999; Noiriel, 1984). Aujourd'hui, il se manifeste plutôt par une forme de fusion de l'immigration dans la catégorie plus large de « classes populaires » (Cartier et al., 2008; Girard, Lambert, et Steinmetz, 2013; Siblot, 2002). Ce réductionnisme économique trouve aussi ses fondements dans le fait que la visibilité de l'immigration dans le débat public et scientifique en France intervient dans un contexte de crise de la lecture classiste de la stratification sociale qui, loin d'être propre à la France, s'est fortement limitée dans le cas français à des débats internes au paradigme de classe (le caractère nominaliste ou réaliste des classes, la conscience de classes ou encore l'éternel débat sur la fin des classes) (Boltanski, 2014; Chauvel, 2001; 2006; Coulangeon, 2011; Pfefferkorn, 2007). Dans ce contexte, les autres catégorisations sociales potentiellement pertinentes dans l'analyse des inégalités (le genre ou les appartenances ethnoraciales) ont été considérées comme équivalentes à une individualisation des inégalités, et traitées ainsi comme des menaces (supplémentaires) contre le paradigme de classes conçu en France dans une approche particulièrement exclusive. C'est pour cette raison - c'est-à-dire parce que la sociologie française n'a pas intégré ces questions dans l'analyse de la stratification sociale comme système - que la notion de classe sociale fonctionne comme un « marqueur idéologique » dans

de nombreux travaux sur les inégalités traduisant une forme de refus d'une appréhension de la société comme un continuum de positions individuelles (Dubet, 2012, p. 10).

Un deuxième type de réductionnisme renvoie systématiquement l'immigration à la question des inégalités urbaines. Il s'en va une sorte d'association directe entre la sociologie de l'immigration et celle de la « banlieue » ou de la « cité ». Ce réductionnisme a des racines à la fois politiques et scientifiques – dont il est difficile là aussi de démêler les sens de l'influence causale. Du point de vue politique, l'intégration des immigrés a principalement été associée aux politiques de la ville (Burban, 2009; Safi, 2014a; Simon, 2012b) de sorte que la classe politique a pris l'habitude de parler de la situation dans les « quartiers » au lieu de parler de la situation de certaines populations issues de l'immigration (Simon, 1999). Du point de vue scientifique, l'association des problématiques migratoires et urbaines trouve ses racines dans une tradition de recherches qui s'inscrit dans la lignée de travaux pionniers tels que « La galère » (Dubet, 1987) et « Les quartiers d'Exil » (Dubet et Lapeyronnie, 1992)¹⁸ ayant davantage articulé la dimension socioéconomique avec celle de l'origine¹⁹. C'est la nature majoritairement ethnographique de ce champ de la recherche qui me semble lui avoir imposé de traiter de la question des origines des populations des quartiers défavorisés. Comme en témoignent S. Beaud et M. Pialoux, ces réalités s'imposaient sur le terrain et devaient en conséquence être traitées par les auteurs même s'ils n'avaient pas prévu de le faire (Beaud, 2008; Beaud et Pialoux, 2006). Dans tous les cas, ces facteurs politiques et scientifiques ont

¹⁸ Il faut ici souligner que ces deux auteurs ont aussi été parmi les premiers à s'appuyer sur des recherches empiriques pour re-réfléchir sur la notion d'intégration des immigrés et ce dans une approche critique vis-à-vis du modèle républicain (Dubet, 1989a; b; Lapeyronnie, 1993). De ce point de vue, leurs travaux se situaient dès les années 1990 à l'intersection de l'immigration et des inégalités sociales.

¹⁹ Pour des travaux plus récents dans cette veine voir par exemple (Kokoreff et Lapeyronnie, 2013; Lapeyronnie, 2008; Lepoutre, 1997 ; Masclet 2003).

conduit à la « spatialisation » de l'immigration et la territorialisation de la question ethn raciale (Tissot, 2005a; b).

Ces deux formes de réductionnisme – socioéconomique et urbain – de la question migratoire me semblent parfaitement illustrées dans l'extrait suivant de l'entretien de R. Castel publié dans la revue *Idées économiques et sociales* en 2013 (propos recueillis par Igor Martinache) :

***IM :** S'agissant justement des lignes de fracture qui traversent la société française, votre ouvrage sur les « discriminations négatives » a été relativement mal reçu par certains qui l'accusait de mettre au second plan les rapports sociaux de classe. Comment articulez-vous en effet cette analyse d'une montée des discriminations improprement dites « ethniques » et plus largement la question des « banlieues » et celle de l'effritement de la société salariale?*

***R. Castel :** Je pense qu'attacher une certaine importance aux problèmes des banlieues, ce n'est pas nier, ni même cesser d'accorder une place centrale à ce qui se passe au travail, mais c'est constater que l'un des effets limites de cette dégradation du travail salarié est d'entraîner une ségrégation spatiale dans ces territoires que certains disent de « relégation » urbaine. La discrimination dont sont victimes certains « jeunes de banlieue » est le point d'aboutissement et de dramatisation d'une dynamique qui commence souvent au travail, et dans le rapport à celui-ci, y compris l'absence d'emploi. Pour les jeunes en question, c'est en quelque sorte une « double peine », parce que non seulement ils sont largués vis-à-vis des possibilités d'intégration au travail, mais en plus ils sont stigmatisés par leur appartenance « ethnique », parce qu'ils sont « issus de l'immigration », comme on dit, comme s'il s'agissait d'une tare. Il me semblait en écrivant ce livre que cela pose un problème politique majeur par rapport à une République qui entend traiter à parité les citoyens. Et curieusement, le fait que j'ai mis – et je suis loin d'être le seul – l'accent sur ces aspects m'a fait accuser par certains d'attiser le communautarisme. Or, c'est tout le contraire, je suis profondément républicain, je*

suis un Breton laïc et j'ai une très grande reconnaissance à l'égard de la République, mais je pense que le devoir de cette République serait de ne plus être crispée sur ces discours du XIXe siècle sur les « Français de souche ». Au contraire, il me semblait important d'élargir l'appartenance à cette République à une certaine diversité culturelle et ethnique. » (Castel, 2013, p. 29-30).

Si cet extrait témoigne de la manière dont R. Castel a intégré les problématiques liées à l'immigration à sa réflexion sur les inégalités sociales, il me semble aussi emblématique de certaines des postures les plus répandues parmi les sociologues français qui évoquent ces sujets : embarras et suspicion (« attiser le communautarisme », « je suis profondément républicain »), réductionnisme économique (« une dynamique qui commence souvent au travail ») et réductionnisme urbain (« jeunes de banlieue »).

Ce passage en revue de l'état de la production scientifique sur l'immigration et la place qu'elle occupe dans la sociologie des inégalités sociales en France permet ainsi de positionner ma contribution comme étant motivée par la construction de ponts analytiques permettant de penser l'immigration comme un mécanisme qui compte dans la théorie des inégalités sociales. Pour ce faire, je plaide d'abord pour un changement de paradigme dans la sociologie de l'immigration qui consisterait à se détacher du concept de l'assimilation de sorte à pouvoir œuvrer pour un rapprochement plus franc avec l'analyse en termes d'inégalités. De ce point de vue, les lectures critiques que je fais de la littérature dans les pages qui suivent dépassent le contexte précis de la société française.

II. Le processus d'intégration des immigrés comme (re)socialisation : l'autonomie fictive de la sociologie de l'immigration

La production scientifique sur l'immigration est constamment traversée par la question de l'intégration/assimilation²⁰ des migrants dans les sociétés d'accueil. L'écrasante majorité des travaux qui portent sur l'immigration se réfère à cette question, l'utilise comme cadre analytique, la critique ou tente de la repenser. La domination de ce paradigme traverse les frontières nationales en dépit des variations dans le cadrage des politiques de citoyenneté et de l'immigration, ou des *philosophies de l'intégration* (Favell, 1998). Il est même frappant d'observer à quel point cette question de l'intégration franchit les barrières disciplinaires : elle est utilisée par les sociologues, les historiens, les anthropologues, les économistes, les démographes, les psychologues sociaux²¹... Elle constitue un schéma interprétatif d'un ensemble extrêmement large de travaux empiriques qu'ils portent sur des variables socioéconomiques, culturelles, politiques ou symboliques (le marché du travail, le logement, l'espace et la ville, l'éducation, la santé, les valeurs, les modes de vie, la religion, l'identité, le vote, le choix du conjoint, les pratiques culturelles, la santé, le bien-être, etc.). Si une grande

²⁰ Certains auteurs procèdent par distinction conceptuelle entre ces deux termes ou font la différence entre leurs usages nationaux. Alors que le terme assimilation reste prédominant dans la littérature américaine, le terme intégration semble s'être imposé en Europe au cours des dernières décennies notamment au niveau des débats de politiques publiques à l'échelle nationale et internationale. Il est utilisé par l'OCDE et la Commission Européenne qui mettent en place des indicateurs d'intégration (European Commission, 2013; OECD, 2012). J'utiliserai dans ce texte le terme assimilation et intégration de manière interchangeable comme désignant les processus qui qualifient le devenir des populations immigrées dans une société d'accueil. Pour une discussion de l'évolution de ces concepts dans la littérature sociologique on peut se référer à (Bastenier et Dassetto, 1993; Rea et Tripier, 2003 ; Safi, 2006; 2011; Streiff-Fénart, 2013).

²¹ Les travaux sociologiques qui mobilisent le concept d'assimilation/intégration lorsqu'ils traitent de l'immigration sont innombrables. Pour des travaux pionniers sur l'intégration des immigrés en économie voir (Borjas, 1995; Chiswick, 1978), en histoire voir (Kazal, 1995) et en psychologie sociale voir (Berry, 2001).

partie des études mobilise le cadre conceptuel de l'assimilation en tant que processus global largement admis comme « naturel » et avec de très rares précisions sur ses mécanismes sous-jacents, les conclusions qu'elles tirent sont souvent d'une tonalité catégorique. Elles portent notamment sur le bon (ou mauvais) fonctionnement du processus, que l'interprétation se focalise sur la responsabilité des institutions de la société d'accueil et des politiques publiques (école, marché du travail, marché du logement, police, justice, etc.) ou encore sur la bonne (ou mauvaise) qualité (ou volonté) des populations migrantes elles-mêmes. Dans tous les cas et dans la majorité des travaux, l'assimilation désigne ce processus « silencieux » au cours duquel les populations issues de l'immigration se « dissolvent » dans la société d'accueil et deviennent « comme les autres ». En somme, l'assimilation est sans doute un des concepts sociologiques qui a connu le plus de succès à la fois scientifique et politique ; il s'agit aussi d'un concept qui a été exporté par-delà les frontières géographiques et disciplinaires.

Il serait toutefois réducteur d'unifier les contours conceptuels du terme assimilation. Ce processus initialement théorisé par les sociologues américains de l'École de Chicago, a en réalité fait l'objet de débats scientifiques relativement vifs au cours des dernières décennies, débats que j'ai eu l'occasion de relayer en partie dans mes travaux antérieurs²². On peut toutefois identifier une conception transversale de la notion d'assimilation qui persiste en dépit des divergences de la réflexion sociologique sur la nature du processus ou le cours qu'il peut prendre. Cette transversalité découle d'une association de l'expérience de la migration à des processus de re-socialisation ; j'utiliserai l'expression **le paradigme de la migration/re-socialisation** pour y faire référence dans les lignes qui suivent. Ce paradigme marque l'empreinte décisive de la sociologie européenne dite classique dans les étapes fondatrices de

²² Voir par exemple (Safi, 2011). Le débat sur l'assimilation reste vif aux États-Unis comme le montre l'échange récent entre Alba et ses collègues d'une part, et Portes et ses collègues de l'autre (Alba, Kasinitz, et Waters, 2011; Haller, Portes, et Lynch, 2011a; b).

la sociologie de l'immigration aux Etats-Unis. La relecture du processus de l'assimilation comme héritage sociologique européen me permettra par la suite de montrer en quoi l'omniprésence de ce concept crée une spécialisation artificielle de la sociologie de l'immigration et la dissocie de la réflexion sur les inégalités sociales et leur composante ethnoraciale. Cette dissociation contribue à une certaine confusion dans les débats conceptuels et empiriques qui traversent les études sur l'immigration. Je plaiderai alors pour un rattachement analytique renouvelé et plus explicite de la sociologie de l'immigration à la recherche sur la stratification sociale au prisme de ses développements récents.

Les racines européennes du concept d'assimilation : le paradigme de la migration/(re)socialisation

Une des spécificités du contexte américain réside dans le fait que la sociologie y a été fondée par les travaux sur l'immigration. La référence à la question de l'immigration est quant à elle extrêmement rare dans la tradition sociologique européenne, et ce en dépit d'un contexte migratoire intense, notamment en France²³. Cette dissemblance dans les premières étapes de l'édification de la sociologie des deux côtés de l'atlantique n'est toutefois qu'apparente ; en réalité le cadre théorique de l'assimilation classique tel qu'il a été forgé par l'Ecole de Chicago est fortement redevable aux travaux des « pères fondateurs ». La contribution de l'Ecole de Chicago peut en réalité être relue comme l'application d'une théorie macrosociologique sur « l'intégration sociale » à la question du devenir des migrants dans une société d'accueil²⁴.

²³ En dehors de Weber, qui a plutôt réfléchi à la question de l'ethnicité, de Simmel (avec son texte célèbre sur l'étranger) et des écrits de Marx sur la question juive, il est très difficile de trouver des textes de la sociologie dite classique qui traitent de ces questions (Malesevic, 2004, chap 2).

²⁴ Les travaux de l'Ecole de Chicago sur l'immigration s'inscrivaient dans la continuité de toute une littérature sociologique Européenne sur l'intégration ou la cohésion sociale ; on peut y déceler une influence forte des écrits

Les sociologues de Chicago se sont en effet emparés de la question de l'immigration avec les outils analytiques de la sociologie européenne caractérisée par une forte inspiration fonctionnaliste²⁵ et traversée par une question épistémologique centrale : « qu'est-ce qui fait société ? ». L'immigration s'est avérée être un cas empirique tout à fait propice pour répondre à cette question; elle fut pour la sociologie américaine ce que le suicide a été pour la sociologie durkheimienne. Cet héritage européen a laissé deux empreintes cruciales dans le concept d'assimilation façonné outre-Atlantique : une forte connotation fonctionnaliste et une perspective naturaliste. Le processus d'intégration des immigrants dans une société d'accueil ferait ainsi partie de ces « lois générales » de la vie sociale (Durkheim 1894), que la sociologie, en tant que science, permet de dévoiler. En réalité, les mécanismes précis par lesquels le processus d'assimilation se déploie n'ont pas été explicités de manière analytique par les sociologues de l'école de Chicago. Leur vision de l'assimilation comme « loi générale » attribue au temps un rôle causal décisif. Dans les travaux sur l'immigration, cette causalité temporelle est souvent appréhendée en mesurant l'impact de la durée du séjour et du changement intergénérationnel qui seraient une sorte de « main invisible » de l'intégration.

de G. Simmel, des travaux de F. Tönnies et notamment les concepts de *Gemeinschaft* et de *Gesellschaft* mais aussi de ceux de Durkheim sur l'intégration sociale. Les travaux de Thomas et Znaniecki (1927) et ceux de Park et Burgess (1921) sont les plus emblématiques de cette influence. Pour des approches socio-historiques de l'héritage de l'Ecole de Chicago on peut se référer à (Chapoulie, 2001; Persons, 1987).

²⁵ Si les approches fonctionnalistes en sociologie sont très diverses, on peut identifier un dénominateur commun dans une conception de la société comme système, soudé par des normes et valeurs communes et dont les composantes sont interdépendantes. Le système a tendance à converger vers des situations d'équilibre en dépit des processus de changement social. Si le fonctionnalisme trouve ses fondements dans la sociologie européenne du tournant du siècle, il a connu un âge de gloire dans les années 1950 aux Etats-Unis notamment grâce aux travaux de T. Parsons ayant renforcé sa tournure normative en accordant une place cruciale au processus de modernisation des sociétés.

S'il est à l'évidence un élément constitutif de la conception même de causalité, le temps, ne peut être un mécanisme causal auto-suffisant dans la théorie sociologique puisqu'il fait abstraction totale des acteurs. Derrière ce facteur temporel, le mécanisme sociologique moteur de l'assimilation depuis l'école de Chicago relève de la « socialisation », de manière assez générale et abstraite, de sorte qu'il est rarement nommé comme tel.

C'est en faisant ce parallèle entre les fondements de la sociologie américaine de l'immigration et l'héritage de la sociologie classique européenne qu'on peut comprendre la centralité du paradigme de la migration/re-socialisation dans les travaux sur l'immigration. Tout comme leurs maîtres de pensée européens, les sociologues de Chicago ont en effet accordé une place primordiale aux normes et valeurs, inculquées lors de la socialisation, et qui agissent comme des ciments de la société. La migration provoque un choc de socialisation théorisé sur le mode de la rupture ; elle est ainsi perçue comme un facteur d'anomie (une sorte de déconnexion du système) potentiellement porteur de dysfonctionnements tels que pertes de repères, souffrance psychologique, délinquance, etc. Cette rupture se trouve ainsi compensée par un processus de re-socialisation des individus qui fonctionne comme un mécanisme qui les rattache au système social. Le concept chicagorien le plus emblématique de ce processus de re-socialisation est celui d'acculturation qui préjuge non seulement d'une re-socialisation mais aussi d'une dé-socialisation ; il s'agit pour le migrant, homme marginal (Park, 1928), de se détacher de sa culture d'origine pour épouser celle de la société d'accueil. Ce processus individuel et douloureux de dé-socialisation/re-socialisation est conçu comme le moteur de l'assimilation.

La place prépondérante accordée à la socialisation dans la sociologie européenne est souvent expliquée par la nature des transformations de ces sociétés au tournant du XXe siècle et notamment l'intensification de l'industrialisation et de l'urbanisation. Aux Etats-Unis, les sociologues ont rajouté à ce tableau, l'immigration même, comme facteur central du

changement social. Néanmoins, si l'Amérique de l'Ecole de Chicago était à l'évidence une terre d'immigration, elle était aussi une Amérique ségrégationniste. Comprendre les contours de la représentation de l'assimilation des immigrants comme re-socialisation nécessite ainsi de se replacer au sein de la réflexion sur les mécanismes sociaux des inégalités sociales en Amérique et notamment leurs composantes raciales (Du Bois, 1903; Myrdal, 1944; Tocqueville, 1951).

Il semble de ce point de vue indéniable que la centralité du paradigme de la migration/re-socialisation dans la sociologie américaine du début du siècle n'est pas neutre du point de vue de la question raciale. La fondation de l'immigration comme champ de la sociologie américaine ne peut se comprendre qu'en relation avec la question raciale; l'étude de l'assimilation des immigrants a fonctionné comme un argument pour expliquer aussi, par analogie, les mécanismes des inégalités raciales et prédire leur évolution (i.e. atténuation). C'est ce que Blauner (1972, p. 71) a appelé *the immigrant analogy*. Les travaux sur l'assimilation des immigrants du début du siècle laissaient entrevoir la possibilité et la désirabilité de l'assimilation des Afro-américains, non encore assimilés, tels que des nouveaux migrants (Omi et Winant, 1994). Il est par exemple frappant de remarquer à quel point le concept de *race relations cycle* forgé par Park est incongru produit comme il est de la plume d'un sociologue qui vit dans une société où l'ordre racial était flagrant et ses mécanismes structurels d'oppression infusés à tous les niveaux de la vie sociale²⁶. Plus

²⁶ Il convient ici de nuancer ces propos en situant l'œuvre de Park dans son contexte social et personnel. En retraçant l'évolution de la conception de Park et son engagement sur la question raciale, S Steinberg (2007) distingue la période pré-académique (sa carrière journalistique marquée par sa critique du capitalisme impérialiste dans le très fameux *Congo's paper*) et post-académique. Si Steinberg est très critique de l'héritage de Park dans le domaine des études sur la race et l'ethnicité, rejoignant ainsi les analyses de S. Lyman (1974) ou celles de Mckee (1993), il reconnaît tout comme ces derniers les différentes (contradictoire) facettes du

fondamentalement encore, il est surprenant que les sociologues américains de la première moitié du XXe siècle aient si peu milité au sein du mouvement des *Civil Rights* et n'ont en réalité même pas « vu venir » ce mouvement et les transformations de la société américaine qu'il a portées (Lyman, 1993). On peut ajouter à cela le fait que les sociologues noirs comme W. E. B. Dubois et O. C. Cox n'ont pas accédé à la reconnaissance académique des sociologues de l'Ecole de Chicago, en dépit de travaux extrêmement innovants²⁷. Le lien entre la sociologie américaine et la question raciale peut même être relu avec un regard davantage critique comme étant, au moins ambivalent voire même légitimateur (Lyman, 1974; Steinberg, 1998). Ainsi, pour S. Steinberg, « American sociology has its roots in an effort to provide erudite justification for racial hierarchy » (Steinberg, 2007, p. 50).

Ce qui vaut de manière frappante pour la sociologie de l'immigration de l'Ecole de Chicago, vaut en effet pour la sociologie européenne classique en général. Comme le montre R. W. Connell (1997), le cadrage fonctionnaliste de la sociologie classique et la centralité du concept de la modernité ne peut se comprendre sans replacer le processus d'édification de la sociologie dans une période historique marquée par les exploits coloniaux des Européens²⁸.

sociologue et le fait que sa contribution à la discipline dépasse de loin la question raciale. On peut se référer à l'analyse que fait P. Kivisto (1995) de la critique de Lyman pour une vision plus nuancée sur ces questions.

²⁷ En plus de *The Souls of Black Folk* (Du Bois, 1903), ouvrage considéré comme fondateur des études raciales aux Etats-Unis. *The Philadelphia Negro* de Du Bois (1899) est un ouvrage d'ethnographie statistique tout à fait pionnier non pas seulement pour la sociologie mais aussi pour d'autres disciplines des sciences sociales telles que la démographie, la géographie et l'histoire. Sur l'héritage de Du Bois, qui s'est par ailleurs progressivement retiré du monde académique au profit d'un activisme politique plus intense aux Etats-Unis et aussi ailleurs dans un contexte de lutes anticoloniales, voir notamment (Wilson et al., 1996; Zuberi, 2004).

²⁸ Pour une perspective historique du lien entre les premiers travaux sur l'intégration des immigrés en France et le lien avec la question de la colonisation on peut se référer à (Escafré-Dublet et Kesztenbaum, 2011). A. Hajjat

Les premiers sociologues étaient de ce point de vue confrontés de plein fouet aux tensions inhérentes à la montée du capitalisme libéral et impérialiste du XIXe siècle.²⁹ La différence centrale entre les développements sociologiques de part et d'autre de l'Atlantique n'a donc réellement consisté qu'en le fait que l'immigration faisait partie de ces objets d'analyse qui permettaient de résoudre – au moins dans l'apparence – ces tensions, alors qu'en Europe, la question du lien entre inégalités sociales en métropole et dans les colonies a davantage été éclipsée. Connell affirme même que le fondement de la sociologie construite a posteriori comme « classique » - notamment via l'influence de T. Parsons aux Etats-Unis comme le montre (Lyman, 1974) - a effacé toute référence à l'impérialisme de la réflexion sociologique.

Il ne faut pas comprendre ce *framing* initialement **a-racial** de la réflexion sociologique comme « intentionnel » ou raciste. Au contraire, il peut même être analysé en réaction à la forme dominante du racisme structurel de l'époque, celui qui classe les humains en termes de « type », notamment en référence à des marqueurs phénotypiques (Banton, 1998). Le concept d'assimilation présente à l'évidence des connotations anti-essentialistes ou plus précisément, contre l'essentialisme biologique³⁰. C'est là que les mécanismes de socialisation

(2012) dresse aussi une analyse du modèle républicain en rattachant ces questions à l'histoire coloniale. Voir aussi sur ce sujet (Amiriaux, 2010; Amiriaux et Simon, 2006; Simon, 2010).

²⁹ Une auto-critique post-coloniale de la discipline sociologique peut être trouvée dans certains textes de P. Bourdieu (1976) ou de I. Wallerstein (1991). E. Said (Said, 1978; 1993) analyse les liens entre les sciences sociales et humaines d'une part et la « culture de l'impérialisme » caractérisée notamment par la théorie du progrès social d'A. Comte. Les écrits de F. Fanon (1952) ont quant à eux analysé les effets de la colonisation en adoptant une approche au croisement entre les sciences humaines et la psychologie. Pour de plus amples développements sur les rapports entre sociologie, empire et colonialisme on peut se référer aux travaux de G. Steinmetz (2014).

³⁰ Selon Fredrickson (2002), quand l'assimilation est envisagée on ne peut pas parler de racisme, au sens strict du terme (lié à des caractéristiques phénotypiques essentialisées). Pour une discussion des tensions et

jouent un rôle central ; ils permettent de déplacer la perspective analytique de la biologie (discours très puissant au tournant du XXe siècle en plein effervescence du darwinisme social) vers la culture, comprise comme un ensemble de normes et valeurs (ce qui à l'époque s'apparentait à un discours progressiste)³¹. Contrairement à la couleur de la peau, la culture a ceci de particulier qu'elle est mouvante, transformable ; elle est même susceptible de s'éteindre, de disparaître³². Ainsi, en dépit de ces connotations évolutionnistes, la théorie de l'assimilation était dans le contexte de l'époque profondément anti-raciste³³. De ce point de vue, les sociologues de Chicago se percevaient clairement comme « aux côtés » (ou du côté) des Afro-Américains (Steinberg, 2007, p.53). Cette « bienveillance » caractéristique des étapes fondatrices du discours sociologique sur l'assimilation, est, à mon sens toujours d'actualité dans la sphère scientifique. La théorie de l'assimilation – révisée dans le sens d'un

intersections entre racisme biologique et racisme culturel (ou *culturalism*) on peut se référer à (Modood, 2005) (en particulier l'introduction et le premier chapitre) ou à (Taguieff, 1988) (en particulier le chapitre 8) ou encore à (Balibar, 2007).

³¹ Les célèbres travaux d'anthropologie physique de F. Boas qui déconstruisent le darwinisme social sont emblématiques de ce point de vue. Voir en particulier (Boas, 1912).

³² R. Alba a utilisé l'expression the « twilight of ethnicity » pour exprimer ces dynamiques d'atténuation des spécificités culturelles des immigrants européens (Alba, 1981; 1985).

³³ Ce lien entre assimilation/socialisation et discours anti-raciste permet de comprendre les théories qui émergent après les *Civil Rights* aux Etats-Unis et qui accordent un rôle de plus en plus déterminant aux mécanismes culturels dans l'explication de la durabilité des inégalités qui touchent les Afro-Américains, allant même jusqu'à pointer des « éléments pathologiques » dans la culture noire (Moynihan, 1965). L'assimilation/acculturation comme mécanisme d'égalisation apparaît tout à fait compatible de ce point de vue avec un cadrage politique libéral (au sens américain du terme). Voir à ce sujet (Steinberg, 1994). En France, les travaux récents de H. Lagrange (2010) font écho à ce débat en reprochant aux sciences sociales de ne pas prendre la « culture » des populations issues de l'immigration au sérieux.

pluralisme accru et une distance plus franche avec les connotations ethnocentriques – se revendique toujours comme anti-raciste et inclusive vis-à-vis des minorités ethnoraciales.

Ainsi, loin d'être liée à un certain courant scientifique ou une école de pensée, la prévalence du paradigme de l'assimilation dans la sociologie de l'immigration trouve ses racines dans la construction même de la sociologie en tant que discipline scientifique. Plus précisément, c'est le cadrage fonctionnaliste de la pensée dite classique en sociologie, son positionnement normatif relativement à l'idée même de modernité et ses tourments vis-à-vis de la question de l'Empire, qui expliquent la prédominance du paradigme de la migration/re-socialisation au sein de la sociologie de l'immigration. En Europe, cette tradition fonctionnaliste s'est accompagnée d'une tendance à minorer la pertinence sociologique des questions liées à l'appartenance des individus à des groupes ethniques ou raciaux et minimiser leurs effets sur les lignes de stratification des sociétés. Aux Etats-Unis en revanche, l'héritage fonctionnaliste a débouché en une domination du paradigme de l'assimilation non seulement dans les travaux sur l'immigration mais plus globalement dans ceux qui traitent la question des « relations raciales » et ce au moins jusqu'aux années 1960. On dénonce aujourd'hui une racialisation/ethnicisation du discours scientifique sur l'immigration en France ; on peut toutefois penser que la tendance historique fut plutôt celle d'une dé-racialisation, au sens d'un effacement voire même d'une supplantation de la question raciale par la sociologie de l'immigration.

Cela a conféré à la sociologie de l'immigration une certaine autonomie vis-à-vis des questions d'inégalités sociales et a contribué à subordonner ces questions à l'analyse en termes d'assimilation.

L'impossible réhabilitation de l'assimilation ?

Dans les liens que j'ai tenté de dresser entre la fondation de la sociologie américaine de l'immigration autour du processus d'assimilation et l'héritage de la pensée sociologique européenne, je fais essentiellement référence à la conception dite classique de l'assimilation, qui correspond aux premières interprétations des travaux de l'École de Chicago. Il serait toutefois réducteur de ramener l'ensemble des travaux contemporains sur ces questions à cette conception classique de l'assimilation. Cette dernière a subi des critiques de plus en plus virulentes à partir de la deuxième moitié du XXe siècle de sorte que la sociologie américaine n'a cessé de la déconstruire et reconstruire la conception dans des travaux empiriques et théoriques très divers, ce qui a amené certains auteurs à proclamer la mort de l'assimilation (Glazer, 1993). En France, la situation est plus complexe car si les premiers travaux sur ces questions s'inscrivaient clairement dans la lignée de l'école de Chicago (Girard, 1977; Girard et Stoetzel, 1953), les années 1980 furent marquées par « un combat pour les mots » (Schnapper, 1998, p.407-408) qui s'est soldé par le bannissement de l'assimilation³⁴ et l'édification du « modèle français de l'intégration » qui définit à la fois la politique de l'Etat en la matière et la manière dont les sciences sociales doivent analyser ces questions.

L'assimilation fut en revanche constamment « repensée » (Alba et Nee, 1997) dans la sociologie américaine sans abandonner le terme. Trois critiques centrales furent formulées : l'assimilation classique est individualiste, naturaliste et ethnocentrique. Des décompositions analytiques ont été débattues qu'elles soient en plusieurs étapes - à la Gordon (1964) - ou en deux dimensions (culturelle et structurelle) - à la Gans (1997). D'autres travaux ont esquissé

³⁴ Au cours de cette période « l'assimilation fut réduite à l'assimilationnisme » écrit D. Schnapper (1998, p.224). Les années 1990 marquent ainsi le passage d'un concept utilisé par les sociologues pour décrire un processus social à un paradigme politique voire un modèle politico-philosophique orientant l'action publique dans le domaine de l'immigration (Favell, 1998; Hargreaves, 1995; Sayad, 1999).

des typologies des « modes d'incorporation » en mobilisant des exemples empiriques de parcours différents des groupes immigrés (Portes et Zhou, 1993 ; Portes, 1996; Portes et Rumbaut, 2001; Zhou, 1997a). Cependant, et même au sein de ce large spectre théorique, l'assimilation reste prisonnière du paradigme de la migration/re-socialisation. Par exemple, le succès du concept d'intégration structurelle de Gordon a permis un certain rapprochement de la conception de l'intégration des immigrés des travaux sur la mobilité sociale qui constituent une branche importante de la sociologie de la stratification. Mais l'assimilation structurelle a fréquemment été utilisée dans ces travaux en continuant à faire référence à des mécanismes de socialisation : en plus d'être une rupture avec un espace et une culture, l'immigration entraîne aussi une rupture avec l'ordre socioéconomique de la société d'origine. Ainsi, la dimension structurelle de l'assimilation (mesurée par exemple par leurs « performances » sur le marché du travail, ou celles de leurs enfants à l'école) renvoie fréquemment à une « re-socialisation adaptative » aux normes et fonctionnement des institutions de la société d'hôte (marché, école, etc.) et aux mécanismes qui y déterminent la réussite socioéconomique et la mobilité sociale. En plus de la re-socialisation culturelle, l'assimilation se décline aussi en un processus de re-socialisation socioéconomique (Duncan et Duncan, 1968).

Les travaux sur l'assimilation segmentée quant à eux ont introduit des critiques méthodiques vis-à-vis de l'assimilation classique en creusant davantage l'intuition de Gordon quant aux contradictions possibles entre différentes dimensions du processus (Zhou, 1997b). Le choix même du terme segmentation s'est inspiré des travaux sur la segmentation du marché du travail (Doeringer et Piore, 1971) et témoigne ainsi d'un rattachement plus explicite aux questions des inégalités sociales. Mais, même en adoptant un revirement terminologique qui passe de l'assimilation aux modes d'incorporation, la prétention centrale de Portes et ses collègues était de fournir une théorie générale de l'intégration des immigrés. Aussi pluraliste et nuancée soit elle, cette théorie de l'intégration est toujours habitée par le paradigme de la

socialisation. Tout en inversant le schéma normatif, la notion de *downward assimilation* repose par exemple toujours sur des mécanismes « socialisateurs » ; c'est en ce re-socialisant à la culture du pays d'accueil que certains groupes immigrés connaissent une infériorisation durable. En outre, même si Portes et ses collègues font plus de place que d'autres à l'analyse en termes de stratification, c'est la structure socioéconomique de la société d'accueil qui, dans leur réflexion, affecte les modes d'assimilation des migrants. On ne trouve pas dans leurs écrits l'analyse inverse de la manière dont l'immigration même affecte la structure socioéconomique de la société hôte et les mécanismes de production et de reproduction des inégalités qui y règnent. Enfin, et plus fondamentalement encore, en dépit du succès de la perspective de segmentation au sein du champ de la sociologie de l'immigration, force est de constater que l'ensemble des travaux réunis derrière cette appellation souffrent d'une unité théorique et sont traversés par des contradictions conceptuelles et empiriques (Waldinger et Feliciano, 2004). L'objectif de décrire dans une perspective compréhensive les « variantes de l'assimilation » – titre d'un article devenu classique de Portes et Zhou (1993) – s'est inéluctablement traduit en une sorte d'éclatement de la théorie de l'assimilation qu'on peut d'ailleurs percevoir dans les changements du schéma conceptuel utilisé au fil des travaux de Portes et ses collègues.

On trouve sans doute plus de cohérence conceptuelle dans la réhabilitation de l'assimilation entreprise par R. Alba et V. Nee. Dans leur ouvrage intitulé *Remaking the American Mainstream*, faisant aujourd'hui figure de référence dans les travaux sur l'immigration, les auteurs proposent une théorie de l'assimilation renouvelée qui intègre l'ensemble des critiques émises depuis les travaux fondateurs de l'École de Chicago. Alba et Nee construisent ainsi des ponts analytiques qui rapprochent plus explicitement qu'auparavant, les travaux sur l'immigration des travaux sur l'ethnicité et la race. En intégrant les approches constructivistes des lignes de démarcation ethnoraciales, la nouvelle théorie de l'assimilation devient ainsi une

théorie de la dynamique des frontières ethnoraciales en situation de migration³⁵. De plus, fortement inspirés par les travaux de Shibutani (1965) et son concept de « stratification ethnique », Alba et Nee tentent d'ancrer davantage l'analyse de l'assimilation des immigrants dans l'approche stratificationniste. Ainsi, leur réhabilitation du concept d'assimilation nous achemine naturellement vers l'idée d'égalisation à la fois en termes civiques et socioéconomiques.

En dépit de ces importantes avancées analytiques, on peut rester dubitatif quant au degré auquel le concept d'assimilation reste utile lorsqu'on réfléchit à l'immigration en tant que processus de production d'inégalités. Le parallèle avec les études sur la stratification sociale fait apparaître le concept d'assimilation comme une sorte de « *benign narrative* » qui désigne selon D. Grusky (2008) les théories sociologiques caractéristiques des décennies d'après la Seconde Guerre Mondiale, qui considèrent que l'histoire des sociétés modernes évolue vers une réduction des inégalités sociales³⁶. Les travaux contemporains se caractérisent quant à eux par des « *less benign narratives* » et une réflexion plus analytique qui porte sur les mécanismes générateurs et reproducteurs des inégalités sociales. Si cette réflexion est susceptible d'éclairer les actions qui visent à lutter contre les inégalités, ces actions doivent être analysées dans une perspective politique, qu'elles émanent de politiques publiques ou de

³⁵ On pense ici à leur distinction devenue classique des mécanismes *de boundary crossing, boundary shifting* et *boudary blurring* qui applique à la théorie de l'assimilation des pistes analytiques esquissées dans le travail pionnier de Zolberg et Woon (1999).

³⁶ Grusky (2008) identifie quatre principaux arguments avancés par ces *narratives* : les révolutions européennes d'abolition des privilèges de la noblesse, la progression de l'égalité civique (vote, propriété privée, et liberté d'expression), l'abolition de l'esclavage et l'émergence des principes d'égalités entre les humains, l'égalisation des ressources économiques par le développement de l'Etat-Providence (p18).

la mobilisation des acteurs même (Waldinger, 2003b). Il semble de ce point de vue peu raisonnable de compter sur le cours du temps et le renouvellement des générations³⁷.

En résumé, et en dépit des nombreuses critiques que la conception classique de l'assimilation a subi au cours des dernières décennies, la construction de la sociologie de l'immigration autour du paradigme de la migration/re-socialisation continue à imprégner les travaux sur ces questions au-delà des frontières disciplinaires. La théorie de l'assimilation constitue de ce point de vue une « idéologie » dominante dans les études migratoires et contribue à séparer les recherches sur l'immigration des travaux plus généraux sur les inégalités sociales. Cela conduit à un certain nombre d'incohérences théoriques et empiriques dans les travaux sur l'immigration. D'un point de vue théorique, on peut souligner l'éclatement de la théorie de l'assimilation entre d'une part des travaux qui insistent sur les spécificités nationales et d'autre part ceux qui ne cessent de rajouter de nouveaux acteurs, de nouveaux mécanismes ou de nouveaux types de parcours d'assimilation (Kanas et Tubergen, 2009; Koopmans, 2013; Koopmans et Statham, 2000; Levels, Dronkers, et Kraaykamp, 2008; van Tubergen, Maas, et Flap, 2004). Du point de vue empirique, l'incohérence est palpable dans le fait que les travaux qui raisonnent dans le cadre de l'assimilation concluent souvent à l'hétérogénéité de la situation entre des groupes issus de l'immigration, qu'ils soient identifiés par des origines

³⁷ On peut de ce point de vue considérer que tout en rompant avec le fonctionnalisme sociétal de l'assimilation classique, Alba et Nee sont imprégnés par un autre type de fonctionnalisme qui se rapproche des théories du choix rationnel comme le montre par exemple le passage suivant d'un texte dont R. Alba est un des co-auteurs : « assimilation as unintended consequence of practical strategies taken in pursuit of highl valued goals » (Alba, Reitz, et Simon, 2012, p.47). Cette approche apparaît encore plus explicitement dans les travaux de Esser (2007) qui considère que les migrants investissent naturellement dans l'assimilation, en raison du simple fait que cela accroît leur capital spécifique au pays d'accueil (*receiving country capital*) qui lui, est plus rentable que le capital ethnique (*ethnic capital*).

nationales ou des appartenances ethnoraciales auto-déclarées. Ces faiblesses théoriques et empiriques aboutissent à des dérives herderiennes (Wimmer, 2009) qui consistent à mobiliser des schémas interprétatifs mettant l'accent sur la distance culturelle entre les groupes en assignant des propriétés culturelles – définies souvent de manière relativement vague – non seulement aux groupes issus de l'immigration mais aussi aux sociétés d'accueil conçues comme entités homogènes.

Si la sociologie de l'immigration se réoriente vers une approche qui raisonne en termes d'égalisation, il devient nécessaire qu'elle se rapproche des perspectives d'analyse de la stratification sociale et des mécanismes de production et de reproduction des inégalités.

III. Immigration, catégorisation et inégalités : pour une sociologie de l'immigration ancrée dans l'analyse de la stratification sociale

Dans cette partie, je chercherai à analyser la manière dont l'immigration affecte les processus générateurs et reproducteurs des inégalités sociales. Mon propos est de montrer en quoi l'immigration constitue un cas d'étude particulièrement intéressant pour la sociologie de la stratification sociale. De plus, l'immigration contribue à cette théorie en y incorporant une dimension transnationale ou globale. Je ferai essentiellement référence à des trajectoires migratoires qui impliquent l'installation d'individus venus d'un pays d'origine dans un pays d'accueil. On pourrait toutefois généraliser davantage cette définition à toute migration définie par une mobilité des individus dans l'espace, du moment où cette espace même est décomposé en entités politico-sociales instituant des frontières non seulement géographiques mais aussi politiques, économiques et symboliques.

Les développements récents dans l'analyse de la stratification sociale : des inégalités catégorielles, relationnelles et intersectionnelles

L'expression « inégalités sociales » renvoie à la question de la distribution des ressources. L'état de cette distribution à un instant t définit la stratification sociale à ce moment même ; la stratification sociale désigne ainsi la structure hiérarchique de la société. Définies de la sorte les inégalités sociales constituent un « produit », un « résultat » ou un constat d'une distribution biaisée des ressources entre des groupes sociaux ou des individus. Les sciences sociales sont un moyen de décrire, de comprendre et d'expliquer cet état. Elles ont ainsi comme double objet de documenter cet état (décrire la stratification sociale) et d'identifier des mécanismes qui conduisent à sa production et reproduction.

Au cours des dernières décennies marquées par le creusement des inégalités sociales dans la plupart des démocraties occidentales, l'étude des mécanismes de production et reproduction des inégalités est devenue plus que jamais, un objet transversal en sciences sociales (Grusky, Ku, et Szelenyi, 2008; Manza, 2009; Neckerman et Torche, 2007). Il est en effet difficile de trouver des travaux en économie, démographie, sociologie, psychologie sociale, etc., qui ne touchent pas, de près ou de loin, à la question des inégalités sociales. Cette convergence dans l'intérêt que l'ensemble des disciplines portent à la question des inégalités, confère un rôle central à la sociologie du fait d'une tradition de l'étude de la stratification sociale qui y est particulièrement ancrée³⁸.

Dans les lignes qui suivent, je présente les grandes lignes des développements contemporains de la sociologie de la stratification sociale et des inégalités qui, à mon sens, attestent de ce

³⁸ S'il y a également une longue tradition dans l'analyse des inégalités en anthropologie, cette dernière reste toutefois plus spécialisée et accorde plus d'importance à l'étude approfondie des systèmes de stratification sociale dans des configurations sociales variées. Voir à ce sujet (Tilly, 2001a).

rôle fédérateur de la discipline. Dans un second temps, je me propose d'analyser les liens entre immigration et dynamique de la stratification sociale.

La théorie de la stratification sociale en trois questions

Il est possible d'identifier trois questions élémentaires qui traversent les développements récents de la théorie de la stratification sociale ; les questions du « quoi », du « qui » et du « comment ».

- La première, la question du quoi, se rattache au type des ressources qui intéressent la théorie de la stratification sociale (*inequality of what ?*).

-La question du qui, elle, porte sur les groupes pertinents à l'analyse de l'inégale distribution de ces ressources (*inequality between whom ?*).

-Les mécanismes (inégalitaires) précis relatifs à la production et la distribution de ses ressources constituent quant à eux la préoccupation de la question du comment (*how does inequality work?*).

Ces trois questions élémentaires étaient fortement imbriquées dans les travaux classiques en sociologie, notamment parce que, née dans un contexte d'industrialisation des sociétés occidentales, et de profondes transformations de la division du travail, la discipline s'est traditionnellement focalisée sur la distribution des ressources économiques et/ou politiques. C'est le schéma marxiste qui fournit la synthèse la plus complète de ces trois questions élémentaires. L'analyse de la stratification sociale y est ancrée dans la sphère de production (là où les ressources matérielles sont produites) ; la division du travail (ou les rapports de production) est à la fois un mécanisme de distribution inégalitaire des ressources et aussi un processus de catégorisation des groupes sociaux définis par leur position au sein des rapports de production (les classes). En d'autres termes, la division du travail est à elle seule, le lieu de

production des ressources, le processus qui crée les groupes inégaux et le mécanisme par lequel ces ressources sont inégalement distribuées³⁹.

Les développements récents de la sociologie peuvent d'abord être compris comme directement liés à la complexification de la réponse à la première question, celle du *quoi*. Ainsi, l'analyse de la stratification sociale porte aussi sur l'inégale distribution des **ressources non-matérielles**. Les dernières décennies sont ainsi marquées par l'explosion des travaux qui s'intéressent aux ressources qualifiées parfois de symboliques ou morales (le respect, l'estime, le prestige, la reconnaissance, etc.) mais aussi des ressources émotionnelles comme l'amour, l'affection, l'amitié. Si la distinction matérielles/non-matérielles a des limites analytiques (comme le montrent les études sur la sexualité ou la santé), l'acceptation de plus en plus partagée de la multidimensionnalité des ressources sociales ouvre l'analyse en termes de stratification à (virtuellement) toutes les questions de société (y compris la religion, les styles de vie, les caractéristiques phénotypiques, les relations familiales, les rapports entre les sexes, etc.). Dans une tentative d'extension de l'analyse des inégalités économiques, P. Bourdieu met en avant dans un texte classique trois autres types de capitaux : culturel, social et symbolique (Bourdieu, 1986). Alors que Bourdieu élabore une définition restrictive du concept de capital, les travaux récents témoignent d'une généralisation parfois abusive de son usage ; on parle alors de capital humain, scolaire, cognitif, spatial, érotique, ethnique, d'autochtonie, etc. (Neveu, 2013). En se limitant à la notion de ressources (plutôt que capital), D. Grusky et M. Ku en distinguent huit : économiques, politiques, culturelles, sociales, honorifiques, civiles, humaines et physiques (Grusky et Ku, 2008, p. 8). Les auteurs fournissent des exemples précis de chaque type de ressources et identifient des groupes

³⁹ On peut exprimer cela en disant que le processus de catégorisation des humains en termes de classes sociales est endogène à la distribution des ressources qui y sont associées.

avantagés ou désavantagés. Dans tous les cas, l'idée de multidimensionalité des ressources pertinentes pour l'analyse en termes d'inégalités fait aujourd'hui consensus.

Par ailleurs, les développements récents de la sociologie sont marqués par une séparation analytique plus nette entre les deux questions suivantes, celle du *qui* et celle du *comment*. Cette séparation est apparue nécessaire pour expliquer non seulement l'existence des inégalités mais aussi leur durabilité (Tilly, 1998). Il ne suffit en effet pas de décrire l'état des inégalités et de comprendre par quels mécanismes elles étaient produites ; une théorie de la stratification sociale doit aussi rendre compte de la manière dont les inégalités résistent et se reproduisent, et expliquer pourquoi les agents les acceptent, du moins à un moment donné. La séparation entre la question du *qui* et du *comment* émane ainsi d'un souci de plus en plus impératif de conférer aux agents sociaux un rôle dans les processus de production et de reproduction de la stratification sociale (d'où la notion de *human agency*). Les nouvelles théories des inégalités sociales aspirent ainsi à réconcilier les fondements micro et macro de la stratification sociale (Lamont, Beljean, et Clair, 2014; Massey et al., 2014; Small, Harding, et Lamont, 2010).

En ce qui concerne les réponses apportées à la question du *qui*, et conjointement à l'acceptation de la multiplicité des ressources, l'idée que les groupes pertinents à l'analyse de la stratification sociale sont eux-aussi multiples ou multidimensionnels est de plus en plus partagée. Ceci est la conséquence directe du **tournant catégoriel** (Massey, 2007; Tilly, 1998). Les sociologues de la stratification s'accordent aujourd'hui sur le fait que les inégalités sociales se mesurent entre des catégories de populations qui ne sont pas en elles-mêmes immanentes ou naturelles, mais dont les frontières de délimitation et le sens social sont largement partagés par les agents sociaux à un moment *t* (Lamont et Molnar, 2002; Small, Harding, et Lamont, 2010). Pour le dire autrement, les catégories pertinentes à l'analyse de la stratification sociale ont ceci de caractéristique qu'elles font partie de ce qui va de soi (*taken*

for granted) ou du savoir partagé (*common knowledge*) (Chwe, 2001) : elles fonctionnent comme des cadres (*frame*), des récits (*narratives*) ou des « répertoires » qui régissent les mécanismes de fabrication du sens social au cours des interactions (Lamont, 2012; Small, Harding, et Lamont, 2010).

Charles Tilly avance l'idée selon laquelle les distinctions catégorielles entre les individus augmentent la probabilité d'asseoir des inégalités⁴⁰. Ces catégories fonctionnent comme des maquettes des inégalités ; l'analyse de la stratification sociale ne peut ainsi faire l'économie de se référer à des catégories de populations. Ces catégories peuvent se rattacher directement aux caractéristiques inhérentes aux individus (qualifiées d'*ascriptives* comme le sexe, l'âge, certaines caractéristiques phénotypes, etc.) ou à leurs réalisations (*achievement*) ou leur parcours sociaux (éducation, métier, lieu d'habitation, etc.). Le tournant catégoriel a ainsi contraint la sociologie de la stratification sociale à adopter une approche fédératrice qui permet de construire des ponts entre les inégalités mesurées entre différents groupes catégoriels non pas seulement pour décrire leur intersection (Crenshaw, 1991; McCall, 2001), mais aussi pour identifier des mécanismes communs qui les affectent⁴¹. Alors que l'approche en termes de classe sociale est traditionnellement au centre de la littérature sur la stratification sociale, aujourd'hui, il est très fréquent que les publications sur ces questions associent des analyses qui portent sur les inégalités entre des groupes définis en termes de classes, de couleur de peau, d'origine, de sexe, d'orientation sexuelle, etc. Le trio classe/genre/race est d'ailleurs le plus usuel (Boris et Janssens, 1999; Charles, 2008; Grusky et Ku, 2008).

⁴⁰ "Durable inequality among categories arises because people who control access to value-producing resources solve pressing organizational problems by means of categorical distinctions" (p. 7-8).

⁴¹ Pour des approches plus empiriquement ancrées de l'intersectionnalité, voir les travaux récents de C. Ridgeway et la notion de « interaction binds » (Ridgeway et Kricheli-Katz, 2013).

Le tournant catégoriel ne signifie pas uniquement que la stratification sociale désigne la distribution inégale de ressources diverses entre des catégories sociales diverses mais aussi, et peut-être surtout, le fait que l'étude des inégalités sociales ne peut se passer de l'analyse **des processus de catégorisation** qui deviennent constitutifs de la stratification sociale. Les processus de catégorisation désignent un ensemble de processus qui procèdent par classification et allocation à des catégories. Leur fonction est de « trier » des objets aussi divers que les individus, les espaces, les positions, les actions, les idées, etc. (Bowker et Star, 2000; Fourcade et Healy, 2013). Les processus de catégorisation sont éminemment temporels ou historiques ; leurs évolutions sont susceptibles donc d'être retracées et documentées par les sciences sociales⁴². Les travaux de Lamont en particulier ont cherché à décrire les processus de construction des « frontières symboliques » dans multiples contextes en montrant en quoi elles créent les conditions des « frontières sociales »⁴³ (Lamont, 2000; Lamont et Molnar, 2002).

Les processus de catégorisation s'opèrent au niveau micro (via des mécanismes cognitifs), au niveau meso (à la fois via des mécanismes culturels de fabrication du sens social *meaning*

⁴² Il faut ici signaler l'impact décisif des travaux pionniers de l'historien E. P. Thompson (1971) qui mobilisent la notion d'« économie morale » (en opposition à l'économie politique) pour montrer les limites du déterminisme économique. Même les mécanismes considérés au cœur des processus économiques (la fixation des prix sur un marché), dépendent de représentations locales et contextuelles de ce qui est bien et juste. Cette notion invite ainsi à incorporer dans le champ de l'analyse des inégalités sociales l'étude des processus collectifs d'évaluation qui confèrent de la valeur à certaines ressources et les rendent désirables. Pour une discussion de l'usage de l'expression « économie morale » et son application y compris à l'immigration on peut se référer à (Fassin, 2009).

⁴³ Alors que les frontières symboliques sont des « conceptual distinctions made by social actors to categorise objects, people and practices », les frontières sociales sont définies comme « objectified forms of social differences manifested in unequal access to and unequal distribution of resources and social opportunities » (p. 168).

making et via des mécanismes organisationnels) et au niveau macro (via des procédures institutionnelles, des politiques publiques, des transformations structurelles, etc.). Les travaux de Fiske (Fiske, 1998; Fiske et al., 2002; Fiske et Taylor, 1991) et ceux de Ridgeway (Ridgeway, 2014; Ridgeway et Cornell, 2006) constituent des exemples de recherches en psychologie sociale qui font le lien entre les mécanismes cognitifs de la catégorisation et leurs conséquences stratificationnistes⁴⁴. En France, des perspectives similaires peuvent être trouvées dans les travaux de Fabio Lorenzi-Cioldi (2005; 2009) ou de Serge Guimond (De Oliveira, Dambrun, et Guimond, 2008; Guimond, 2006; 2010). Lamont de son côté insiste plutôt sur la dimension culturelle des processus de catégorisation (Lamont, 1999; Lamont, Beljean, et Clair, 2014; Small, Harding, et Lamont, 2010)⁴⁵. Les travaux de D. Tomaskovic-Devey quant à eux mettent l'accent sur les mécanismes organisationnels qui fonctionnent comme une structure d'opportunité aux processus de catégorisation (McTague, Stainback, et Tomaskovic-Devey, 2009; Tomaskovic-Devey, 1993; 2014; Tomaskovic-Devey et al., 2006). Enfin, de nombreux travaux macrosociologiques insistent sur les chocs de catégorisation déclenchés par de profondes transformations idéologiques, technologiques ou institutionnelles et leurs conséquences sur la dynamique inégalitaire (le rôle du néolibéralisme, des médias, de la globalisation, de la financiarisation du capitalisme, des chocs technologiques et environnementaux etc.) (Tilly, 2003; Wallerstein, 1976).

⁴⁴ Sur les tendances convergentes de la sociologie et de la psychologie sociale dans l'analyse des inégalités on peut se référer au numéro 4 de la revue *Social Psychology Quarterly* de l'année 2010 et notamment aux contributions suivantes (DiMaggio et Markus, 2010; Fiske et Molm, 2010; Melamed et North, 2010). M. Duru-Bellat (2011) a récemment analysé ces liens en se focalisant notamment sur la perception des injustices sociales.

⁴⁵ Dans un article récent, Lamont et ses collègues font un pas supplémentaire vers l'intégration des travaux sur les inégalités en conférant aux processus culturels de catégorisation un rôle causal (conçu plutôt au sens d'un rôle d'intermédiaire) entre le niveau micro (l'action individuelle) et le niveau macro (la structure sociale) (Lamont, Beljean, et Clair, 2014).

La question du **comment** concerne l'identification des processus qui procèdent à l'allocation des ressources entre les catégories. Il y a aujourd'hui un certain consensus autour du fait que l'exploitation et l'exclusion sont les mécanismes distributionnels les plus centraux (Tilly, 1998; 2003) et permettent de décrire de nombreuses phases historiques de la stratification sociale dans de contextes variés (Massey, 2007, chap 1). L'exploitation repose sur l'extraction de bénéfices à partir du travail ou de l'effort d'autrui. L'accaparement d'opportunités (*opportunity hoarding*) désigne l'exclusion d'autrui des zones de ressources et d'influence. Si les inégalités sociales (l'état de la distribution des ressources) sont produites par des combinaisons de ces deux types de mécanismes élémentaires, elles se propagent et se reproduisent via deux processus analysés par Tilly : l'émulation et l'adaptation. Les institutions et plus généralement les organisations jouent ainsi un rôle primordial dans la durabilité des inégalités.

Les mécanismes d'exploitation et d'exclusion sont des idéaux-types ; les relations inégalitaires se font selon des dosages divers et variés de chacun parmi eux. Ainsi, si l'analyse marxiste accorde une place primordiale à la notion d'exploitation, l'exclusion est aussi un processus qui lui est sous-jacent : l'exploitation repose en effet sur l'exclusion préalable des « exploités » de l'accès à des ressources (c'est par exemple le rôle que joue le droit à la propriété privée) (Wright, 1997, p.10). Le concept de rente utilisé par Sorenson dans son analyse des mécanismes des inégalités a également des composantes d'exclusion et d'exploitation (Sorenson, 2000)⁴⁶. Dans un texte récent, Tomaskovic-Devey identifie deux autres mécanismes distributionnels ; le *claim-making* (le fait de prétendre à certaines ressources) et le *ressource pooling* (le volume même de production de ressources). S'ils

⁴⁶ Sorenson met en avant des exemples tels que les monopoles industriels, la rétention d'information, les rentes liées à des expertises ou des qualifications, les rentes culturelles, etc. qui reposent tous sur des combinaisons d'exclusion et d'exploitation.

introduisent des nuances intéressantes l'ensemble de ces mécanismes me semblent susceptibles d'être analysés sous forme de combinaison d'exploitation et d'exclusion.

Il reste toutefois analytiquement intéressant de distinguer entre ces deux mécanismes car le degré auquel l'un ou l'autre est prédominant peut avoir des conséquences sur les rapports d'inégalités. Ainsi E.O. Wright différencie l'oppression exploitante (*exploitative*) de l'oppression non-exploitante notamment parce que la première implique une dialectique d'interdépendance entre exploitant et exploité alors que la seconde peut se traduire par l'élimination de l'opprimé par l'opresseur⁴⁷. C'est ainsi que l'analyse de la violence physique (y compris les guerres, les systèmes pénaux et pénitenciers, etc.) est centrale dans les études sur les frontières ethnoraciales (Brubaker et Laitin, 1998; Tonry, 1995; Wacquant, 1997; Wacquant, 2005; Western, 2006; Wimmer, 2013b).

Une vision relationnelle et processuelle de la stratification sociale

Si ces deux mécanismes élémentaires de la distribution de ressources ont été décrits et analysés de manière traditionnelle dans la théorie sociologique, les travaux contemporains sont caractérisés par une inclination plus nette à les encadrer dans les relations sociales (Tilly, 2001c; Tomaskovic-Devey, 2014). Tilly parle de « réalisme relationnel » et considère que « *transactions, interactions, social ties, and conversations constitue the central stuff of social life* » (Tilly, 2002, p.72). Cette vision relationnelle attire l'attention sur la nécessité pour toute théorie de la stratification sociale d'identifier des espaces d'interactions stables (contextes organisationnels) où les biais de distribution des ressources s'activent produisant et reproduisant des inégalités durables. C'est ce que J. Acker (2006) qualifie de régime

⁴⁷ Ainsi, pour Wright (1997, p11): "Genocide is thus always a potential strategy for nonexploitative oppressors. It is not an option in a situation of economic exploitation because exploiters require the labor of the exploited for their material well-being".

d'inégalité (*inequality regime*)⁴⁸. Ces contextes organisationnels conditionnent la **rencontre** entre les individus, rencontre au cours de laquelle des ressources (de l'argent, du pouvoir, du respect, de l'estime, de la reconnaissance, de l'amour, etc.) sont distribuées de manière plus ou moins inégale. On ne peut donc comprendre les inégalités sociales en se focalisant sur un groupe (les dominants, les riches, les Blancs) mais c'est bien sur l'interaction entre les groupes qu'il faut porter son attention (Blau, 1977; Blumer, 1958; Collins, 2005). Une conséquence de cet interactionnisme méthodologique consiste dans l'identification des espaces de rencontre institutionnalisés que Tomaskovic-Devey qualifie de « *durable social networks* » (Tomaskovic-Devey, 2014, p. 68). Ces espaces reproduisent certaines formes d'interactions et rendent donc les processus inégaux de distribution en leur sein durables : il s'agit par exemple de l'entreprise, de la famille, des quartiers, etc., qui doivent par conséquent constituer les plateformes des recherches empiriques sur les inégalités⁴⁹.

Deux remarques finales s'imposent avant de se focaliser sur le lien entre immigration et stratification sociale. Il convient d'abord de souligner que la distinction entre les processus de catégorisation et les processus de distribution des ressources est analytique ; en pratique il est parfois ardu de séparer ce qui catégorise de ce qui distribue. Les processus de distribution de ressources sont eux-mêmes des processus de catégorisation ; ils créent les catégories dotées en

⁴⁸ En France les travaux de S. Paugam sur les liens sociaux (Paugam, 2008) sont parmi ceux qui incorporent le plus explicitement cette dimension relationnelle des inégalités tout en s'inscrivant plutôt dans le paradigme de l'intégration (au sens durkheimien) comprise comme un système multiple et complémentaire de liens sociaux (voir notamment (Paugam, 2014) et en particulier l'introduction p. 1 à 7). Paugam a toutefois tendance à présenter les liens sociaux comme des attaches abstraites reliant les individus au système (ou à la structure sociale). Les inégalités sont ainsi comprises comme des « défaillances » du système d'intégration (p.2) et sont analysées en termes de force/faiblesse de ces liens pouvant parfois aboutir à leur « rupture ».

⁴⁹ D'où l'intérêt pour les données multiniveaux ou contextuelles : à l'échelle de l'entreprise (*firm level*), du quartier (*neighborhood level*), des écoles (*school level*), des ménages (*household level*).

ressources et les catégories dépourvues de ressources. Ainsi la catégorisation la plus traditionnellement étudiée par la sociologie (la classe sociale comprise en rapport à la division du travail) est une catégorisation *endogène* aux processus de distribution des ressources. D'autres catégorisations, notamment celles produites par le droit, sont aussi des catégorisations qui distribuent des ressources (ou des droits inégaux) (voir la partie sur la catégorisation juridique ci-dessous).

De plus, cette séparation est analytique parce qu'en réalité les deux processus s'affectent mutuellement. En mobilisant des protocoles expérimentaux, les psychologues sociaux ont montré que lorsqu'un système de catégorisation est partagé par les acteurs, même s'il est fondamentalement déconnecté de la sphère de distribution des ressources, il est susceptible de conduire à des comportements biaisés de la part des agents affectant cette dernière⁵⁰. Ces travaux montrent par ailleurs que la saillance des catégories sociales et leur puissance cognitive ont un impact sur le degré auquel les processus de distribution qui s'y rattachent sont biaisés. Dans cette perspective, le marché comme lieu de production et de distribution des ressources matérielles, reproduit - au moins en partie - des inégalités catégorielles produites à l'extérieur du marché (ou des catégorisations exogènes produites par exemple par des processus historiques tels que la colonisation, les guerres, etc.). Plus fondamentalement encore, et il s'agit là d'un point clé dans l'apport de l'approche catégorielle à la théorie de la stratification sociale, l'évolution des processus de catégorisation insufflée par des mécanismes culturels de contestations, de négociations et de luttes pour la catégorisation peuvent affecter la distribution des ressources entre les catégories : les *Civil Rights* aux Etats-Unis peuvent ainsi être compris comme la résultante d'un long processus de contestation d'une

⁵⁰ Voir les travaux de Tajfel (Tajfel, 1981; Tajfel et Turner, 1986) sur la théorie de l'identité sociale (*social identity*). Ces travaux mettent en évidence que les comportements des agents en faveur de leur groupe (*group-favoritism*) peuvent créer *de facto* des inégalités. Pour plus de détails on peut se référer à (Hogg et Ridgeway, 2003), (Hogg et Tindale, 2001) et en particulier aux contributions suivantes (Hogg, 2001; Ridgeway, 2001).

catégorisation raciale (Omi et Winant, 1994) qui affecte les distributions des ressources juridiques, morales et symboliques, mais aussi économiques, spatiales et plus généralement matérielles entre les Blancs et les minorités raciales aux États-Unis. Inversement, l'état inégal de distribution des ressources est susceptible de consolider et de reproduire des catégories exogènes ; les travaux de C. Ridgway sur le rôle du statut dans la reproduction des inégalités montrent bien que les catégories différenciant les êtres humains (genre, race, classe, etc.) engendrent des différences de statut : elles acquièrent un sens symbolique et une valeur morale (*social worth*) lorsqu'elles sont corrélées avec une distribution inégale des ressources matérielles (Ridgway, 2014). Ces recherches montrent de manière très éclairante comment les systèmes de catégorisation, même lorsqu'ils sont contingents et exogènes au marché sont susceptibles de devenir des mécanismes autonomes générateurs et reproducteurs d'inégalités sociales du fait même de leur encastrement dans la structure sociale. Dans la terminologie de Lamont et Molnar (2002) il s'agit là de processus de transformation des *catégories symboliques* en *catégories sociales*. C'est bien dans l'articulation des processus de catégorisation avec les processus de distribution des ressources que se tissent les conditions de perdurance de l'ordre social et des inégalités.

Cela m'amène à une deuxième remarque ; les théories de la stratification sociale adoptent résolument une vision processuelle palpable dans cette articulation entre la catégorisation et la distribution. La structure sociale, ou les inégalités sociales à l'instant t, sont produites par des interactions continues, récursives et cumulatives entre ces deux processus élémentaires. C'est ce qui explique leur caractère « durable ». Cette perspective processuelle a elle aussi un fondement relationnel (Tilly, 2008). Elle présente aussi des conséquences sur le *design* même de la recherche empirique sur ces questions qui doit chercher à disséquer les mécanismes

constitutifs de la dynamique sociale⁵¹. La focalisation sur les mécanismes ne doit toutefois pas s'effectuer au détriment de la description de la structure sociale notamment dans une approche temporelle. C'est l'idée de circularité qui renvoie à ce lien entre la structure de la stratification et ses mécanismes analytiques. Comme le souligne A. Abbott, cette conception de la circularité pointe les failles de toute analyse qui procède par décomposition des niveaux de la stratification sociale (Abbott, 2003). La théorie de la stratification sociale ne peut se contenter de désagréger des niveaux d'analyse (*micro, meso, macro*). La contribution de la sociologie par rapport à des disciplines plus spécialisées en termes du niveau d'analyse, est d'enrichir notre connaissance sur des mécanismes concrets, de type relationnel, qui font les liens entre les approches micro, meso et macro (Abbott, 2001).

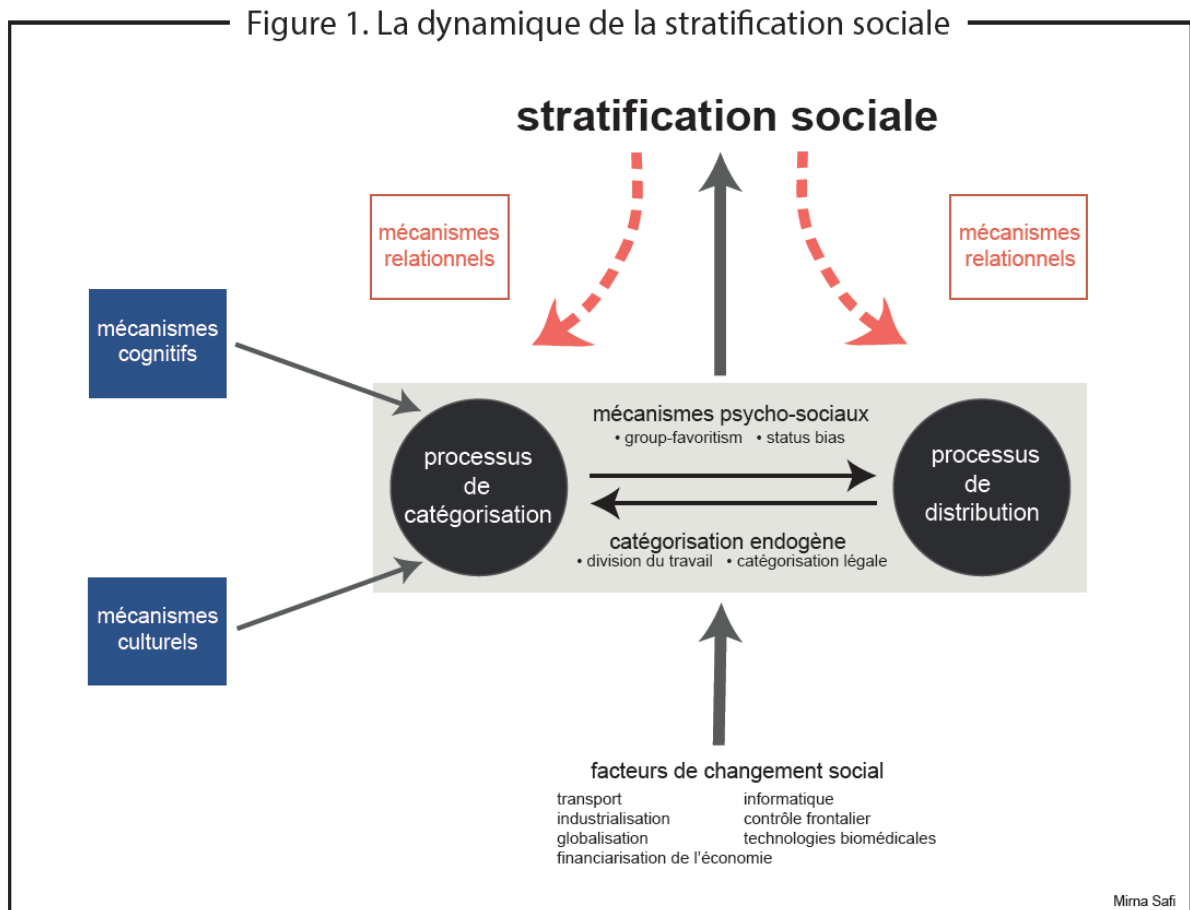
La figure 1 tente de synthétiser la dynamique processuelle de la stratification sociale. L'état de la stratification sociale est le fruit de l'effet conjoint de deux processus élémentaires : la catégorisation et la distribution. Ces deux processus s'auto-affectent : la distribution crée des catégories de manière endogène et la catégorisation initialement déconnectée de la distribution de ressources est susceptible d'affecter cette dernière. Ainsi ces deux processus doivent être entendus comme un système (partie grisée). Celui-ci est sous-tendu par des mécanismes cognitifs et des mécanismes culturels.

Les processus de catégorisation et de distribution sont éminemment relationnels et c'est leur encastrement dans des contextes organisés d'interaction sociale (famille, entreprise, quartier, etc.) qui garantit leur durabilité. La stratification sociale à l'instant *t* a un effet déterminant sur le contexte relationnel⁵² ; elle constitue une structure d'opportunité affectant ainsi à son tour

⁵¹ Voir par exemple (Hedström et Bearman, 2009; Tilly, 2001b). Le texte B. Reskin (2003) qui porte spécifiquement sur les inégalités ascriptives témoigne aussi de cet accent mis sur les mécanismes.

⁵² J'inclus dans les mécanismes relationnels tous les facteurs de l'organisation sociale susceptibles d'affecter les probabilités de rencontre et les modes d'interaction entre les individus (famille, quartier, entreprise, etc.). C'est

les processus de catégorisation et de distribution (flèches rouges). On le voit bien dans cette figure, la stratification sociale est à la fois un produit de mécanismes élémentaires inégalitaires mais aussi une pré-condition de la durabilité et la reproduction des inégalités. Enfin, la figure fournit quelques exemples des facteurs de changement traditionnellement analysés dans la littérature comme affectant la dynamique de la stratification sociale.



au cours de ces rencontres que le sens social des catégories est susceptible d'être re-négocié ou/et certaines ressources sont susceptibles d'être distribuées de manière plus ou moins biaisées. Alors que Lamont et ses collègues apparentent les processus spatiaux à des processus de distribution des ressources, il me semble que la distribution des individus dans l'espace peut se rattacher à un processus de catégorisation (celle de l'espace même) et à un processus de distribution de ressources (ressources spatiales). Ainsi, comme le marché du travail, la division de l'espace procède à la fois par catégorisation et distribution des ressources.

La décomposition entre catégorisation et distribution ne présente pas seulement une vertu heuristique ; elle fournit des pistes pour l'action politique notamment dans une optique de réduction des inégalités. Agir sur les inégalités peut en effet se réaliser via deux canaux : agir sur les catégorisations ou agir sur la distribution des ressources⁵³. La dé-catégorisation se fait plutôt par des dynamiques culturelles de contestation et de mobilisation qui altère graduellement les sens sociaux des catégories (*cultural shift* notamment dans les travaux sur les inégalités hommes/femmes) alors que réduire l'inégale détention de ressources nécessite une intervention dans les mécanismes même de la distribution ou une correction de leurs effets inégalitaires (via la re-distribution). Il va de soi que l'interaction entre les deux dimensions de l'action égalitariste est forte ; les politiques d'affirmative action ont par exemple un effet sur la catégorisation et opèrent également une forme de re-distribution (ou réparation des inégalités). Les effets de la corrélation entre les catégories symboliques et la détention des ressources peuvent toutefois amener à conférer une place centrale aux actions redistributives ou réparatrices de large envergure dans la mesure où, en réduisant cette corrélation même, cette action insuffle une dynamique de dé-catégorisation sur le long terme⁵⁴. En bref, l'analyse de l'anatomie de la fabrique des inégalités sociales présente ainsi des conséquences en termes de politiques de luttres contre les inégalités comme le résume cette phrase de Tomaskovic-Devey (2014, p. 68) : « *shifts in culture, environments, intersectional social relations all have the power to erode inequality structures relatively rapidly* ».

⁵³ La distinction entre ces deux canaux n'est pas sans rappeler les deux dimensions de la justice sociale identifiées dans les travaux de N. Fraser (2005) : la reconnaissance et la re-distribution. Voir aussi (Honneth, 2000).

⁵⁴ Voir sur ce point la réflexion éclairante de C. Ridgeway et S. Correll (2000) sur les actions qui permettent de lutter, durablement, contre les inégalités hommes/femmes, réflexion généralisée et enrichie empiriquement dans (Ridgeway et Cornell, 2006).

L'immigration comme *cas d'étude* pour l'analyse des inégalités sociales

Dans cette partie, j'explore quelques pistes analytiques qui permettent de rattacher l'immigration à la théorie de la stratification sociale et ses développements récents. Il me semble utile à cet égard de séparer l'effet de l'immigration sur les processus de distribution des ressources et son impact sur les processus de catégorisation. Cette séparation permet de clarifier les liens entre les études sur les migrations internationales, celles sur la race/et l'ethnicité et celles sur les inégalités sociales. Plus précisément, j'identifie deux axes permettant de penser le lien entre immigration et inégalités sociales.

-Migration et processus endogènes de catégorisation : la migration implique des processus de distribution/catégorisation qui allouent des humains à des catégories de populations tout en distribuant (inégalement) des ressources entre ces catégories. J'examinerai tout particulièrement les catégorisations endogènes qui découlent de la migration dans deux sphères : la sphère du marché du travail et la sphère juridique.

-La migration affecte les processus de catégorisation liés à la formation ethnoraciale⁵⁵ – de manière au moins en partie déconnectée des mécanismes de distribution des ressources. Ces processus de catégorisation peuvent être en formation dans la société d'accueil mais aussi dans la société d'origine et plus généralement dans l'espace transnational ou dans le monde.

L'économie politique de la migration : une division internationale du travail ?

L'analyse de la migration peut se faire par extension du domaine de l'analyse classique de la division du travail à l'échelle mondiale. Il existe en effet toute une tradition en économie politique et en sociologie d'inspiration marxiste qui consiste à appréhender le phénomène migratoire comme une sorte de technique d'exploitation affectant le système de distribution

⁵⁵ Que je définis dans une section qui lui est spécifiée ci-dessous.

de ressources économiques et induisant par là une catégorisation endogène des travailleurs (voir figure 2 pour une représentation graphique). Bien qu'ils n'utilisent pas toujours le même vocabulaire, ces travaux s'accordent sur le fait que la migration est d'abord provoquée par des tensions et transformations structurelles caractéristiques des économies capitalistes. Importer du travail à moindre coût constitue ainsi une forme de « technologie capitaliste » qui tente de palier aux défaillances structurelles du système. Cette stratégie a toujours existé sous des formes multiples mais se trouve particulièrement adaptée à l'ère du capitalisme globalisé, stimulée par la révolution des moyens de transports et de communication (Castles et Kosack, 1973; Portes, 1997; Sassen, 1988; Stark, 1991 ; Zolberg, 1989). La migration fournit ainsi une « armée industrielle de réserve » qui accentue l'efficacité de l'extraction du « surplus capitaliste » et offre par là une main d'œuvre facilement exploitable⁵⁶.

Ce cadre analytique considère ainsi la migration comme un processus de catégorisation des travailleurs qui émane de manière endogène des mécanismes de distribution des ressources au sein de la sphère de production dès lors que l'analyse économique se situe à l'échelle globale ou internationale⁵⁷. Cette catégorisation n'est rien d'autre qu'une structure de classes sociales

⁵⁶ Le rattachement de la migration au capitalisme trouve ses racines intellectuelles dans une tradition marxiste de l'analyse de la race et du racisme. Voir par exemple l'étude séminale de (Williams, 1944) sur l'esclavagisme comme technologie capitaliste. Les travaux de Cox (1948) et ceux plus récents de Miles (1984; 1989) s'inscrivent dans cette tradition. Miles en particulier l'adapte spécifiquement à un contexte d'immigration (Miles, 1982). J. Rex développe de son côté une analyse de classe de la race dans une perspective Wébérienne (Rex, 1986).

⁵⁷ Dans une perspective globale des inégalités, la migration peut être perçue comme la « partie émergée de l'iceberg » cachant des rapports d'exploitation plus systématisés et n'impliquant pas forcément le déplacement des individus entre les pays du Nord (ou du centre) et les pays du Sud (ou de la périphérie) du « système-monde » (Wallerstein, 1984).

internationales qui émane d'une division elle aussi internationale du travail (Breton et Reitz, 2003; Brown, Eichengreen, et Reich, 2011; Korzeniewicz, Moran, et Stach, 2003).

Le parallèle avec un autre phénomène démographique, l'urbanisation, qui a également été analysée par la tradition marxiste comme une technologie d'exploitation, peut être éclairant. L'exode rural massif a un rôle central dans la constitution de la classe ouvrière ; il découle directement de l'industrialisation de l'économie et des transformations des mécanismes de distribution des ressources qui lui sont associés. Tout comme les transformations sociologiques impulsées par l'urbanisation à la fin du 19^e siècle émanaient de la sphère économique même, la migration fournit au capitalisme post-industriel du 20^e et 21^e siècle la main d'œuvre nécessaire au maintien de sa profitabilité et à la reproduction de son régime d'exploitation. La migration affecte ainsi directement les processus de distribution des ressources et par là même, de manière endogène, la catégorisation des travailleurs. La figure 2 illustre cela.

L'ensemble de ces travaux ont ceci en commun qu'ils se focalisent sur la migration dite de travail et mobilisent des schémas interprétatifs intrinsèquement liés au fonctionnement du marché du travail. Dans l'analyse devenue classique de M. Piore, la notion de la segmentation (dualisation) du marché du travail est centrale pour comprendre la situation socioéconomique des immigrés (Doeringer et Piore, 1971; Piore, 1979). C'est la citoyenneté qui confère un outil de segmentation de la main d'œuvre répondant à la nature même de la demande de travail. Les citoyens sont réticents à occuper les positions les plus défavorables du marché du travail secondaire et les employeurs ont des difficultés à pourvoir des postes dans ce segment marqué par l'instabilité cyclique et les bas salaires. Les travailleurs étrangers eux acceptent plus volontiers ces positions pour deux raisons : la première est liée à des considérations de statut (les conséquences en termes de statut de leur non-citoyenneté les fait accepter plus

facilement des positions subalternes⁵⁸) et la seconde est liée à leur position structurale entre deux marchés du travail qui fait que, relativement à la rémunération du travail dans leur pays, les caractéristiques des postes qu'ils occupent dans la société hôte restent intéressantes. Un troisième argument moins souvent avancé est de nature instrumentale : les immigrés sont moins sensibles aux considérations de stabilité de l'emploi du fait même que leur migration est vécue sur un mode temporaire. Dans ses travaux sur les travailleurs immigrés en Belgique, A. Rea montre que l'élargissement de l'Union Européenne et la dérégulation du marché du travail ont permis une forme de « délocalisation interne » du travail des immigrés présentés de plus en plus non pas comme des migrants mais comme des « travailleurs mobiles » (Rea, 2006 ; 2013). On le voit bien, la main d'œuvre immigrée apparaît pour des raisons diverses (macro ou micro) bien adaptée aux besoins d'un marché de travail segmenté. Ces approches qui font le lien entre la migration et la division internationale du travail s'appliquent aussi à l'étude des migrants hautement qualifiés de « nouvelles élites de la mondialisation » (Favell et Smith, 2006; Wagner, 1998). Ces perspectives insistent dans une approche bourdieusienne sur l'accumulation de capitaux culturel et social spécifiques à une classe privilégiée de migrants, qualifiés d'ailleurs plus souvent d' « expatriés », de « mobiles », de « cosmopolites » ou de transnationaux (Calhoun, 2003; Favell et Recchi, 2011; Recchi, 2006; Wagner, 2010).⁵⁹

Si, comme on l'a dit, la littérature qui développe cette approche de la migration par le travail est plutôt d'inspiration marxiste (ou néo-marxiste) (Bonacich, 1972; 1976; Brown, Eichengreen, et Reich, 2011; Doeringer et Piore, 1971; Miles, 1984; Reich, 1981; Sassen, 1988) de nombreux points communs peuvent en réalité être décelés, aussi surprenant que cela

⁵⁸ Voir la section suivante pour plus de développement sur l'effet de la citoyenneté.

⁵⁹ Signalons ici que de nombreuses études montrent en effet que cette mobilité de migrants hautement qualifiés ne se convertit pas de manière uniforme en capitaux sociaux et culturels selon les origines. Pour des études de cas français voir par exemple (Hachimi Alaoui, 2007; Santelli, 2001; 2010).

puisse paraître, avec des travaux en économie néoclassique⁶⁰ (Borjas, 1989; 1994; 1999). Dans ces deux corpus de la littérature, d'apparence antagoniste, le marché du travail occupe une place centrale dans l'explication du phénomène migratoire et les mécanismes de distribution des ressources au sein du marché du travail (qui reposent sur la rémunération de la productivité dans le premier cas et sur l'exploitation dans le second) sont les déterminants de la situation socioéconomique des migrants et de leur situation relative par rapport aux natifs⁶¹. Selon ces deux approches théoriques, non seulement la migration se traduit par des inégalités entre les travailleurs immigrés et natifs, mais elle affecte également les inégalités au sein même des natifs (ou de la population majoritaire)⁶². L'ensemble de ces travaux procède ainsi par une forme de réductionnisme économique, ce dernier se déploie au sein des travaux d'inspiration marxiste par une tendance à étendre le paradigme de classe de sorte à ce qu'il englobe la question migratoire, alors qu'il se manifeste par la centralité des mécanismes du marché dans la réflexion économique sur la migration.

⁶⁰ La tradition néoclassique dans l'analyse de la migration trouve ses racines dans les travaux pionniers du géographe Ravenstein sur les lois de la migration (Ravenstein, 1885; 1889) réinterprétées par Lee (1966) comme un ensemble de « push/pull factors ». Pour une revue de littérature des théories de la migration, on peut se référer à (Massey, 1999a). Voir aussi (Castles, de Haas, et Miller, 2014, chap1).

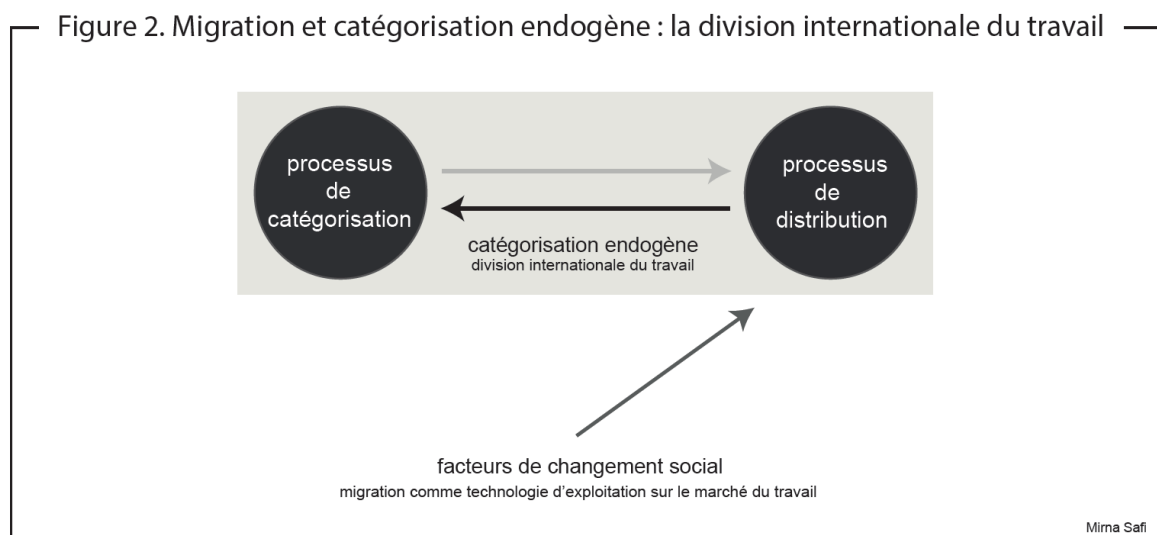
⁶¹ Dans leur ouvrage, Omi et Winant (1994) relèvent que le réductionnisme économique de la race est partagé par les sociologues marxistes et les économistes néoclassiques. Il repose sur le principe même d'encadrer la dynamique des relations entre les groupes au sein du marché du travail (voir notamment le chapitre 2).

⁶² D'où les travaux sur les divisions politiques au sein des travailleurs en raison de la migration et leurs conséquences en termes d'affaiblissement des mouvements syndicaux. Certains auteurs considèrent que ces divisions augmentent les inégalités et bénéficient à la classe dominante blanche (Blau, 1977; Lieberman, 1981; Reich, 1981). Les travaux néoclassiques montrent également que la migration de travailleurs peu qualifiés augmente la concurrence et se traduit par un effet négatif sur les salaires des travailleurs natifs peu qualifiés (Borjas, 1999).

Ainsi, si ces travaux reconnaissent la fonction catégorisante de la migration, ils la rattachent directement, et de manière intrinsèque, aux mécanismes distributifs des ressources économiques. Ce cadrage de la migration comme main d'œuvre renvoie ainsi à la primauté de la position des individus dans la division du travail comme facteur d'inégalités notamment en comparaison avec des critères issus de catégorisations exogènes au marché (nationalité, couleur de peau, religion, genre, etc.). Il existe néanmoins de subtiles variations dans la place accordée à ces critères : alors que les travaux qui s'inscrivent dans une certaine orthodoxie marxiste réfutent les potentiels analytiques des catégories migratoires et considèrent même qu'elles relèvent d'une stratégie capitaliste qui divisent les travailleurs, d'autres approches considèrent que, par l'injection de frontières catégorielles au sein de la classe ouvrière, l'immigration complexifie les rapports de production et altère leurs mécanismes inégalitaires en y introduisant une dimension ethnoraciale (Solomos et Wrench, 1995; Wrench, Rea, et Ouali, 1999). Les travaux qui articulent ces deux dimensions mobilisent parfois des expressions explicitement combinées. Ce fut le sens du concept d'*ethnclass* de Gordon (1964) défini comme des classes sociales au sein de groupes ethniques qu'il considère comme une bonne unité pour analyser la position des minorités dans la société américaine. On peut aussi citer le concept de *race-class* utilisé par J. Geschwender (1977) pour désigner les personnes se situant à l'intersection de catégories raciales et sociales. Comme le souligne E. Bonilla-Silva (1997) les auteurs qui articulent les deux approches ont tendance à considérer que les dimensions raciales sont sinon subordonnées du moins peu fondamentales par rapport aux divisions de classes soient parce qu'elles tendent à s'affaiblir (dans le schéma assimilationniste) ou alors parce qu'elles relèvent de l'idéologie (dans le schéma marxiste) et ne sont pas porteuses d'intérêts communs.

En France, ce rattachement direct de la migration à la question de la division du travail a longtemps dominé les travaux sociologiques de fait même que l'importation de main d'œuvre

organisée par l'Etat était massive après la Seconde Guerre Mondiale (Moulier Boutang, 1998; Moulier Boutang et Papadémitriou, 1994; Noiriel, 1984; 1988; 2001; Tripier, 1990). Dans cette veine, on peut aussi citer les recherches de P. Bataille (1997) en milieu syndical et ouvrier qui reposent sur une des enquêtes les plus riches sur ces questions. Si ces travaux se caractérisent eux aussi par une attention particulière à la position des immigrés dans la division du travail, ils varient dans le degré auquel ils accordent une place autonome au facteur ethnoracial. Les travaux les plus récents tendent de ce point de vue à articuler davantage les facteurs socioéconomiques et les facteurs ethnoraciaux; il s'agit par exemple des travaux de Jounin dans l'industrie du bâtiment (Jounin, 2008) ou ses enquêtes sur les travailleurs sans-papiers (Jounin, 2014).



Dans tous les cas, si cette approche de la migration a le mérite de situer d'emblée l'analyse au sein de la réflexion sur la stratification sociale, la majorité des travaux qui s'inscrivent dans ce cadre théorique considère que les divisions ethnoraciales de la main d'œuvre n'ont pas le même potentiel en termes de vecteur de lutte sociale et ne portent pas en elles les forces de transformation de la structure socioéconomique. Pour le dire autrement, la catégorisation provoquée par la migration, bien qu'endogène, n'a pas réellement d'autonomie sociologique ;

elle reste une catégorisation « supra-structurelle ». Un des exemples les plus emblématiques peut être retrouvé dans la réflexion élaborée de R. Miles sur le rôle de la migration de travail comme facteur de reproduction des rapports de production capitaliste (Miles, 1982; 1989; 1993). Miles introduit très clairement une distinction entre catégorisation et distribution dans sa réflexion sur l'immigration (qu'il rattache directement à la question raciale) au sein du paradigme marxiste (Miles, 1982, p. 169-175). L'usage qu'il fait du concept de racialisation sert bien à séparer la catégorisation opérée par la migration des mécanismes distributionnels de ressources économiques. Seulement Miles considère la racialisation comme un processus sous-jacent à l'exploitation qui reste le nœud analytique des rapports sociaux. De plus le caractère construit de la racialisation est analysé par Miles comme étant le corollaire de la non pertinence sociologique du concept de race (Miles, 1982; 1984).

Les critiques les plus souvent formulées vis-à-vis du rattachement de la migration aux mécanismes macro de la division internationale du travail reposent d'abord sur un argument empirique. Alors que depuis le 19^e siècle, les migrations de masse ont surtout été des migrations de travail (Green, 2002, chap 4), la composante économique de l'immigration est en effet en chute dans de nombreux pays d'immigration, notamment occidentaux. Les flux migratoires contemporains sont de plus en plus constitués de réfugiés et de migrants venus dans le cadre du regroupement familial. Cette critique est à mon sens peu valable, puisque ces catégories de migrants sont largement construites par les politiques migratoires actuelles caractérisées par l'hégémonie du dogme de fermeture des frontières (voir la section suivante). Elles peuvent ainsi paraître comme un artefact puisque l'ensemble de ces populations a vocation à participer (et participe de fait) au marché du travail (Salt, Clarke, et Wanner, 2005)⁶³. Il est toutefois vrai que le caractère massif et organisé du recours à la main d'œuvre immigrée dans de nombreux pays d'immigration en Europe (France, Allemagne et Royaume-

⁶³ Voir à cet égard l'analyse de Spire sur l'usage de la main d'œuvre réfugiée (Spire, 2004).

Uni en particulier) après la deuxième guerre mondiale correspond de manière particulièrement saillante aux développements théoriques qui situent la migration dans la division internationale du travail. Aujourd'hui, si les travaux distinguent plus volontiers les facteurs démographiques, politiques, écologiques et aussi culturels de la migration (Brubaker, 1991; 2010; Massey, 1999a; Massey et al., 1994; Massey et Espinosa, 1997), l'importation massive et organisée de migration de main d'œuvre et le système d'exploitation qu'elle instaure reste à l'œuvre dans de nombreuses zones de la planète, notamment pour les migrations au sein des pays du Sud (*South-South* migration) (Sassen, 2008; Skeldon, 2000). Et même au sein des pays occidentaux, les immigrés forment un segment important des travailleurs peu qualifiés et leur concentration dans certains secteurs économiques particulièrement peu rémunérateurs reste très prononcée⁶⁴.

Enfin, il me semble que les limites de la conception de la migration comme catégorisation endogène à la division du travail sont plus générales. Elles sont en effet caractérisées par une vision matérialiste des inégalités qui confine l'analyse à la sphère du travail, puisque c'est seulement au sein du marché du travail que des ressources seraient produites. Une appréhension multidimensionnelle de la stratification sociale qui incorpore d'autres ressources (notamment culturelles, sociales et symboliques) laisse entrevoir le caractère réducteur de la vision de la migration comme technologie internationale d'exploitation. En homogénéisant les migrants comme classe sociale, cette théorie fournit en effet peu de pistes interprétatives de l'effet différentiel de l'origine des migrants sur leurs chances de réussite socioprofessionnelle. De plus, ces approches théoriques ne permettent pas de réfléchir à la situation

⁶⁴ Pour des évidences empiriques récentes sur la situation désavantagée des migrants et leurs descendants dans le marché du travail français et leur concentration dans les secteurs à forte teneur d'exploitabilité, on peut se référer (Amossé et Chardon, 2006; Lemaitre, 2008; OECD, 2008; Simon et Steichen, 2013).

socioéconomique des descendants de migrants qui, nés, socialisés et formés dans la société d'accueil ne sont pas, strictement parlant, une main d'œuvre importée.

En dépit de ces limites, ce rattachement de la migration aux processus économiques de distribution des ressources sur le marché du travail nous permet de réfléchir au degré auquel la main d'œuvre immigrée est une main d'œuvre exploitable et partant durablement désavantagée. Une analyse des caractéristiques socioéconomiques des migrants (profession, éducation, type d'emploi, secteur d'activité, salaires, etc.) apparaît ainsi incontournable. Ce rattachement attire également l'attention sur la nécessité de prendre en compte non pas seulement la politique de l'Etat du pays d'immigration mais aussi celles des autres protagonistes de « l'industrie migratoire » (les entreprises, les branches professionnelles, les syndicats, etc.)⁶⁵. Enfin, et il s'agit là sans doute d'un des points les plus importants, l'analyse de la migration ancrée dans la division internationale du travail permet de dépasser le cadre national dans l'appréhension des inégalités liées à la migration, on y reviendra.

Migration, catégorisation légale et distribution inégale des droits

Dans le cadre de l'organisation du monde sous forme d'une constellation d'Etats-nations, l'immigration contemporaine donne lieu à des situations de classification des humains. Les procédures qui se rattachent au système de contrôle des frontières, aux lois de l'immigration, au code de la nationalité, aux droits des étrangers et aux règles et principes qui régissent la citoyenneté créent un ensemble de catégories juridiques et administratives qui classifient les habitants d'un Etat-nation (nationalité, type de visa ou de titres de séjour, critères de légalité

⁶⁵ Certains secteurs professionnels fonctionnent par exemple comme de vraies industries migratoires ; il s'agit notamment des secteurs de service à la personne et garde d'enfants (pour les postes peu qualifiés) mais aussi du secteur liés aux technologies d'information (pour des postes plutôt qualifiés) (Anderson, 2000; Biao, 2007; Sassen, 2008).

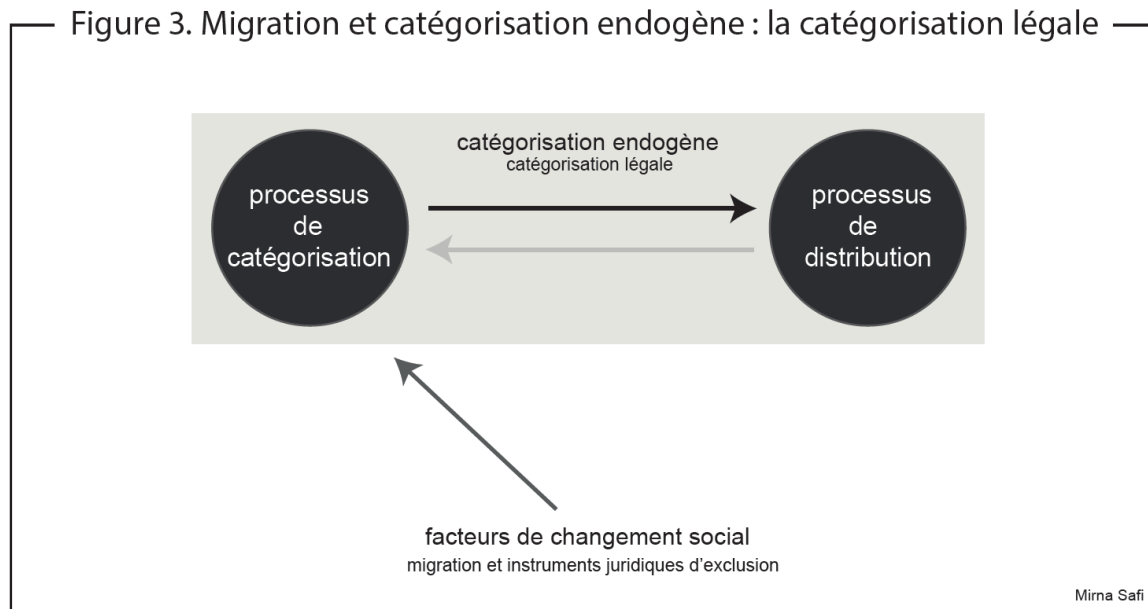
d'entrée, etc.) (Cornelius et al., 2004; Fassin, 2011; Guiraudon et Joppke, 2001)⁶⁶. Ces catégorisations légales de la migration sont « fabriquées » et implémentées par des institutions qui peuvent parfois être internationales (comme les catégories de réfugiés ou de regroupement familial) ou locales ; dans la majorité des cas elles sont nationalement instituée (ou du moins recadrées) par les autorités étatiques. Ces processus de catégorisation sont affectés par des facteurs technologiques : la multiplication et la sophistication croissantes des moyens de contrôle des frontières (y compris l'usage des techniques biomédicales) vont de pair avec une diversification des catégories administratives de migrants (Lakhani et Timmermans, 2014). Ainsi, l'immigration est en elle-même un phénomène qui augmente, nominalement, les catégories de populations dans une société d'accueil (Zolberg, 1999; Zolberg, Suhrke, et Aguayo, 1986). En créant des situations de classification juridique et administrative, la migration implique ainsi des techniques de *social-engineering* ou de *population management* (Spire, 2005; 2006; Walsh, 2008).

La catégorisation légale de la migration est endogène car elle procède simultanément par distribution inégale de ressources (figure 3). Seulement il ne s'agit pas directement de ressources économiques, puisque ces processus de catégorisation se traduisent d'abord par un accès inégal à certains droits⁶⁷. Les mécanismes distributifs caractéristiques de ce type de catégorisation sont ainsi typiquement exclusionnistes ou discriminatoires, ils relèvent donc de l'*opportunity hoarding*. Les catégories migratoires discriminent en toute légalité en attribuant à certains le droit de traverser les frontières, le droit de s'installer sur une période plus ou

⁶⁶ Ces classifications peuvent être externes ou internes aux Etats-Nations. Voir à ce sujet la distinction entre *external* et *internal control* de (Brubaker, 1991, p. 950) ou la distinction entre frontières extérieures et intérieures de utilisées par D. Fassin (2010).

⁶⁷ Le degré auquel les ressources juridiques peuvent être considérées comme matérielles se pose clairement dans le domaine des droits des étrangers (Andrez et Spire, 2001).

moins longue, le droit de travailler ou non, le droit de voter ou non, et plus fondamentalement le droit à l'existence sans la menace d'être expulsé et extirpé ainsi à son espace de vie quotidien (Calavita, 1998; 2005; Lochak, 1987; 1990; 1999; Menjivar et Abrego, 2012).



Comme tout autre processus de catégorisation, la catégorisation migratoire affecte potentiellement la distribution d'autres types de ressources que les ressources légales qui lui sont endogènes. Elle présente ainsi un impact sur la sphère socioéconomique. Les statuts administratifs associés aux catégories de migrants peuvent se traduire par des inégalités économiques « réelles », durables et potentiellement transmissibles (Aydemir, 2011; Elrick et Lightman, 2014). La catégorisation légale de la migration affecte aussi des ressources symboliques. Ainsi la nationalité est aussi un statut de « naturel » disait Sayad (1993). Elle a des conséquences en termes de « valeur morale » (Alexander, 1992; Fassin, 2005). Aujourd'hui les frontières symboliques entre les migrants légaux et les migrants illégaux sont très fortes ; par le critère de légalité l'Etat distribue (inégalement) les ressources symboliques facilitant ainsi l'exploitation des migrants (Barron et al., 2014; Chauvin et Garcés-

Mascareñas, 2012; Fassin, 2001; Fassin, Morice, et Quiminal, 1997; Massey et Riosmena, 2010).

Une des particularités de la catégorisation légale de la migration réside dans le fait qu'il s'agit d'une catégorisation assignée de manière institutionnelle et imposée aux individus. Elle est ainsi déconnectée, au moins dans sa genèse, de toute forme d'intentionnalité des acteurs qui la subissent. Par conséquent, le degré auquel les catégories légales de la migration aboutissent à des formes d'auto-identification au groupe – *groupness* (Brubaker, 2002) – est relativement faible. En ce sens, la catégorisation migratoire est fondamentalement nominaliste ; les réfugiés ou les migrants illégaux sont des groupes extérieurement définis et construits par des catégorisations internationales (avec des variations nationales pour les réfugiés) ou nationales (pour les migrants en situation d'illégalité) (Donato et Armenta, 2011; Lochak, 2013; Zolberg, Suhrke, et Aguayo, 1986). Il ne s'agit pas de catégories identitaires⁶⁸. Leur caractère assigné, au moins dans un premier temps, présente une commodité pour la recherche sur ces questions : il est en effet possible d'identifier des « événements » précis (lois, décrets, implémentation de politiques migratoires, procédures policières ou légales, etc.) pour retracer la dynamique de la catégorisation légale de la migration (Massey, 1999b). Il existe ainsi toute une tradition de recherche notamment en sociologie du droit et en sciences politiques qui analyse les politiques d'immigration en les rattachant directement à des processus de catégorisation et par conséquent d'inégalités⁶⁹. Parallèlement, et d'un point de vue politique, le caractère nominaliste des catégorisations migratoires présente un autre type de commodité ;

⁶⁸ Je me situe ici du point de vue des migrants eux-mêmes. La catégorisation migratoire a des effets identitaires sur les non-migrants (ou autochtones), qui participent à la formation ethnoraciale, comme je le développe dans la partie suivante.

⁶⁹ En France voir par exemple (Andrez et Spire, 2001; Lochak, 1987; 1990; 1999; Math et Spire, 1999; Spire, 2006).

il fournit des pistes d'actions pour réduire les inégalités. La dé-catégorisation migratoire peut ainsi avoir des conséquences égalitaristes. Les travaux les plus convaincants utilisent la naturalisation comme un exemple de dé-catégorisation et montrent qu'elle présente des effets propres sur la réduction des inégalités entre natifs et immigrés sur le marché du travail (Bratsberg, Ragan, et Nasir, 2002; Corluy, Marx, et Verbist, 2011; Fougère et Safi, 2009; Gathmann et Keller, 2014) mais aussi en termes « socioculturels » ou politiques (Ersanilli et Koopmans, 2010). Même si les travaux empiriques sont plus rares en raison de manque de données, la dé-catégorisation de l'illégalité de la migration conduirait également à des processus égalitaristes notamment sur le marché du travail (Hall, Greenman, et Farkas, 2010). Le degré auquel la dé-catégorisation migratoire a des effets égalitaristes est une question empirique : elle dépend des configurations nationales en termes de régime de citoyenneté, de régulation du marché du travail, de système juridique, etc. Les travaux suggèrent également que les effets égalitaristes de la dé-catégorisation migratoire sont d'autant plus forts pour les catégories de migrants les plus désavantagés (par exemple pour les migrants non Européens en ce qui concerne les effets de la naturalisation).

Toutefois, et en dépit de leur caractère assigné, la distribution de ressources qui se fait de manière endogène à la catégorisation légale de la migration et ses conséquences en termes d'inégalités sont susceptibles de conférer aux catégories migratoires un sens partagé par les acteurs ; elles deviennent ainsi un registre potentiel de lutte sociale (voir par exemple les travaux de Spire (2008) sur la lutte pour les droits des étrangers). Il s'agit notamment du cas pour les sans-papiers mais aussi pour les réfugiés dans certains pays (Abrego, 2011; Menjivar, 2006). En France la réforme du code de la nationalité ayant instauré le principe de « manifestation de volonté »⁷⁰ (loi Méhaignerie de 1993) fournit un cas empirique intéressant pour étudier ces processus de re-catégorisation et dé-catégorisation. Les travaux de E. Ribert

⁷⁰ Signalons ici que l'acquisition automatique de la nationalité à la majorité fut rétablie en 1998 (Loi Guigou).

(2006) montrent en quoi la nationalité participait pour les jeunes issus de l'immigration concernés par cette nouvelle loi, d'une logique d'égalisation. P. Weil (2005) considère que même si la loi de 1998 a rétabli des mécanismes juridiques qui favorisaient, depuis la première loi sur la nationalité française en 1889, l'intégration progressive des enfants et petits-enfants d'immigrés (Weil, 2002), cette réforme et le débat public qui l'a accompagnée ont marqué les générations issues de l'immigration en renforçant leur sentiment d'humiliation et d'infériorisation décrit dans le témoignage de Younes Amrani recueilli par S. Beaud (Amrani et Beaud, 2004). Ainsi, on le voit bien, la catégorisation légale de la migration interagit très fortement avec les processus de catégorisation ethnoraciale auxquels sont consacrés les développements de la partie suivante.

Pour résumer, la migration est particulièrement intéressante pour la théorie de la stratification sociale car elle fournit un exemple de catégorisation endogène. Elle permet en filigrane de relativiser la place charnière qu'occupe la division de travail comme sphère de distribution des ressources. Les ressources légales directement liées à la catégorisation juridique et administrative de la migratoire se traduisent par des chances de vie inégales ; elles sont en ce sens tout aussi matérialistes que l'argent ou le pouvoir. L'exemple le plus emblématique de la matérialité des ressources associées aux catégories migratoires réside sans doute dans les conséquences dramatiques (fréquemment meurtrières) des tentatives de migrants de traverser les frontières géographiques de l'espace mondial d'Etats-nations, qui est en lui-même une forme de catégorisation. Par ailleurs, et comme toute autre catégorisation, la migration présente aussi potentiellement des effets sur d'autres distributions de ressources qu'elles soient matérielles ou symboliques. Les catégories de migrants deviennent ainsi une maquette des inégalités.

Immigration, formation ethnoraciale et inégalités sociales

Parallèlement à ses liens avec des processus de catégorisation/distribution endogènes, l'immigration interfère avec des processus de catégorisation qui relèvent de l'allocation des individus à des groupes ethnoraciaux. Les paragraphes qui suivent analysent la manière dont la perspective stratificationniste fournit un espace analytique cohérent et éclairant pour penser les liens entre immigration et catégorisation ethnoraciale. De plus, l'immigration incite la réflexion sociologique sur la stratification sociale et celle sur les inégalités ethnoraciales à adopter une perspective transnationale.

Qu'est-ce que la formation ethnoraciale ?

Il est particulièrement ardu d'énoncer les fondements intellectuels de ces termes de manière consensuelle et univoque ; l'ethnicité et a fortiori la race résistent à toutes prétentions de définition universelle. Il me semble toutefois possible de retracer les grandes lignes du débat scientifique qui couvre ces notions dans le but d'en tirer quelques principes analytiques qui peuvent fonctionner, non pas comme des certitudes, mais plutôt comme des assises conceptuelles permettant de faire progresser la réflexion.

Dans une revue de littérature récente (Safi, 2013), j'ai proposé une relecture des débats scientifiques autour des concepts d'ethnicité et de race en tentant d'esquisser des fondements analytiques compatibles avec une approche empirique. J'y ai plaidé pour un usage combiné des deux termes sous l'expression « ethnoracial », notamment dans les travaux sociologiques préoccupés par des questions d'inégalité. Je développerai ci-dessous de manière plus systématique trois raisons qui me semblent justifier l'usage combiné de ces termes. La première, et la plus évidente, est liée au fait qu'ils renvoient tous les deux à des principes de classification des humains dans des groupes. La deuxième raison réside dans le fait qu'il est

impossible de séparer l'ethnique et le racial en se fondant sur une taxinomie des marqueurs qui distinguent les groupes. La troisième raison enfin est liée au fait que les processus sous-jacents à la formation ethnique/raciale (assignation/et auto-identification) sont imbriqués et s'affectent mutuellement.

Classification des humains dans des groupes

Les concepts de race et d'ethnicité renvoient à des systèmes de classification des humains ; ils sont ainsi le produit de processus continuels de catégorisation. De cette vision de l'ethnicité et de la race comme processus de catégorisation en cours découle comme naturellement l'idée qu'il s'agit là de systèmes de classification socialement construits et dont le sens est perpétuellement sujet à des transformations et à des négociations. C'est bien autour de ces éléments définitionnels qu'un consensus constructiviste s'est formé (Brubaker, 2009; Saperstein, Penner, et Light, 2013; Wimmer, 2013a). Si les travaux en psychologie sociale identifient des mécanismes cognitifs de la catégorisation ethnoraciale⁷¹, les processus qui raccordent leurs fondements microsociologiques à leur réalité macrosociologique sont de type culturel, au sens utilisé par Lamont et ses collègues⁷² (Lamont, Beljean, et Clair, 2014). Cela ne signifie pas que ces processus découlent d'une culture du groupe conçue comme « entité » (Adams et Markus, 2004) mais qu'ils sont générés, indépendamment de - ou parallèlement aux - mécanismes du marché, par des dynamiques d'interaction entre les êtres humains et leur environnement social (DiMaggio, 1997). Ces dynamiques conduisent à la construction et reconstruction d'un sens social conféré à l'appartenance au groupe, sens partagé entre les acteurs mais aussi continuellement négocié et contesté par eux. Il s'agit donc de processus

⁷¹ Voir par exemple (Devine, 1989; Fiske, Cuddy, Glick, et Xu, 2002; Harris et Fiske, 2006). Pour des travaux français en psychologie sociale sur ces questions, on peut se référer à (Guimond, 2006; 2010) et à (Amin, Poussin, et Martinez, 2008).

⁷² Voir aussi (DiMaggio, 1997; DiMaggio et Markus, 2010).

éminemment relationnels ou inter-subjectifs. En suivant le cadre théorique de Omi et Winant (1994) qui constitue une référence centrale pour les travaux sur ces questions, j'utiliserai l'expression *formation ethnoraciale*⁷³ pour parler de la dynamique de ces processus de catégorisation⁷⁴.

L'impossible taxinomie des marqueurs

Il est d'usage de renvoyer la race à des critères de classification biologiques ou phénotypiques (Banton, 1977; Winant, 2000). Les marqueurs raciaux seraient donc visibles et difficilement transformables ou effaçables (la couleur de la peau étant le marqueur le plus souvent étudié). L'appréhension usuelle de l'ethnicité l'associe en revanche à des marqueurs plus malléables - qualifiés de culturels - susceptibles de disparaître ou de se transformer (comme la langue, la religion ou les mœurs, les valeurs et les modes de vie, etc.). Les approches

⁷³ Je préfère ici parler de « formation » plutôt que de relations ethnoraciales, bien que les processus culturels sous-jacents à construction de l'ethnique/racial soient des processus relationnels. Le terme formation me semble mieux correspondre à l'approche analytique ici adoptée qui se focalise sur les processus de catégorisation. Le terme relations est plus ambigu de ce point de vue. Comme le relève Banton (1989, p.12) une interaction entre deux personnes appartenant à deux groupes raciaux n'est pas forcément une « relation raciale ». Pour comprendre les inégalités raciales, la perspective de la formation ethnoraciale nous invite à analyser à la fois pourquoi et comment les classifications en groupe se forment et acquièrent un sens partagé d'une part, et les conséquences de ces classifications sur les relations sociales, d'autre part.

⁷⁴ A ceci près que Omi et Winant (1994) parlent de formation raciale (*racial formation*). Pour une analyse de l'impact de cet ouvrage sur la sociologie de la race aux Etats-Unis on peut se référer à (Saperstein, Penner, et Light, 2013). Brubaker et Wimmer utilisent plus volontiers l'expression *group-formation* et préfèrent le terme ethnique au terme racial. En France et plus généralement dans la littérature francophone, en dépit d'une tendance récente à l'usage de l'adjectif racial ou du terme racialisation, l'ethnicité, l'ethnique ou l'ethnisation sont davantage mobilisés dans les travaux sur ces questions (Bastienier, 2004; Juteau, 2006; Martiniello, 1995; Poutignat et Streiff-Fénart, 1995).

anthropologiques et historiques nous alertent toutefois sur le caractère particulièrement épineux de séparer l'ethnique du racial en se fondant sur une taxinomie de marqueurs. Dans certains contextes, la religion peut devenir un « marqueur incorporé » fortement corrélé avec une apparence phénotypique ou une caractéristique visible - comme le montrent les travaux sur la racialisation de la religion musulmane par exemple (Gotanda, 2011). Certains marqueurs raciaux acquièrent par ailleurs quelques choses d'ethnique quand les individus s'y identifient - on peut ainsi parler de l'ethnicisation du groupe Afro-Américains aux Etats-Unis, notamment au cours de la période de lutte pour les droits civiques (Cornell et Hartmann, 2004). En réalité, un grand nombre de spécialistes s'accorde sur la nécessité de se détacher de la dialectique nature/culture qui sous-tend les distinctions entre race et ethnicité. Les processus de catégorisation de type ethnoracial, tout comme ceux qui se rattachent au genre (Guillaumin, 1992), sont caractérisées par une commune « prétention primordialiste » (Cornell et Hartmann, 1998) ; il s'agit de catégorisations potentiellement essentialisantes, ou « essentialisables ». Les marqueurs qui fonctionnent, dans certains contextes historiques, comme des principes d'allocation des individus aux groupes ethnoraciaux (langue, couleur de peau, religion, nationalité, origine, etc.) sont des critères qu'on peut qualifier d'*ascriptifs* (Reskin, 2003). Il devient ainsi possible de définir la formation ethnoraciale comme désignant les processus de « fabrication » et de négociation de sens social (*meaning making*) adossés à une catégorisation des humains sous forme de groupes discrets (ou catégoriels) et encadré dans des substrats individuels ascriptifs.

Une parenthèse s'impose ici : il y a quelque chose de fondamentalement arbitraire dans les catégorisations ethnoraciales qui les sépare d'autres catégories sociales ascriptives telles que le genre. C'est dans cet arbitraire même qu'il faut chercher les raisons du malaise que l'on éprouve vis-à-vis de la notion de race, malaise qui peut se traduire par un rejet (Winant, 2000). Alors que l'idée de construction sociale du genre, tout comme celle de la race, est

partagée aujourd'hui par-delà les frontières disciplinaires, nul ne songe à préconiser le bannissement du mot ou l'abandon du féminin/masculin comme catégories analytiques. De manière similaire, les travaux sur les orientations sexuelles et leurs conséquences sur les inégalités n'impliquent pas un stigmatisme scientifique ou politique à nommer l'homosexualité. La spécificité de la race réside dans le fait que le lien entre les marqueurs et les catégories qui en découlent est fondamentalement arbitraire – au sens de la contingence historique. Il se prête moins à l'objectivation empirique directe comparativement au genre et nécessite d'accepter une sorte d'insaisissabilité empirique. Même si certains auteurs mobilisent la notion de contingence et d'arbitraire dans l'appréhension du genre, le substrat même, à savoir le sexe, est accepté comme support de mesure de la catégorisation genrée et comme outil d'objectivation de ses effets stratificationnistes - qu'il convient de faire interagir avec d'autres caractéristiques. Le rassemblement de ces différentes formes de catégorisation sous le qualificatif ascriptif aide à mon sens à pallier à ce malaise, voire à s'en détacher, pour comprendre le concept de race comme fondamentalement lié à des processus de catégorisation des humains dans des groupes définis par des marqueurs vécus comme « donnés » à l'individu et qui sont ainsi perçus comme lui étant caractéristiques⁷⁵.

⁷⁵ L'idée d'ascription présente des fondements cognitifs liés à la particularité de la reconnaissance des êtres humains comme tels et à leur classification par le cerveau. Les recherches en psychologie sociale mettent en évidence que les mécanismes cognitifs de la catégorisation reposent sur un classement dual sur un axe de compétence d'une part et un axe de sympathie (*warmth*) d'autre part. Ces schémas cognitifs sont réinterprétés et « recadrés » (*framed*) socialement en attribuant des caractéristiques stéréotypées à certains groupes sociaux (Brubaker, Loveman, et Stamatov, 2004; Fiske, Cuddy, Glick, et Xu, 2002) La spécificité de la catégorisation ethnoraciale réside alors dans le fait que les membres des groupes stigmatisés peuvent être négativement classés sur les deux dimensions (*warmth* et *competency*) et deviennent à la fois méprisés et profondément haïs jusqu'au dénigrement même de leur appartenance à l'humanité. Ces mécanismes cognitifs expliqueraient le fait que l'on

Le malaise face au concept de race trouve aussi ses sources dans le fait qu'une conception historiquement situable de la race – celle qui affecte aux phénotypes humains un sens moral hiérarchisé – est aujourd'hui dominante dans l'imaginaire social et politique et implique une sorte de diabolisation tous azimut du terme⁷⁶. Selon Banton (1998), cette conception correspond à une appréhension de la race comme type ; elle est historiquement récente (19e siècle). Cette prédominance de cette conception particulière de la race aboutit à une sorte de décontextualisation du concept qui est contradictoire avec son appréhension comme processus perpétuel de catégorisation. Cette confusion conceptuelle qui consiste à opérer par une forme d'équivalence entre la catégorisation de type racial et le sens socialement construit dans une période historique particulière de la race comme types des humains – ou ce qu'on peut appeler le racisme - fonctionne comme une impasse à la réflexion sociologique sur ces questions⁷⁷.

La conjonction conceptuelle de la race et de l'ethnicité au sein d'une théorie générale de la stratification sociale nous aide à dépasser cette impasse. Brubaker considère que

puisse leur infliger toutes les formes de violence sans compassion et sans coûts psychologiques pour les dominants (Fiske, Cuddy, Glick, et Xu, 2002; Harris et Fiske, 2006; Massey, 2007).

⁷⁶ Desmond et Emirbayer (2009) définissent la race comme une « catégorie symbolique » en référence aux travaux de Lamont et Molnar (2002). Ils ajoutent dans leur définition une notion de méconnaissance qui renvoie à la perception (erronée) de la race comme une catégorie naturelle. Il me semble que la notion d'ascription comprise dans un sens constructiviste comme étant potentiellement essentialisable (ou primordialisable) est plus satisfaisante que l'idée de conception erronée (*misconception*) qui implique une posture normative des sciences sociales vis-à-vis de ce que les acteurs peuvent penser.

⁷⁷ Dans son ouvrage sur le racisme, Fredrickson (2002) met en avant une définition stricte qui le rattache à des caractéristiques non modifiables, non assimilables (et qui exclut donc la culture comme marqueur racial). T. Modood (2005) discute cette définition ainsi que les liens entre racisme biologique et « racisme culturel » en se référant notamment à l'expérience des Sud-Asiatiques au Royaume-Uni.

l'interdisciplinarité croissante et le dialogue entre les différentes écoles de pensée nous conduit à voir l'ethnicité et la race (au rang desquelles il ajoute la nation) comme « *single integrated family of forms of cultural understanding, social organization, and political contestation* » (Brubaker, 2009, p.22).

Deux mécanismes élémentaires de la formation ethnoraciale : l'assignation et l'auto-identification

Les processus de catégorisations ethnoraciaux construisent des frontières entre les groupes (*group boundary*) dont la genèse et la dynamique deviennent en eux même objet d'étude pour les sciences sociales. Aujourd'hui la littérature qui se focalise spécifiquement sur cette fabrique des frontières et leur évolution (*boundary work*) commence à être conséquente (Barth, 1969; Lamont et Molnar, 2002; Saperstein et Penner, 2010; 2012; Wimmer, 2008b). Ses enseignements attirent l'attention sur la centralité des mécanismes d'identification dans la fabrique des frontières ethnoraciales (Brubaker et Cooper, 2000). L'identification comprend des processus d'auto-définition (*internal definition*) et d'hétéro-définition (*external definition*) (Jenkins, 1994)⁷⁸. On peut ainsi les décliner en deux sous-processus qu'on désignera ci-dessous par l'assignation et l'auto-identification.

-L'*assignation* se définit comme le procédé de délimitation d'un groupe extérieur (*out-group*) au travers d'une classification externe (ou imposée) aux individus. Dans un texte classique Lyman et Douglass (1973) utilisent le terme « *alter-casting* » pour désigner ce processus. En français c'est le terme altérisation qui est aujourd'hui le plus souvent utilisé⁷⁹. L'ensemble de

⁷⁸ Jenkins restreint l'usage du concept de catégorisation à la classification externe (qui produit des catégories et non pas des groupes).

⁷⁹ Voir par exemple le numéro spécial de REMI en 2011 « La construction de l'altérité dans l'espace noir atlantique : Etats-Unis - France - Caraïbes - Amérique latine » ou le numéro spécial de la revue Sociologie sur l'islamophobie en France (2014) ou encore les travaux de H. Abdellali et M. Mohamad sur l'altérisation

ces expressions insistent sur le caractère externe ou extérieure du traçage de la frontière : de ce fait les processus d'assignation sont plus à même de fabriquer des catégories qui se rattachent à des marqueurs visibles ou incorporés⁸⁰ qu'ils soient phénotypiques (ou liés au corps) ou qu'ils procèdent par d'autres formes de visibilité (i.e mode d'habillement, signes religieux, etc.). L'assignation serait ainsi le mécanisme caractéristique de la construction raciale.

-L'*auto-identification* désigne les processus de construction d'un sens d'appartenance à un groupe, justifié ou légitimé, par des marqueurs identifiés comme similaires. La définition que donne Weber (1921, p.130) de l'ethnicité comme « croyance subjective en une communauté d'origine » fondée sur des « similitudes » reste une référence clé dans la définition de ces processus d'auto-identification.⁸¹

Si la séparation analytique de ces deux processus élémentaires de la formation ethnoraciale est heuristique, elle est en réalité artificielle dans la mesure où, et c'est là la troisième justification de combiner l'ethnique et le racial, l'assignation et l'auto-identification sont

médiatico-politique des Musulmans en France. Dans une approche plus ancrée dans la psychologie sociale, on peut aussi se référer aux travaux de A. Amin (Amin et Gonin, 2007; Amin, Poussin, et Martinez, 2008).

⁸⁰ C'est ainsi que Lyman et Douglass (1973, p.349) parlent d'*alter casting of saliencies*.

⁸¹ Selon Weber, ces similitudes peuvent être physiques, culturelles ou encore historiques. Il cite en effet « l'habitus extérieur », les « mœurs », les « souvenirs de la colonisation ou de la migration ». On le voit donc, la conception wébérienne de l'ethnicité est très large et englobe en réalité des visions actuelles du racial. Weber fait pourtant une différence entre les deux termes en liant l'appartenance raciale à la « possession de dispositions semblables, héréditaires et transmissibles » qui sont quant à elles « réellement fondées sur la communauté d'origine ». Ces caractéristiques ne donnent pas obligatoirement lieu à un sentiment d'appartenance (et donc à une ethnicité au sens wébérien). D'après Weber, la spécificité du racial réside dans le fait qu'il s'agit d'un principe de catégorisation qui produit « une activité communautaire purement négative » se manifestant par la « ségrégation », le « mépris » ou la « crainte superstitieuse » (Weber, 1921, p. 124).

fondamentalement imbriquées et s'affectent mutuellement. Il s'agit de deux processus consubstantiels du fait même de la nature relationnelle des processus de catégorisation. Ainsi les travaux sur la blancheur (*Whiteness*) ont dévoilé que, l'assignation des Afro-américains à un groupe racial noir dans le contexte Nord-Américain a comme corollaire, moins visible et traditionnellement moins étudié, la construction du groupe blanc même et la sous-jacente auto-identification normative des individus à ce groupe (Frankenberg, 1993; McDermott et Samson, 2005; Ward, 2008). Plus fondamentalement encore, l'association des deux sous-processus (assignation et auto-identification) à des mécanismes culturels de reproduction des inégalités nous invite à y réfléchir ensemble. Ainsi, plutôt qu'un compromis idéologique, la conjonction des deux concepts de race et d'ethnicité (via l'usage de l'adjectif ethnoracial par exemple) est un pas en avant analytique (Cornell et Hartmann, 2004, p.34) (*analytic move*). Brubaker dresse un constat similaire en affirmant que : « *rather than seek to demarcate precisely their respective spheres, it may be more productive to focus on identifying and explaining patterns of variation on these and other dimensions, without worrying too much about where exactly race stops and ethnicity begins* » (Brubaker, 2009, p.28).

Enfin, il convient de dire quelques mots sur la localisation des processus de formation ethnoraciale. Comme on l'a évoqué ci-dessus, les nouvelles théories des inégalités sociales insistent sur le fait que les processus de catégorisation, comme ceux de la distribution des ressources, sont intrinsèquement relationnels. Ainsi, une approche analytique qui cherche à identifier les facteurs de la formation ethnoraciale doit être attentive aux variabilités dans les contextes d'interaction entre les individus appartenant à des groupes différents. Comme c'est le cas pour l'ensemble des processus culturels, les contextes d'interaction qui affectent la formation ethnoraciale peuvent être très locaux ou localisés (entreprise, école, quartier, ville, région, pays, etc.) produisant ainsi des configurations variables du sens adossé à la

catégorisation ethnoraciale et de la manière dont les actions individuelles peuvent en être affectées.

Toutefois, ce travail de contextualisation doit se traduire par une multiplication des niveaux d'analyse plutôt que par la prédominance d'une échelle d'observation qui serait la plus pertinente - celle accordée par exemple à l'Etat-nation dans les travaux sur les « modèles d'intégration » (Favell, 2001; Wimmer et Schiller, 2003). Plus précisément, la contextualisation ne peut évincer la pertinence d'une analyse macro-sociologique et macro-historique de la formation ethnoraciale qui se situe à un niveau global (Banton, 1977; 1998; Collins, 2001). Les catégorisations ethnoraciales sont en effet affectées par des transformations structurelles ayant profondément modifié le contexte relationnel entre les groupes humains sur la planète ; le rôle de l'impérialisme et de la colonisation (Balibar et Wallerstein, 2007; Rea, 1998 ; Miles, 1989; Said, 1978), de l'esclavagisme (Fredrickson, 2002), de la construction des Etats-Nations (Wallerstein, 1984; Wimmer et Min, 2006), du capitalisme notamment dans sa version néolibérale (Goldberg, 2009 ; Lamont et Duvoux, 2014) et de la globalisation (Bonilla-Silva, 2000; Winant, 2001), etc. ont été particulièrement étudiés⁸². Certains travaux rattachent ainsi la migration et les systèmes de classification ethnoraciale à la « géopolitique » ou aux relations internationales (Wihotl de Wenden, 2010 ; Fitzgerald, Leblang, et Teets, 2014)⁸³. Ces instances globales de la formation ethnoraciale ne fonctionnent pas comme héritage stable ; elles participent aux répertoires culturels en

⁸² Ces travaux avec cadrage macrosociologique utilisent plus volontiers le concept de race que d'ethnicité (à l'exception de Collins). La race a en effet une connotation globale ou systémique alors que l'ethnicité renvoie à des phénomènes identitaires plus localisés (Cornell et Hartmann, 1998, p.105).

⁸³ En insistant ainsi sur l'héritage culturel macro-historique de situation de domination entre les Etats-Nations, Collins considère que les différences physiques sont des « geopolitical markers inscribed on the bodies of human being » (collins 1999, p.74).

constante re-négociation⁸⁴. De ce point de vue, les caractéristiques actuelles de la globalisation comprises non pas comme homogénéisation culturelle mais plutôt comme croissante dé-territorialisation relationnelle et accélération de la circulation de l'information, rendent la dimension globale de la formation ethnoraciale particulièrement pertinente (Kivisto, 2002). Dans la mesure où des formes d'interaction entre les humains existent par-delà les espaces localisés, et s'affranchissent aujourd'hui même de toute forme de proximité spatiale, le lieu de la formation ethnoraciale ne peut être un espace délimité et a fortiori pas un pays. Plus fondamentalement encore, l'allocation des individus à des espaces géographiques, y compris ceux qui renvoient à des frontières plus ou moins institutionnalisées (tels que les Etats-Nations, l'Europe, le monde occidental, le pays en voie de développement, etc.), peuvent être appréhendés comme des types particuliers de catégorisation ethnoraciale – d'où le lien entre les trois concepts de race, ethnicité et nation. Ainsi, dans sa revue de littérature sur ces questions, Brubaker (2009, p. 23) affirme que *“the field is global...[] it is increasingly informed by an understanding of the world as a single integrated social, economic, political, and cultural space”*. Si cette affirmation est valable pour tout un ensemble de processus culturels - y compris ceux qui se rattachent à la formation des Etats-nations même devenus un principe organisationnel de la *World Society* (Meyer, 2010; Meyer et al., 1997) - la prise en compte de la dimension globale de la formation ethnoraciale a une importance analytique cruciale pour les questions d'inégalités liées à l'immigration. Elle attire l'attention sur le fait que certaines catégories ethnoraciales ont un sens partagé par-delà les frontières nationales qui régissent le phénomène migratoire et peuvent être « portées » par les migrants traversant les frontières (Lorcerie, 2010 ; Waldinger 2015). Les plus évidentes sont celles liées aux

⁸⁴ Pour une analyse en termes de *path-dependency* de l'héritage colonial et ses effets sur la catégorisation des migrants dans un contexte non européen (Japon) en utilisant notamment le concept d'« émulation » de C. Tilly, on peut se référer (Shin, 2010).

hiérarchies des citoyennetés même – comme mode planétaire d’organisation rattachant des individus à des Etats-Nations (Castles, 2005). Ces hiérarchies sont construites et renégociées tout en étant affectées par un ensemble de facteurs internationaux : le droit international, le commerce international, la puissance militaire et l’influence politique dans la gouvernance mondiale. C’est ce qui amène certains auteurs à parler de « *transnational racism* » Castles (2005, p. 216-218). Goldberg (2005, p.98) analyse l’exportation du modèle de « *racial Americanization* » et son application aux relations internationales qui lient les Etats-Unis à des pays conçus en termes raciaux notamment après les attentats du 11 septembre⁸⁵. Brubaker (1991) souligne la tendance à « l’internationalisation de la conscience » (*internationalization of consciousness*) et l’identifie comme un facteur suscitant plus de pression migratoire à l’échelle de la planète (non pas dans le sens d’une augmentation en volume des migrants mais plutôt comme une tension croissante entre la demande de migration et la volonté des pays destinataires d’en accueillir). Si ces travaux utilisent plus souvent le mot race (ou ses dérivés) que celui d’ethnicité (en parlant par exemple de *world global race politics*, de *global race theory*, *world racial system*, etc.), ces espaces transnationaux de la formation ethnoraciale ont des effets sur l’identification (assignation et auto-identification) des individus à des groupes et interagissent ainsi avec des niveaux plus localisés de la dynamique ethnoraciale. Le concept de formation ethnoraciale permet de les incorporer dans une perspective qui fait le lien entre des mécanismes micro et macro de la catégorisation.

Enfin, bien que la plupart de ces travaux ne fasse pas directement allusion aux conséquences de leurs approches théoriques sur les perspectives empiriques de l’analyse des inégalités

⁸⁵ Voir aussi (Goldberg, 2006) pour une analyse parallèle de la *Racial Europeanization*. Dans son ouvrage, d’autres chapitres sont consacrés à d’autres dynamiques de la formation ethnoraciale sur la planète : *racial Palestinialization*, *racial LatinAmericanization*, *racial SouthAfricanization*, *Racial Neoliberalism* (Goldberg, 2009).

ethnoraciales, ils peuvent en filigrane justifier un usage élargi de certaines catégories ayant un sens possiblement traçable et restituable par des travaux en sciences sociales (la distinction européen/no-européen, la catégorie occidentaux/orientaux, la catégorie de migration post-coloniale, la catégorie de migrants musulmans, etc). Le degré auquel ces catégorisations ethnoraciales globales ont des conséquences quotidiennes et stables sur l'accès à des ressources matérielles au sein même des Etats-Nations modernes doit être attesté par des travaux empiriques cumulatifs.

Immigration et formation ethnoraciale

C'est d'abord dans la nature relationnelle du concept de migration qu'on peut déceler un lien avec la formation ethnoraciale. S'il peut paraître aller de soi que la migration est un facteur de construction de l'ethnique et/ou du racial, cela ne veut pas dire pour autant que l'immigration est synonyme de formation ethnoraciale. En effet, les groupes ethnoraciaux ne sont pas tous produits par la migration ; des relations de type ethnoracial sont susceptibles de se développer y compris entre des groupes « indigènes » (Richmond, 1978)⁸⁶. De plus, la migration peut au contraire conduire à de l'homogénéisation ethnoraciale comme il est le cas par exemple des migrations avec « affinité ethnique » ou encore de migration avec octroi d'une citoyenneté ethnique. C'est ce que Brubaker (1998) qualifie de *ethnic unmixing*⁸⁷. Plutôt que d'identifier la migration comme « cause » de l'ethnoracial, il est plus fécond d'adopter une approche dynamique pour analyser la manière dont l'immigration affecte la formation ethnoraciale en cours (Lee et Bean, 2004; Richmond, 1956).

⁸⁶ Autant qu'on puisse s'accrocher à ce qualificatif en remontant dans le temps, et avec une certaine nuance car il y a souvent une dimension de migration ou de déplacement de populations dans les sociétés pluriethniques (Richmond, 1978).

⁸⁷ Brubaker mobilise les exemples des *Ethnic Germans* en Allemagne, les *Ethnic Hungarian* en Hongrie, les *Ethnic Russian* en Russie et les Juifs en Israël.

La migration transpose des individus dans l'espace et provoque par-là des rencontres individuelles et collectives dans un contexte où la catégorisation des humains en groupe a déjà ses principes d'allocation en cours de négociation. Elle crée par là-même de nouvelles situations de classification ou de re-classification⁸⁸ dont la dynamique articule les mécanismes élémentaires de la formation ethnoraciale que sont l'auto-identification et l'assignation.

Le niveau qui peut paraître le plus immédiat de l'effet de l'immigration sur la formation ethnoraciale concerne le processus même de formation des nations. Par sa nature démographique de phénomène transfrontalier, l'immigration met en exergue les incongruences intrinsèques au modèle « idéal-typique » de l'Etat-nation. Ces incongruences se rattachent notamment aux présupposés de territorialité de l'Etat et la nation, de la culture nationale et de la citoyenneté (Brubaker, 2010, p. 63). Par cela même la migration transfrontalière affecte la formation des Etats-Nations ; elle provoque ce que Brubaker qualifie de *politics of belonging*. Cette observation découle d'abord d'une vision processuelle de la constitution même des Etats-nations (*nation building process*)⁸⁹. Alors qu'il existe une tradition en sociologie et en sciences politiques qui explique les modes d'intégration des immigrés par une vision relativement figée de la culture ou de la tradition nationale, souvent

⁸⁸ Qui pose notamment la question de la manière dont les migrants sont classifiés dans la catégorisation ethnoraciale en cours dans la société d'accueil (d'où l'usage fréquent de l'expression *how do they fit in ?* dans les travaux américains).

⁸⁹ Il convient de souligner ici que ces situations de classification provoquées par la migration sont intrinsèquement liées à l'organisation du monde sous forme d'Etats-Nations qui est d'ailleurs une des raisons pour laquelle l'immigration est présentée dans le discours politique ou social comme un *problème*, ou une « problématique imposée » pour reprendre les termes de Sayad (2006, p.53). Il s'agit là du caractère intrinsèquement politique de la migration comme le souligne A. Zolberg, (1999). Brubaker (2010) donne des exemples concrets de sources internes de *politics of belonging*, dont les sources ne sont pas forcément migratoires, dans certains pays de l'Europe de l'Est.

d'ailleurs sans grand fondement empirique, il est frappant de souligner à quel point l'immigration transforme la « culture nationale » ou les traditions nationales de citoyenneté en obligeant certains Etats-Nations par exemple à modifier leur droit de la nationalité (Joppke, 1999; Vertovec, 2011). L'exemple de la plus grande tolérance vis-à-vis de la double nationalité à la fois dans les pays d'émigration et d'immigration est assez intéressant à cet égard (Bauböck, 2010; Faist et Kivisto, 2007). C'est par exemple le fait migratoire qui a conduit l'Allemagne à modifier son droit de la citoyenneté dans le sens d'une introduction du droit du sol alors que ce pays est traditionnellement présenté comme le prototype du différentialisme au sein des travaux sur les modèles nationaux de l'immigration. Aux Etats-Unis à l'inverse, l'immigration massive, notamment en provenance du Mexique a renforcé une certaine demande exclusionniste dans un pays caractérisé plutôt par une citoyenneté inclusive (Aleinikoff, 2000; Joppke, 2000). Certains auteurs attirent aussi l'attention sur le fait que la migration transforme les contours même de la définition « nationale » de la citoyenneté (Bloemraad, Korteweg, et Yurdakul, 2008), allant parfois jusqu'à prophétiser, non sans un certain enthousiasme, l'avènement d'une citoyenneté transnationale ou post-nationale (Jacobson, 1996; Soysal, 1994).

Par ailleurs, l'immigration affecte la formation ethnoraciale de la nation via le processus même de catégorisation juridique et administrative auquel elle donne intrinsèquement lieu (voir partie ci-dessus). Non seulement les catégories migratoires assignées sont susceptibles de devenir des catégories symboliques, mais plus fondamentalement encore, en assignant les immigrés à l'*out-group* anti-national, c'est aussi un sens de l'appartenance au groupe national qui se construit en partie comme anti-migratoire. Les politiques d'immigration fonctionnent ainsi comme une formidable machine de formation ethnoraciale qui, en assignant les immigrés à un groupe qui se situe à la frontière de la citoyenneté, affecte par-là même l'auto-identification des non-immigrés (natifs, groupe majoritaire) comme nationaux ou autochtones

(Bail, 2008; Jacob et Rea, 2005 Waldinger, 2003a). Banton a qualifié cette dialectique qui construit un groupe majoritaire tout en assignant des individus à un groupe minoritaire, d'ethnicité « *minus-one* » (Banton, 1983, p. 64). Aux Etats-Unis, les travaux montrent à quel point la formation ethnoraciale du groupe blanc a été affectée par les vagues migratoires du début du 20e siècle ainsi que par les politiques et lois de l'immigration qui les ont régies. En France, certains travaux font aussi apparaître que la stigmatisation de l'immigration comme problème social, politique et économique, accentue la dimension ethnoraciale de l'appartenance à la France (ou la francité). L'injonction croissante à l'intégration dite « culturelle » et à la maîtrise du Français, la mise en exergue de la laïcité et l'importance croissante accordée à l'égalité hommes/femmes⁹⁰ comme système de valeurs, ne doivent pas être comprises uniquement comme processus d'altérisation des étrangers, en particulier des Musulmans, mais aussi comme des éléments de l'auto-délimitation et de l'auto-définition ethnoraciale de la francité (Simon et Escafret-Dublet, 2009, Lorcerie, 2007; Poiret, 2011; Poiret, Hoffmann, et Audebert, 2011; Safi, 2014b)⁹¹. Ainsi, on le voit bien, le lien entre

⁹⁰ La laïcité et l'égalité homme femmes devenant même des requis d'intégration figurant dans le texte de la loi de 2006 ayant rendu le Contrat d'Accueil et d'Intégration obligatoire pour les primo-migrants en France. Ces principes sont aujourd'hui systématiquement mis en avant dans les formations civiques prévues dans ce cadre. Cette loi a ainsi donné un contenu explicite à la notion d'« intégration républicaine » déjà largement utilisée dans la sphère politique de sorte que Hajjat parle d'injonction à la « conversion républicaine ». Grâce à des travaux ethnographiques des procédures de naturalisation, cet auteur montre en quoi la construction de l'identité est corollaire d'une délimitation du groupe Musulman comme inassimilable (Hajjat, 2010; 2012). Voir aussi (Modood, 1994) pour une analyse du cas britannique.

⁹¹ Lamont a analysé le « républicanisme français » comme un « répertoire » créant une catégorisation qui trace des frontières hostiles à l'immigration (Lamont, 2000, p. 186). Voir aussi l'analyse que fait M. Eberhard des ressorts de « l'habitus républicain » et ses conséquences au sein même des organisations qui prennent en charge la discrimination (Eberhard, 2010). Plus récemment, J. Beaman (2014) mobilise le concept de « citoyenneté

immigration et formation ethnoraciale contribue à l'appréhension processuelle de la construction de la nation même et attire l'attention sur les transformations dialectiques et relationnelles des groupes majoritaires/minoritaires (Guillaumin, 1985). L'approche par les frontières ethnoraciales permet, selon Wimmer (2013a, p. 27), de problématiser *the basic distinction between immigrant minorities and national majorities on which the field of immigration research is based*. L'immigration est donc emblématique de la dimension ethnoraciale de la construction des nations.

Parallèlement à cela, la migration affecte également les catégorisations des groupes au sein des Etats-Nations via une articulation de processus d'assignation et d'auto-identification. Pour les comprendre, là aussi, il est nécessaire de se placer dans une perspective dynamique en partant d'un système de frontières ethnoraciales en cours, et en laissant une place centrale dans l'analyse aux contextes socioéconomiques et culturelles de l'immigration et aux stratégies individuelles et collectives de négociations des frontières. Les travaux historiques semblent particulièrement adaptés à cette approche processuelle. C'est ainsi que les historiens qui se sont penchés sur les processus de construction de la blancheur au tournant du 20^e siècle aux Etats-Unis ont montré comment les Italiens, les Juifs, les Irlandais et d'autres groupes issus de l'immigration, bien que bénéficiant d'une citoyenneté blanche, n'étaient pas considérés ou perçus tout à fait comme des Blancs (Alba, 1992)⁹². Ils le sont en effet devenus, aidés par un contexte démographique particulier de tarissement des flux migratoires et par des conditions socioéconomiques favorables à la mobilité sociale (Massey, 1995). Ces éléments contextuels ne sont toutefois pas suffisants pour comprendre le « blanchiment » des groupes issus de l'immigration Européenne. Les travaux retracent des stratégies d'auto-classification

culturelle » dans son analyse des « frontières de la francité » qui séparent les secondes générations maghrébines de la population majoritaire en France.

⁹² D'où le beau titre d'un ouvrage de Jacobson (1998) *Whiteness of a different color*.

caractérisées par une forte démarcation vis-à-vis des Afro-Américains (Ignatiev, 1995; Jacobson, 1998; Roediger, 2005). Alba et Nee s'appuient sur des études historiques sur la blancheur pour identifier un processus de *boundary shifting*, qui constitue, selon eux, un mode d'assimilation des immigrants (Alba et Nee, 2003, p. 60-61). Le *boundary shifting* désigne le déplacement d'une frontière qui procède par incorporation collective de certains groupes sans pour autant altérer le sens même de la frontière, ni sa saillance sociale⁹³. Ainsi, la migration Européenne du début du 20e siècle aux Etats-Unis a conduit à une extension du domaine de la blancheur reconfigurant ainsi les catégorisations ethnoraciales en cours dans la société américaine⁹⁴.

En effet, depuis les travaux pionniers de Baubock (1998) et de Zolberg et Woon (1999) le paradigme de *boundary work* tend à supplanter l'assimilation comme outil conceptuel permettant de décrire le devenir des groupes migrants dans les sociétés d'accueil. La dimension intrinsèquement dialectique de la notion de *boundary work* permet en plus de

⁹³ Bien que n'ayant pas abouti à un blanchiment strictement parlant, l'exemple de l'immigration Chinoise (Loewen 1971) montre à quel point la reproduction du schéma racial en vigueur dans la société d'accueil peut fonctionner comme une stratégie de classification dans le groupe dominant

⁹⁴ Il faut ici souligner que les travaux les plus récents contestent cette idée de *boundary shifting* qui aurait blanchi les groupes issus de la migration européenne. Selon Fox et Guglielmo, les migrants européens n'ont jamais réellement été de l'autre côté de la frontière par rapport au groupe blanc, notamment lorsqu'on compare leur statut aux Afro-Américains ou aux migrants Mexicains de la même période (Fox et Guglielmo, 2012). Des travaux empiriques utilisant les recensements de l'époque dans une perspective longitudinale corroborent ce « mythe » du blanchiment des migrants Européens en montrant qu'ils n'étaient pas traités inégalement sur le marché du travail, et ce dès leur arrivée (Abramitzky, Platt Boustan, et Eriksson, 2014). Ces travaux attirent l'attention sur la non-validité de la transposition de l'expérience de l'immigration européenne du début du 20e siècle aux migrations contemporaines donnant lieu à une racialisation bien plus nette de certains groupes. Ils tendent ainsi à renforcer le rôle des catégorisations raciales dans le devenir des migrants dans les sociétés d'accueil.

mettre l'accent sur les transformations que cela implique non seulement au sein des groupes minoritaires mais également pour le groupe majoritaire et plus généralement sur les processus de catégorisation ethnoraciale en cours dans la société. Dans un ouvrage récent, Wimmer fournit une analyse remarquablement élaborée et riche en exemples comparatifs de ces dynamiques de *boundary work* en mobilisant données statistiques et approches ethnographiques⁹⁵. Wimmer articule finement son analyse de la dynamique de la formation ethnoraciale avec les processus de distribution des ressources⁹⁶. Ainsi, s'il démontre en quoi la catégorisation est une pré-condition à la division politique et aux inégalités socioéconomiques (voir notamment le chapitre 5 sur les dynamiques de catégorisation dans les quartiers immigrés en Suisse), il insiste également sur le fait que les inégalités peuvent elles-mêmes produire des catégorisations non-économiques en associant des marqueurs à la détention de privilège (voir notamment chapitre 4).

L'ensemble de ces travaux met en exergue le caractère processuel de la fabrication des frontières et les négociations et mobilisations qui l'accompagnent. Au cours de ces luttes pour la catégorisation, les stratégies des migrants ne sont pas toujours gagnantes. Il est intéressant à cet égard de comparer deux études pionnières de M. Waters sur l'instrumentalisation et la flexibilité de l'identité ethnoraciale. Alors que dans *Ethnic Options*, Waters montre que les groupes issus de la migration européenne du début du siècle vivent leur appartenance ethnique de manière situationnelle et optionnelle (sans que cela ait de réelles conséquences sur leur vie)⁹⁷, les travaux de la même sociologue sur les *West Indians* révèlent à quel point les « options ethniques » qui s'offrent à eux sont vouées à l'échec. Les premières générations de

⁹⁵ Voir aussi (Wimmer, 2008a).

⁹⁶ En s'inscrivant dans la lignée des travaux de Barth (1969), Wimmer (2013a, p.9) utilise le concept de frontière à la fois comme catégorisation et comme mode d'organisation sociale.

⁹⁷ En faisant notamment écho au concept devenu célèbre de *symbolic ethnicity* de Gans (1979).

migrants caribéens ne parviennent en effet pas à lutter contre leur catégorisation et celle de leurs enfants comme noirs⁹⁸. Les études sur la catégorie hispanique dans le recensement révèlent également une lutte pour la catégorisation qui vise à étendre le domaine de la blanchité, du moins comme option d'auto-identification, en incluant les migrants latino-américains aux Etats-Unis (Choldin, 1986; Rodriguez, 2000). Des interprétations similaires peuvent être avancées dans l'analyse des revendications de l'introduction de la catégorie *Arab* notamment après les événements du 11 septembre 2001 (Ajrouch et Jamal, 2007; Dallo, Ajrouch, et Al-Snih, 2008).

Pour comprendre ces dynamiques de la formation ethnoraciale en situation de migration, une approche intersectionnelle est nécessaire afin de prendre en compte l'ensemble des facteurs qui affectent les négociations de classification. Ainsi, la « fluidité » des appartenances ethnoraciales (Saperstein et Penner, 2012) et leur mouvance se décline en fonction de la trajectoire socioéconomique, du sexe, du statut matrimonial, du lieu de résidence et d'autres caractéristiques contextuelles mais aussi des caractéristiques phénotypiques et culturelles des groupes issus de l'immigration. Les données qui permettent d'analyser ces mouvances des catégories ethnoraciales, parfois à l'échelle individuelle notamment grâce à des données longitudinales, contribuent ainsi à notre connaissance de la dynamique de formation ethnoraciale (Eschbach, 1993; Hill, 2002; Keith et Herring, 1991; Kesler et Schwartzman, 2014; Loveman et Muniz, 2007; Luisa Farah, 2007; Qian et Lichter, 2007; Saperstein et Aaron, 2013; Saperstein et Penner, 2010; Telles, 1992; Telles et Lim, 1998; Telles et Murguia, 1990; Villarreal, 2010). L'impact décisif de la couleur de la peau sur la classification ethnoraciale des groupes latino aux Etats-Unis et par-là même, sur leur position sociale (Telles et Ortiz, 2008) amène certains auteurs à parler de racialisation ou de minorités

⁹⁸ Pour une réflexion générale sur le lien entre groupe immigrés et Afro-Américains aux Etats-Unis on peut se référer à (Waters, Kasinitz, et Asad, 2014)

racialisés⁹⁹. Plus généralement le débat sur l'effet de l'immigration latino sur les frontières ethnoraciales aux Etats-Unis montre à quel point la sociologie de l'immigration est liée à la question des inégalités ethnoraciales (Bonilla-Silva, 2004; Gans, 1999; Portes, 2007).

Parallèlement à ces facteurs individuels, des facteurs macro tels que la saillance des catégories raciales pré-existantes à la migration et l'intensité de leur corrélation avec la stratification sociale peuvent également affecter la classification des groupes migrants. Aux Etats-Unis, le contexte de fortes inégalités qui touchent le groupe Afro-Américains donne un certain « avantage comparatif » aux minorités issues de l'immigration, notamment pour les groupes qui parviennent à mobiliser du capital social dans leur organisation économique (Waldinger 1995). Ceci est d'autant plus vrai que les minorités migratoires ont bénéficié des dispositifs égalitaristes des *Civil Rights* initialement porté par les Afro-Américains (Kasinitz, 2008). Inversement, certains auteurs insistent sur le fait que l'héritage des *Civil Rights* accroît la probabilité pour certaines minorités de s'identifier au « groupe dominé » ; c'est le cas par exemple pour les *Black Mexicans* (Smith, 2005a; b). Enfin, le contexte démographique est aussi un facteur clé. Aux Etats-Unis, le caractère continu et massif de l'immigration post-1965 affecte la donne ethnoraciale en créant ce que Massey appelle « *complex ethnicity* » (Massey, 1995, p. 645). Ainsi contrairement à l'hypothèse de l'assimilation intergénérationnelle, le renouvellement migratoire (*immigrant replenishment*) augmente l'interaction entre les générations issues de l'immigration et ravive le lien avec des matériaux ethniques (restaurants, marchandise, produits culturels, transmission de la langue, etc). (Jimenez, 2008;

⁹⁹ Le concept de racialisation utilisé de manière croissante dans les travaux au cours des dernières décennies en cherchant notamment à pallier à certains défauts du concept de race désigne les processus de construction de sens social autour de marqueurs phénotypiques (Barot et Bird, 2001). Sur les processus de racialisation des immigrés on peut se référer à (Silverstein, 2005).

Kasinitz, Mollenkopf, et Waters, 2002; Waters et Jiménez, 2005)¹⁰⁰. Les formations de frontières impulsées par la migration ne régissent donc pas uniquement les rapports avec le groupe dominant (*mainstream*) ; elles peuvent aussi affecter les relations entre les minorités ethnoraciales qu'elles soient issues de l'immigration ou non. Des frontières peuvent même être reconfigurées au sein des groupes de même origine nationale en fonction de la génération et de la durée de séjour (Jimenez, 2008). Dans tous les cas, les travaux convergent sur le fait qu'un mécanisme clé de la formation ethnoraciale en situation de migration réside dans la distanciation vis-à-vis des groupes les plus stigmatisés, distanciation qui procède souvent par racialisation ou stigmatisation (accuser les migrants de profiter de l'Etat-providence, mobiliser des stéréotypes psychologiques et comportementaux telles que la paresse, la forte fécondité, la violence, etc.).

Les effets de l'immigration sur la formation ethnoraciale ne se limitent toutefois pas à la société d'accueil ; ils sont potentiellement transnationaux. Par la mobilité intrinsèque des migrants et leur transnationalisme, les systèmes de catégorisation deviennent eux aussi mobiles. Ainsi parallèlement aux transformations de la *color line* que l'immigration *latino* suscite aux Etats-Unis, ces migrants ramènent aussi chez eux les systèmes de catégorisation ethnoraciale en œuvre dans la société d'accueil. En étudiant comment les migrants Portoricains et Dominicains contribuent à la diffusion de la vision dichotomique de la race qui prévaut aux Etats-Unis dans leurs sociétés d'origine caractérisées elles par des classifications raciales plus continues, W.D. Roth (2012) décrit la migration des systèmes de classification mêmes. Ces dynamiques de « translation culturelle » ont été étudiées en rapport avec les

¹⁰⁰ D. Massey considère que ce renouvellement démographique des vagues migratoires affaiblit l'analyse en termes d'assimilation inter-générationnelle (Massey, 1995, p. 645) "As a result, the character of ethnicity will be determined relatively more by immigrants and relatively less by later generations, shifting the balance of ethnic identity toward the language, culture, and ways of life of the sending society."

dimensions culturelles de la globalisation notamment dans les travaux de S. Hall. Ce dernier utilise le concept de « créolisation » comme reconfigurations culturelles refaçonnées par le contact entre les groupes, qui impliquent une part considérable de *human agency* et de résistance, mais qui restent constamment sujettes à la hiérarchisation¹⁰¹. Les études sur le transnationalisme des migrants contribuent fortement à notre appréhension de ces phénomènes de transfert culturel entre les systèmes de catégorisation provoqué au moins en partie par la migration. L'immigration nous oblige ainsi à penser transnational non pas en affaiblissant la pertinence du rôle de l'Etat-nation (nous l'avons vu il est crucial) mais plutôt en insistant sur la circulation des processus de catégorisation à l'échelle mondiale en partie provoquée par l'immigration même.

L'ensemble de ces travaux montre à quel point l'immigration affecte l'ordre ethnoracial en cours dans la société d'accueil et met l'accent sur les stratégies de classification plus ou moins productives de l'Etat, des groupes et des individus. La rigidité de la catégorisation ethnoraciale dans la société d'accueil (son degré d'institutionnalisation, sa corrélation avec des caractéristiques socioéconomiques tels que le revenu, l'éducation, le lieu de résidence, etc.), la porosité des marqueurs signifiants¹⁰² (couleur de peau, religion, origine nationale, attributs culturels, etc.); les contextes socioéconomiques et démographiques ont tous été étudiés dans la littérature sur ce sujet. Sur le long terme l'immigration est capable d'altérer durablement les catégorisations ethnoraciales (Lee et Bean, 2004; 2007). Ces évolutions ne prennent en aucun cas un cours prédéfini donnant ainsi lieu à de nombreuses spéculations.

¹⁰¹ Certains auteurs utilisent le concept d'« assimilation sélective » qui comprend une connotation instrumentale plus forte et implique un processus de tri de la part des acteurs des éléments culturels à préserver tout en minimisant les coûts sociaux de ces rétentions culturelles (Wimmer, 2013a, chap 7).

¹⁰² Voir sur ce sujet la comparaison que fait R. Brubaker (2014) entre les conséquences des différences linguistiques/religieuses sur les inégalités.

Aux Etats-Unis le débat quant à l'effet de l'immigration hispanique sur la *color line* (l'hypothèse de tripartition de la catégorisation raciale) reste ouvert et il présente des conséquences considérables sur l'évolution des inégalités sociales dans ce pays (Bonilla-Silva, 2004; Fox et Guglielmo, 2012; Lichter, 2013). Les parallèles historiques peuvent à l'évidence relativiser et éclairer les dynamiques contemporaines des sociétés d'immigration mais ils ne peuvent être fait dans un sens unilatéral : alors que l'expérience migratoire du début du 20e siècle a souvent été mobilisée pour éclairer le présent (aux Etats-Unis mais aussi en France), reconsidérer des conclusions sur des évènements passés avec les outils conceptuels de la sociologie contemporaine des inégalités ethnoraciales peut s'avérer tout aussi fructueuse (Roediger et Barrett, 2004).

Formation ethnoraciale et inégalités

Alors que le caractère inégalitaire de la division internationale du travail et de la catégorisation juridique peut paraître immédiat, les conséquences de la formation ethnoraciale sur les inégalités sont plus nuancées. Les catégorisations ethnoraciales ne sont pas mécaniquement porteuses de désavantages. Elles fonctionnent comme une pré-condition de distribution inégale des ressources (Tilly, 2004). La discrimination à l'embauche sur le marché du travail par exemple, attestée dans de nombreuses études aux Etats-Unis et en Europe, est un mécanisme de distribution qui opère en se fondant sur une catégorisation ethnoraciale et contribue par là même à la rigidifier. Les catégories ethnoraciales cartographient aussi la distribution (inégale) de ressources légales ; les lois sur l'immigration utilisent les catégories ethnoraciales comme une sorte de matrice préalable à l'implémentation de politiques publiques en la matière (contrôle des frontières, droits économiques, politiques et sociaux, accès à la citoyenneté, etc.) (Bashi, 2004; Calavita, 2005). C'est l'analyse que font les travaux en sociologie du droit sur les lois sur l'immigration des années 1920 aux Etats-

Unis ainsi que des lois visant les Mexicains depuis plusieurs décennies (Calavita, 2007; Cook-Martin et Fitzgerald, 2010). En France, on peut aussi mobiliser cette interprétation à propos des dispositifs juridiques mis en place par l'Etat pour accueillir les populations rapatriées d'Algérie (en les distinguant des « Algériens musulmans » y compris dans la statistique publique) (Alba et Silberman, 2002; Couto, 2014).

Mais les catégories ethnoraciales peuvent aussi être utilisées comme une maquette de redistribution plus égalitaire des ressources : c'est là tout l'enjeu de leur usage dans les recensements (Martiniello et Simon, 2005; Simon, 2008). Les statistiques ethnoraciales sont en effet un outil central de *monitoring* des politiques anti-discriminations dans de nombreux pays comme les Etats-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, etc. Au-delà des ressources matérielles que ces politiques permettent de redistribuer, des ressources symboliques sont aussi en jeu, ces statistiques impliquant une forme de requalification des groupes historiquement opprimés ou discrédités. C'est bien cet enjeu qui explique que, dans les pays où elles sont implémentées, ces catégories fassent l'objet de luttes sociales qu'on peut apparenter à des « luttes pour la reconnaissance »¹⁰³. Toutefois, la délimitation politique des minorités ethnoraciales n'est pas toujours mue par des considérations égalitaristes. L'histoire atteste en effet de nombreuses zones sombres de l'usage de ces catégories ; elles ont été un outil de coercition voire d'extermination dans des contextes historiques d'extrême violence. Ces expériences attirent l'attention sur le risque de leur introduction (ou réintroduction) dans

¹⁰³ Voir par exemple l'histoire de la mobilisation politique pour l'introduction de la catégorie *Hispanic* aux Etats-Unis (Choldin, 1986; Rodriguez, 2000) ainsi que les revendications de l'introduction de la catégorie *Arab* notamment après les événements du 11 septembre 2001 (Ajrouch et Jamal, 2007; Dallo, Ajrouch, et Al-Snih, 2008).

certaines systèmes de statistique publique (notamment en France ou en Allemagne)¹⁰⁴. Cela dit, s'il ne faut pas idéaliser l'introduction des statistiques ethniques et raciales dans les recensements de la population et leur reconnaissance par l'Etat (Héran, 2005; Sabbagh, 2011; Sabbagh et Peer, 2008) – ces catégories suscitant débat au sein même des pays qui les pratiquent - une certaine dynamique démocratique exerce une pression au sein des états occidentaux pour leur usage en tant que facteurs d'égalité (Schnapper, 2008). Le degré auquel cette pression aboutit à une décision politique dans ce sens est sous-tendu par un rapport de force dans la société civile et par le degré de mobilisation collective autour de cet enjeu (Hattam, 2007). De ce point de vue, les statistiques ethniques officielles nous disent autant sur les rapports politiques entre les groupes dans une société que sur sa composition ethnique et raciale en tant que telle (Hirschman, Alba, et Farley, 2000).

Une des spécificités de la formation ethnoraciale réside dans la place qu'elle accorde aux dimensions micro et meso dans la reproduction des inégalités. Les catégorisations ethnoraciales sont produites de manière intersubjective, elles sont affectées par le contexte relationnel et organisationnel et par la mobilisation politique des acteurs négociant le sens social qui leur est attribué. Cette multidimensionalité des processus culturels laisse une place à une certaine « incertitude » dans le degré auquel les inégalités qui leurs sont rattachées deviennent durables, reproductibles ou encore potentiellement corrigibles voire réversibles¹⁰⁵. Cette incertitude capture, au moins en partie, l'hétérogénéité observée entre le destin socioéconomique des groupes issus de l'immigration et aussi la variabilité au sein de ces groupes (Ichou, 2014; Modood, 1992; 2005).

¹⁰⁴ Pour une discussion plus ample sur les enjeux politiques et scientifiques des catégorisations ethnoraciales dans les recensements on peut se référer à (Safi, 2013, chap 2).

¹⁰⁵ Lamont et ses collègues qualifient d' « *open-ended outcome* » les conséquences des processus culturels des inégalités (Lamont, Beljean, et Clair, 2014).

Enfin, le lien entre immigration, formation ethnoraciale et inégalités sociales doit être compris dans une perspective processuelle. Si, pour la clarté de la démonstration, j'ai tenté dans ce texte d'identifier des « effets » de l'immigration sur la « fabrique » des frontières ethnoraciales, ces effets ne décrivent que partiellement le lien entre immigration et inégalités. Le degré auquel les transformations catégorielles impulsées par l'immigration conduisent *ex-post* à des situations inégalitaires (sur le marché du travail, sur le marché du logement, à l'école, etc.) dépend de l'état de la stratification sociale même, c'est-à-dire de l'ampleur des inégalités. Il s'agit en effet d'une autre source de l'« incertitude » dans le lien entre migration et inégalités sociales, puisqu'il y a là une liaison probabiliste. Cette dimension probabiliste est encadrée dans le degré de corrélation à l'instant t entre des caractéristiques issues des catégorisations en cours (classe, genre, ethnicité/race, etc.), et la détention des ressources. Il est ainsi possible d'affirmer qu'il y a toujours « un peu de classe » dans la race, l'ethnicité, le genre et d'autres catégorisations ascriptives¹⁰⁶. Même si une catégorisation ethnoraciale peut être produite ou refaçonnée par un choc exogène de type interactionniste (on « découvre » des groupes différents, avec qui on rentre en contact, et cela façonne de nouvelles catégories ethnoraciales ou transforme celles en cours fournissant de nouvelles plateformes inégalitaires), elle ne peut perdurer et devenir un mécanisme autonome de production et reproduction des inégalités, si elle n'est pas corrélée d'une manière ou d'une autre avec la détention de ressources (argent, pouvoir, accès à des droits mais aussi pourrait-on ajouter santé, sexualité, etc.). La notion de statut, défini comme la valeur morale adossée à une catégorie sociale, permet de faire le lien entre les processus de catégorisation et leurs conséquences inégalitaires. Tout comme le genre, les différences sociales impliquées dans la formation ethnoraciale ont des conséquences en termes de statut (Ridgeway, 2014) (*status-based social differences*). Elle crée par là même une dynamique autonome des inégalités en

¹⁰⁶ Voir par exemple sur ce point (Grusky et Ku, 2008).

distribuant de la valeur morale (*moral worth*) dès que l'appartenance à une catégorie est corrélée avec la détention de ressources. Les catégories ethnoraciales donnent ainsi lieu à des anticipations de statut (*status expectancy*) qui sont partagées de part et d'autre des frontières entre les groupes, conduisant à des biais dans les comportements des agents (*status bias*) et renforçant par-là même les inégalités de manière auto-génératrices. Ces biais dans l'attitude et le comportement sont non seulement très largement partagés, mais aussi, pour une majeure part, inconscients et non volontaires (Bertrand, Chugh, et Mullainathan, 2005; Devine, 2001; Greenwald et Banaji, 1995; Greenwald et Linda Hamilton, 2006; Quillian, 2008). Ainsi la perspective analytique de la formation ethnoraciale permet de construire des ponts entre les niveaux micro et macro de l'analyse de la stratification sociale « *the key element in racial formation is the link between signification and structure, between what race means in a particular discursive practice and how, based upon such interpretations, social structures are racially organized* » (Winant, 2004, p. 200).

Cette interdépendance entre les processus de catégorisation et la stratification sociale nous incite à situer la formation ethnoraciale dans le cadre d'un rapport de pouvoir donné entre les groupes. « The study of racial consciousness [] has to consider the political contexts within which peoples of different appearance have encountered one another » (Banton, 1989, p. 44). Ainsi les processus d'identification et d'assignation reflètent un rapport de pouvoir inhérent à la formation ethnoraciale. Si j'ai articulé le raisonnement en les utilisant comme mécanismes élémentaires, ils ne peuvent être séparés de la capacité des agents à les déployer (et donc de rapport de pouvoir). Ainsi d'après Jenkins, la catégorisation sociale désigne « the capacity of one group to successfully impose its categories of ascription upon another set of people, and to the resources which the categorized collectivity can draw upon to resist, if need be, that imposition » (Jenkins, 1997, p. 23). Cette interdépendance entre formation ethnoraciale et

rapport de pouvoir nous amène à rejoindre la conception du racisme comme « sens of group position » (Blumer, 1958).

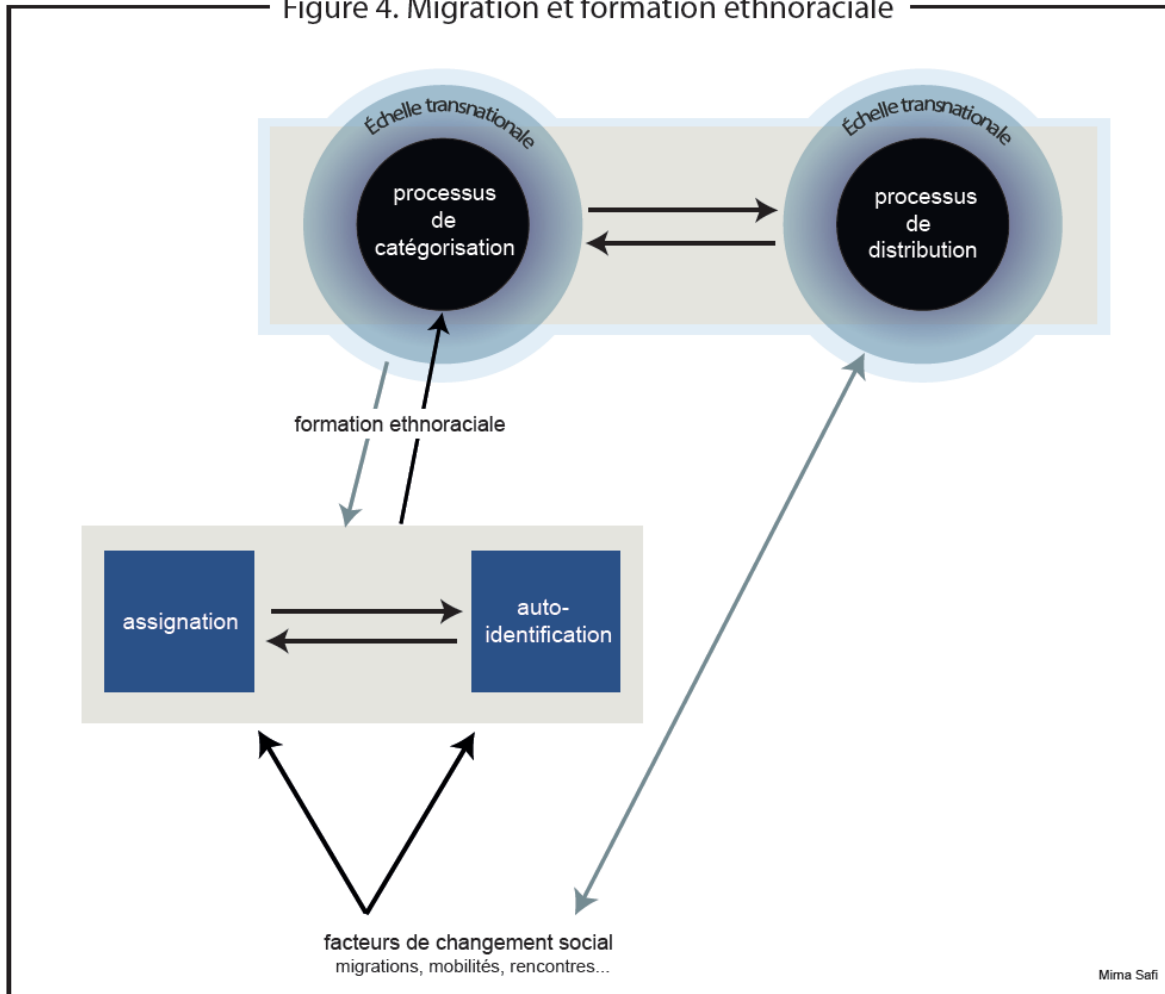
De manière tout à fait similaire, la formation ethnoraciale à l'échelle internationale ou globale ne doit pas être distinguée des inégalités entre les habitants de la planète. A l'échelle internationale, la stratification sociale fonctionne elle aussi comme une structure (supranationale) (Milanovic, 2007; Wallerstein, 1984). L'inégale détention des ressources mondiales (qu'elles soient économiques, politiques, militaires, légales, sanitaires, etc.) est corrélée non seulement avec des origines nationales, mais aussi avec des caractéristiques phénotypiques ou culturelles (la couleur de la peau, la religion, les coutumes et modes de vie, les structures familiales, les relations entre les hommes et les femmes, etc.)¹⁰⁷. Plus fondamentalement encore la migration internationale renforce la circularité des catégorisations ethnoraciales par-delà les frontières nationales complexifiant ainsi les configurations locales des formations ethnoraciales. En ce faisant, les études sur la migration nous invitent à dépasser le tropisme national dans l'analyse des inégalités sociales et de leurs mécanismes générateurs et reproducteurs (Favell, 2003; Wimmer et Schiller, 2003). L'approche de la migration comme un facteur de stratification sociale doit ainsi s'intéresser aux effets de la migration sur les inégalités au sein des sociétés d'émigration (les effets sur le développement économiques et social, les travaux sur le *brain drain*, les conséquences sur le niveau d'inégalités dans la société d'origine, etc.) et aussi à son effet sur les inégalités entre les pays. Alors que les travaux économiques dominant dans ce type de littérature (Hatton et Williamson, 1998a; b; Korzeniewicz, Moran, et Stach, 2003) l'ancrage des travaux sur les migrations dans la tradition des études sur les inégalités sociales devrait les renforcer en

¹⁰⁷ "Racial hierarchy lives on; that it correlates very well with worldwide and national systems of stratification and inequality; that it corresponds to glaring disparities in labor conditions and reflects differential access to democratic and communicative instrumentalities and life chances." (Winant, 2001, p. 2).

sociologie. Dans la mesure où elles invitent à la dé-nationalisation du social, les approches transnationales de la migration semblent les plus prometteuses de ce point de vue (Faist, 2012).

La figure 4 tente de récapituler les effets de la migration sur les inégalités sociales qui passent par la dynamique de la formation ethnoraciale. Les mécanismes intermédiaires sont l'assignation et l'auto-identification qui s'affectent mutuellement. La combinaison de ces mécanismes est susceptible d'altérer les catégorisations ethnoraciales et par conséquent les processus de distribution des ressources. Ce graphique doit être lu à l'échelle nationale ou locale (cercles noirs) et transnationale (cercles bleus). Tout comme c'est le cas à l'échelle nationale (ou locale), les processus de catégorisation et les processus de distribution forment un système à l'échelle transnationale. La dynamique de la formation ethnoraciale provoquée par la migration d'un pays d'origine à un pays d'accueil dépend ainsi des catégorisations en cours à l'échelle nationale et transnationale. A son tour, et tout comme elle est susceptible d'affecter la formation ethnoraciale locale, la migration peut aussi modifier la formation ethnoraciale au-delà des frontières du pays d'accueil. Enfin, la migration apparaît aussi comme un phénomène endogène au système transnational de la stratification ; elle est le produit de la distribution inégale des ressources à l'échelle mondiale et est aussi susceptible d'altérer cette distribution.

Figure 4. Migration et formation ethnoraciale



Mima Safi

Conclusion. Etudier l'immigration avec les outils de la stratification sociale : les conséquences empiriques

L'immigration est devenue un enjeu démographique, économique politique et social central dans de nombreux pays. Si, du point de vue démographique il serait erroné de se représenter une explosion des flux migratoires qu'on aime rattacher à la révolution des moyens de transport, s'il est donc inexacte de penser l'immigration contemporaine comme une « pression démographique », il reste indéniable que cette dernière exerce une croissante « pression politique » à l'échelle nationale et internationale (Brubaker, 1991). Pour reprendre les termes de Walsh, l'immigration est devenue une « profound force of local and global social transformation » (Walsh, 2008, p. 787). De ce point de vue, le « temps des immigrés » est bel et bien advenu (Héran, 2007).

Dans un texte publié en 2010, N. Glick Schiller incite les chercheurs à analyser la migration en termes de rapports globaux de pouvoir (*global power*). Dans une formulation en apparence moins critique, Sayad nous alerte sur le fait qu'« on ne peut écrire innocemment sur l'immigration » (Sayad 1991, p 27). Ce chapitre a d'abord tenté de montrer en quoi le confinement des travaux sur l'immigration au sein du paradigme de l'assimilation n'est pas « innocent » et fonctionne comme une sorte d'impasse à toute approche en termes de « pouvoir global ».

J'ai ensuite esquissé des lignes directives qui permettent de construire des ponts entre la sociologie de l'immigration et la réflexion générale sur les mécanismes de production et de re-production de la stratification sociale. J'ai proposé comme grille de lecture une distinction entre les mécanismes de type distributif et ceux de type catégorisant. En me fondant sur une littérature pluri-disciplinaire et multi-paradigmatique qui puise à la fois dans les travaux sur les inégalités sociales, la sociologie de l'immigration et les études ethnoraciales, j'ai identifié

trois canaux qui permettent de penser de manière conjointe immigration et inégalités sociales. La migration des humains s'accompagne de mécanismes de distribution des ressources économiques et légales en catégorisant des travailleurs (division internationale du travail) et des citoyens (catégorisation légale). La migration présente également des effets sur la catégorisation des groupes en provoquant des situations de (re)-classification des populations et en affectant, plus généralement, la dynamique de la formation ethnoraciale. Les deux premiers canaux peuvent être conçus comme des processus de catégorisation endogène : ils catégorisent les migrants comme type de travailleurs ou comme type de citoyens (ou de résidents) tout en distribuant inégalement des ressources, économiques dans le premier, légales dans le deuxième cas. S'ils suggèrent donc une position désavantagée des migrants dans les sociétés d'accueil, ils nous disent peu de choses sur le degré auquel ces inégalités sont durables et reproductibles au fil des générations et à quel point elles deviennent structurantes dans la dynamique de la stratification de la société hôte. Dans une troisième partie, j'ai analysé la manière dont la migration affecte la dynamique de la classification des humains dans des groupes ethnoraciaux via une combinaison de processus d'assignation et d'identification opérant à des échelles locales, nationales ou transnationales. La formation ethnoraciale ne prédétermine pas le degré d'inégalités dans la distribution des ressources ; elle permet davantage d'expliquer les hétérogénéités entre des groupes issus de l'immigration ainsi que la plus ou moins intense reproductibilité des inégalités qui les touchent au fil des générations. Les dynamiques nationales et transnationales de la catégorisation ethnoraciale impliquent en effet que les migrants n'arrivent pas à pied d'égalité dans un pays d'accueil (puisque'ils sont préalablement « triés » par des processus globaux de formation ethnoraciale) et n'évoluent pas à pied d'égalité dans ce dernier non plus (puisque leur assignation/auto-identification à des groupes ethnoraciaux au sein de la société hôte ont des conséquences concrètes sur leur probabilité d'accès à des ressources). Les processus de re-négociation, de

contestation ou de légitimation de ces hiérarchies donnent lieu à des configurations complexes et peu prévisibles qui se traduisent par des hétérogénéités de destin entre groupes.

Ainsi même s'il y a des liens intrinsèques entre migration et inégalités sociales, qui trouvent leurs sources dans les inégalités globales d'une part et les processus de formation des Etats-nations d'autre part, l'étude de la migration sous l'angle de la stratification sociale attire l'attention, paradoxalement, sur la non-automaticité de la correspondance entre statut migratoire et désavantage social. Cette non-correspondance est aussi liée au caractère intrinsèquement transnational du phénomène migratoire qui complexifie la positionalité des migrants. Alors que les analyses se focalisent sur leurs positions au sein de la stratification sociale de la société d'accueil, ils sont aussi situables dans la stratification sociale de la société d'origine (Ichou, 2013). Plus fondamentalement encore, la position socioéconomique et symbolique des populations issues de l'immigration n'est pas sans lien avec les inégalités économiques et politiques entre les Etats-Nations de départ et d'arrivée.

Un rapprochement entre la sociologie de l'immigration et les études sur les inégalités sociales permet d'attirer l'attention sur le caractère global ou transnational de ces dernières. De nombreux auteurs soulignent en effet que, en contradiction avec la nature transnationale même de son objet d'analyse, la sociologie de l'immigration a tendance à confondre la société et l'Etat-nation ; il s'agit de la métaphore de l'Etat-nation « container » (Faist, 2012; Favell, 2003; Glick Schiller, 2010; Tarrius, 2001; Waldinger et Fitzgerald, 2004). Force est de constater que cela s'applique aussi aux travaux sur les inégalités sociales (Duru-Bellat, 2014). La migration illustre le fait que les processus de catégorisation ne peuvent être situés à l'échelle de l'Etat-nation. Cela ne s'applique pas seulement à la catégorisation ethnoraciale mais aussi à la catégorisation genrée, à la conception même de la justice sociale, de la démocratie, de la modernité, etc. (Meyer, 2010). Les trois processus d'inégalités liées à l'immigration sont fondamentalement transnationaux. La division internationale du travail et

la catégorisation juridique ne peuvent être comprises dans le cadre de l'Etat-nation « container » : la première part du constat de la globalité des inégalités socioéconomiques à l'échelle de la planète et la deuxième nous oblige à réfléchir à la citoyenneté et à la catégorisation même du déplacement transfrontalier comme des processus transnationaux. De son côté, l'approche par la formation ethnoraciale se prête à une diversité de localisation : l'effet de la migration sur la dynamique de la formation ethnoraciale s'opère à l'échelle nationale, infra-nationale et transnationale. Réfléchir aux effets de la migration sur la stratification sociale nous oblige ainsi à penser les inégalités comme produites par des systèmes de catégorisation/distribution qui opèrent à des échelles globales et qui interagissent, affectent et sont à leur tour affectés par des systèmes de catégorisation/distribution plus localisées (que cela soit à l'échelle de l'Etat-nation, des villes, des quartiers, etc.).

Enfin, et contrairement au caractère prophétique de la théorie de l'assimilation (perçue comme une sorte de règle sociologique ou de phénomène naturel), le lien entre migration et inégalités sociales se situe d'emblée dans une zone d'« incertitude sociologique ». La recherche doit ainsi explorer le degré auquel l'immigration se traduit *ex-post* par un accès inégal à des ressources, notamment dans la société d'accueil. En France, et plus généralement en Europe, le tabou que suscite toute lecture de type ethnoraciale des inégalités, a laissé libre cours à une sorte d'association immédiate entre immigration d'une part et « problèmes sociaux » d'autre part (le chômage, la pauvreté, la ségrégation, les difficultés scolaires, etc.). Cette association n'est pas sans rappeler la notion d'*analogie migratoire* relevée par Blauner. L'immigration fournit en effet le vocabulaire le plus commode pour parler (ou ne pas parler) des inégalités ethnoraciales. Cette analogie s'appuie également sur une conception de l'immigration comme injectant mécaniquement de la « diversité ethnique » considérée comme une sorte de dotation des sociétés. En diversifiant la population, l'immigration affaiblirait

ainsi la cohésion sociale ou créerait des conflits inter-ethniques¹⁰⁸. L'analogie migratoire présente de plus la commodité de présenter les problèmes sociaux comme associés à des événements migratoires présentés comme extérieurs et exogènes ; assimiler les migrants ou contrôler l'immigration deviennent ainsi des solutions. Aborder l'immigration via l'analyse de la stratification sociale nous invite à l'inverse à la considérer comme un événement endogène aux inégalités locales et globales. Les perspectives constructivistes de la formation ethnoraciale nous conduisent par ailleurs à penser la migration dans un monde où les marqueurs ascriptifs acquièrent du sens pour les acteurs et affectent les modes de distribution des ressources. Ces catégorisations ethnoraciales hiérarchisent les migrants entre eux et par rapport à leurs « hôtes » préalablement même à la migration. La migration doit ainsi être analysée comme un phénomène susceptible de modifier, localement ou trans-localement, le cours de la formation ethnoraciale. Plutôt que la disparition des différences ethniques ou leur atténuation, l'approche stratificationniste de l'immigration s'intéresse ainsi à la (re-)fabrication des différences/similarités à l'intérieur des sociétés nationales mais aussi entre les citoyens du monde (Waldinger et Fitzgerald 2004, p. 1179).

De ce point de vue, la puissance de l'assimilation à la fois comme cadre analytique et comme discours politique, réside dans son efficacité à minorer les effets de l'immigration sur la catégorisation ethnoraciale. L'immigration crée une « angoisse » ou une « incertitude » culturelle non pas parce qu'elle augmente l'hétérogénéité (ou la diversité) de manière substantielle, mais parce qu'elle peut potentiellement déstabiliser des systèmes de hiérarchies

¹⁰⁸ Certains auteurs considèrent ainsi que la diversité supposée être provoquée par l'immigration mine la confiance, la cohésion ou le capital social (Putnam, 2007). Ces thèses résistent toutefois peu à l'épreuve de la validation empirique qui distingue par exemple l'effet de la diversité ethnique de l'effet de la ségrégation spatiale (Kesler et Bloemraad, 2010; Koopmans, 2009; Koopmans et al. ; 2015 ; Wright et Bloemraad, 2012 ; Uslaner, 2012). En France, les travaux qui investigent ces questions avec des méthodes appropriées aboutissent eux-aussi à des conclusions plus nuancées (Algan et al. 2011).

de population. L'assimilation apparaît alors un discours « désangoissant »: elle rassure les migrants eux-mêmes en leur donnant des perspectives de convergence et ceux qui se perçoivent comme autochtones en insinuant la stabilité de la catégorisation ethnoraciale en cours (et partant leur position privilégiée). L'assimilation peut ainsi être analysée comme une sorte de mythe de jeu à somme nulle. En réalité, les études empiriques montrent que l'immigration est susceptible de déstabiliser les dynamiques de la formation ethnoraciale et cela peut instaurer des plateformes à de « nouveaux processus » qui peuvent consolider ou affaiblir certaines inégalités mais aussi en introduire de nouvelles (Foner et Fredrickson, 2004; Massey, 1995; Saperstein et Penner, 2012; Saperstein, Penner, et Light, 2013).

L'incertitude quant aux conséquences inégalitaires de l'immigration me semble conférer une valeur essentielle à l'analyse empirique. C'est à elle que revient le rôle de documenter le degré de corrélation entre catégories migratoires, catégories ethnoraciales et distribution de ressources. Lorsqu'elles sont mises en évidence de manière robuste et récurrente dans les travaux, ces corrélations nous renseignent à la fois sur l'ampleur des inégalités dans les sociétés caractérisées par des mouvements de populations et sur les catégories pertinentes pour comprendre la dynamique de la stratification sociale dans ces sociétés. L'approche conceptuelle présentée dans ce chapitre suggère ainsi des pistes empiriques dans l'analyse de l'articulation entre migration et inégalités sociales que les travaux que je présente dans les chapitres suivants essaient d'adopter.

Contribution des travaux présentés dans ce volume

Variables migratoires, variables socioéconomiques, variables ethnoraciales : les données françaises à l'épreuve de l'intersectionnalité

Il va de soi que travailler sur l'immigration nécessite d'exploiter des données qui renseignent sur le lien à la migration. Ces données doivent donc comprendre des informations sur des

caractéristiques migratoires (pays de naissance, date d'arrivée, statut d'entrée et de résidence, etc.). En France, le paysage de la statistique publique s'est incontestablement amélioré en la matière et ce de manière quasi continue depuis l'introduction de la catégorie « immigré » (versus *étranger*) dans les statistiques officielles (Tribalat, 1989). Aujourd'hui, la statistique publique française est relativement riche du point de vue des caractéristiques migratoires des enquêtés (Héran, 2005), bien que cela soit loin d'éliminer toute marge de progression en la matière.

Etudier l'immigration comme un facteur d'inégalités sociales nous invite toutefois à combiner les dimensions migratoires, socioéconomiques et ethnoraciales. La situation socioéconomique est plutôt bien couverte dans l'ensemble des enquêtes françaises (avec des informations détaillées sur l'éducation, la participation sur le marché du travail, la profession et parfois le revenu ou l'origine sociale). Les données qui permettent de rendre compte de la formation ethnoraciale sont en revanche très rares. Les chercheurs s'appuient en réalité sur les pays de naissance et/ou la nationalité à la naissance (d'ego et/ou de ses parents selon les enquêtes) souvent regroupés dans de plus ou moins larges catégories géographiques (ce qui n'est pas neutre du point de vue de la catégorisation ethnoraciale à l'échelle transnationale). Or, l'équivalence entre origine nationale et catégorisation ethnoraciale est loin d'être immédiate. Il n'y a en effet aucune raison d'associer les deux processus élémentaires de la formation ethnoraciale au pays d'origine des immigrés : les dynamiques d'assignation sont perceptibles autour de marqueurs transnationaux tels que les caractéristiques phénotypiques, la religion, la langue, etc. L'auto-identification peut elle aussi se faire au-delà des appartenances nationales : autour de l'expérience même de la migration et via la formation de communautés religieuses, linguistiques et « pan-ethniques » (Glick Schiller, 2010). Pour le dire rapidement, l'ethnoracial est complexe et le pays de naissance en est une approximation imparfaite. La non-correspondance entre le pays de naissance et la formation ethnoraciale est d'autant plus

pertinente dans un contexte où les pays d'origine des migrants sont de plus en plus divers (Vertovec, 2007). L'information sur le pays de naissance reste toutefois précieuse pour comprendre des effets structurels liés à la migration : la distance géographique entre le pays d'origine et le pays d'accueil, les relations inter-étatiques et tout ce qui relève de l'organisation des Etats-Nations d'origine et leurs rapports avec les Etats-Nations d'accueil.

L'ensemble des travaux que je présente dans ce volume exploite des données françaises qui portent sur les populations issues de l'immigration et tentent d'articuler les perspectives migratoires, socioéconomiques et ethnoraciales dans les limites des possibilités offertes par les données. Trois sur les cinq chapitres présentés utilisent les données de l'enquête Trajectoires et Origines (TeO) de l'Ined-Insee réalisée en 2008. Teo est à cet égard une enquête singulièrement riche. Les informations relatives aux trajectoires migratoires y sont particulièrement complètes: les vagues et les générations d'immigration, les conditions d'arrivée, les statuts d'entrée, la nationalité, la naturalisation éventuelle, etc. L'enquête permet aussi de travailler sur les origines nationales de manière relativement détaillée. Enfin, sans renseigner directement sur des variables ethnoraciales subjectives, elle comprend de nombreuses questions sur la perception des discriminations en laissant aux enquêtés le soin de spécifier leurs motivations parmi une liste de suggestions qui comprend des marqueurs tels que la couleur de la peau, la religion ou l'origine à côté du sexe, de l'âge et d'autres caractéristiques sociales. TeO permet aussi de travailler sur l'immigration dans une approche transnationale en retraçant l'ensemble de la trajectoire migratoire des individus et aussi en les interrogeant sur leurs relations et activités transnationales. Enfin, Teo comprend aussi une diversité au sein des populations migrantes puisque l'échantillon contient à la fois des migrants internationaux et nationaux (les natifs des Dom et leurs descendants, les enfants d'expatriés et les enfants de rapatriés).

Les chapitres 2 et 3 portent sur des questions urbaines. Le chapitre 2 vise à contribuer au débat sur l'ampleur de la ségrégation des immigrés et de leurs descendants ainsi qu'à analyser ses mécanismes moteurs articulant facteurs socioéconomiques et ethnoraciaux. Les résultats concluent quant à la faible validité empirique de la perspective de l'assimilation spatiale inter-générationnelle et révèlent que les déterminants économiques (revenu) et ethnoraciaux (origine africaine versus origine européenne) sont bien plus décisifs dans les trajectoires spatiales que les variables migratoires. L'articulation entre la ségrégation socioéconomique et la ségrégation ethnoraciale semble cumuler le désavantage pour les immigrés et les descendants d'immigrés originaires d'Afrique.

Le chapitre 3 étudie les facteurs qui expliquent les écarts dans l'emploi entre les populations issues de l'immigration maghrébine et moyen-orientale en France comparativement aux descendants de natifs. Il teste en particulier l'importance relative du facteur spatial à une échelle très fine (Iris). Il conclut quant à la prégnance de l'origine comme facteur explicatif de la situation défavorable des descendants d'immigrés dans la base de données. Ce chapitre fournit par ailleurs une comparaison de la situation face à l'emploi et dans l'éducation et suggère un effet plus défavorable de l'origine sur la première dimension comparativement à la deuxième.

Ces deux chapitres sont attentifs au contexte spatial conçu comme un mécanisme relationnel emblématique de l'encastrement géographique des inégalités socioéconomiques qui touchent certaines populations immigrées. Ils nous invitent à relativiser le facteur spatial comme mécanisme causal *colorblind*.

L'approche comparative est aussi essentielle dans l'analyse de la migration comme facteur de stratification sociale. Le chapitre 3 offre une contribution dans ce sens en analysant la situation des immigrés sur les marchés du travail français et britannique. Il mobilise pour ce

faire les données des *Labor Force Survey* harmonisées sur une longue période (1992-2007). Les résultats mettent en exergue la similitude des écarts entre les natifs et les immigrés en termes d'activité, d'emploi et de salaire dans les deux pays, notamment pour les origines les plus défavorisées, et ce en dépit de leurs différences institutionnelles et leurs distinctes « philosophies de l'intégration ». Cette recherche attire aussi l'attention sur le fait que la posture comparative ne se limite pas uniquement à la comparabilité internationale ; l'immigration offre en effet une multitude de possibilités comparatistes au sein d'un seul pays (comparaison entre natifs/immigrés, entre immigrés de différentes origines, immigrés post-coloniaux ou non, immigrés hommes et femmes, etc.). Comme le dit N. Green (2002, p. 5) le migrant vit une situation « de facto comparative ». L'approche comparative doit par conséquent se méfier des lectures excessivement déterministes du contexte national.

Les deux derniers chapitres explorent les questions des relations transnationales en utilisant les données de l'enquête TeO. Le chapitre 4 compare les déterminants de ces relations au sein d'une diversité de catégories de migrant (migrants expatriés et rapatriés, migrants des Dom, migrants internationaux). Il montre que le transnationalisme n'est pas l'exclusivité des migrants internationaux et qu'il est même plus intense au sein des populations migrantes issues des Dom. Les résultats attestent également de la similitude de nombreux facteurs structurels du transnationalisme entre ces différentes catégories de migrants (les liens familiaux transnationaux, le multilinguisme, l'éducation, le revenu, etc.). Enfin, les données suggèrent des effets similaires des espaces de migration (pays d'origine pour les immigrés et pays d'expatriation pour les expatriés) sur l'intensité des liens transnationaux des migrants mettant ainsi en exergue la dimension structurelle de la variable « pays d'origine » dans les travaux sur l'immigration.

Le dernier chapitre s'intéresse plus particulièrement à la comparaison des relations transnationales entre premières et deuxième générations de migrants internationaux. En

analysant en détail l'intensité et les dimensions des liens transnationaux, cette recherche nous conduit à relativiser l'hypothèse de l'érosion du transnationalisme au sein de la seconde génération et insiste plutôt sur les transformations de l'usage des liens au pays d'origine au fil des générations. Les résultats suggèrent que la formation ethnoraciale joue un rôle dans ces processus de transformation du rapport au pays d'origine au fil des générations.

L'ensemble des travaux présentés dans ce volume sont les composantes les plus abouties d'un programme de recherche toujours en cours qui comprend également des études plus spécifiques sur les dimensions plus subjectives des inégalités liées à l'immigration mobilisant des matériaux empiriques quantitatifs et qualitatifs. Les grandes lignes de ces recherches sont décrites dans le volume 1 qui retrace mon profil académique.

REFERENCES (partie 1)

- ABBOTT, A. (2001). *Chaos of Disciplines*. Chicago: University of Chicago Press.
- . (2003). "La description face à la temporalité" in B. Giorgio et J.-P. Olivier de Sardan (dir.). *Pratiques de la description*. Paris: EHESS. pp. 41-53.
- ABRAMITZKY, R., L. PLATT BOUSTAN, et K. ERIKSSON. (2014). "A Nation of Immigrants: Assimilation and Economic Outcomes in the Age of Mass Migration". *Journal of Political Economy*. 122 (3): 467-506.
- ABREGO, L. J. (2011). "Legal Consciousness of Undocumented Latinos: Fear and Stigma as Barriers to Claims-Making for First- and 1.5-Generation Immigrants". *Law & Society Review*. 45 (2): 337-369.
- ACKER, J. (2006). "Inequality Regimes Gender, Class, and Race in Organizations". *Gender and Society*. 20 (4): 441-464.
- ADAMS, G. et H. MARKUS. (2004). "Toward a Conception of Culture Suitable for a Social Psychology of Culture" in M. Schaller et C. Crandall (dir.). *The Psychological Foundations of Culture*. Mahwah, NJ: Lawrence Erlbaum. pp. 335-60.
- ADIDA, C., D. LAITIN, et M.-A. VALFORT. (2014). "Muslims in France; Identifying a Discriminatory Equilibrium". *Journal of Population Economics*. 27 (4): 1039-1086.
- AEBERHARDT, R., D. FOUGÈRE, J. POUGET, et R. RATHELOT. (2010). "Wages and Employment of Second-Generation Immigrants in France". *Journal of Population Economics*. 23 (3): 881-905.
- AEBERHARDT, R. et R. RATHELOT. (2013). "Les différences liées à l'origine nationale sur le marché du travail français". *Revue Française d'Economie*. 28 (1): 43-71.
- AEBERHARDT, R., R. RATHELOT, et E. COUDIN. (2010). "Les écarts de taux d'emploi selon l'origine des parents : comment varient-ils avec l'âge et le diplôme?". *France, Portrait Social*. Edition 2010: 149-166.
- AJROUCH, K. J. et A. JAMAL. (2007). "Assimilating to a White Identity: The Case of Arab Americans". *International Migration Review*. 41 (4): 860-879.
- ALBA, R. (1981). "The Twilight of Ethnicity Among American Catholics of European Ancestry". *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*. 454 (1): 86-97.
- . (1985). *Italian Americans: Into the Twilight of Ethnicity*. Englewood Cliffs: Prentice-Hall.
- . (1992). *Ethnic identity : the transformation of White America*. New Haven: Yale University Press.
- ALBA, R., P. KASINITZ, et M. C. WATERS. (2011). "The Kids Are (Mostly) Alright: Second-Generation Assimilation: Comments on Haller, Portes and Lynch". *Social Forces*. 89 (3): 763-773.
- ALBA, R. et V. NEE. (1997). "Rethinking Assimilation Theory for a New Era of Immigration". *International Migration Review*. 31 (4): 826-874.
- . (2003). *Remaking the American mainstream. Assimilation and contemporary immigration*. Cambridge, Massachusetts&London, England: Harvard University Press.
- ALBA, R., J. REITZ, et P. SIMON. (2012). "National Conceptions of Assimilation, Integration and Cohesion" in M. Crul et J. Mollenkopf (dir.). *The Changing Face of World Cities: Young Children of Immigrants in Europe and the United States*. New York: Russell Sage Foundation. pp. 44-61.
- ALBA, R. et R. SILBERMAN. (2002). "Decolonization Immigration and the Social Origins of the Second Generation: the Case of North Africans in France". *International Migration Review*. 36 (4): 1169-1193.
- ALEINIKOFF, A. (2000). "Between Principles and Politics: U.S Citizenship Policy" in A. Aleinikoff et D. Klusmeyer (dir.). *From Migrants to Citizens: Membership in a Changing World*. Washington D.C: Brookings Institution Press. pp. 119-172.
- ALEXANDER, J. (1992). "Citizen and Enemy as Symbolic Classification: On the Polarizing Discourse of Civil Society" in M. Lamont et M. Fournier (dir.). *Cultivating Differences: Symbolic Boundaries and the Making of Inequality*. Chicago: Chicago University Press. pp. 289-308.

- ALGAN, Y., A. BISIN, A. MANNING, et T. VERDIER (dir.). (2012). *Cultural Integration of immigrants in Europe*. Oxford: Oxford University Press.
- ALGAN, Y., C. DUSTMANN, A. GLITZ, et A. MANNING. (2011). "The Economic Situation of First and Second-Generation Immigrants in France, Germany and the United Kingdom". *The Economic Journal*. 120 (542): 4-30.
- ALGAN, Y., C. HÉMET, et D. LAITIN. (2011). "The Social Effects of Ethnic Diversity at the Local Level: a Natural Experiment with Exogenous Residential Allocation". *IZA Discussion Paper*. No. 6053
- ALGAN, Y., T. MAYER, et M. THOENIG. (2013). "The Economic Incentives of Cultural Transmission: Spatial Evidence from Naming Patterns across France". *CEPR discussion paper*. No. 9416
- ALGAVA, E. et M. BEQUE. (2004). « Le vécu des attitudes intolérantes ou discriminatoires : des moqueries aux comportements racistes ». *Études et Résultats, Drees*. n°290
- . (2008). "Nouveaux détenteurs et détentrices d'un titre de séjour : des trajectoires familiales et professionnelles contrastées" in (dir.). *Femmes et Hommes - Regards sur la parité*. Insee
- AMIN, A. et A. GONIN. (2007). "Discours des acteurs sociaux et processus d'intégration des jeunes français issus de l'immigration". *Migrations société*. (113): 57-70.
- AMIN, A., M. POUSSIN, et F. MARTINEZ. (2008). "Le rôle du sentiment d'exclusion et des perceptions de la société dans le processus d'identification chez les jeunes français issus de l'immigration". *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*. 80 (4): 27-38.
- AMIRAU, V. (2010). "De l'Empire à la République: l'Islam de France" in F. Bernault, B. Ahmed, N. Bancel, P. Blanchard, A. Mbembe, et F. Vergès (dir.). *Ruptures postcoloniales: La Découverte*. pp. 379-390.
- AMIRAU, V. et P. SIMON. (2006). "There are no Minorities Here: Cultures of Scholarship and Public Debate on Immigrants and Integration in France". *International Journal of Comparative Sociology*. 47 (3-4): 191-215.
- AMOSSE, T. et O. CHARDON. (2006). "Les travailleurs non qualifiés: une nouvelle classe sociale?". *Economie et Statistique*. n°393-394: 203-229.
- AMRANI, Y. et S. BEAUD. (2004). *Pays de malheur ! Un jeune de cité écrit à un sociologue*. Paris: La Découverte.
- ANDERSON, B. (2000). *Doing the Dirty Work: The Global Politics of Domestic Labour*. London: Zed Books.
- ANDREZ, E. et A. SPIRE. (2001). "Droits des étrangers et statut personnel". *Plein droit*. 51 (4): 3-7.
- ATTIAS-DONFUT, C. et P. TESSIER. (2005). "Santé et vieillissement des immigrés". *Retraite et société*. 46 (3): 89-129.
- ATTIAS-DONFUT, C. et F.-C. WOLFF. (2009). *Le destin des enfants d'immigrés. Un désenchaînement des générations*. Paris: Stock.
- AYDEMIR, A. (2011). "Immigrant Selection and Short-Term Labor Market Outcomes by Visa Category". *Journal of Population Economics*. 24 (2): 451-475.
- BAIL, C. A. (2008). "The Configuration of Symbolic Boundaries against Immigrants in Europe". *American Sociological Review*. 73: 37-59.
- BALIBAR, É. (2007). "Y a-t-il un "néo-racisme"?" in É. Balibar et I. Wallerstein (dir.). *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*. Paris: La Découverte, 2e édition. pp. 27-41.
- BALIBAR, É. et I. WALLERSTEIN. (2007). *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*. Paris: La Découverte. 2e édition
- BANTON, M. (1977). *The Idea of Race*. Boulder: Westview Press.
- . (1983). *Racial and Ethnic Competition*. Cambridge: Cambridge University Press.
- . (1989). *Racial Consciousness*. London: Longman.
- . (1998). *Racial Theories*. Cambridge: Cambridge University Press.
- BAROT, R. et J. BIRD. (2001). "Racialization: the Genealogy and Critique of a Concept". *Ethnic & Racial Studies*. 24 (4): 601-618.
- BARRON, P., A. BORY, S. CHAUVIN, N. JOUNIN, et L. TOURETTE. (2014). "Derrière le sans-papiers, le travailleur ? Genèse et usages de la catégorie de « travailleurs sans papiers » en France". *Genèses*. 94 (1): 114-139.
- BARTH, F. (1969). *Ethnic Groups and Boundaries: the Social Organization of Culture Differences*. London: Allen&Unwin.

- BASHI, V. (2004). "Globalized Anti-Blackness: Transnationalizing Western Immigration Law, Policy, and Practice". *Ethnic & Racial Studies*. 27 (4): 584-606.
- BASTENIER, A. (2004). *Qu'est-ce qu'une société ethnique? Ethnicité et racisme dans les sociétés européenne d'immigration*. Paris: PUF.
- BASTENIER, A. et F. DASSETTO. (1993). *Immigration et espace public. La controverse de l'intégration*. Paris: CIEMI-L'Harmattan.
- BATAILLE, P. (1997). *Le racisme au travail*. Paris: La Découverte.
- BAUBÖCK, R. (2010). "Cold Constellations and Hot Identities: Political Theory Questions about Transnationalism and Diaspora" in R. Baubök et T. Faist (dir.). *Diaspora and Transnationalism* Amsterdam: Amsterdam University Press. pp. 296-321.
- BEAMAN, J. (2014). "Boundaries of Frenchness: Cultural Citizenship and France's Middle-Class North African Second-Generation". *Identities*. 22 (1): 36-52.
- BEAUCHEMIN, C., C. HAMEL, M. LESNE, et P. SIMON. (2010). "Les discriminations : une question de minorités visibles", *Population&Sociétés*, n°466
- BEAUCHEMIN, C., C. HAMEL, et P. SIMON. (2015). *Trajectoires et Origines; enquête sur la diversité des populations en France*, Paris, Ined
- BEAUD, S. (2008). "Sur la "discrimination": quels apports de l'approche ethnographique" in E. Fassin et J.-L. Halpérin (dir.). *Discriminations: pratiques, savoirs, politiques*. Paris: La documentation française. pp. 121-130.
- BEAUD, S. et M. PIALOUX. (1999). *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Monbéliard*. Paris: La Découverte.
- . (2006). "Racisme ouvrier ou mépris de classe? Retour sur une enquête de terrain" in E. Fassin et D. Fassin (dir.). *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*. Paris: La Découverte. pp. 72-90.
- BENN MICHAELS, W. 2009. *La diversité contre l'égalité*. Paris: Liber
- BEQUE, M. (2007). "Qui sont les nouveaux bénéficiaires d'un titre de séjour en France ?" *Etudes et résultats*, n°612
- BERNAULT, F., B. AHMED, N. BANCEL, P. BLANCHARD, A. MBEMBE, et F. VERGES (dir.). (2010). *Ruptures postcoloniales. Les nouveaux visages de la société française*. Paris: La Découverte.
- BERRY, J. W. (2001). "A Psychology of Immigration". *Journal of Social Issues*. 57 (3): 615-631.
- BERTRAND, M., D. CHUGH, et S. MULLAINATHAN. (2005). "Implicit Discrimination". *The American Economic Review*. 95 (2): 94-98.
- BIAO, X. (2007). *Global "Body Shopping": An Indian Labor System in the Information Technology Industry*. Princeton, N.J.: Princeton University Press.
- BIHR, A. et R. PFEFFERKORN. (2008). *Le système des inégalités*. Paris: La Découverte.
- BLATT, D. (1997). "Immigrant Politics in a Republican Nation" in A. Hargreaves et M. McKinney (dir.). *Post-colonial Cultures in France*. London: Routledge. pp. 40-55.
- BLAU, P. M. (1977). *Inequality and Heterogeneity: a Primitive Theory of Social Structure*. New York: Free Press.
- BLAUNER, R. (1972). *Racial Oppression in America*. New York: Harper & Row.
- BLOEMRAAD, I., A. KORTEWEG, et G. YURDAKUL. (2008). "Citizenship and Immigration: Multiculturalism, Assimilation, and Challenges to the Nation-State". *Annual Review of Sociology*. 34: 153-179.
- BLUMER, H. (1958). "Race Prejudice as a Sense of Group Position". *The Pacific Sociological Review*. 1 (1): 3-7.
- BOAS, F. (1912). "Changes in the Bodily Form of Descendants of Immigrants". *American Anthropologist*. 14 (3): 530-562.
- BOLTANSKI, L. (2014). "Croissance des inégalités, effacement des classes sociales?" in F. Dubet (dir.). *Inégalités et justice sociale*. Paris La Découverte. pp. 25-45.
- BONACICH, E. (1972). "A Theory of Ethnic Antagonism: The Split Labor Market". *American Sociological Review*. 37 (5): 547-559.
- . (1976). "Advanced Capitalism and Black/White Race Relations in the United States: A Split Labor Market Interpretation". *American Sociological Review*. 41 (1): 34-51.
- BONILLA-SILVA, E. (1997). "Rethinking Racism: Toward a Structural Interpretation". *American Sociological Review*. 62 (3): 465-480.

- . (2000). "'This is a White Country': The Racial Ideology of the Western Nations of the World-System". *Sociological Inquiry*. 70 (2): 188-214.
- . (2004). "From bi-racial to tri-racial: Towards a new system of racial stratification in the USA". *Ethnic and Racial Studies*. 27 (6): 931-950.
- BORIS, E. et A. JANSSENS (dir.). (1999). *Complicating categories: Gender, Class, Race and Ethnicity*. Cambridge: Cambridge University Press.
- BORJAS, G. J. (1989). "Economic Theory and International Migration". *International Migration Review*. 23 (3): 457-485.
- . (1994). "The Economics of Immigration". *Journal of Economic Literature*. 32 (4): 1667-1717.
- . (1995). "Assimilation and Changes in Cohort Quality Revisited: What Happened to Immigrant Earnings in the 1980s?". *Journal of Labor Economics*. 13 (2): 201-245.
- . (1999). "The Economic analysis of immigration" in O. Ashenfelter et D. Card (dir.). *Handbook of Labor Economics*. Amsterdam: Elsevier Science. pp. 1697-1760.
- BORREL, C. et B. LHOMMEAU. (2010). "Etre né en France d'un parent immigré" *Insee Première*, n°1287
- BORREL, C. et C. TAVAN. (2004). "La vie familiale des immigrés". *France, Portrait Social, Édition 2003-2004*. 109-124.
- BOURDIEU, P. (1976). "Les conditions sociales de la production sociologique: sociologie coloniale et décolonisation de la sociologie" in H. Moniot (dir.). *Le mal de voir. Ethnologie et orientalisme, politique et épistémologie, critique et autocritique*. Paris: UGE. pp. 416--427.
- . (1986). "The forms of capital " in J. G. Richardson (dir.). *Handbook of Theory and Research for the OSciology of Education*. New York: Greenwood. pp. 241-258.
- BOWKER, G. C. et S. L. STAR. (2000). *Sorting Things Out: Classification and Its Consequences*. . Cambridge, MA: MIT Press.
- BRATSBERG, B., J. RAGAN, et Z. NASIR. (2002). "The effect of naturalization on wage growth: a panel study of young male immigrants". *The Journal of Labor Economics*. 20 (3): 568-597.
- BREEM, Y. (2013). *Immigration et présence étrangère en France en 2011*. Paris: Rapport du SOPEMI pour la France.
- BRETON, R. et J. G. REITZ. (2003). "Introduction: Rethinking the Impact of Globalization Processes - Differentiation as well as convergence" in R. Breton et J. G. Reitz (dir.). *Globalization and Society. Processes of Differentiation Examined*. Westport, CT: Praeger. pp. 1-10.
- BRINBAUM, Y. et A. KIEFFER. (2005). " D'une génération à l'autre, les aspirations éducatives des familles immigrées : ambition et persévérance ". *Education et formations*. 72: 53-75.
- BROWN, C., B. EICHENGREEN, et M. REICH (dir.). (2011). *Labor in the Era of Globalization*. New York: Cambridge University Press.
- BRUBAKER, R. (1991). "International Migration: A Challenge for Humanity". *International Migration Review*. 25 (4): 946-957.
- . (1992). *Citizenship and nationhood in France and Germany*. Cambridge: Harvard University Press.
- . (1998). "Migrations of Ethnic Unmixing in the "New Europe"". *International Migration Review*. 32 (4): 1047-1065.
- . (2002). "Ethnicity Without Groups". *European Journal of Sociology*. 43 (02): 163-189.
- . (2009). "Ethnicity, Race, and Nationalism". *Annual Review of Sociology*. 35: 21-42.
- . (2010). "Migration, Membership, and the Modern Nation-State: Internal and External Dimensions of the Politics of Belonging". *The Journal of Interdisciplinary History*. 41 (1): 61-78.
- . (2014). "Linguistic and Religious Pluralism: Between Difference and Inequality". *Journal of Ethnic and Migration Studies*. 41 (1): 3-32.
- BRUBAKER, R. et F. COOPER. (2000). "Beyond "Identity"". *Theory and Society*. 29 (1): 1-47.
- BRUBAKER, R. et D. D. LAITIN. (1998). "Ethnic and Nationalist Violence". *Annual Review of Sociology*. 24: 423-452.
- BRUBAKER, R., M. LOVEMAN, et P. STAMATOV. (2004). "Ethnicity as Cognition". *Theory and Society*. 33 (1): 31-64.
- BUNEL, M., Y. L'HORTY, et P. PETIT. (2015). "Discrimination based on place of residence and access to employment", *Urban Studies*, first published on January 8, doi:10.1177/0042098014563470
- BURBAN, C. (2009). "Ministère de l'immigration : rupture ou continuité ?". *Plein droit*. 83 (4): 30-35.

- CALAVITA, K. (1998). "Immigration, Law, and Marginalization in a Global Economy: Notes from Spain". *Law & Society Review*. 32 (3): 529-566.
- . (2005). *Immigrants at the Margin: Law, Race, and Exclusion in Southern Europe*. Cambridge: Cambridge University Press.
- . (2007). "Immigration Law, Race, and Identity". *Annual Review of Law and Social Science*. 3 (1): 1-20.
- CALHOUN, C. (2003). "'Belonging' in the Cosmopolitan Imaginary". *Ethnicities*. 3 (4): 531-553.
- CARSED. (2009). *Le retour de la race. Contre les "statistiques ethniques"*. Paris L'Aube.
- CARTIER, M., I. COUTANT, Y. SIBLOT, et O. MASCLLET. (2008). *La France des "petits moyens". Enquête sur la banlieue pavillonnaire* Paris: La Découverte.
- CASTEL, R. (2007). *La discrimination négative. Citoyens ou indigènes?* Paris: Seuil.
- . (2006). "La discrimination négative". *Annales. Histoire, Sciences Sociales*. 61 (4): 777-808.
- . (2013). "Individus, risques et supports collectifs". *Idées économiques et sociales*. 171 (1): 24-32.
- CASTLES, S. (2005). "Nation and Empire: Hierarchies of Citizenship in the New Global Order". *International Politics*. 42 (2): 203-224.
- . (2007). "Twenty-First-Century Migration as a Challenge to Sociology". *Journal of Ethnic & Migration Studies*. 33 (3): 351-371.
- . (2010). "Understanding Global Migration: A Social Transformation Perspective". *Journal of Ethnic and Migration Studies*. 36 (10): 1565-1586.
- CASTLES, S., H. DE HAAS, et M. J. MILLER. (2014). *The Age of Migration. International Population Movements in the Modern World* New York: Palgrave Macmillan. 5th edition
- CASTLES, S. et G. KOSACK. (1973). *Immigrant Workers and Class Structures in Western Europe*. Oxford: Oxford University Press.
- CEDIEY, C. et F. FORONI. (2007). "Les discriminations à raison de l'origine dans les embauches en France. Une enquête nationale par tests de discrimination selon la méthode du Bureau International du Travail". Genève : Bureau International du travail
- CHAPOULIE, J.-M. (2001). *La tradition Sociologique de Chicago 1892-1961*. Paris: Seuil.
- CHARLES, M. (2008). "Culture and Inequality: Identity, Ideology, and Difference in Postascriptive Society • ". *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*. 619 (1): 41-58.
- CHAUVEL, L. (2001). "Le retour des classes sociales ?". *Revue de l'OFCE*. 79 (4): 315-359.
- . (2006). "La déstabilisation du système de positions sociales" in H. Lagrange (dir.). *L'épreuve des inégalités*. Paris: PUF. pp. 91-112.
- CHAUVIN, S. et B. GARCÉS-MASCAREÑAS. (2012). "Beyond Informal Citizenship: The New Moral Economy of Migrant Illegality". *International Political Sociology*. 6 (3): 241-259.
- CHISWICK, B. R. (1978). "The Effect of Americanization on the Earnings of Foreign-Born Men". *The Journal of Political Economy*. 86 (5): 897-921.
- CHOLDIN, H. M. (1986). "Statistics and Politics: The "Hispanic Issue" in the 1980 Census". *Demography*. 23 (3): 403-418.
- CHWE, M. S.-Y. (2001). *Rational Ritual: Culture, Coordination and Common Knowledge*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- COGNET, M., C. HAMEL, et M. MOISY. (2012). "Santé des migrants en France : l'effet des discriminations liées à l'origine et au sexe". *Revue Européenne des Migrations Internationales*. 28 (2): 11-34.
- COLLINS, R. (2001). "Ethnic Change in Macro-Historical Perspective" in E. Anderson et D. S. Massey (dir.). *Problem of the century. Racial Stratification in the United States*. New York: Russell Sage Foundation. pp. 13-46.
- COLLINS, R. (2005). *Interaction Ritual Chains*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- CONNELL, R. W. (1997). "Why Is Classical Theory Classical?". *American Journal of Sociology*. 102 (6): 1511-1557.
- COOK-MARTIN, D. et D. FITZGERALD. (2010). "Liberalism and the Limits of Inclusion: Race and Immigration Law in the Americas 1850-2000". *The Journal of Interdisciplinary History*. 41 (II): 7--26.

- CORLUIY, V., I. MARX, et G. VERBIST. (2011). "Employment Chances and Changes of Immigrants in Belgium: The Impact of Citizenship". *International Journal of Comparative Sociology*. 52 (4): 350-368.
- CORNELIUS, W. A., T. TSUDA, P. MARTIN, et J. HOLLIFIELD (dir.). (2004). *Controlling Immigration: A Global Perspective*. Stanford: : Stanford University Press.
- CORNELL, S. et D. HARTMANN. (1998). *Ethnicity and Race : Making Identities in a Changing World*. Thousand Oaks, CA: Pine Forge Press.
- . (2004). "Conceptual Confusions and Divides: Race, Ethnicity, and the Study of Immigration" in N. Foner et G. Frederickson (dir.). *Not Just Black and White: Historical and Contemporary Perspectives on Immigration, Race, and Ethnicity in the United States*. New York: Russell Sage Foundation. pp. 23-41.
- COSTA-LASCOUX, J. (1991). "Réussir l'intégration : assimiler, insérer, intégrer". *Projet*. 227: 11.
- COULANGEON, P. (2011). *Les métamorphoses de la distinction*. Paris: Grasset.
- COUTO, M.-P. (2014). *Les paradoxes de la citoyenneté. Le devenir des pieds-noirs en France métropolitaine. Thèse de doctorat en Sociologie*. Paris EHESS.
- COX, O. C. (1948). *Caste, Class and Race*. New York: Monthly Review.
- CRENSHAW, K. (1991). "Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color". *Stanford Law Review*. 43 (6): 1241-1299.
- DALLO, F. J., K. J. AJROUCH, et S. AL-SNIH. (2008). "The Ancestry Question and Ethnic Heterogeneity: The Case of Arab Americans". *International Migration Review*. 42 (2): 505-517.
- DANCYGIER, R. M. et D. D. LAITIN. (2014). "Immigration into Europe: Economic Discrimination, Violence, and Public Policy". *Annual Review of Political Science*. 17 (1): 43-64.
- DE OLIVEIRA, P., M. DAMBRUN, et S. GUIMOND. (2008). "L'effet de la dominance sociale sur les idéologies de légitimation : le rôle modérateur de l'environnement normatif". *Revue internationale de psychologie sociale*. 21 (4): 115-150.
- DE RUDDER, V., C. POIRET, et F. VOUREC'H (dir.). (2000). *L'inégalité raciste. L'universalité républicaine à l'épreuve*. Paris: PUF.
- DESMOND, M. et M. EMIRBAYER. (2009). "What is Racial Domination?". *Du Bois Review* 6 (02): 335-355.
- DEVINE, P. G. (1989). "Stereotypes and Prejudice: Their Automatic and Controlled Components". *Journal of Personality and Social Psychology*. 56 (1): 5-18.
- . (2001). "Implicit Prejudice and Stereotyping: How Automatic are they? Introduction to the Special Section". *Journal of Personality and Social Psychology*. 81 (5): 757-759.
- DHUME, F. (2011). "La recherche française et la discrimination ethnico-raciale dans l'orientation scolaire : un problème de point de vue". *Journal du droit des jeunes*. 308 (8): 28-32.
- DHUME, F., S. DUKIC, S. CHAUVEL, et P. PERROT. (2011). *Orientation scolaire et discrimination. De l'(in)égalité de traitement selon "l'origine"*. Paris: La Documentation française.
- DIMAGGIO, P. (1997). "Culture and Cognition". *Annual Review of Sociology*. 23: 263-287.
- DIMAGGIO, P. et H. R. MARKUS. (2010). "Culture and Social Psychology: Converging Perspectives". *Social Psychology Quarterly*. 73 (4): 347-352.
- DOERINGER, P. et M. J. PIORE. (1971). *Internal Labor Markets and Manpower Analysis*. Lexington, Mass: Heath.
- DOMERGUE, F. (2012). "Diplômes et formations professionnelles des nouveaux migrants". *Infos Migrations*. n°37
- DONATO, K. M. et A. ARMENTA. (2011). "What We Know About Unauthorized Migration". *Annual Review of Sociology*. 37: 529-543.
- DU BOIS, W. E. B. (1899). *The Philadelphia Negro. A Social Study*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press.
- . (1903). *The Souls of Black Folk*. New York: Bantam Classic.
- DUBET, F. (1987). *La galère : jeunes en survie*. Paris: Fayard.
- . (1989a). *Immigrations: qu'en savons nous*. Paris: La documentation française.
- . (1989b). "Trois processus migratoires". *Revue française des affaires sociales*. 33 (3): 7-28.
- . (2001). *Les inégalités multipliées*. La Tour-d'Aigues: Editions de l'Aube.
- . (2010). *Les places et les chances. Repenser la justice sociale*. Paris: Seuil.

- . (2012). "Classes sociales et description de la société". *Revue Française de Socio-Économie*. 10 (2): 259-264.
- . (2014). *La préférence pour l'inégalité*. Paris: Seuil.
- DUBET, F., O. COUSIN, E. MACE, et S. RUI. (2013). *Pourquoi moi? L'expérience des discriminations*. Paris: Seuil.
- DUBET, F. et D. LAPEYRONNIE. (1992). *Les quartiers d'exil*. Paris: Seuil.
- DUBET, F. et D. MARTUCCELLI. (1998). *Dans quelle société vivons-nous?* Paris Seuil.
- DUNCAN, B. et O. D. DUNCAN. (1968). "Minorities and the Process of Stratification". *American Sociological Review*. 33: 356-364.
- DURU-BELLAT, M. (2009). *Le mérite contre la justice*. Paris Presses de Sciences Po.
- . (2011). "La face subjective des inégalités. Une convergence entre psychologie sociale et sociologie ?". *Sociologie*. 2 (2): 185-200.
- . (2014). *Pour une planète équitable*: Seuil.
- EBERHARD, M. (2010). "Habitus républicain et traitement de la discrimination raciste en France". *Regards sociologiques*. (39): 71-83.
- EDO, A. et N. JACQUEMET. (2014). "Discrimination d'origine et de genre à l'embauche et homophilie ethnique: une expérience de testing par correspondance en France". *Economie et Statistique*. 464-465-466: 155-172.
- ELRICK, J. et N. LIGHTMAN. (2014). "Sorting or Shaping? The Gendered Economic Outcomes of Immigration Policy in Canada". *International Migration Review*. published online doi: 10.1111/imre.12110
- ERSANILLI, E. et R. KOOPMANS. (2010). "Rewarding Integration? Citizenship Regulations and the Socio-Cultural Integration of Immigrants in the Netherlands, France and Germany". *Journal of Ethnic and Migration Studies*. 36 (5): 773-791.
- ESCAFRE-DUBLET, A. et L. KESZTENBAUM. (2011). "Mesurer l'intégration des immigrés. Genèse et histoire des enquêtes Girard-Stoetzel, 1945-1953". *Genèses*. 84 (3): 93-112.
- ESCHBACH, K. (1993). "Changing Identification among American Indians and Alaska Natives". *Demography*. 30 (4): 635-652.
- ESSER, H. (2007). "Does the New Immigration Require a New Theory of Intergenerational Integration?" in A. Portes et J. DeWind (dir.). *Rethinking Migration: New Theoretical and Empirical Perspectives*. New York: Berghahn Books
- EUROPEAN COMMISSION. (2013). Using EU indicators of Immigrant Integration. Final Report for Directorate-General for Home Affairs
- FAIST, T. (2012). "Toward a Transnational Methodology: Methods to Address Methodological Nationalism, Essentialism, and Positionality". *Revue Européenne des Migrations Internationales*. 28 (1): 51-70.
- FAIST, T. et P. KIVISTO (dir.). (2007). *Dual Citizenship in Global Perspective: From Unitary to Multiple Citizenship*. New York: Palgrave Macmillan.
- FANON, F. (1952). *Peau Noire. Masques blancs*. Paris: Seuil.
- FASSIN, D. (2001). "The Biopolitics of Otherness: Undocumented Foreigners and Racial Discrimination in French Public Debate". *Anthropology Today*. 17 (1): 3-7.
- . (2002). "L'invention française de la discrimination". *Revue française de science politique*. 52 (4): 403-423.
- . (2005). "Compassion and Repression: The Moral Economy of Immigration Policies in France". *Cultural Anthropology*. 20 (3): 362-387.
- . (2006). "Du déni à la dénégation. Psychologie politique de la représentation des discriminations" in E. Fassin et D. Fassin (dir.). *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*. Paris: La Découverte. pp. 133-157.
- . (2009). "Les économies morales revisitées". *Annales. Histoire, Sciences Sociales*. 64e année (6): 1237-1266.
- . (2010). "Frontières extérieures, frontières intérieures" in D. Fassin (dir.). *Les nouvelles frontières de la société française*. Paris: La Découverte. pp. 5-24.
- . (2011). "Policing Borders, Producing Boundaries. The Governmentality of Immigration in Dark Times". *Annual Review of Anthropology*. 40: 213-226.

- FASSIN, D., A. MORICE, et C. QUIMINAL. (1997). *Les lois de l'inhospitalité. Les politiques de l'immigration à l'épreuve des sans-papiers*. Paris: La Découverte.
- FASSIN, E. et J.-L. HALPERIN. (2008). *Discriminations: Pratiques, savoirs, politiques*. Paris: La documentation française.
- FAVELL, A. (1998). *Philosophies of Integration: Immigration and the Idea of Citizenship in France and Britain*. London: Macmillan.
- .. (2001). "Integration Policy and Integration Research in Europe: a Review and Critique" in A. Aleinikoff et D. Klusmeyer (dir.). *Citizenship today: global perspectives and practices*. Washington DC: Brooking Institute. pp. 349-399.
- .. (2003). "Integration Nations: the Nation-State and Research on Immigrants in Western Europe". *Comparative Social Research*. 22: 13-42.
- FAVELL, A. et E. RECCHI. (2011). "Social Mobility and Spatial Mobility" in A. Favell et V. Guiraudon (dir.). *Sociology of the European Union*. London Palgrave Macmillan. pp. 50-75.
- FAVELL, A. et M. P. SMITH. (2006). *The Human Face of Global Mobility: International highly skilled migration in Europe, North-America and the Asia-Pacific*. New Brunswick, New Jersey: Transaction Press.
- FELOUZIS, G. (2008). "L'usage des catégories ethniques en sociologie". *Dossier-débat coordonné et présenté par Georges Felouzis*. 49 (1): 127-132.
- FISKE, S. T. (1998). "Stereotyping, Prejudice, and Discrimination" in D. T. Gilbert, S. T. Fiske, et G. Lindzey (dir.). *Handbook of Social Psychology*. New York: McGrawHill. pp. 554-594.
- FISKE, S. T., A. J. C. CUDDY, P. GLICK, et J. XU. (2002). "A Model of (Often Mixed) Stereotype Content: Competence and Warmth Respectively Follow From Perceived Status and Competition". *Journal of Personality and Social Psychology*. 82 (6): 878-902.
- FISKE, S. T. et L. D. MOLM. (2010). "Bridging Inequality from Both Sides Now". *Social Psychology Quarterly*. 73 (4): 341-346.
- FISKE, S. T. et S. E. TAYLOR. (1991). *Social cognition*. New York: McGraw-Hill.
- FITZGERALD, J., D. LEBLANG, et J. C. TEETS. (2014). "Defying the Law of Gravity: The Political Economy of International Migration". *World Politics*. 66 (03): 406-445.
- FONER, N. (2005). *In a New Land. A Comparative View of Immigration*. New York: New York University Press.
- FONER, N. et G. M. FREDRICKSON. (2004). "Immigration, Race, and Ethnicity in the United States: Social Constructions and Social Relations in Historical and Contemporary Perspective" in (dir.). *Not Just Black and White: Historical and Contemporary Perspectives on Immigration, Race, and Ethnicity in the United States*. New York: Russell Sage Foundation Publications pp. 1-19.
- FORSÉ, M. AND O. GALLAND. (2011). « Les Français face aux inégalités et à la justice sociale ». Paris: Armand Colin.
- FOUGÈRE, D. et M. SAFI. (2009). "Naturalization and Employment of Immigrants in France (1968-1999)". *International Journal of Manpower*. 30 (1/2): 83-96.
- FOURCADE, M. et K. HEALY. (2013). "Classification situations: Life-chances in the neoliberal era". *Accounting, Organizations and Society*. 38 (8): 559-572.
- FOX, C. et T. A. GUGLIELMO. (2012). "Defining America's Racial Boundaries: Blacks, Mexicans, and European Immigrants, 1890-1945". *American Journal of Sociology*. 118 (2): 327-379.
- FRANKENBERG, R. (1993). *White Women, Race Matters: the Social Construction of Whiteness*. Minneapolis, MN: University of Minnesota Press.
- FRASER, N. (2005). *Qu'est ce que la justice sociale? Reconnaissance et redistribution*. Paris: La Découverte.
- FREDRICKSON, G. M. (2002). *Racism: a Short History*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- FRICKEY, A. et J. L. PRIMON. (2002). "Jeunes issus de l'immigration : les diplômés de l'enseignement supérieur ne garantissent pas un égal accès au marché du travail". *Formation-Emploi*. (79): 31-49.
- GALLAND, O. et Y. LEMEL. (2011). *La société française. Un bilan sociologique des évolutions depuis l'après-guerre*. Paris: Armand Colin.
- GANS, H. J. (1979). "Symbolic Ethnicity: the Future of Ethnic Groups and Cultures in America". *Ethnic & Racial Studies*. 2 (1): 1.

- . (1997). "Toward a Reconciliation of Assimilation and Pluralism: the Interplay of Acculturation and Ethnic Retention". *International Migration Review*. 31 (4): 875-892.
- . (1999). *The Possibility of a New Racial Hierarchy in the Twenty-First Century United States*, Chicago, IL: The University of Chicago Press.
- GATHMANN, C. et N. KELLER. (2014). "Returns to Citizenship? Evidence from Germany's Recent Immigration Reforms". *CESifo Working Paper Series No. 4738*.
- GÉLOT, D. et C. MINNI. (2006). "Les immigrés accèdent moins à la formation professionnelle continue". *Formation-Emploi*. (94): 93-109.
- GEWCHWENDER, J. (1977). *Class, Race and Worker Insurgency: The League of Revolutionary Black Workers*. Cambridge, England: Cambridge University Press.
- GIRARD, A. (1977). "Les immigrés du Maghreb : étude sur l'adaptation en milieu urbain". *Population*. 32 (2): 405-410.
- GIRARD, A. et J. STOETZEL. (1953). "Problèmes psychologiques de l'immigration en France". *Population*. 8 (1): 73-78.
- GIRARD, V., A. LAMBERT, et H. STEINMETZ. (2013). "Propriété et classes populaires : des politiques aux trajectoires". *Politix*. 1 (101): 7-20.
- GIVENS, T. E. et R. MAXWELL (dir.). (2012). *Immigrant Politics: Race and Representation in Western Europe*. Boulder, CO: Lynne Rienner Publishers.
- GLAZER, N. (1993). "Is assimilation dead?". *Annals of the American Academy of Political and Social Science*. 530: 122-136.
- GLICK SCHILLER, N. (2010). "A Global Perspective on Transnational Migration: Theorising Migration without Methodological Nationalism" in R. Baubök et T. Faist (dir.). *Diaspora and Transnationalism* Amsterdam: Amsterdam University Press. pp. 109-129.
- GOLDBERG, D. T. (2005). "Racial Americanization" in K. Murji et J. Solomos (dir.). *Racialization: Studies in Theory and Practice*. Oxford: Oxford University Press. pp. 87-103.
- . (2006). "Racial Europeanization". *Ethnic and Racial Studies*. 29 (2): 331-364.
- . (2009). *The Threat of Race. Reflections on Racial Neoliberalism*. Oxford: Wiley-Blackwell.
- GORDON, M. (1964). *Assimilation in American life: the Role of Race, Religion, and National Origins*. New York: Oxford University Press.
- GOTANDA, N. (2011). "The Racialization of Islam in American Law". *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*. 637 (1): 184-195.
- GREEN, N. L. (2002). *Repenser les migrations*. Paris: PUF.
- GREENWALD, A. G. et M. R. BANAJI. (1995). "Implicit Social Cognition: Attitudes, Self-Esteem, and Stereotypes". *Psychological Review*. 102 (1): 4-27.
- GREENWALD, A. G. et K. LINDA HAMILTON. (2006). "Implicit Bias: Scientific Foundations". *California Law Review*. 94 (4): 945-967.
- GRUSKY, D. B. et M. C. KU. (2008). "Gloom, Doom, and Inequality" in D. B. Grusky, M. C. Ku, et S. Szelenyi (dir.). *Social Stratification: Class, Race, and Gender in Sociological Perspective. 3d Edition*. Boulder, CO: Westview Press. pp. 2-28.
- GRUSKY, D. B., M. C. KU, et S. SZELENYI (dir.). (2008). *Social Stratification: Class, Race, and Gender in Sociological Perspective. 3d Edition*. Boulder, CO: Westview Press.
- GUÉNIF-SOUILAMAS, N. (2003a). "Fortune et infortune d'un mot: l'intégration. Jalons d'une discussion entre sociologues et politiques". *Ville-Ecole-Intégration Enjeux*. (135): 22-39.
- . (2003b). "Les beurettes aujourd'hui »" in F. Lorcerie (dir.). *L'école et le défi ethnique. Éducation et intégration, INRP-ESF: INRP-ESF*
- (dir.). (2006). *La République mise à nu par son immigration*. Paris: La Fabrique.
- GUILLAUMIN, C. (1972). *L'Idéologie raciste, genèse et langage actuel*. La Haye: Mouton.
- . (1985). "Sur la notion de minorité". *L'Homme et la société*. 101-109.
- . (1992). *Sexe, race, et pratique du pouvoir. L'idée de nature: Indigo & Côté-femmes*
- GUIMOND, S. (2006). "La fonction sociale des préjugés ethniques". *Cahiers de l'Urmis*. 10-11
- . (2010). *Psychologie sociale: perspective multiculturelle*. Wavre: Mardaga.
- GUIRAUDON, V. et C. JOPPKE (dir.). (2001). *Controlling a New Migration*. London: Routledge.
- HACHIMI ALAOUI, M. (2007). *Les Chemins de l'exil. Les Algériens installés en France et au Canada depuis les années 1990*. Paris: L'Harmattan.

- HAJAT, A. (2010). "Port du hijab et 'défaut d'assimilation'. Etude de cas problématique pour l'acquisition de la nationalité française". *Sociologie*. 1 (4): 439-455.
- . (2012). *Les frontières de l' « identité nationale ». L'injonction à l'assimilation en France métropolitaine et coloniale*. Paris: La Découverte.
- HALL, M., E. GREENMAN, et G. FARKAS. (2010). "Legal Status and Wage Disparities for Mexican Immigrants". *Social Forces*. 89 (2): 491-513.
- HALLER, W., A. PORTES, et S. M. LYNCH. (2011a). "Dreams Fulfilled, Dreams Shattered: Determinants of Segmented Assimilation in the Second Generation". *Social Forces*. 89 (3): 733-762.
- . (2011b). "On the Dangers of Rosy Lenses: Reply to Alba, Kasinitz and Waters". *Social Forces*. 89 (3): 775-781.
- HARGREAVES, A. G. (1995). *Immigration, Race and Ethnicity in Contemporary France*. London: Routledge
- HARRIS, L. T. et S. T. FISKE. (2006). "Dehumanizing the Lowest of the Low". *Psychological Science*. 17 (10): 847-853.
- HATTAM, V. (2007). *In the Shadow of Race: Jews, Latinos, and Immigrant Politics in the United States*. Chicago: The University of Chicago Press.
- HATTON, T. et J. G. WILLAMSON. (1998a). *The Age of Mass Migration: Causes and Economic Impact*. New York: Oxford University Press.
- . (1998b). *Global Migration and the World Economy : two Centuries of Policy and Performance*. Cambridge: MIT Press.
- HEATH, A. et S. Y. CHEUNG (dir.). (2007). *Unequal Chances: Ethnic Minorities in Western Labour Markets*. Oxford: Oxford University Press.
- HEDSTRÖM, P. et P. BEARMAN (dir.). (2009). *The Oxford Handbook of Analytical Sociology*. New York: Oxford University Press.
- HERAN, F. (2005). "France/Etats-Unis: deux visions de la statistique des origines et des minorités ethniques". *Santé, société et solidarité*. 4 (1): 167-189.
- HERAN, F. (2007). *Le temps des immigrés, Essai sur le destin de la population française*. Paris: Seuil.
- . (2010). *Inégalités et discriminations. Pour un usage critique et responsable de l'outil statistique: Rapport du comité pour la mesure de la diversité et l'évaluation des discriminations (COMEDD)*.
- HERAN, F., A. FILHON, et C. DEPREZ. (2002). "La dynamique des langues en France au fil du XXe siècle", *Population et Sociétés*, n°376
- HILL, M. E. (2002). "Race of the Interviewer and Perception of Skin Color: Evidence from the Multi-City Study of Urban Inequality". *American Sociological Review*. 67 (1): 99-108.
- HIRSCHMAN, C., R. ALBA, et R. FARLEY. (2000). "The Meaning and Measurement of Race in the U.S. Census: Glimpses into the Future". *Demography*. 37 (3): 381-393.
- HOGG, M. A. (2001). "Social Categorization, Depersonalization and Group Behavior" in M. A. Hogg et S. Tindale (dir.). *Handbook of Social Psychology: Group Processes*. 56-87
- HOGG, M. A. et C. L. RIDGEWAY. (2003). "Social Identity: Sociological and Social Psychological Perspectives". *Social Psychology Quarterly*. 66 (2): 97-100.
- HOGG, M. A. et S. TINDALE (dir.). (2001). *Handbook of Social Psychology: Group Processes*. Oxford: Blackwell
- HONNETH, A. (2000). *La lutte pour la reconnaissance*. Paris: Le Cerf.
- HOUSEAUX, F. et C. TAVAN. (2005). "Quels liens aujourd'hui entre l'emploi et l'intégration pour les populations issues de l'immigration?". *La revue économique*. 56 (2): 423-446.
- ICHOU, M. (2013). "Différences d'origine et origine des différences: les résultats scolaires des enfants d'émigrés/immigrés en France du début de l'école primaire à la fin du collège". *Revue Française de Sociologie*. 54(1) :5-52
- . (2014). *Les origines des inégalités scolaires. Contribution à l'étude des trajectoires scolaires des enfants d'immigrés en France et en Angleterre: Thèse de doctorat en Sociologie, Institut d'Études Politiques de Paris*.
- IGNATIEV, N. (1995). *How the Irish Became White*. New York: Routledge.
- INSEE. (2012). *Immigrés et descendants d'immigrés en France*: Insee.

- JACOBS, D. et A. REA. (2005). « Construction et importation des classements ethniques. Allochtones et immigrés aux Pays-Bas et en Belgique. » *Revue Européenne des Migrations Internationales* 21(2):35-59
- JACOBSON, D. (1996). *Rights across Borders. Immigration and the Decline of Citizenship* Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- JACOBSON, M. F. (1998). *Whiteness of a Different Color: European Immigrants and the Alchemy of Race*. Cambridge, Mass: Harvard University Press.
- JAFFRELOT, C. et J. NAUDET. (dir.) (2013). *Justifier l'ordre social*. Paris: PUF.
- JENKINS, R. (1994). "Rethinking Ethnicity: Identity, Categorization and Power". *Ethnic & Racial Studies*. 17 (2): 197.
- . (1997). *Rethinking Ethnicity. Arguments and Explorations*. London: Sage.
- JIMENEZ, T. R. (2008). "Mexican Immigrant Replenishment and the Continuing Significance of Ethnicity and Race". *The American Journal of Sociology*. 113 (6): 1527-1567.
- JOBARD, F. et S. NÉVANEN. (2007). "La couleur du jugement. Discriminations dans les décisions judiciaires en matière d'infractions à agents de la force publique (1965-2005)". *Revue Française de Sociologie*. 48 (2): 243-272.
- JOPPKE, C. (1999). "How Immigration is Changing Citizenship: a Comparative View". *Ethnic and Racial Studies*. 22 (4): 629-652.
- . (2000). "Mobilization of Culture and the Reform of Citizenship Law: Germany and the United States" in R. Koopmans et P. Statham (dir.). *Challenging Immigration and Ethnic Relations Politics. Comparative European Perspectives*. New York: Oxford University Press. pp. 145-161.
- JOUNIN, N. (2008). *Chantier interdit au public. Enquête parmi les travailleurs du bâtiment*. Paris: La Découverte.
- . (2014). "Aux origines des « travailleurs sans papiers ». Les spécificités d'un groupe au service d'une identification généraliste?". *Revue Européenne des Migrations Internationales*. 30 (1): 131-152.
- JOUNIN, N., É. PALOMARES, et A. RABAUD. (2008). "Ethnicisations ordinaires, voix minoritaires". *Sociétés Contemporaines*. 70 (2): 7-23.
- JUTEAU, D. (2006). *L'ethnicité et ses frontières*. Montréal: Presses Universitaires de Montréal.
- KANAS, A. et F. V. TUBERGEN. (2009). "The Impact of Origin and Host Country Schooling on the Economic Performance of Immigrants". *Social Forces*. 88 (2): 893-915.
- KASINITZ, P. (2008). "Becoming American, Becoming Minority, Getting Ahead: The Role of Racial and Ethnic Status in the Upward Mobility of the Children of Immigrants". *Annals of the American Academy of Political and Social Science*. 620: 253-269.
- KASINITZ, P., J. MOLLENKOPF, et M. C. WATERS. (2002). "Becoming American/Becoming New Yorkers: Immigrant Incorporation in a Majority Minority City". *International Migration Review*. 36 (4): 1020-1036.
- KAZAL, R. A. (1995). "Revisiting Assimilation: the Rise, Fall, and Reappraisal of a Concept in American Ethnic History". *The American Historical Review*. 100 (2): 437-471.
- KEITH, V. M. et C. HERRING. (1991). "Skin Tone and Stratification in the Black Community". *American Journal of Sociology*. 97 (3): 760-778.
- KESLER, C. et I. BLOEMRAAD. (2010). "Does Immigration Erode Social Capital? The Conditional Effects of Immigration-Generated Diversity on Trust, Membership, and Participation across 19 Countries, 1981–2000". *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*. 43 (02): 319-347.
- KESLER, C. et L. F. SCHWARTZMAN. *forthcoming*. "From Multiracial Subjects to Multicultural Citizens: Social Stratification and Ethnic and Racial Classification among Children of Immigrants in the United Kingdom". *International Migration Review*.
- KIVISTO, P. (1995). "Stanford M. Lyman's Sociology of Race and Ethnic Relations: Conundrums of Color and Culture". *International Journal of Politics, Culture, and Society*. 8 (4): 597-613.
- . (2002). *Multiculturalism in a Global Society*. Oxford: Blackwell.
- KOKOREFF, M. et D. LAPEYRONNIE. (2013). *Refaire la cité. L'avenir des banlieues*. Paris Seuil.

- KOOPMANS, R. (2009). "Trade-Offs between Equality and Difference: Immigrant Integration, Multiculturalism and the Welfare State in Cross-National Perspective". *Journal of Ethnic and Migration Studies*. 36 (1): 1-26.
- . (2013). "Multiculturalism and Immigration: A Contested Field in Cross-National Comparison". *Annual Review of Sociology*. 39 (1): 147-169.
- KOOPMANS, R., B. LANCE, ET M. SCHAEFFER (dir.). (2015). *Social Cohesion and Immigration in Europe and North America Mechanisms, Conditions, and Causality*. New York: Routledge.
- KOOPMANS, R. ET P. STATHAM (dir.). (2000). *Challenging Immigration and Ethnic Relations Politics. Comparative European Perspective*. New York: Oxford University Press.
- KORZENIEWICZ, R. P., T. P. MORAN, ET A. STACH. (2003). "Trends in Inequality: Toward a World-Systems Analysis" in R. Breton et J. G. Reitz (dir.). *Globalization and Society. Processes of Differentiation Examined*. Westport, CT: Praeger. pp. 13-36.
- LAGRANGE, H. (2010). *Le déni des cultures*. Paris: Seuil.
- LAKHANI, S. M. ET S. TIMMERMANS. (2014). "Biopolitical Citizenship in the Immigration Adjudication Process". *Social Problems*. 61 (3): 360-379.
- LAMONT, M. (1999). *The Cultural Territories of Race: Black and White Boundaries*. New York: Russell Sage Foundation.
- LAMONT, M. (2000). *The Dignity of Working Men: Morality and the Boundaries of Race, Class, and Immigration*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- . (2012). "Toward a Comparative Sociology of Valuation and Evaluation". *Annual Review of Sociology*. 38 (1): 201-221.
- LAMONT, M., S. BELJEAN, ET M. CLAIR. (2014). "What is Missing? Cultural Processes and Causal Pathways to Inequality". *Socio-Economic Review*. 12 (3): 573-608.
- LAMONT, M. ET N. DUVOUX. (2014). "How Neo-Liberalism Has Transformed France's Symbolic Boundaries?". *French Politics, Culture & Society*. 32 (2): 57-75.
- LAMONT, M. ET V. MOLNAR. (2002). "The Study of Boundaries in the Social Sciences". *Annual Review of Sociology*. 28: 167-195.
- LAPEYRONNIE, D. (1993). *L'individu et les minorités. La France et la Grande-Bretagne face à leurs immigrés*. Paris: PUF.
- . (2008). *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*. Paris: Robert Laffont.
- LEE, E. S. (1966). "A Theory of Migration". *Demography*. 3 (1): 47-57.
- LEE, J. ET F. D. BEAN. (2004). "America's Changing Color Lines: Immigration, Race/Ethnicity, and Multiracial Identification". *Annual Review of Sociology*. 30: 221-242.
- . (2007). "Reinventing the Color Line Immigration and America's New Racial/Ethnic Divide". *Social Forces*. 86 (2): 561-586.
- LEMAITRE, G. (2008). "Les immigrés et le marché du travail en Europe". *L'emploi, nouveaux enjeux*. 95-103.
- LEPOUTRE, D. (1997). *Coeur de Banlieue*. Paris: Odile Jacob.
- LERIDON, H. (1998). "La variable "ethnie" comme catégorie statistique. Présentation du dossier". *Population*. 53 (3): 537-540.
- LEVELS, M., J. DRONKERS, ET G. KRAAYKAMP. (2008). "Immigrant Children's Educational Achievement in Western Countries: Origin, Destination, and Community Effects on Mathematical Performance". *American Sociological Review*. 73 (5): 835-853.
- LICHTER, D. T. (2013). "Integration or Fragmentation? Racial Diversity and the American Future". *Demography*. 50 (2): 359-391.
- LIEBERSON, S. (1981). *A piece of the pie : Black and White immigrants since 1880*. Berkeley: University of California Press.
- LOCHAK, D. (1987). "Réflexions sur la notion de discrimination". *Droit Social*. 11: 778.
- . (1990). "Les discriminations frappant les étrangers sont-elles licites ?". *Droit Social*. 69
- . (1999). "Les droits des étrangers, entre égalité et discriminations ?" in P. Dewitte (dir.). *Immigration et intégration, l'état des savoirs*. Paris: La Découverte. pp. 310-319.
- . (2006). "L'intégration comme injonction. Enjeux idéologiques et politiques liées à l'immigration". *Cultures&Conflits*. 64: 131-147.
- . (2011). "Le Haut Conseil à la (dés)intégration". *Plein droit*. (91): 12-15.

- (2013). "Qu'est-ce qu'un réfugié ? La construction politique d'une catégorie juridique". *Pouvoirs*. 144 (1): 33-47.
- LORCERIE, F. (1994). "Les sciences sociales au service de l'identité nationale. Le débat sur l'intégration en France au début des années 1990" in D.-C. Martin (dir.). *Cartes d'identité. Comment dit-on « nous » en politique ?*: Presses de la FNSP, pp. 245-281.
- (1997). "Les habits neufs de l'assimilation en France" in I. Simon-Barouh et V. De Rudder (dir.). *Migrations internationales et relations interethniques*: L'Harmattan. pp. 297-344.
- (2000). "La lutte contre les discriminations ou l'intégration requalifiée". *VEI Enjeux*. 121: 69-81.
- (2007). "Le primordialisme français, ses voies, ses fièvres". *Références*. 298-343.
- (dir.). (2010). *Pratiquer les frontières. Jeunes migrants et descendants de migrants dans l'espace franco-maghrébin*. Paris: CNRS Editions.
- LORENZI-CIOLDI, F. (2005). "La rencontre de la psychologie individuelle et de la psychologie sociale". *Hermès*. 75-81.
- (2009). *Dominants et dominés. Les identités des collections et des agrégats*. Grenoble: PUC.
- LOVEMAN, M. et J. O. MUNIZ. (2007). "How Puerto Rico Became White: Boundary Dynamics and Intercensus Racial Reclassification". *American Sociological Review*. 72 (6): 915-939.
- LUIA FARAH, S. (2007). "Does Money Whiten? Intergenerational Changes in Racial Classification in Brazil". *American Sociological Review*. 72 (6): 940-963.
- LYMAN, S. M. (1974). *The Black American in Sociological Thought: A Failure of Perspective*. New York: Capricorn Books.
- (1993). "Race Relations as Social Process: Sociology's Resistance to a Civil Rights' Orientation in Race in America" in H. Hill et J. E. Jones (dir.). *Race in America. The Struggle for Equality*. Madison: The University of Wisconsin Press
- LYMAN, S. M. et W. A. DOUGLASS. (1973). "Ethnicity. Strategies of Collective and Individual Impression Management". *Social Research*. 40 (2): 344-355.
- MALESEVIC, S. (2004). *The Sociology of Ethnicity*. London: Sage
- MANZA, J. (2009). "Inequality and Society: An Introduction" in J. Manza et M. Sauder (dir.). *Inequality and Society. Social Perspectives on Social Stratification*. New York: N.W. Norton & Company. pp. 1-35.
- MARTINIELLO, M. (1995). *L'ethnicité dans les sciences sociales contemporaines*. Paris: PUF.
- MARTINIELLO, M. et P. SIMON. (2005). "Les enjeux de la catégorisation". *Revue Européenne des Migrations Internationales*. 21 (2): 7-18.
- MASCLET, O. (2012). *Sociologie de la diversité et des discriminations*. Paris: Armand Colin.
- (2003). *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*. Paris: La dispute.
- MASSEY, D. (1999a). "Why does Immigration Occur? A Theoretical Synthesis" in C. Hirschman, P. Kasinitz, et J. DeWind (dir.). *The Handbook of International Migration: the American Experience*. New York: Russell Sage Foundation. pp. 34-52.
- MASSEY, D. S. (1995). "The New Immigration and Ethnicity in the United States". *Population and Development Review*. 21 (3): 631-652.
- (1999b). "International Migration at the Dawn of the Twenty-First Century: The Role of the State". *Population and Development Review*. 25 (2): 303-322.
- (2007). *Categorically Unequal. The American Stratification System*. New York: Russell Sage Foundation.
- MASSEY, D. S., J. ARANGO, G. HUGO, A. KOUAOUCCI, A. PELLEGRINO, et J. E. TAYLOR. (1994). "An Evaluation of International Migration Theory: The North American Case". *Population and Development Review*. 20 (4): 699-751.
- MASSEY, D. S. et K. E. ESPINOSA. (1997). "What's Driving Mexico-U.S. Migration? A Theoretical, Empirical, and Policy Analysis". *American Journal of Sociology*. 102 (4): 939-999.
- MASSEY, D. S., L. MCCALL, D. TOMASKOVIC-DEVEY, D. AVENT-HOLT, P. MONIN, B. FORGUES, T. WANG, D. S. MASSEY, L. MCCALL, D. TOMASKOVIC-DEVEY, D. AVENT-HOLT, P. MONIN, B. FORGUES, et T. WANG. (2014). "Understanding Inequality Through the Lens of Cultural Processes: on Lamont, Beljean and Clair 'What is Missing? Cultural Processes and Causal Pathways to Inequality'". *Socio-Economic Review*. 12 (3): 609-636.

- MASSEY, D. S. et F. RIOSMENA. (2010). "Undocumented Migration from Latin America in an Era of Rising U.S. Enforcement". *Annals of the American Academy of Political and Social Science*. 630: 294-321.
- MATH, A. et A. SPIRE. (1999). "Des emplois réservés aux nationaux ? Dispositions légales et discriminations dans l'accès à l'emploi". *Informations sociales, Droits des étrangers*. 78: 50-57.
- MCCALL, L. (2001). *Complex Inequality: Gender, Class and Race in the New Economy*. New York: Routledge.
- MCDERMOTT, M. et F. L. SAMSON. (2005). "White Racial and Ethnic Identity in the United States". *Annual Review of Sociology*. 31: 245-261.
- MCKEE, J. B. (1993). *Sociology and the race problem. The failure of a perspective*. Urbana: University of Illinois Press.
- MCTAGUE, T., K. STAINBACK, et D. TOMASKOVIC-DEVEY. (2009). "An Organizational Approach to Understanding Sex and Race Segregation in U.S. Workplaces". *Social Forces*. 87 (3): 1499-1527.
- MELAMED, D. et M. S. NORTH. (2010). "The Future in Inequality". *Social Psychology Quarterly*. 73 (4): 346-347.
- MENJIVAR, C. (2006). "Liminal Legality: Salvadoran and Guatemalan Immigrants' Lives in the United States". *American Journal of Sociology*. 111 (4): 999-1037.
- MENJIVAR, C. et L. J. ABREGO. (2012). "Legal Violence: Immigration Law and the Lives of Central American Immigrants". *American Journal of Sociology*. 117 (5): 1380-1421.
- MEURS, D. et A. PAILHE. (2010). "Position sur le marché du travail des descendants directs d'immigrés en France: les femmes doublement désavantagées?". *Economie et Statistique*. 431-432: 129-151.
- MEURS, D., A. PAILHE, et P. SIMON. (2005). "Persistance des inégalités entre générations liées à l'immigration: l'accès à l'emploi des immigrés et de leurs descendants en France". *Population*. 61 (5-6): 763-802.
- MEYER, J. W. (2010). "World Society, Institutional Theories, and the Actor". *Annual Review of Sociology*. 36: 1-20.
- MEYER, J. W., J. BOLI, G. M. THOMAS, et F. O. RAMIREZ. (1997). "World Society and the Nation-State". *American Journal of Sociology*. 103 (1): 144-181.
- MILANOVIC, B. (2005). *Worlds Apart: Measuring International and Global Inequality*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- . (2007). "Globalization and Inequality" in D. Held et A. Kaya (dir.). *Global Inequality. Patterns and Explanations*. Cambridge and Malden, MA: Polity
- MILES, R. (1982). *Racism and Migrant Labour*. London: Routledge.
- . (1984). "Marxism versus the Sociology of 'Race Relations'?" *Ethnic & Racial Studies*. 7 (2): 217.
- . (1989). *Racism*. London: Routledge.
- . (1993). *Racism after 'Race Relations'*. London: Routledge.
- MILLS, M. (2009). "Globalization and Inequality". *European Sociological Review*. 25 (1): 1-8.
- MODOOD, T. (1992). *Not easy being British: Colour, Culture and Citizenship 1992*. London: Runnymede Trust and Trentham Books.
- . (1994). "Establishment, Multiculturalism and British Citizenship". *Political Quarterly*. 65 (1): 53.
- . (2005). *Multicultural Politics: Racism, Ethnicity and Muslims in Britain*. Minneapolis University of Minnesota Press,.
- MOULIER BOUTANG, Y. (1998). *De l'esclavage au salariat. Économie historique du salariat bridé*. Paris PUF.
- MOULIER BOUTANG, Y. et D. PAPADEMETRIOU. (1994). "Typologie, évolution et performances des principaux systèmes d'immigration". *Migrations et développement, OCDE*. 21-41.
- MOYNIHAN, D. P. (1965). *The Negro Family: The Case for National Action*. Washington, DC: Government Printing Office.
- MULLER, L. et R. RATHELOT. (2010). "Les salariés français descendant d'immigrés: salaires et profil socioprofessionnel dans les entreprises de 10 salariés ou plus en 2006", *Premières informations, premières synthèses*, n°2010-007
- MYRDAL, G. (1944). *An American Dilemma*. New York: Public Affairs Committee.

- NDIAYE, P. (2008). *La condition noire : essai sur une minorité française* Paris: Calmann-Lévy.
- NECKERMAN, K. M. et F. TORCHE. (2007). "Inequality: Causes and Consequences". *Annual Review of Sociology*. 33: 335-357.
- NEVEU, É. (2013). "Les sciences sociales doivent-elles accumuler les capitaux ?". *A propos de Catherine Hakim, Erotic Capital, et de quelques marcottages intempestifs de la notion de capital*. 63 (2): 337-358.
- NOIRIEL, G. (1984). *Longwy, immigrés et prolétaires 1880-1980*. Paris: PUF.
- . (1988). *Le creuset français, histoire de l'immigration (19ème, 20ème siècle)*. Paris: Seuil.
- . (2001). *Etat, nation et immigration, vers une histoire du pouvoir*. Paris: Belin.
- . (2006). « Color blindness » et construction des identités dans l'espace public français ». *Cahiers libres*. 158-174.
- OECD. (2008). "Immigrants and the Labour Market" in OECD. *International Migration Outlook 2008*, Paris: OECD Publishing
- . (2012). *Settling in: OECD Indicators of Immigrant Integration*, Paris: OECD Publishing.
- . (2013). *International Migration Outlook 2013*, Paris: OECD Publishing.
- OKBA, M. et F. LAINE. (2005). "Jeunes de parents immigrés : de l'école au métier". *Travail et Emploi*. n° 103: 79-94
- OMI, M. et H. WINANT. (1994). *Racial Formation in the United States: From the 1960s to the 1990s*, New York: Routledge. 2d Edition.
- PAN KÉ SHON, J.-L. (2009). "Ségrégation ethnique et ségrégation sociale en quartiers sensibles". *Revue Française de Sociologie*. (3): 451-487.
- PARK, R. E. (1928). "Human Migration and the Marginal Man". *The American Journal of Sociology*. 33 (6): 881-893.
- PARK, R. E. et E. W. BURGESS. (1921). *Introduction to the Science of Sociology*. Chicago: University of Chicago Press.
- PAUGAM, S. (2008). *Le lien social*. Paris: PUF.
- . (dir.). (2014). *L'intégration inégale. Force, fragilité et rupture des liens sociaux*. Paris: PUF.
- . (dir.). (2007) *Repenser la solidarité au XXIe siècle*. Paris: PUF.
- . (dir.) (1996). *L'exclusion. L'état des savoirs*. Paris: La Découverte.
- PERSONS, S. (1987). *Ethnic studies in Chicago*. Urbana: University of Illinois Press.
- PETIT, P., E. DUGUET, Y. L'HORTY, L. DU PARQUET, et F. SARI. (2011). "Discrimination à l'embauche des jeunes franciliens et intersectionnalité du sexe et de l'origine: les résultats d'un testing", Document de travail, n° 141, CEE
- PFEFFERKORN, R. (2007). *Inégalités et rapports sociaux. Rapports de classes, rapports de sexes*. Paris: La Dispute.
- PIORE, M. J. (1979). *Birds of Passage: Migrant Labor and Industrial Societies*. Cambridge: Cambridge University Press.
- POIRET, C. (2011). "Les processus d'ethnisation et de raci(al)isation dans la France contemporaine : Africains, Ultramarins et « Noirs »". *Revue Européenne des Migrations Internationales*. 27 (1): 107-127.
- POIRET, C., O. HOFFMANN, et C. AUDEBERT. (2011). "Éditorial : Contextualiser pour mieux conceptualiser la racialisation". *Revue Européenne des Migrations Internationales*. 27 (1): 7-16.
- PORTES, A. (1996). *The New Second Generation*. New York: Russell Sage Foundation.
- . (1997). "Globalization from Below: The Rise of Transnational Communities", WPTC-98-01, Princeton University.
- . (2007). "The New Latin Nation. Immigration and the Hispanic Population of the United States". *Du Bois Review*. 4 (02): 271-301.
- PORTES, A. et R. G. RUMBAUT. (2001). *Legacies. The Story of the Immigrant Second Generation*. Berkeley, CA: University of California Press
- PORTES, A. et M. ZHOU. (1993). "The New Second Generation: Segmented Assimilation and Its Variants". *Annals of the American Academy of Political and Social Science*. 530: 74-96.
- POUTIGNAT, P. et J. STREIFF-FENART. (1995). *Les théories de l'ethnicité*. Paris: PUF
- PRETECEILLE, E. (2009). "La ségrégation ethno-raciale a-t-elle augmenté dans la métropole parisienne?". *Revue Française de Sociologie*. 50 (3): 489-519.

- QIAN, Z. et D. T. LICHTER. (2007). "Social Boundaries and Marital Assimilation: Interpreting Trends in Racial and Ethnic Intermarriage". *American Sociological Review*. 72 (1): 68-94.
- QUILLIAN, L. (2008). "Does Unconscious Racism Exist?". *Social Psychology Quarterly*. 71 (1): 6-11.
- RAVENSTEIN, E. G. (1885). "The Laws of Migration". *Journal of the Statistical Society of London*. 48 (2): 167-235.
- . (1889). "The Laws of Migration". *Journal of the Royal Statistical Society*. 52 (2): 241-305.
- REA, A. 2013. « Les nouvelles figures du travailleur immigré : fragmentation des statuts d'emploi et européanisation des migrations. » *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 29(2):15-35
- . 2006. « L'immigration sans immigrés. » in S. BEAUD, J. CONFAYREUX, AND J. LINDGAARD. (dir) *La France invisible*, Paris: La Découverte. pp. 439-442
- . 1998. « Le racisme européen ou la fabrication du sous-blanc. » in REA, A (dir), *Immigration et racisme en Europe*, Bruxelles: Editions Complexe. pp. 167-201
- REA, A. et M. TRIPIER. (2003). *Sociologie de l'immigration*. Paris: La Découverte.
- RECCHI, E. (2006). "From Migrants to Movers: Citizenship and Mobility in the European Union" in A. Favell et M. P. Smith (dir.). *The Human Face of Global Mobility: International highly skilled migration in Europe, North-America and the Asia-Pacific*. New Brunswick, New Jersey: Transaction Press. pp. 53-77.
- REICH, M. (1981). *Racial Inequality. A Political-Economic Analysis*. Princeton, New Jersey: Princeton University Press.
- RESKIN, B. F. (2003). "Including Mechanisms in Our Models of Ascriptive Inequality: 2002 Presidential Address". *American Sociological Review*. 68 (1): 1-21.
- REX, J. (1986). "The Role of Class Analysis in the Study of Race Relations, a Weberian Perspective" in J. Rex et D. Mason (dir.). *Theories of Race and Ethnic Relations*. Cambridge ; New York Cambridge University Press. pp. 42-64.
- RIBERT, E. (2006). *Liberté, égalité, carte d'identité*. Paris: La Découverte.
- RICHARD, J.-L. (1998). "Rester en France, devenir Français, voter : trois étapes de l'intégration des enfants d'immigrés". *Economie et Statistique*. 316/317: 151-162.
- RICHMOND, A. H. (1956). "Immigration As A Social Process: The Case Of Coloured Colonials in the United Kingdom". *Social and Economic Studies*. 5 (2): 185-201.
- . (1978). "Migration, Ethnicity and Race Relations". *Ethnic & Racial Studies*. 1 (1): 1-18.
- RIDGEWAY, C. L. (2001). "Social Status and Group Structure" in M. A. Hogg et S. Tindale (dir.). *Handbook of Social Psychology: Group Processes*. pp. 352-375
- . (2014). "Why Status Matters for Inequality". *American Sociological Review*. 79 (1): 1-16.
- RIDGEWAY, C. L. et S. J. CORNELL. (2006). "Consensus and the Creation of Status Beliefs". *Social Forces*. 85 (1): 431-453.
- RIDGEWAY, C. L. et S. J. CORRELL. (2000). "Limiting Inequality through Interaction: The End(s) of Gender". *Contemporary Sociology*. 29 (1): 110-120.
- RIDGEWAY, C. L. et T. KRICHEL-KATZ. (2013). "Intersecting Cultural Beliefs in Social Relations: Gender, Race, and Class Binds and Freedoms". *Gender and Society*. 27 (3): 294-318.
- RODRIGUEZ, C. (2000). *Changing Race. Latinos, the Census and the History of Ethnicity in the United States*. New York: New York University Press.
- ROEDIGER, D. R. (2005). *Working Toward Whiteness. How America's Immigrants Became White*. New York: Basic Books.
- ROEDIGER, D. R. et J. BARRETT. (2004). "Making New Immigrants "inbetween": Irish Hosts and White Panethnicity, 1890 to 1930" in N. Foner et G. Frederickson (dir.). *Not Just Black and White: Historical and Contemporary Perspectives on Immigration, Race, and Ethnicity in the United States*. New York: Russell Sage Foundation. pp. 167-196.
- ROSANVALLON, P. (2012). *La société des égaux*. Paris: Seuil.
- ROTH, W. D. (2012). *Race Migrations: Latinos and the Cultural Transformation of Race*. Stanford, CA: Stanford University Press.
- SABBAGH, D. (2011). "The paradox of decategorization: deinstitutionalizing race through race-based affirmative action in the United States". *Ethnic and Racial Studies*. 34 (10): 1665-1681.
- SABBAGH, D. (2009). "Les ravages de la pensée moniste : à propos de La Diversité contre l'égalité de Walter Benn Michaels", *Mouvements* 61(1):172-180.

- SABBAGH, D. et S. PEER. (2008). "French Color Blindness in Perspective. The Controversy over "Statistiques Ethniques". Introduction". *French Politics, Culture & Society*. 26 (1) : 1-6
- SAFI, M. (2006). "Le processus d'intégration des immigrés en France : inégalités et segmentation". *Revue Française de Sociologie*. 47 (1): 3-48.
- . (2009). "La dimension spatiale de l'intégration : évolution de la ségrégation des populations immigrées en France entre 1968 et 1999 ". *Revue Française de Sociologie*. 50 (3): 521-552.
- . (2011). "Penser l'intégration des immigrés : les enseignements de la sociologie américaine". *Sociologie*. 2 (2): 149-164.
- . (2013). *Les inégalités ethno-raciales*. Paris: La Découverte.
- . (2014a). *Shifting Focus: Policies to Support the Labor Market Integration of New Immigrants in France*. Washington, DC: Migration Policy Institute and International Labour Office.
- . (2014b). "Un refondation manquée. Les politiques d'immigration et d'intégration en France " <http://www.laviedesidees.fr/L-usage-des-categories-ethniques,371.html>
- SAID, E. (1978). *Orientalism*. New York: Pantheon Books.
- . (1993). *Culture and Imperialism*. New York: Knopf.
- SALT, J., J. CLARKE, et P. WANNER. (2005). *International Labour Migration*. Strasbourg: Council of Europe.
- SANTELLI, E. (2001). *La Mobilité sociale dans l'immigration. Itinéraires de réussite des enfants d'origine algérienne*. Toulouse: Presses universitaires du Mirail.
- . (2007). "Les jeunes de banlieue d'origine maghrébine : entre galère et emploi stable, quel devenir ?". *Revue Européenne des Migrations Internationales*. 23 (2): 57-77.
- . (2010). "Entre ici et là-bas : les parcours d'entrepreneurs transnationaux. Investissement économique en Algérie des descendants de l'immigration algérienne de France". *Sociologie*. 1 (3): 393-411.
- SAPERSTEIN, A. et G. AARON. (2013). "A "Mulatto Escape Hatch" in the United States? Examining Evidence of Racial and Social Mobility During the Jim Crow Era". *Demography*. 50 (5): 1921-1942.
- SAPERSTEIN, A. et A. M. PENNER. (2010). "The Race of a Criminal Record: How Incarceration Colors Racial Perceptions". *Social Problems*. 57 (1): 92-113.
- . (2012). "Racial Fluidity and Inequality in the United States". *American Journal of Sociology*. 118 (3): 676-727.
- SAPERSTEIN, A., A. M. PENNER, et R. LIGHT. (2013). "Racial Formation in Perspective: Connecting Individuals, Institutions, and Power Relations". *Annual Review of Sociology*. 39 (1): 359-378.
- SASSEN, S. (1988). *The Mobility of Labor and Capital: A Study in International Investment and Labor Flow*. Cambridge: Cambridge University Press.
- . (2008). "Two Stops in Today's New Global Geographies: Shaping Novel Labor Supplies and Employment Regimes". *American Behavioral Scientist*. 52 (3): 457-496.
- SAVIDAN, P. (2007). *Repenser l'égalité des chances*. Paris: Grasset.
- SAYAD, A. (1993). "Naturels et naturalisés". *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*. 99: 26-35.
- . (1999). "Immigration et Pensée d'État". *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*. 129: 50-56.
- . (2006). *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*. Paris: Liber.
- SCHNAPPER, D. (1991). *La France de l'intégration. Sociologie de la nation en 1990*. Paris: Gallimard.
- . (1994). *La communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation*. Paris: Gallimard.
- . (1998). *La relation à l'autre. Au coeur de la pensée sociologique*. Paris: Gallimard.
- . (2008). "Les enjeux démocratiques de la statistique ethnique". *Revue Française de Sociologie*. 49 (1): 133-139.
- SEMYONOV, M., A. GORODZEISKY, et A. GLIKMAN. (2012). "Neighborhood Ethnic Composition and Resident Perceptions of Safety in European Countries". *Social Problems*. 59 (1): 117-135.
- SHIBUTANI, T. et K. M. KWAN. (1965). *Ethnic Stratification: A Comparative Approach*. New York: Collier-Macmillan.
- SHIN, H. (2010). "Colonial legacy of ethno-racial inequality in Japan". *Theory and Society*. 39 (3/4): 327-342.
- SIBLOT, Y. (2002). "Stigmatisation et integration sociale au guichet d'une institution familiere le bureau de poste d'un quartier populaire". *Sociétés Contemporaines*. 47 (3): 79-99.

- SILBERMAN, R. et I. FOURNIER. (1999). "Les enfants d'immigrés sur le marché du travail : les mécanismes d'une discrimination sélective". *Formation-Emploi*. 65: 31-35.
- SILVERSTEIN, P. A. (2005). "Immigrant Racialization and the New Savage Slot: Race, Migration, and Immigration in the New Europe". *Annual Review of Anthropology*. 34: 363-384.
- SIMON, P. (1998). "Nationalité et origine dans la statistique française". *Population*. 53 (3): 541-567.
- . (1999). "La gestion politique des immigrés : la diversion par la réforme urbaine". *Sociétés Contemporaines*. 33-34 (1-2): 5-13.
- . (2003). "France and the Unknown Second Generation: Preliminary Results on Social Mobility". *International Migration Review*. 37 (4): 1091-1119.
- . (2008). "Les statistiques, les sciences sociales françaises et les rapports sociaux ethniques et de 'race'". *Revue Française de Sociologie*. 49 (1): 153-162.
- . (2009). "Les discriminations et l'émergence des minorités ethniques en France". *Cahiers français*. (352): 83-87.
- . (2010). "'Race', ethnicisation et discriminations : une répétition de l'histoire ou une singularité postcoloniale ?" in F. Bernault, B. Ahmed, N. Bancel, P. Blanchard, A. Mbembe, et F. Vergès (dir.). *Ruptures postcoloniales: La Découverte*. pp. 357-368.
- . (2012a). "Collecting ethnic statistics in Europe: a review". *Ethnic & Racial Studies*. 35 (8): 1366-1391.
- . (2012b). "Les revirements de la politique d'immigration". *Cahiers français*. n°369
- SIMON, P. et A. ESCAFRE-DUBLET. (2009). "Représenter la diversité en politique : une reformulation de la dialectique de la différence et de l'égalité par la doxa républicaine". *Raisons politiques*. 35 (3): 125-141.
- SIMON, P. et E. STEICHEN. (2013). "The Labor Market Integration of New immigrants in France". *Migration Policy Institute*.
- SKELDON, R. (2000). "Trends in International Migration in the Asian and Pacific Region". *International Social Science Journal*. 52 (165): 369-382.
- SKRENTNY, J. D. (2008). "Culture and Race/Ethnicity: Bolder, Deeper, and Broader". *Annals of the American Academy of Political and Social Science*. 619: 59-77.
- SMALL, M. L., D. J. HARDING, et M. LAMONT. (2010). "Reconsidering Culture and Poverty". *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*. 629 (1): 6-27.
- SMITH, R. C. (2005a). *Mexican New York: The Transnational Lives of New Immigrants*. Berkeley and Los Angeles: University of California Press.
- . (2005b). "Racialization and Mexicans in New York" in V. Zuniga et R. Hernandez-Leon (dir.). *New Destinations: Mexican Immigrants in the United States*. New York: Russell Sage Foundation. pp. 220-43.
- SOLOMOS, J. et J. WRENCH. (1995). *Racism and Migration in Western Europe*. Oxford: Berg Publishers.
- SORENSEN, A. B. (2000). "Toward a Sounder Basis for Class Analysis". *American Journal of Sociology*. 105 (6): 1523-1558.
- SOYSAL, Y. N. (1994). *Limits of Citizenship: Migrants and Postnational Membership in Europe*. Chicago: University of Chicago Press.
- SPIRE, A. (2004). "Les réfugiés, une main-d'oeuvre à part ? Conditions de séjour et d'emploi, France, 1945-1975". *Revue Européenne des Migrations Internationales*. 20 (2): 3-3.
- . (2005). *Etrangers à la carte : l'administration de l'immigration en France (1945-1975)*. Paris: Grasset.
- . (2006). "Logique de police et droit de séjour des étrangers (1945-1975)" in X. Crettiez et P. Piazza (dir.). *Du papier à la biométrie. Identifier les individus*. Paris: Presses de Sciences Po. pp. 97-116.
- . (2008). "La bataille pour un statut des étrangers (1935-1945)". *Plein droit*. 79 (4): 36-40.
- STARK, O. (1991). *The Migration of Labor*. Cambridge: Basil Blackwell.
- STEINBERG, S. (1994). "The Liberal Retreat from Race". *New Politics*. 5 (1): 30-51.
- . (1998). "The Role of Social Science in the Legitimation of Racial Hierarchy". *Race and Society*. 1 (1): 5-14.
- . (2007). *Race Relations. A critique*. Stanford, Calif: Stanford University Press.

- STEINMETZ, G. (2014). "The Sociology of Empires, Colonies, and Postcolonialism". *Annual Review of Sociology*. 40: 77-103.
- STREIFF-FENART, J. (2002). "Modèle républicain et discriminations ethniques : un dilemme français". *Faire Savoir*. 1: 69-76.
- . (2013). "Penser l'Étranger". *L'assimilation dans les représentations sociales et les théories sociologiques de l'immigration*. 51-1 (1): 65-93.
- TAGUIEFF, P.-A. (1988). *La force du préjugé. Essai sur le racisme et ses doubles*. Paris: La Découverte.
- TAJFEL, H. (1981). *Human groups and social categories*. Cambridge: Cambridge University Press
- TAJFEL, H. et J. TURNER. (1986). "The Social Identity Theory of Intergroup Behavior" in S. Worchel et W. Austin (dir.). *Psychology of Intergroup Relations*: Chicago. pp. 7-24.
- TARRIUS, A. (2001). "AU DELA DES ETATS-NATIONS : DES SOCIETES DE MIGRANTS : DES SOCIETES DE MIGRANTS". *Revue Européenne des Migrations Internationales*. 17 (2): 37-61.
- TAVAN, C. (2006). "Migration et trajectoires professionnelles, une approche longitudinale". *Economie et Statistique*. 393-394: 81-99.
- TELLES, E. E. (1992). "Residential Segregation by Skin Color in Brazil". *American Sociological Review*. 57 (2): 186-197.
- TELLES, E. E. et N. LIM. (1998). "Does it Matter Who Answers the Race Question? Racial Classification and Income Inequality in Brazil". *Demography*. 35 (4): 465-474.
- TELLES, E. E. et E. MURGUIA. (1990). "Phenotypic Discrimination and Income Differences among Mexican Americans". *Social Science Quarterly*. 71 (4): 682-696.
- TELLES, E. E. et V. ORTIZ. (2008). *Generations of Exclusion: Mexican Americans, Assimilation and Race*. New York: Russell Sage Foundation.
- THOMAS, W. et F. ZNANIECKI. (1927). *The Polish Peasant in Europe and America*: University of Illinois Press.
- THOMPSON, E. P. (1971). "The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century". *Past & Present*. (50): 76-136.
- TILLY, C. (1998). *Durable Inequality*. Berkeley: University of California Press.
- . (2001a). "Introduction: Anthropology Confronts Inequality". *Anthropological Theory*. 1 (3): 299-306.
- . (2001b). "Mechanisms in Political Processes". *Annual Review of Political Science*. 4 (1): 21-41.
- . (2001c). "Relational Origins of Inequality". *Anthropological Theory*. 1 (3): 355-372.
- . (2002). *Stories, Identities and Political Change*. Lanham, MD
- . (2003). "Changing Forms of Inequality". *Sociological Theory*. 21 (1): 31-36.
- . (2004). "Social Boundary Mechanisms". *Philosophy of the Social Sciences*. 34 (2): 211-236.
- . (2008). *Explaining Social Processes*. Boulder, CO: Paradigm Publishers.
- TISSOT, S. (2005a). "Les sociologues et la banlieue : construction savante du problème des « quartiers sensibles »". *Genèses*. 60 (3): 57-75.
- . (2005b). "Une discrimination informelle? Usage du concept de mixité sociale dans la gestion des opérations de logement HLM". *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*. 159: 54-69.
- TOCQUEVILLE, A. D. (1951). *De la démocratie en Amérique*. Paris: Génin.
- TOMASKOVIC-DEVEY, D. (1993). *Gender and Racial Inequality at Work*. New York: ILR Press.
- . (2014). "The Relational Generation of Workplace Inequalities". *Social Currents*. 1 (1): 51-73.
- TOMASKOVIC-DEVEY, D., K. STAINBACK, T. TAYLOR, C. ZIMMER, C. ROBINSON, et T. MCTAGUE. (2006). "Documenting Desegregation: Segregation in American Workplaces by Race, Ethnicity, and Sex, 1966-2003". *American Sociological Review*. 71 (4): 565-588.
- TONRY, M. (1995). *Malign Neglect. Race, Crime and Punishment*. New York: Oxford University Press.
- TRIBALAT, M. (1989). "Immigrés, étrangers, Français : l'imbroglia statistique". *Population et Sociétés*. 242: 17-29.
- . (1995). *Faire France : une grande enquête sur les immigrés et leurs enfants*. Paris: La Découverte.
- TRIBALAT, M., B. RIANDEY, et P. SIMON. (1996). *De l'immigration à l'assimilation. Enquête sur les populations d'origine étrangère en France*, Paris, La Découverte/INED.
- TRIPPIER, M. (1990). *L'immigration dans la classe ouvrière en France*. Paris: L'Harmattan.

- USLANER, E. M. (2012). *Segregation and Mistrust: Diversity, Isolation and Social Cohesion*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- VALLET, L.-A. et J.-P. CAILLE. (1995). "Les carrières scolaires au collège des élèves étrangers ou issus de l'immigration". *Education et formations*. 40: 5-14.
- VAN TUBERGEN, F., I. MAAS, et H. FLAP. (2004). "The Economic Incorporation of Immigrants in 18 Western Societies: Origin, Destination, and Community Effects". *American Sociological Review*. 69 (5): 704-727.
- VAN ZANTEN, A. (2006). "Une discrimination banalisée ? L'évitement de la mixité sociale et raciale dans les établissements scolaires " in E. Fassin et D. Fassin (dir.). *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*. Paris: La Découverte. pp. 195-210.
- VERDUGO, G. (2011). "Public Housing and Residential Segregation of Immigrants in France, 1968-1999". *Population*. 66 (1): 169-194.
- VERTOVEC, S. (2007). "Super-diversity and its implications". *Ethnic and Racial Studies*. 30 (6): 1024-1054.
- . (2011). "The Cultural Politics of Nation and Migration". *Annual Review of Anthropology*. 40: 241-256.
- VILLARREAL, A. S. (2010). "Stratification by Skin Color in Contemporary Mexico". *American Sociological Review*. 75 (5): 652-678.
- WACQUANT, L. (1997). "For an Analytic of Racial Domination". *Political Power and Social Theory*. 11: 221-234.
- WACQUANT, L. (2005). "Race as Civic Felony". *International Social Science Journal*. 57 (183): 127-142.
- WAGNER, A.-C. (1998). *Les Nouvelles Élités de la mondialisation. Une immigration dorée en France*. Paris: PUF.
- . (2010). "Le jeu de la mobilité et de l'autochtonie au sein des classes supérieures ". *Regards sociologiques*. 40: 89-98.
- WALDINGER, R. (2003a). "Foreigners Transformed: International Migration and the Remaking of a Divided People". *Diaspora: A Journal of Transnational Studies*. 12 (2): 247-272.
- . (2003b). "The Sociology of Immigration: Second Thoughts and Reconsiderations" in J. G. Reitz (dir.). *Host Societies and the Reception of Immigrants*. La Jolla: Center for Comparative Immigration Studies. pp. 21-43.
- . (2015). *The Cross-Border Connection. Immigrants, Emigrants and Their Homelands*. Cambridge, Ma & London, Eng: Harvard University Press.
- WALDINGER, R. et C. FELICIANO. (2004). "Will the new second generation experience 'downward assimilation'? Segmented assimilation re-assessed". *Ethnic & Racial Studies*. 27 (3): 376-402.
- WALDINGER, R. et D. FITZGERALD. (2004). "Transnationalism in Question". *The American Journal of Sociology*. 109 (5): 1177-1195.
- WALLERSTEIN, I. (1976). *The Modern World-System. Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century*. New York: Academic Press.
- . (1984). *The Politics of the World Economy: the States, the Movements, and the Civilisations*. Cambridge: Cambridge University Press.
- . (1991). *Unthinking Social Science: The limits of Nineteenth Century Paradigms*. Cambridge, UK: Polity Press
- WALSH, J. (2008). "Navigating Globalization: Immigration Policy in Canada and Australia, 1945–2007". *Sociological Forum*. 23 (4): 786-813.
- WARD, J. (2008). "White Normativity: The Cultural Dimensions of Whiteness in a Racially Diverse LGBT Organization". *Sociological Perspectives*. 51 (3): 563-586.
- WATERS, M. et T. JIMÉNEZ. (2005). "Assessing immigrant assimilation: new empirical and theoretical Challenges". *Annual Review of Sociology*. 31: 105-125.
- WATERS, M. C., P. KASINITZ, et A. L. ASAD. (2014). "Immigrants and African Americans". *Annual Review of Sociology*. 40 (1): 369-390.
- WEBER, M. (1921). *Economie et société*. Paris: Pocket (édition de 1995).
- WEIL, P. (2002). *Qu'est-ce qu'un Français : Histoire de la nationalité française depuis la Révolution*. Paris: Grasset.
- . (2005). *La République et sa diversité. Immigration, intégration, discriminations*. Paris: Le Seuil.

- WESTERN, B. (2006). *Punishment and Inequality in America*. New York: Russell Sage Foundation.
- WIEVIORKA, M. (1991). *L'espace du racisme*. Paris: Seuil.
- . (1996a). "Racisme et exclusion" in S. Paugam (dir.). *L'exclusion, l'état des savoirs*. Paris: La Découverte. pp. 344-353.
- . (1996b). *Une Société Fragmentée?: Le multiculturalisme en débat*. Paris: La Découverte.
- WILLIAMS, E. (1944). *Capitalism and Slavery*. London: André Deutsch.
- WILSON, W. J. (2010). "Why Both Social Structure and Culture Matter in a Holistic Analysis of Inner-City Poverty". *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*. 629 (1): 200-219.
- WILSON, W. J., G. EARLY, D. L. LEWIS, E. ANDERSON, J. E. BLACKWELL, R. WALTERS, et C. STONE. (1996). "Du Bois' The Philadelphia Negro: 100 Years Later". *The Journal of Blacks in Higher Education*. (11): 78-84.
- WIMMER, A. (2008a). "Elementary Strategies of Ethnic Boundary Making". *Ethnic and Racial Studies*. 31 (6): 1025-1055.
- . (2008b). "The Making and Unmaking of Ethnic Boundaries: A Multilevel Process Theory". *The American Journal of Sociology*. 113 (4): 970-1022.
- . (2009). "Herder's Heritage and the Boundary-Making Approach: Studying Ethnicity in Immigrant Societies". *Sociological Theory*. 27 (3): 244-270.
- . (2013a). *Ethnic Boundary Making. Institutions, Power, Networks*. New York: Oxford University Press.
- . (2013b). *Waves of War. Nationalism, State Formation, and Ethnic Exclusion in the Modern World*. Cambridge: Cambridge University Press.
- WIMMER, A. et B. MIN. (2006). "From Empire to Nation-State: Explaining Wars in the Modern World, 1816-2001". *American Sociological Review*. 71 (6): 867-897.
- WIMMER, A. et N. G. SCHILLER. (2003). "Methodological Nationalism, the Social Sciences, and the Study of Migration: An Essay in Historical Epistemology". *International Migration Review*. 37 (3): 576-610.
- WINANT, H. (2000). "Race and Race Theory". *Annual Review of Sociology*. 26: 169-185.
- . (2001). *The World is a Ghetto. Race and Democracy since World War II*. New York: Basic Books.
- . (2004). *The New Politics of Race*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- WIHTOL DE WENDEN, C. (2010). *La question migratoire au XXIe siècle. Migrants, réfugiés et relations internationales*. Paris: Presses de Sciences Po.
- WRENCH, J., A. REA, et N. OUALI. (1999). *Migrants, Ethnic Minorities and the Labour Market. Integration and Exclusion in Europe*. London: MacMillan.
- WRIGHT, E. O. (1997). *Class counts. Comparative Studies in Class Analysis*. Cambridge UK: Cambridge University Press.
- WRIGHT, M. et I. BLOEMRAAD. (2012). "Is There a Trade-off between Multiculturalism and Socio-Political Integration? Policy Regimes and Immigrant Incorporation in Comparative Perspective". *Perspectives on Politics*. 10 (1): 77-95.
- ZHOU, M. (1997a). "Growing Up American: The Challenge Confronting Immigrant Children and Children of Immigrants". *Annual Review of Sociology*. 23: 63-95.
- . (1997b). "Segmented assimilation: issues, controversies, and recent research on the New Second Generation". *International Migration Review*. 31 (4): 975-1008.
- ZOLBERG, A. R. (1989). "The Next Waves: Migration Theory for a Changing World". *International Migration Review*. 23 (3): 403-430.
- ZOLBERG, A. R. (1999). "Matter of State: Theorizing Immigration Policy" in C. Hirschman, P. Kasinitz, et J. DeWind (dir.). *The Handbook of International Migration: the American Experience*. New York: Russell Sage Foundation
- ZOLBERG, A. R., A. SUHRKE, et S. AGUAYO. (1986). "International Factors in the Formation of Refugee Movements". *International Migration Review*. 20 (2): 151-169.
- ZOLBERG, A. R. et L. L. WOON. (1999). "Why Islam is like Spanish: Cultural Incorporation in Europe and the United States". *Politics & Society*. 27 (1): 5-38.
- ZUBERI, T. (2004). "W. E. B. Du Bois's Sociology: The Philadelphia Negro and Social Science". *Annals of the American Academy of Political and Social Science*. 595: 146-156.

Partie 2 Quand les effets de l'origine migratoire mesurent des inégalités ethnoraciales

Chapitre 1 Immigrant Spatial Assimilation in France: Desegregation Trends and Inequality Along Ethnoracial Lines*

Abstract

This article describes patterns of ethnoracial and socioeconomic neighborhood attainment among North African, sub-Saharan African and European immigrants in France. We use the French Trajectories and Origins Survey, containing rare assimilation variables (length of stay, immigrant generation, parental length of stay, mixed ascendance, socioeconomic status). Findings highlight the weak potency of these variables in accounting for spatial trajectories compared to the predominance of ethnoracial origin. Simultaneous equations models are used to show how ethnoracial and socioeconomic desegregation overlap, delineating distinct patterns of neighborhood attainment across immigrant groups, with intense spatial disadvantage among Africans. The conclusion discusses the implications of these findings for understanding the ethnoracial dimension of socio-spatial stratification in France.

Keywords: segregation, immigration, spatial assimilation, place stratification, ethnoracial inequality

* Ce chapitre représente une version d'un article co-écrit avec Haley McAvey (Sciences Po) en cours de révision.

Introduction

The concentration of ethnic/racial minorities in underprivileged neighborhoods is a stylized fact in Western societies. In most countries, neighborhood racial composition is tightly correlated with socioeconomic characteristics such as high unemployment and school dropout rates, poverty, poor health, crime, etc. (Musterd 2005; Sampson, Morenoff, and Gannon-Rowley 2002). This is particularly true in France, where the urban history of disadvantaged neighborhoods is rooted in post-colonial immigration. After 1945, the suburbs of France's major cities increasingly accommodated these populations, first in precarious living conditions and then in poorly maintained social housing units, all through the 1970's and 1980's. Marked by intense deindustrialization and sharp socioeconomic disadvantage, these areas became the site of most of the social unrest of the past decades, and particularly the urban riots of 2005.

French politics have nonetheless constantly refrained from tackling neighborhood segregation issues within any ethnic/racial policy framing. France indeed embodies a universalistic, colorblind national model that does not recognize ethnic/racial groups (Brubaker 1992; Favell 2001; Simon 2003a). At the same time, social scientists have also resisted ethnoracial readings of spatial inequalities, drawing mainly on two lines of argument: that French social stratification dynamics are overwhelmingly driven by socioeconomic (and non-racial) factors (Fassin, and Fassin 2006; Safi 2013) and that the minority populations stemming from migration are on the road toward assimilation (Amiriaux, and Simon 2006; Safi 2008a). Empirical evidence that directly supports these assumptions is nonetheless rare and scattered partly because of the scarcity of relevant data (Sabbagh, and Peer 2008; Simon 2003b; Simon 2008a).

In this article, we use new French data to study patterns of segregation across immigrant generations and origins in France. We start with a systematic empirical assessment of the impact of assimilation variables across three groups (North Africans, sub-Saharan Africans, and Europeans¹). Our results highlight the relatively weak potency of assimilation variables such as length of stay and immigrant generation. Spatial assimilation seems to be more strongly driven by socioeconomic factors, yet with disparate patterns across groups. Our findings also show different implications of immigrant spatial concentration in terms of neighborhood disadvantage. The concomitant analysis of socioeconomic and ethnoracial segregation through the use of simultaneous equation models highlights specific articulations of these two types of neighborhood outcomes across groups. European immigrants and their offspring experience lower levels of both ethnoracial and socioeconomic segregation in comparison to Africans, and their neighborhoods exert lower intensity of association between ethnoracial and socioeconomic contextual characteristics. The conclusion discusses the implications of these findings with regard to the ethnoracial dimension of socio-spatial stratification in France.

Immigrant Spatial Trajectories: Theoretical and Empirical Backgrounds

The spatial assimilation theory, whose roots can be found in the Chicago School's tradition, considers that ethnoracial segregation in the city is a temporary step in socio-spatial dynamics that eventually lead the mainstream and minority groups to increasingly share urban space (Park 1952; Park, Burgess, and McKenzie 1925; Schwirian 1983). Two driving forces of

¹ Because of the absence of self-declared race/ethnicity in France's official statistical data, we use ethnoracial categories that rely on immigrant background (ego's or ego's parents' country of birth). The French mainstream comprises thus French natives with no immigrant background as measured up to the second generation (whose parents are also both French natives).

assimilation are of specific interest to this theory: acculturation and socioeconomic mobility. Although specific mechanisms are seldom explicitly discussed, acculturation is usually supposed to occur naturally over time. Immigrant segregation is thus expected to be the strongest for the most recent waves of migrants and is expected to lose ground with length of stay and across generations (Alba, and Nee 2003).

In the U.S., ever since the seminal work of Duncan and Lieberson (1959), empirical strategies to assess time-driven assimilation have used subsequent decennial census data to show decreases in group segregation in U.S. metropolitan areas (Alba et al. 1999; Alba, Logan, and Crowder 1997; Farley, and Frey 1994; Logan, Stults, and Farley 2004). While most studies have generally provided some support for the spatial assimilation theory, they also highlight differential residential paths depending on race and ethnicity (Alba, and Logan 1993; Pais, South, and Crowder 2012; South, Crowder, and Chavez 2005; South, Crowder, and Pais 2008). These disparate trajectories have been interpreted in line with the place stratification perspective, according to which structural and cultural factors consistently hinder desegregative dynamics for the most disadvantaged groups (Charles 2003; Galster 1988). Discrimination in the housing market as well as residential preferences and racial prejudice are among the primary mechanisms that restrict the residential opportunities available to racial minorities. A wide literature documents place stratification processes as occurring along ethnoracial lines with extensive evidence on the enduring “hyper segregation” of blacks and on the high and slowly decreasing segregation of Hispanics (Logan et al. 2004; Massey, and Denton 1993; Quillian 2002).

While spatial assimilation and place stratification hypotheses are very frequently contrasted in most papers’ theoretical backgrounds, studies rarely document the specific role of length of stay and generation. Instead, they mostly rely on self-declared measures of race/ethnicity to define groups and subsequent census dates (or more rarely individual longitudinal data) to

measure time/accluration effects. The literature thus generally shows immigrant assimilation processes as imbricated within racial/urban stratification dynamics that affect not only immigrants but all racial/ethnic groups. The effect of assimilation variables is thus overshadowed by the effect of race/ethnicity (White, Biddlecom, and Guo 1993). In their evaluation of the spatial assimilation model, Iceland and Scopilliti (2008) try to disentangle immigrant acculturation and racial dimensions of urban change by examining group segregation by nativity and year of entry. Although their findings provide some support for the spatial assimilation theory, they also highlight particularly disadvantaged segregation patterns for black immigrants, suggesting a determinant effect of race in their spatial trajectories. Other research findings also show that race continues to influence Hispanic immigrants' segregation despite the general strength of assimilation-related factors (Iceland, and Nelson 2008).

An alternative version of the spatial assimilation theory focuses on the relation between individual socioeconomic characteristics and residential outcomes. The assumption here is that as the assimilation process takes its course, immigrants not only experience acculturation but also social mobility which allows them to relocate to less segregated areas (Iceland, and Wilkes 2006). Desegregation thus occurs through a process by which minorities' convert economic and status gains into spatial outcomes, thereby accessing more privileged residential positions (Alba, and Logan 1993; Massey, and Denton 1985; South et al. 2005; White et al. 1993). But here again evidence tends to show significant disparities across groups: blacks' segregation has consistently been shown to be weakly related to socioeconomic status compared to other groups (Pattillo 2005). This seems in line with place stratification theory, which posits that group segregation is widely driven by racial processes like discrimination and prejudice rather than socioeconomic mechanisms alone (Dawkins 2004). Although most studies show that the effect of race overwhelms that of class - for

African Americans in particular - some researchers argue that the role of class in explaining racial segregation is increasing in the U.S. (Wilson 1978; Wilson 1987).

While extensive work on the determinants of residential attainment has focused on the interaction between socioeconomic and racial factors at the individual level, studies rarely explore how ethnoracial and socioeconomic neighborhood outcomes overlap. This is related to an underlying assumption according to which racial desegregation goes hand in hand with socioeconomic desegregation. Urban literature in the U.S. has long held a normative stance asserting that while minority groups desegregate they also enter higher quality neighborhoods. Here again, although the specific mechanisms that may lead to this conjunction of racial/socioeconomic outcomes are rarely explicit, they generally relate to the idea that majority neighborhoods are “better”. They also build on the straight-line framing of the assimilation theory in which the socioeconomic and the cultural dimensions of immigrant pathways are strongly correlated (Alba, and Nee 2003; Gans 1997; Gordon 1964; Portes, and Zhou 1993). However, a wide range of studies challenge the idea that ethnoracial/socioeconomic residential outcomes overlap. For some groups, remaining in ethnic enclaves can be a strategic choice with socioeconomic returns, namely in terms of employment (Edin, Fredriksson, and Olof 2003; Logan et al. 2000; Logan, Zhang, and Alba 2002; Zhou 1992). While evidence in favor of ethnic enclave and immigrant entrepreneurship benefits has been mixed, this literature highlights the fact that successful socioeconomic integration is not necessarily tied to spatial proximity to whites (Aldrich, and Waldinger 1990). Moreover, studying the degree to which ethnoracial/socioeconomic residential outcomes diverge contributes to our understanding of the dynamics of urban inequality (Adelman et al. 2001). Pattillo’s ethnographic research clearly shows that even when Black middle-class households live in more racially integrated neighborhoods they are still surrounded by higher poverty rates, lower median incomes, higher unemployment and higher

crime than the middle class in other groups (Pattillo 1999). All in all, evidence suggests that the meaning of racial desegregation and the degree to which it relates to higher socioeconomic neighborhood attainment is not the same across groups and that race/ethnicity remains a decisive factor for understanding urban dynamics.

Spatial Assimilation Theory in French Perspective

In France, the assimilation paradigm is very powerful, and has surprisingly been mobilized by politicians and social scientists alike, although with very different lines of reasoning. The assimilation perspective indeed seems to be perfectly consistent with the French Republican model and is sometimes used to rationalize the colorblind agenda of public policy design. On the scientific side, the few studies on immigrant segregation usually embrace the assimilation paradigm with the underlying “good” intention of thwarting the widespread negative social representations surrounding immigrant neighborhoods (Pan Ké Shon, and Verdugo 2014). However, few studies extensively document the effect of individual assimilation variables on residential outcomes in France. Most publications use aggregate census data measures, or large surveys that only partially comprise information regarding assimilation variables (most often only for the first generation).

French assimilationism and colorblindness are also particularly compatible with the long-term supremacy of class stratification perspectives in the French social sciences, starting with Durkheim and all through the Bourdieusian legacy², reflecting a prevailing belief that, unlike the American context, ethnicity and race are less prominent stratification factors. Many scholars, particularly in urban studies, have indeed regarded minority disadvantage as directly linked to colorblind mechanisms of stratification.

² Although, unlike in France, both Durkheim and Bourdieu have influenced many race scholars in the U.S.

The confluence of these scientific and political perspectives leads to a specific French pattern of socioeconomic and socio-spatial reductionism of ethnoracial inequality by which disadvantage among minority populations is understood as stemming from their concentration in the most underprivileged neighborhoods. Dismantling socioeconomic segregation would hence be the best public policy strategy for combatting ethnoracial inequality. French policies promoting immigrant assimilation have therefore been traditionally conducted by urban authorities mainly through colorblind actions in favor of employment and education in “priority neighborhoods”³ defined by socioeconomic characteristics. In the scientific field, this reductionism is also present in the well-known assertion, mainly relying on ethnographic research, that there is no French ghetto in comparison with the historical image of the black ghetto in the U.S. (Wacquant 2008). Due to limitations in data availability and/or data access, only very recently have studies provided information regarding the magnitude of immigrant segregation in France (Pan Ké Shon 2009; Prêteceille 2009; Rathelot 2012; Safi 2009; Verdugo 2011). Although the data is not strictly comparable, all these studies report very similar findings confirming that ethnoracial segregation is less salient in France compared to the U.S. black/white spatial divide. Segregation indices nonetheless seem to be much more comparable when the analyses are restricted to the immigrant populations in both countries. Segregation indices exceed 0.50 for Turks and sub-Saharan Africans in certain cities, not far from measures of Hispanic segregation in U.S. cities. Moreover, these levels of segregation may be undermined due to the limitations of French urban data⁴.

³ The so-called “Zones Urbaines Sensibles” (ZUS).

⁴ The comparison of French and U.S. indices suffers from many limitations related to geographical units and categorical definitions. The indices that have recently been calculated in France use a geographical scale that is still too big in comparison with the census tracts used in the U.S. Moreover, while indices are computed for ethnic groups in the U.S., they are only obtained for first generation immigrants in France because no data are available on ethnicity. One might posit that if the French statistics on segregation included at least the second

On the other hand, some recent evidence, using more comparable data, suggests that socioeconomic segregation is of lesser intensity in France than in the U.S. (Guyon 2012; Quillian, and Lagrange 2014). However, Quillian and Lagrange's findings suggest that the articulation between ethnoracial/socioeconomic residential outcomes is quite comparable in both countries; using aggregate census data, they show that France and the U.S. are similar in the degree to which ethnoracial and socioeconomic segregation are correlated.

Hence, even if levels of ethnic/racial segregation in France are lower than blacks' segregation in the U.S., there are relevant reasons to think that place stratification dynamics are at play in French society. In all studies, the segregation of non-Europeans is clearly shown to be much higher than that of Europeans (Rathelot 2012; Verdugo 2011). Longitudinal studies on residential mobility find some evidence for increasing minority concentration (Rathelot, and Safi 2014). When they move, the most disadvantaged immigrant groups, and Africans in particular, less frequently experience upward residential mobility (Pan Ké Shon 2010).

Moreover, the structural forces that lie behind place stratification dynamics, and particularly discrimination and prejudice, have been increasingly documented in French studies. Some recent findings suggest, for example, high levels of housing discrimination (Bonnet et al. 2014). According to a study by the Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité (2006), ethnic minority (namely African) candidates are four times less likely to be selected to rent an apartment compared to French mainstream candidates. Self-declared discrimination is also very frequent among first and second generation Africans in a wide range of social spheres (Safi, and Simon 2014). While quantitative information on individual

generation immigrant population (which is almost as large as the population of the first generation), the indices may become considerably greater. This is what a study by Rathelot (2012) suggests using the very small unit scale of the French Labor Force Survey along with a parametric method to correct for measurement errors due to sample size. Including the second generations in his computations, he finds consistently higher segregation indices reaching 0.80 for sub-Saharan African and Asian immigrants.

preferences for neighborhood ethnic and racial composition unfortunately remains non-existent, a few surveys measuring global “tolerance” towards immigration suggest a high level of hostility especially toward Africans and Muslims⁵.

Research questions

In this article we provide empirical evidence assessing the extent to which immigrant spatial assimilation has been occurring in France and the degree to which its patterns differ across three major immigrant groups: North Africans, sub-Saharan Africans and Europeans. We also analyze the articulation between ethnoracial and socioeconomic residential outcomes across groups and generations.

First, our study provides an assessment of the predictive value of assimilation and ethnoracial variables in the determination of immigrant spatial pathways in France. Two hypotheses guide this section:

H1a. Time, immigrant generation and socioeconomic variables are the driving force of desegregation (the *spatial assimilation* hypothesis).

H1b Ethnoracial characteristics are decisive and lead to different patterns of desegregation across groups, conveying inequality along ethnic/racial lines (Africans versus Europeans) (the *place stratification* hypothesis).

Our study also examines the extent to which ethnoracial and socioeconomic neighborhood outcomes overlap in France.

H2a: Ethnoracial and socioeconomic neighborhood outcomes are tightly correlated (the *spatial assimilation* hypothesis).

⁵ See for instance the most recent report from the *Commission nationale consultative des Droits de l’homme* (2014).

H2b: The extent to which these outcomes coincide varies across groups. Ethnoracial segregation translates more frequently into unfavorable neighborhood socioeconomic conditions for non-Europeans (the *place stratification* hypothesis).

The Data: A Unique Survey on Immigration and Diversity in France

The data come from *Trajectories and Origins* (TeO), a large, cross-sectional French survey conducted in 2008 among 21,761 individuals aged 18 to 60 residing in Metropolitan France.⁶ TeO is one of the rare data sources in France in which immigrants and their offspring can be identified thanks to precise information on national origin, immigrant generation, year of arrival and parents' year of arrival. TeO's sampling overrepresents certain origins in order to provide ample information on minorities who are typically underrepresented or unidentifiable in general demographic surveys in France (Beauchemin, Hamel, and Simon 2010). In addition to an array of questions on respondents' migratory history, family, professional life, income, education, and housing, TeO also contains observations at the neighborhood level (French "IRIS"⁷) pulled from the 2008 French census.

⁶ The second generation TeO subsample consists of individuals aged 18-50. We consequently restrict our statistical analyses to individuals aged 18-50 in order to increase the comparability between first and second generation immigrants.

⁷ IRIS (an acronym of 'aggregated units for statistical information') are geographical units that are comparable to U.S. census tracts. This territorial division was introduced by INSEE (the French National Statistical Office) starting with the 1999 census. IRIS are built so that most of them contain between 1,800 and 5,000 inhabitants. All French municipalities of more than 10,000 inhabitants (and the majority of those with more than 5,000 inhabitants) are broken down into IRIS. When information at the IRIS level is not available due to small municipality size, contextual variables at the municipality level are used instead.

Drawing on two main criteria, country of birth and nationality at birth, three immigrant categories are identified. Immigrants (G1) represent the foreign-born population⁸. Second generation immigrants are French-born citizens, one or both of whose parents are immigrants: individuals with two immigrant parents are identified as G2 and individuals with one immigrant parent and one French native parent are referred to as G2.5. We further specify these three categories according to immigrants' and parents' length of stay. Finally, French-born individuals whose parents are both French by birth are classified as the mainstream population.

Three broad ethnoracial categories based on individual or parental national origins are used. North Africans comprise first generation immigrants born in Algeria, Morocco or Tunisia, as well as second generations whose parent(s) are immigrants from those countries. Likewise, sub-Saharan Africans are defined as first and second generation immigrants originating from other African countries, while Europeans include first and second generation immigrants from Italy, Spain, and Portugal. These categorical choices directly stem from our data: as the contextual information available in TeO indicates the proportion of North African, sub-Saharan African and European immigrants within neighborhoods, we can measure same-group concentration only for these groups. Despite this practical justification, this categorization remains meaningful in the French context as these three groups represent the largest immigrant communities in France and extensive research highlights the salience of the European/non-European distinction in a wide range of immigrant socioeconomic outcomes.

Four neighborhood ethnic composition variables are provided in the data that describe, for each respondent's location at the IRIS level: the overall share of immigrants, the proportion of

⁸ Because of its colonial history, France uses the double criteria of place of birth and nationality at birth to define immigrants. First generation immigrants are thus more precisely defined as the foreign-born population (non-French at birth) to exclude expats and return colonials.

immigrants from North Africa (Algeria, Morocco and Tunisia), the proportion of immigrants from sub-Saharan Africa, and the proportion of immigrants from Southern Europe (Italy, Spain and Portugal) out of the entire immigrant population. We also use two indicators of the socioeconomic context of respondents' neighborhoods: the unemployment rate among inhabitants aged 15 or older and household income per capita.

For data privacy reasons, the contextual data included in TeO do not contain the exact proportions of immigrants, the unemployed or income level groups within each IRIS. Rather, this information is coded in deciles indicating where each respondent's IRIS of residence falls within the distribution of these variables across all French IRIS. While this leads to a lack of precision in TeO's contextual variables, we are able to situate the relative position of each respondent's neighborhood within the distribution of these characteristics. Our contextual variables are, however, difficult to compare; while it is possible to identify whether a respondent lives in a highly segregated IRIS in terms of the presence of immigrants, North-Africans, or Europeans, etc., we cannot strictly compare the proportions of different immigrant origins in respondents' neighborhoods. Despite these limitations, and given the difficulty of obtaining detailed data with ethnoracial variables in France, TeO is still one of the best datasets for empirically testing the spatial assimilation/stratification hypotheses in the French context.

Table 1 describes the TeO sample used in this study (see Table A1 for detailed summary statistics). The French mainstream represents 84% of the sample. North Africans are the largest immigrant group, followed by Europeans and sub-Saharan Africans. Most immigrants in the sample arrived in France after the 1980s. The immigrant parents of the second generation (G2 and G2.5) arrived primarily during the 1950s and 1960s.

The distribution of the contextual variables (Table A1) shows that the sample is overrepresented within the upper deciles of the immigrant share. 17% of the sample live in the

top 10% most segregated IRIS. 10% of respondents live in the poorest 10% of neighborhoods and 13% in the 10% of neighborhoods with the highest unemployment rate.

<Insert Table 1 here>

Methods

We first rely on OLS regressions run separately for North Africans, sub-Saharan Africans, Europeans and mainstream French that use the deciles of each group as continuous dependent variables⁹ (Models 1-4). These models are designed to measure residential outcomes across the full distribution of the neighborhood composition variables. A change in the predictors of these models thus increases same-group concentration by one decile. We assess for the effect of the following assimilation variables: time (measured by immigrants' and parents' length of stay), immigrant generation (G1, G2, G2.5) and household income. The control variables used in the models are gender, age, age squared, education, marital status and family size, cohabitation with parents, housing tenure, and city size.

We then move on to explore the articulation of ethnoracial segregation and neighborhood socioeconomic disadvantage (Models 5.1-5.4 and 6.1-6.4). To do so, we use a simultaneous equations design with two dependent binary variables: high ethnoracial segregation (y1) and high socioeconomic disadvantage (y2), both measured at the neighborhood level. Two variables are alternatively used for each type of residential outcome:

- Ethnoracial segregation (y1): immigrant share or African immigrant¹⁰ share (coded 1 when individuals live in the 10% most segregated IRIS and 0 otherwise)

⁹ For the purposes of these analyses, the immigrant share variable is reversed in order to measure the mainstream population's proximity to other members of their own group.

¹⁰ In these analyses, we consider that y1=1 if individuals live in the top decile of IRIS in terms of North or sub-Saharan African composition, referred to as "high African share". We do so in order to simplify the findings and

- Socioeconomic segregation (y_2): unemployment rate (coded 1 when individuals live in the 10% of IRIS with the highest unemployment rate and 0 otherwise) or income level (coded 1 when individuals live in the bottom 10% of the IRIS income distribution and 0 otherwise).

We use a series of bivariate probit models to jointly estimate these two outcome variables that are simultaneously observed. For the sake of robustness, all combinations of the ethnoracial/socioeconomic outcomes are tested, and we include interaction terms to evaluate the effects of immigrant generation and income across groups. The strength of these models lies in the fact that the joint estimation of y_1 and y_2 allows the error terms to be correlated (Cameron, and Trivedi 2005).

The model specification is as follows:

$$y_1 = 1[x_1 \beta_1 + e_1 > 0]$$

$$y_2 = 1[x_2 \beta_2 + e_2 > 0]$$

In addition to the classical interpretation of single equation models ($P(y_1=1)$, $P(y_2=1)$), the model is also able to predict the joint probabilities ($P(y_1=1 \& y_2=1)$, $P(y_1=0 \& y_2=1)$, etc.) and the conditional probabilities ($P(y_1=1/y_2=1)$, $P(y_2=1/y_1=1)$, etc.) of these two outcomes. For the sake of comparability, we systematically express the regression results in terms of average marginal probabilities.

Findings

In Search of Spatial Assimilation: The Effects of Time, Generation and Income

since former analyses show very similar segregation patterns for these two groups. Separate analyses for each group give qualitatively similar findings (and can be obtained upon request).

Table 2 displays the presence of first and second generation immigrants within the IRIS distribution of the share of immigrants of the same origin. Both Africans and Europeans tend to be concentrated in the upper deciles of the immigrant share distribution, while residency in low concentration immigrant areas is rare. The overwhelming majority of North Africans (86%) and Europeans (79%) live in neighborhoods with at least 19% or 18%, respectively, of immigrants of their origin. Moreover, generational differences in residential situations are slight, as second generation immigrants, regardless of ethnoracial origin, tend to be as highly concentrated within same-group areas as first generation immigrants.

<Insert Table 2 here>

OLS regressions were run separately on North Africans, sub-Saharan Africans, Europeans and the mainstream population to test the effects of time, generation and income on residence in a higher decile of the distribution of their respective group (see Table A2 for detailed models). As length of stay and generation are not applicable to the mainstream, we only explore the effect of income on their propensity to live in areas with an increasing number of members of the mainstream population. Table 3 summarizes the net effects of these variables of interest.

<Insert Table 3 here>

Contrary to the tenets of spatial assimilation (H1a), length of stay is a poor predictor of desegregation for all groups. This is particularly true for African immigrants: compared to the most recent cohort, earlier waves of migrants are not significantly less likely to live in an IRIS with fewer same-group members. The only clear evidence pointing to the desegregating effect of time is found for European immigrants who arrived between 1990 and 1999, for whom living in own-group areas is lower than for post-2000 migrants.

Findings appear more mixed with regard to the role of immigrant generation in spatial assimilation. Regardless of parents' length of stay, second generation sub-Saharan Africans and Europeans are not significantly less likely to live in immigrant neighborhoods with a high

share of their group. Only second generation North Africans whose parents arrived prior to 1970 are less segregated than recent first generation migrants of the same origin.¹¹ Yet, for all groups, second generations with one French native parent show a strong propensity to live in areas with a lower number of members of their own group. Thus, while time does not appear to be a driving force of residential assimilation, mixed ascendancy undoubtedly affects spatial segregation patterns.

To what extent does individual socioeconomic status operate as a mechanism of spatial assimilation? Once again, results differ across groups. As spatial assimilation would expect, higher household income reduces the chances of same-group concentration for Africans. Yet, Europeans and mainstream French appear to live in greater proximity to their respective group as income increases. Although income effects are lacking statistical significance for the latter groups, the finding is still suggestive of differential patterns based on socioeconomic position. Overall, this first set of results provides little empirical foundation for acculturation mechanisms linked to length of stay and immigrant generation. Socioeconomic processes and mixed ascendancy do however come into play particularly for Africans. Nonetheless, the differences observed in desegregation patterns across groups convey ethnoraacial inequality in line with the place stratification hypothesis (H1b).

The Meaning of Segregation: Association Between Ethnoraacial and Socioeconomic Neighborhood Outcomes

Most research on spatial assimilation relies on the underlying assumption that immigrant neighborhoods are synonymous with socioeconomic disadvantage, and therefore represent the

¹¹ We've run equality of coefficient tests for each group to test differences between immigrants arriving between 1970 and 1979 and second generations (G2) whose parents immigrated in France during the same period. Significant differences are only observed for North African second generations (G2).

least attractive places to live. Table 4 partially confirms this hypothesis, showing that a higher presence of immigrants at the IRIS level is significantly correlated with a higher unemployment rate and lower household income in the area. Yet this conclusion must be nuanced in consideration of the ethnoracial composition of the neighborhood. An increasing proportion of North African immigrants, and to a lesser extent of Sub-Saharan African immigrants, coincides with socioeconomic disadvantage at the neighborhood level. In contrast, these attributes are in fact negatively correlated with the presence of European immigrants. The relative advantage associated with European immigrant areas echoes the trend observed above, by which increasing income at the individual level correlates with greater presence in European areas.

<Insert Table 4 here>

These descriptive findings suggest that immigrant areas vary considerably in terms of socioeconomic status, and therefore justify an empirical strategy that explores ethnic and socioeconomic outcomes simultaneously. We therefore use bivariate probit models that simultaneously estimate the probabilities of living in the 10% most ethnoracially segregated areas (alternating high immigrant and high African immigrant share as y_1) and in the 10% of IRIS with the greatest socioeconomic disadvantage (alternating high unemployment and low per capita income as y_2). These models are presented in detail in Tables A3 and A4. Models 5.1-5.4 (Table A3) are limited to the immigrant sample and test for interaction effects among ethnoracial origin and immigrant generation, while Models 6.1-6.4 include the entire sample and test for interaction effects among ethnoracial origin and income. The positive and significant value of the correlation coefficient (ρ) in each model defends the simultaneous equations estimation design.

Table 5 presents the average marginal probabilities ($P(y_1=1)$ and $P(y_2=1)$) calculated from these bivariate models. The first finding of interest here is that socioeconomic segregation is

consistently lower than ethnoracial segregation for all groups, suggesting that the latter cannot be reduced to economic processes alone. Secondly, in favor of hypothesis H2b, stark differences along ethnoracial lines emerge from these results.¹² Europeans and the mainstream population are strikingly similar in neighborhood attainments, and consistent gaps distinguish these groups from North and sub-Saharan Africans. Africans have at least a 40% chance of living in high-immigrant areas, ten points higher than Europeans and 17 points higher than the mainstream population. Moreover, disparities are intensified within high African immigrant areas, as Africans have an increased probability of living there. Group differences are equally salient with regard to socioeconomic segregation, with substantially higher exposure to poor and underemployed neighborhoods among Africans.

It is notable that Europeans and the mainstream population only diverge in terms of ethnoracial segregation. Europeans have a higher probability of residing in immigrant neighborhoods than mainstream French, yet have a lower chance of living in African immigrant neighborhoods. In terms of socioeconomic status, however, the residential situations of the two groups are identical. This finding reiterates the idea of a European enclave exception, by which the immigrant neighborhoods in which Europeans live – but not immigrant areas overall – are relatively affluent.

<Insert Table 5 here>

Cumulative Disadvantage

The findings from the simultaneous equations presented above are now extended to explore how ethnoracial and socioeconomic segregation combine to produce cumulative residential

¹² Models 5.1-5.4 and 6.1-6.4 show that all things being equal, Africans have a greater chance of living in high immigrant, high African immigrant, high unemployment and low income IRIS compared to the mainstream (p<0.000).

disadvantage. Figure 1 displays the joint probability ($P(y_1=1 \& y_2=1)$) of living in the 10% most ethnically segregated and 10% most impoverished neighborhoods for Africans and Europeans by immigrant generation.

<Insert Figure 1 here>

Combined socioeconomic and ethnoracial segregation appears to be consistently higher for Africans, providing further evidence for H2b. Ethnic disparities notably extend beyond the first generation: like immigrants (G1) of the same origin, second generation Africans (G2) have the strongest chances – between 25 and 30% – of residing in the most segregated, poorest and underemployed areas, double the chances observed for European first and second generations. Cumulative disadvantage therefore appears to be largely reproduced among Africans whereas relative spatial advantage is transmitted across European generations. Once again, notable exceptions arise with regard to second generations with one French native parent (G2.5). For Africans, belonging to the G2.5 generation reduces the chances of combined segregation to the point that ethnic disparities nearly disappear. The effect of having a native parent is strongest for sub-Saharan Africans; for North Africans, the G2.5 generation remains only slightly, yet significantly, more segregated than the other two groups. To what extent is this pattern of cumulative residential disadvantage driven by individual socioeconomic variables? Figure 2 shows that the significance of group differences is attenuated by the effect of income. Ethnoracial disparities in the probability of cumulating both socioeconomic and ethnoracial segregation are indeed blurred among the upper classes due to the substantial effect of income among Africans. However, among the latter group, this effect is delayed until the highest income categories are reached, resulting in persistently high segregation and disadvantage among the middle and middle-upper classes. While the poorest Europeans and mainstream French also tend to be more strongly segregated, the probabilities fall quickly within the lower-middle income brackets and remain constantly low among the

upper classes. This unequal rate of desegregation linked to income across groups thus produces a European/non-European disparity in residential attainment that is strongest among the middle classes.

<Insert Figure 2 here>

Our final analysis aims to measure the degree to which ethnoracial segregation is synonymous with greater neighborhood disadvantage. In other words, does living in a high immigrant neighborhood increase the probability of being exposed to spatial disadvantage for all groups? To answer this question, we have calculated the difference in the conditional probability of living in the most socioeconomically disadvantaged IRIS when the immigrant composition of the IRIS is high rather than low or moderate as expressed in the following equation:

$$\Delta_i = (P(y_2=1/y_1=1, x_i) - P(y_2=1/y_1=0, x_i))$$

Δ measures the extent to which a change from lower to higher ethnoracial segregation increases the chances of living in the most socioeconomically disadvantaged neighborhoods. Results are presented in Table 6 for each of the four combinations of residential outcomes.

<Insert Table 6 here>

Clearly, for all groups, living in the most segregated neighborhoods strongly increases the probability of those neighborhoods having high-unemployment and low-income rates. However, the extent to which ethnoracial segregation translates into socioeconomic neighborhood disadvantage varies once again across ethnoracial lines. Disparities are observed among Europeans and Africans when the overall immigrant share is high: residence in the 10% most segregated IRIS in terms of the immigrant share increases Africans' probability of living in a high unemployment IRIS by about 40%, compared to 33% among Europeans. Yet differences between the mainstream population and Africans are not consistently significant, suggesting that both groups are equally exposed to poverty and underemployment at the neighborhood level when they live in segregated immigrant

neighborhoods. Evidence for the unique position of Europeans echoes earlier findings showing that the immigrant neighborhoods in which Europeans live tend to be sheltered from socioeconomic disadvantage.

Group differences in the probability that ethnoracial segregation entails high unemployment are more consistent when the share of Africans is high. Europeans and the mainstream have about a 7-point lower probability than Africans that living in the 10% most segregated African IRIS equates with low income at the neighborhood level, providing further evidence for H2b.

Conclusion

Using new French data, this study provides the first systematic empirical assessment of the weight of assimilation factors and ethnic/racial origin in accounting for disparities in residential attainment among immigrants and their offspring. The research makes a unique contribution to the French literature on segregation patterns by articulating ethnoracial and socioeconomic residential outcomes simultaneously across detailed categories of immigrant generations, origins and socioeconomic status.

Our findings show that individual determinants traditionally related to acculturation (length of stay and generation), and considered to be the primary driving forces of group desegregation within the assimilation framework, have limited relevance in explaining spatial patterns. Significant net effects of length of stay on living near one's own group are observed for only one cohort of European immigrants, while differences among immigrant generations appear only for North Africans whose parents' migrated to France prior to the 1970s. Likewise, the relative similarity between immigrants' (G1) and second generations' (G2) chances of living in both ethnoracially segregated and underprivileged neighborhoods points to generational

reproduction of disadvantage among Africans, while European second generations tend to inherit the more affluent residential positions of immigrants of their group.

Conversely, if spatial assimilation mechanisms do exist, they seem to be much more economic than time-driven. However, while increasing levels of income do reduce African immigrants' ethnic and socioeconomic segregation, the effect becomes pronounced only for the most affluent categories. This deferred effect of income among Africans is observed neither for the mainstream population nor for Europeans, resulting in the strongest residential inequality between groups among the middle classes.

Overall, whether time-driven or socioeconomic, the predictive power of assimilation factors seems relatively weak compared to the persistent pattern of considerable residential gaps between Europeans and non-Europeans. This gives support to the *place stratification* hypothesis and suggests that structural mechanisms, shaped by race and ethnicity, are obstructing group desegregation dynamics in France (H1b).

In contrast with the weak potency of standard assimilation factors, all analyses presented in this study reveal a constantly positive "G2.5 effect" which is large in magnitude. The lower segregation of second generations with mixed ascendancy is particularly pronounced for Africans. This G2.5 desegregative effect is in line with other results documented for a wide range of outcomes using TeO data (labor market, educational, perceived discrimination, national belonging, etc.) (Beauchemin et al. 2010).

Is this "G2.5 effect" revealing assimilation trends? One may indeed argue that the lower levels of segregation found for second generations with mixed ascendancy is a consequence of greater acculturation within mainstream French society, therefore confirming H1a. But this result can also be understood from a structural perspective: having one French parent may weaken discrimination and exclusion mechanisms, especially for the most disadvantaged groups, opening up the way for desegregation. It may also be argued that this G2.5 effect

illustrates the pivotal role of intermarriage in the assimilation process (Gordon 1964). Through its within-household desegregative effect, intermarriage would thus lead to the macro observation of neighborhood desegregation (Ellis et al. 2012; Wright, Ellis, and Holloway 2011). However, assimilation linked to mixed-marriage may also be, at least partly, confounded by selection effects that conform to underlying socioeconomic and ethnoracial processes. Mixed-couples are indeed shown to be socioeconomically selected (higher education/higher SES) (Meng, and Gregory 2005; Meng, and Meurs 2009). Research from France also highlights group-specific processes by which socioeconomic assimilation is not always coupled with high rates of intermarriage (Safi 2008b; Safi 2010). All in all, to be fully interpreted in line with the assimilation hypothesis, this G2.5 effect should be accounted for in an empirical framework that better tackles the causality issue, which is beyond the scope of this research. Using longitudinal data that allows couple formation and residential outcomes to be explored in tandem may be a promising future avenue to explore in this direction.

Another important contribution of this research relates to the ways in which ethnic/racial segregation and neighborhood socioeconomic disadvantage intertwine, and how these articulations vary across groups. This study confirms the fact that ethnoracial segregation is consistently higher than socioeconomic segregation in France, thereby suggesting that spatial dynamics cannot be reduced merely to economic processes. Moreover, stratification along ethnic/racial lines is reflected in the degree to which ethnoracial and socioeconomic segregation overlap. The persistently high ethnoracial segregation of Africans, coupled with neighborhood disadvantage, strongly suggests that non-economic mechanisms – whether related to residential preferences or discrimination – are hindering access to certain neighborhoods (H2b).

Moreover, our joint examination of ethnoracial and socioeconomic neighborhood outcomes tends to undermine the normative assumptions underpinning spatial assimilation theory, according to which greater proximity to the mainstream translates into “better” residential positions. The unique situation of Europeans challenges this assumption in particular: at the neighborhood level, the presence of immigrants from Portugal, Spain and Italy is associated with lower unemployment rates and higher income; at the individual level, Europeans’ segregation less often translates into neighborhood disadvantage. The discrepancy between ethnoracial segregation and neighborhood disadvantage is even more salient for Europeans than for the mainstream population. European enclaves thus appear to protect their inhabitants against underprivileged neighborhood characteristics. Clearly, the meaning of living in the most segregated immigrant areas is not static across ethnic groups, and this prompts a more complex reading of spatial inequalities than the framework proposed by the spatial assimilation model.

These findings nonetheless suffer from measurement flaws. In order to test more precisely for ethnic enclave processes, precise proportions of each group (Portuguese, Italians, Spanish, etc.) are needed in place of neighborhood distributions of the share of aggregated groups (Southern Europeans). Moreover, contextual data that are typically available in France only contain information about the presence of first generation immigrants within geographic units. Given the high levels of segregation for second generation Africans, it appears essential to include the second generation in these neighborhood composition measures. This would require that the French census include a question about parental place of birth, an issue that has been constantly raised by social scientists in the well-known French debate on so-called “ethnic statistics” (Simon 1998; Simon 2008b).

All in all, the picture of racialized spatial disadvantage suggested by our findings pushes for further investigation into the causal mechanisms underlying segregation processes in France: discrimination, residential preferences and residential mobility, housing and mortgage inequality, the role of the public housing sector, etc. Undoubtedly predominant in the literature on immigration, the assimilation framework still largely relies on a “naturalized” perspective, typical of the Chicago School’s human ecology legacy, which fails to clearly account for causal mechanisms. In the French context, this assimilationist stance is reflected in the political and scientific debate on minority segregation, particularly in the overwhelming preoccupation with the success (for some groups) or failure (for others) of the French Republican model, effectively inhibiting policy action as a result. Instead, the disparate articulations between ethnoracial segregation and socioeconomic neighborhood disadvantage shown in this study bring to light the stratificationist dimension of minority segregation (Blumer 1956) and call for desegregative policies that are clearly directed to displace this established form of racial exclusion.

REFERENCES (chapitre 1)

- Adelman, Robert M., Hui-shien Tsao, Stewart E. Tolnay, and Kyle D. Crowder. 2001. "Neighborhood Disadvantage among Racial and Ethnic Groups: Residential Location in 1970 and 1980." *The Sociological Quarterly* 42 (4):603-32.
- Alba, Richard D., and John R. Logan. 1993. "Minority Proximity to Whites in Suburbs: An Individual-Level Analysis of Segregation." *American Journal of Sociology* 98 (6):1388-427.
- Alba, Richard D., John R. Logan, Brian J. Stults, Gilbert Marzan, and Wenquan Zhang. 1999. "Immigrant Groups in the Suburbs: A Reexamination of Suburbanization and Spatial Assimilation." *American Sociological Review* 64 (3):446-60.
- Alba, Richard, and Victor Nee. 2003. *Remaking the American mainstream. Assimilation and Contemporary Immigration*. Cambridge, Massachusetts and London, England: Harvard University Press.
- Alba, Richard., John. Logan, and K. Crowder. 1997. "White Ethnic Neighborhoods and Assimilation: the Greater New York Region, 1980-1990." *Social Forces* 75 (3):883-912.
- Aldrich, Howard E., and Roger Waldinger. 1990. "Ethnicity and Entrepreneurship." *Annual Review of Sociology* 16:111-35.
- Amiriaux, Valérie, and Patrick Simon. 2006. "There are no Minorities Here: Cultures of Scholarship and Public Debate on Immigrants and Integration in France." *International Journal of Comparative Sociology* 47 (3/4):191-215.
- Beauchemin, Cris, Christelle Hamel, and Patrick Simon. 2010. "Trajectories and Origins. Survey on Population Diversity in France." Documents de travail n°168, Ined.
- Blumer, Herbert. 1956. "Social Science and the Desegregation Process." *Annals of the American Academy of Political and Social Science* 304:137-43.
- Bonnet, François, Etienne Lalé, Mirna Safi, and Etienne Wasmer. 2014. "Better Residential than Ethnic Discrimination! Reconciling Audit's Findings and Interviews' findings in the Parisian Housing Market." LIEPP Working Paper, n° 36, February
- Brubaker, R. 1992. *Citizenship and Nationhood in France and Germany*. Cambridge: Harvard University Press.
- Cameron, Adrian Colin, and Pravin K. Trivedi. 2005 *Microeconometrics: Methods and Applications*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Charles, Camille Zubrinsky. 2003. "The Dynamics of Racial Residential Segregation." *Annual Review of Sociology* 29:167-207.
- Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme. 2014. *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie*. Paris: La documentation française.
- Dawkins, Casey J. 2004. "Recent Evidence on the Continuing Causes of Black-White Residential Segregation." *Journal of Urban Affairs* 26 (3):379-400.
- Duncan, Otis Dudley, and Stanley Lieberson. 1959. "Ethnic Segregation and Assimilation." *The American Journal of Sociology* 64 (4):364-74.
- Edin, Per-Anders, Peter Fredriksson, and Aslund Olof. 2003. "Ethnic Enclaves and the Economic Success of Immigrants: Evidence from a Natural Experiment." *The Quarterly Journal of Economics* 118 (1):329-57.
- Ellis, Mark, Steven R. Holloway, Richard Wright, and Christopher S. Fowler. 2012. "Agents of Change: Mixed-Race Households and the Dynamics of Neighborhood Segregation

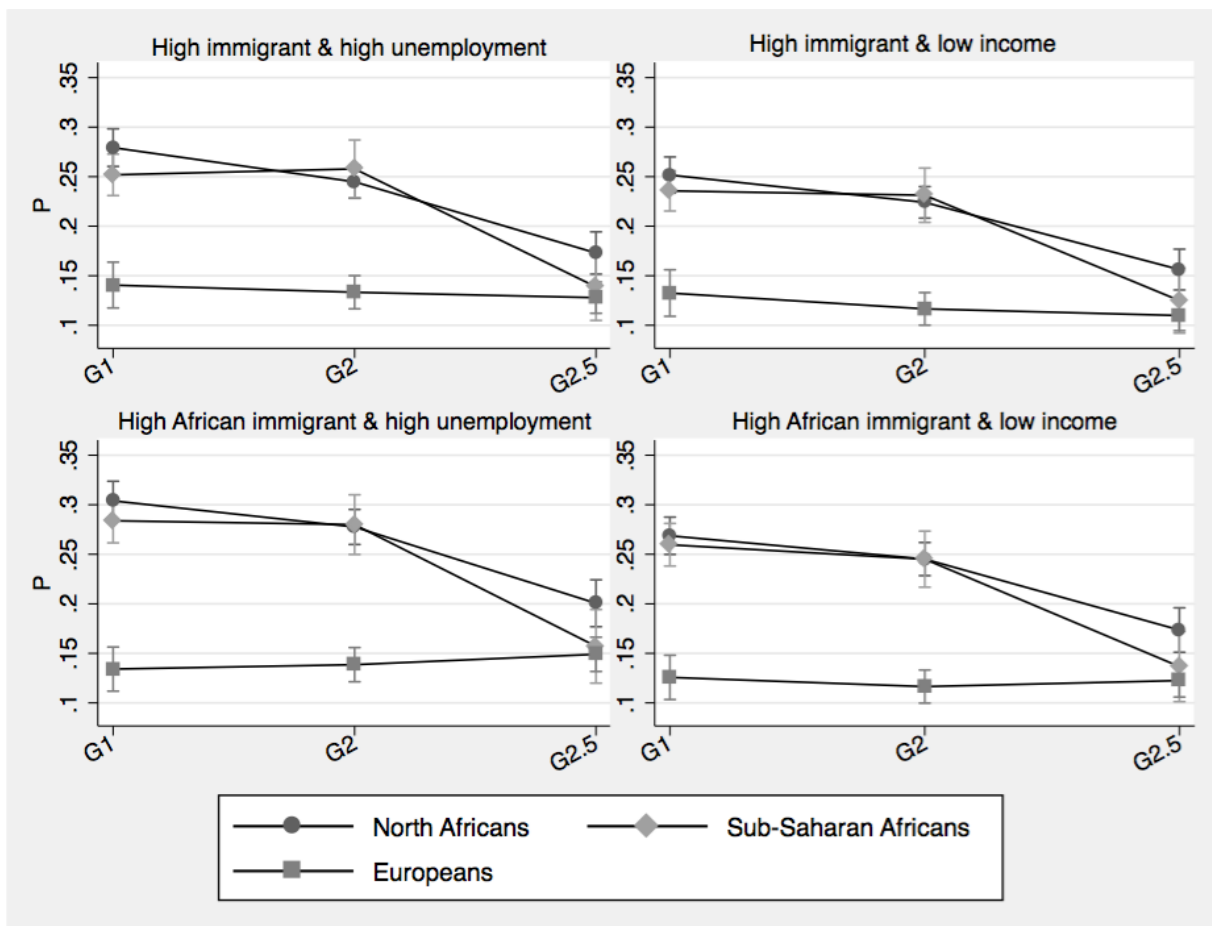
- in the United States." *Annals of the Association of American Geographers* 102 (3):549-70.
- Farley, Reynolds, and William H. Frey. 1994. "Changes in the Segregation of Whites from Blacks During the 1980s: Small Steps Toward a More Integrated Society." *American Sociological Review* 59 (1):23-45.
- Fassin, E., and D. Fassin. 2006. *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*. Paris: La Découverte.
- Favell, A. 2001. *Philosophies of Integration: Immigration and the Idea of Citizenship in France and Britain*. London: Macmillan.
- Galster, George. 1988. "Assessing The Causes of Racial Segregation: A Methodological Critique." *Journal of Urban Affairs* 10 (4):395-407.
- Gans, Herbert J. 1997. "Toward a Reconciliation of Assimilation and Pluralism: the Interplay of Acculturation and Ethnic Retention." *International Migration Review* 31 (4):875-92.
- Gordon, Milton M. 1964. *Assimilation in American life: the Role of Race, Religion, and National Origins*. New York: Oxford University Press.
- Guyon, Nina. 2012. "Residential Income Segregation: Empirical Evidence From France." *Working Paper Sciences Po Department of Economics*.
- Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité, (HALDE). 2006. "La discrimination dans l'accès au logement locatif privé." *ASDO études*.
- Iceland, John, and Kyle Anne Nelson. 2008. "Hispanic Segregation in Metropolitan America: Exploring the Multiple Forms of Spatial Assimilation." *American Sociological Review* 73 (5):741-65.
- Iceland, John, and Melissa Scopilliti. 2008. "Immigrant Residential Segregation in U.S. Metropolitan Areas, 1990-2000." *Demography* 45 (1):79-94.
- Iceland, John, and Rima Wilkes. 2006. "Does Socioeconomic Status Matter? Race, Class, and Residential Segregation." *Social Problems* 53 (2):248-73.
- Logan, J., R. Alba, M. Dill, and M. Zhou. 2000. "Ethnic Segmentation in the American Metropolis: Increasing Divergence in Economic Incorporation, 1980-1990." *International Migration Review* 34 (1):98-132.
- Logan, John R., Brian J. Stults, and Reynolds Farley. 2004. "Segregation of Minorities in the Metropolis: Two Decades of Change." *Demography* 41 (1):1-22.
- Logan, John R., Wenquan Zhang, and Richard D. Alba. 2002. "Immigrant Enclaves and Ethnic Communities in New York and Los Angeles." *American Sociological Review* 67 (2):299-322.
- Massey, Douglas S., and Nancy Denton. 1993. *American Apartheid : Segregation and the Making of the Underclass*. Cambridge: Harvard University Press.
- Massey, Douglas S., and Nancy A. Denton. 1985. "Spatial Assimilation as a Socioeconomic Outcome." *American Sociological Review* 50 (1):94-106.
- Meng, X., and R. Gregory. 2005. "Intermarriage and the Economic Assimilation of Immigrants." *Journal of Labor Economics* 23 (1):135-75.
- Meng, Xin, and Dominique Meurs. 2009. "Intermarriage, Language and the Assimilation Process: A Case Study of France." *International Journal of Manpower* 30 (1/2):127-44.
- Musterd, Sako. 2005. "Social and Ethnic Segregation in Europe: Levels, Causes, and Effects." *Journal of Urban Affairs* 27 (3):331-48.
- Pais, Jeremy, Scott J. South, and Kyle Crowder. 2012. "Metropolitan Heterogeneity and Minority Neighborhood Attainment: Spatial Assimilation or Place Stratification?" *Social Problems* 59 (2):258-81.

- Pan Ké Shon, Jean-Louis. 2009. "Ségrégation ethnique et ségrégation sociale en quartiers sensibles." *Revue Française de Sociologie* (3):451-87.
- . 2010. "The Ambivalent Nature of Ethnic Segregation in France's Disadvantaged Neighbourhoods." *Urban Studies* 47 (8):1603-23.
- Pan Ké Shon, Jean-Louis, and Gregory Verdugo. 2014. "Forty years of immigrant segregation in France, 1968–2007. How different is the new immigration?" *Urban Studies*.
- Park, Robert E. 1952. *Human Communities : The City and Human Ecology*. Glencoe: Free Press.
- Park, Robert E., Ernest W. Burgess, and Roderick D. McKenzie. 1925. *The City*. Chicago: University of Chicago Press.
- Pattillo, Mary. 1999. "Black Picket Fences: Privilege and Peril among the Black Middle Class." Chicago: University of Chicago Press.
- . 2005. "Black Middle-Class Neighborhoods." *Annual Review of Sociology* 31:305-29.
- Portes, Alejandro, and Min Zhou. 1993. "The New Second Generation: Segmented Assimilation and Its Variants." *Annals of the American Academy of Political and Social Science* 530:74-96.
- Préteceille, Edmond. 2009. "La ségrégation ethno-raciale a-t-elle augmenté dans la métropole parisienne?" *Revue Française de Sociologie* (3):489-519.
- Quillian, Lincoln. 2002. "Why Is Black-White Residential Segregation So Persistent?: Evidence on Three Theories from Migration Data." *Social Science Research* 31 (2):197-229.
- Quillian, Lincoln, and Hugues Lagrange. 2014. "Socio-Economic Segregation in Large Cities in France and in the United-States." *IPR Working Paper Series, Northwestern University* WP-12-24.
- Rathelot, Roland. 2012. "Measuring Segregation When Units are Small: A Parametric Approach." *Journal of Business & Economic Statistics* 30 (4):546-53.
- Rathelot, Roland, and Mirna Safi. 2014. "Local Ethnic Composition and Natives' and Immigrants' Geographic Mobility in France, 1982–1999." *American Sociological Review* 79 (1):43-64.
- Sabbagh, Daniel, and Shanny Peer. 2008. "French Color Blindness in Perspective. The Controversy over "Statistiques Ethniques". Introduction." *French Politics, Culture & Society* 26 (1):1-6.
- Safi, Mirna. 2008a. "The Immigrant Integration Process in France: Inequalities and Segmentation." *Revue française de sociologie English Issue* 49 3-44.
- . 2008b. "Intermarriage and Assimilation: Disparities in Levels of Exogamy among Immigrants in France." *Population-E* 63 (2):239-68.
- . 2009. "La dimension spatiale de l'intégration : évolution de la ségrégation des populations immigrées en France entre 1968 et 1999 " *Revue Française de Sociologie* 50 (3):521-52.
- . 2010. "Patterns of immigrant intermarriage in France: Intergenerational marital assimilation?" *Zeitschrift für Familienforschung-Journal of Family Research* 22 (1):89-106.
- . 2013. *Les inégalités ethno-raciales*. Paris: La Découverte.
- Safi, Mirna, and Patrick Simon. 2014. "Les discriminations ethniques et raciales dans l'enquête Trajectoires et Origines : représentations, expériences subjectives et situations vécues." *Economie et Statistique* n°464-465-466:245-75.
- Sampson, Robert J., Jeffrey D. Morenoff, and Thomas Gannon-Rowley. 2002. "Assessing "Neighborhood Effects": Social Processes and New Directions in Research." *Annual Review of Sociology* 28:443-78.

- Schwirian, Kent P. 1983. "Models of Neighborhood Change." *Annual Review of Sociology* 9:83-102.
- Simon, Patrick. 1998. "Nationalité et origine dans la statistique française." *Population* 53 (3):541-67.
- . 2003a. "Challenging the French Model of Integration: Discrimination and the Labor Market Case in France." *Studi Emigrazione* 152:717-45.
- . 2003b. "France and the Unknown Second Generation: Preliminary Results on Social Mobility." *International Migration Review* 37 (4):1091-119.
- . 2008a. "The Choice of Ignorance: The Debate on Ethnic and Racial Statistics in France." *French Politics, Culture & Society* 26 (1):7-31.
- . 2008b. "Les statistiques, les sciences sociales françaises et les rapports sociaux ethniques et de 'race'." *Revue Française de Sociologie* 49 (1):153-62.
- South, Scott J., Kyle Crowder, and Erick Chavez. 2005. "Migration and Spatial Assimilation among U.S. Latinos: Classical versus Segmented Trajectories." *Demography* 42 (3):497-521.
- South, Scott J., Kyle Crowder, and Jeremy Pais. 2008. "Inter-Neighborhood Migration and Spatial Assimilation in a Multi-Ethnic World: Comparing Latinos, Blacks and Anglos." *Social Forces* 87 (1):415-43.
- Verdugo, Gregory. 2011. "Public Housing and Residential Segregation of Immigrants in France, 1968-1999." *Population* 66 (1):169-94.
- Wacquant, Loïc. 2008. *Urban Outcasts. A Comparative Sociology of Advanced Marginality*. Cambridge: Polity Press.
- White, Michael J., Ann E. Biddlecom, and Shenyang Guo. 1993. "Immigration, Naturalization, and Residential Assimilation among Asian Americans in 1980." *Social Forces* 72 (1):93-117.
- Wilson, W. 1978. *The Declining Significance of Race: Blacks and Changing American Institutions*. Chicago: University of Chicago Press.
- . 1987. *The Truly Disadvantaged: the Inner City, the Underclass and Public Policy*. Chicago: University of Chicago Press.
- Wright, Richard, Mark Ellis, and Steven R. Holloway. 2011. "Where Black-White Couples Live." *Urban Geography* 32 (1):1-22.
- Zhou, Min. 1992. *Chinatown: the Socioeconomic Potential of an Urban Enclave*. Philadelphia: Temple University Press.

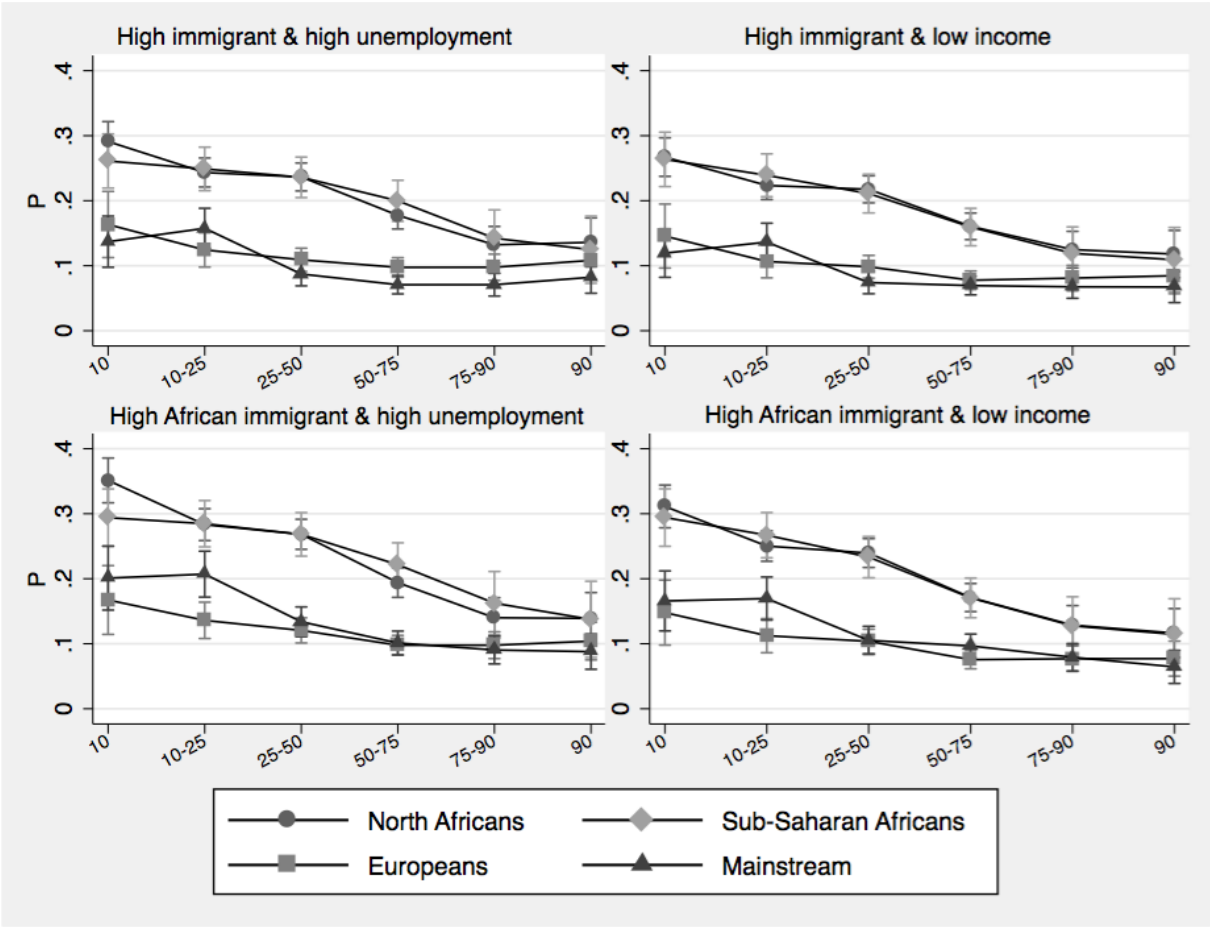
Figures

Figure 1. Joint Probabilities of High Ethnoracial and Socioeconomic Segregation by Group and Immigrant Generation (see Table A3 for detailed models)



Source: Trajectories and Origins (TeO), INED-INSEE, 2008.

Figure 2. Joint Probabilities of High Ethnoracial and Socioeconomic Segregation by Group and Income (see Table A4 for detailed models)



Source: Trajectories and Origins (TeO), INED-INSEE, 2008.

Tables

Table 1. The Sample

	N	% (Weighted)
North Africans	4,009	8.14
Sub-Saharan Africans	2,022	1.88
Europeans	3,391	6.41
Mainstream	3,186	83.58
Total	12,608	100.00
Source: Trajectories and Origins (TeO), INED-INSEE, 2008.		

Table 2. IRIS Immigrant Share Distribution By Ethnoracial Group and Immigrant Generation

North Africans			Sub-Saharan Africans			Europeans		
% Own Group in IRIS	G1	G2	% Own Group in IRIS	G1	G2	% Own Group in IRIS	G1	G2
0%	0.00	0.01	0%	0.01	0.01	0%	0.00	0.01
0-1.9%	0.00	0.00	0-1.1%	0.00	0.01	0-3.1%	0.01	0.01
1.9-7.7%	0.01	0.02	1.1-3.8%	0.03	0.03	3.1-11.4%	0.09	0.07
7.7-12.9%	0.03	0.04	3.8-7%	0.06	0.07	11.4-18.2%	0.12	0.11
12.9-19.3%	0.09	0.10	7-11.4%	0.12	0.11	18.2-25%	0.13	0.12
19.3-27.2%	0.16	0.15	11.4-19.3%	0.28	0.29	25-33.3%	0.16	0.16
27.2-40%	0.28	0.25	>19.3%	0.51	0.47	33.3-40.6%	0.12	0.12
>40%	0.42	0.41				40.6-50%	0.11	0.15
						50-66.7%	0.17	0.17
						>66.7%	0.10	0.09
Source: Trajectories and Origins (TeO), INED-INSEE, 2008.								

Table 3. OLS Coefficients for Year of Arrival, Generation and Income Predicting Residence in a Higher Decile of One's Own-Group (see Table A2 for full model results)

	Model 1 North Africans		Model 2 Sub-Saharan Africans		Model 3 Europeans		Model 4 Mainstream	
	Coeff	SE	Coeff	SE	Coeff	SE	Coeff	SE
<u>Generation/Ref: G1</u>								
<u>After 2000</u>								
G1 1990-1999	-0.005	(0.089)	0.039	(0.085)	-0.532*	(0.288)		
G1 1980-1989	0.015	(0.091)	-0.036	(0.097)	-0.463	(0.294)		
G1 1970-1979	0.100	(0.106)	-0.016	(0.168)	-0.255	(0.267)		
G1 Before 1970	-0.113	(0.156)	0.317	(0.562)	-0.361	(0.282)		
G2 After 1980	0.039	(0.229)	-0.231	(0.174)	-0.328	(0.563)		
G2 1970-1979	-0.127	(0.096)	-0.119	(0.116)	-0.233	(0.269)		
G2 1960-1969	-0.179**	(0.087)	-0.192	(0.159)	-0.188	(0.248)		
G2 1950-1959	-0.193*	(0.105)	-0.356	(0.398)	-0.352	(0.265)		
G2 Before 1950	-0.105	(0.157)	0.807	(0.780)	-0.331	(0.328)		
G2.5 After 1980	-0.596**	(0.246)	-0.726***	(0.235)	-0.608	(0.519)		
G2.5 1970-1979	-0.782***	(0.159)	-0.568***	(0.174)	-0.806**	(0.326)		
G2.5 1960-1969	-0.568***	(0.105)	-1.029***	(0.177)	-0.424*	(0.252)		
G2.5 1950-1959	-0.434***	(0.127)	-0.922***	(0.303)	-0.538**	(0.255)		
G2.5 Before 1950	-0.360*	(0.206)	-1.125**	(0.505)	-0.670**	(0.267)		
<u>Income/Ref: <10th percentile</u>								
10th-25th percentile	-0.056	(0.081)	-0.185*	(0.102)	0.061	(0.248)	-0.085	(0.207)
25th-50th percentile	-0.148*	(0.082)	-0.198*	(0.105)	0.230	(0.232)	0.076	(0.195)
50th-75th percentile	-0.216**	(0.088)	-0.286**	(0.113)	0.310	(0.232)	0.184	(0.193)
75th-90th percentile	-0.293***	(0.108)	-0.289**	(0.144)	0.238	(0.243)	0.159	(0.206)
>90th percentile	-0.474***	(0.134)	-0.402**	(0.174)	0.205	(0.267)	-0.162	(0.225)
Unreported	-0.231**	(0.111)	-0.152	(0.128)	0.536*	(0.284)	0.314	(0.228)
Constant	5.157***	(0.459)	7.686***	(0.570)	6.166***	(0.925)	6.170***	(0.726)
Observations	2,980		1,469		2,657		3,075	
R-squared	0.299		0.284		0.197		0.369	
Standard errors in parentheses								
*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1								
Source: Trajectories and Origins (TeO), INED-INSEE, 2008.								

Table 4. Correlation Matrix of Neighborhood Characteristics

	Deciles of the unemployment rate	Deciles of income per capita
Deciles of the immigrant share	0.48***	-0.25***
Deciles of the share of immigrants from Italy, Spain and Portugal	-0.45***	0.39***
Deciles of the share of immigrants from Sub-Saharan Africa	0.22***	-0.07***
Deciles of the share of immigrants from North Africa	0.58***	-0.41***
Source: Trajectories and Origins (TeO), INED-INSEE, 2008.		

Table 5. Average Marginal Probabilities of Living in Four Types of Neighborhoods (see Table A4 for detailed models)

	High immigrant share		High unemployment rate		High African immigrant share		Low income	
	P	SE	P	SE	P	SE	P	SE
North Africans	0.40	(0.007)	0.30	(0.006)	0.45	(0.008)	0.25	(0.006)
Sub-Saharan Africans	0.41	(0.010)	0.29	(0.010)	0.46	(0.012)	0.25	(0.009)
Europeans	0.30	(0.008)	0.17	(0.007)	0.28	(0.009)	0.13	(0.007)
Mainstream	0.23	(0.008)	0.18	(0.008)	0.33	(0.009)	0.14	(0.007)
Source: Trajectories and Origins (TeO), INED-INSEE, 2008.								

Table 6. Differences in the Conditional Probability of Living in a Disadvantaged Neighborhood According to the Degree of Ethnoracial Segregation (see Table A4 for detailed models)

	High unemployment rate/high immigrant share		Low income/high immigrant share	
	Δ	95% CI	Δ	95% CI
North Africans	0.40	[0.38 - 0.42]	0.39	[0.37 - 0.41]
Sub-Saharan Africans	0.39	[0.37 - 0.42]	0.37	[0.35 - 0.41]
Europeans	0.33	[0.31 - 0.35]	0.30	[0.27 - 0.32]
Mainstream	0.38	[0.35 - 0.40]	0.35	[0.33 - 0.38]
	High unemployment rate/high African immigrant share		Low income/high African immigrant share	
	Δ	95% CI	Δ	95% CI
North Africans	0.34	[0.32 - 0.36]	0.31	[0.29 - 0.33]
Sub-Saharan Africans	0.33	[0.31 - 0.36]	0.30	[0.28 - 0.32]
Europeans	0.28	[0.26 - 0.30]	0.23	[0.21 - 0.25]
Mainstream	0.27	[0.25 - 0.29]	0.23	[0.21 - 0.25]

Source: Trajectories and Origins (TeO), INED-INSEE, 2008.

Table A1. Summary Statistics

Migratory Variables		Individual-level variables		Ethnoracial Segregation Variables (IRIS)		Socioeconomic Variables (IRIS)	
	Mean		Mean	<i>Deciles of the immigrant share</i>	Mean	<i>Deciles of the unemployment rate</i>	Mean
G1 - After 2000	0.14	Age	34.69	< 0.8%	0.03	< 4.4%	0.03
G1 - 1990-1999	0.12	Women	0.50	0.8% - 1.4%	0.09	4.4% - 5.8%	0.09
G1 - 1980-1989	0.11	No education	0.10	1.4% - 2.0%	0.05	5.8% - 6.8%	0.09
G1 - 1970-1979	0.08	Primary school	0.09	2.0% - 2.7%	0.06	6.8% - 7.8%	0.12
G1 - Before 1970	0.04	Vocational certificate	0.27	2.7% - 3.5%	0.09	7.8% - 8.8%	0.10
G2 - After 1980	0.01	Vocational bac	0.13	3.5% - 4.6%	0.09	8.8% - 9.9%	0.10
G2 - 1970-1979	0.07	General bac	0.09	4.6% - 6.2%	0.13	9.9% - 11.3%	0.12
G2 - 1960-1969	0.11	2-year university degree	0.14	6.2% - 8.7%	0.13	11.3% - 13.2%	0.10
G2 - 1950-1959	0.07	Higher education	0.18	8.7% - 14.1%	0.15	13.2% - 16.7%	0.11
G2 - Before 1950	0.02	Income bracket < 10th	0.06	>14.1%	0.17	> 16.7%	0.13
G2.5 - After 1980	0.01	Income 10th-25th percentile	0.12	<i>Deciles of the sub-Saharan African immigrant share</i>		<i>Deciles of income per capita</i>	
G2.5 - 1970-1979	0.03	Income 25th-50th percentile	0.20	0%	0.16	< 13,139 €	0.10
G2.5 - 1960-1969	0.08	Income 50th-75th percentile	0.28	0% - 1.1%	0.04	13,139 - 14,505 €	0.06
G2.5 - 1950-1959	0.07	Income 75th-90th percentile	0.17	1.1% - 3.8%	0.15	14,505 - 15,350 €	0.07
G2.5 - Before 1950	0.05	Income 90th percentile	0.10	3.8% - 7.0%	0.15	15,350 - 16,074 €	0.09
		Unreported income	0.08	7.0% - 11.4%	0.18	16,074 - 16,818 €	0.10
		Single/no children	0.33	11.4% - 19.3%	0.19	16,818 - 17,626 €	0.09
		Single/with children	0.06	> 19.3%	0.13	17,626 - 18,579 €	0.10
		Married/no children	0.16	<i>Deciles of the North African immigrant share*</i>		18,579 - 19,878 €	0.13
		Married/one child	0.15	0%	0.09	19,878 - 22,272 €	0.13
		Married/two children	0.20	0% - 1.9%	0.01	> 22,272 €	0.15
		Married/three children or more	0.09	1.9% - 7.7%	0.11	<i>City size</i>	
		Living with parents	0.17	7.7% - 12.9%	0.14	Rural	0.25
		Homeowner	0.52	12.9% - 19.3%	0.17	<5,000	0.06
		Private renter	0.31	19.3% - 27.2%	0.18	5,000-9,999	0.07
		Public housing	0.17	27.2% - 40.0%	0.15	10,000-19,999	0.04
				> 40.0%	0.15	20,000-49,999	0.06
				<i>Deciles of the European immigrant share*</i>		50,000-99,999	0.07
				0%	0.04	100,000-199,999	0.06
				0% - 3.1%	0.02	> 200,000	0.23
				3.1% - 11.4%	0.13	Paris and suburbs	0.16
				11.4% - 18.2%	0.16		
				18.2% - 25.0%	0.14		
				25.0% - 33.3%	0.15		
				33.3% - 40.6%	0.09		
				40.6% - 50.0%	0.11		
				50.0% - 66.7%	0.11		
				> 66.7%	0.05		

Source: Trajectories and Origins (TeO), INED-INSEE, 2008.

*The variables measuring the share of North Africans, Sub-Saharan Africans and Europeans indicate the proportion of each group out of the total share of immigrants in the IRIS. For instance, the top decile in terms of the share of North African immigrants represents neighborhoods in which North Africans make up at least 40% of the entire immigrant population.

Table A2. OLS Regressions Predicting Residence in a Higher Decile of One's Own-Group (Models 1-4)

	Model 1 North Africans		Model 2 Sub-Saharan Africans		Model 3 Europeans		Model 4 Mainstream	
	Coeff	SE	Coeff	SE	Coeff	SE	Coeff	SE
<u>Generation/Ref: G1</u>								
<u>After 2000</u>								
G1 1990-1999	-0.005	(0.089)	0.039	(0.085)	-0.532*	(0.288)		
G1 1980-1989	0.015	(0.091)	-0.036	(0.097)	-0.463	(0.294)		
G1 1970-1979	0.100	(0.106)	-0.016	(0.168)	-0.255	(0.267)		
G1 Before 1970	-0.113	(0.156)	0.317	(0.562)	-0.361	(0.282)		
G2 After 1980	0.039	(0.229)	-0.231	(0.174)	-0.328	(0.563)		
G2 1970-1979	-0.127	(0.096)	-0.119	(0.116)	-0.233	(0.269)		
G2 1960-1969	-0.179**	(0.087)	-0.192	(0.159)	-0.188	(0.248)		
G2 1950-1959	-0.193*	(0.105)	-0.356	(0.398)	-0.352	(0.265)		
G2 Before 1950	-0.105	(0.157)	0.807	(0.780)	-0.331	(0.328)		
G2.5 After 1980	-0.596**	(0.246)	-0.726***	(0.235)	-0.608	(0.519)		
G2.5 1970-1979	-0.782***	(0.159)	-0.568***	(0.174)	-0.806**	(0.326)		
G2.5 1960-1969	-0.568***	(0.105)	-1.029***	(0.177)	-0.424*	(0.252)		
G2.5 1950-1959	-0.434***	(0.127)	-0.922***	(0.303)	-0.538**	(0.255)		
G2.5 Before 1950	-0.360*	(0.206)	-1.125**	(0.505)	-0.670**	(0.267)		
Women	-0.010	(0.047)	-0.108*	(0.063)	-0.131*	(0.079)	-0.172**	(0.079)
Age squared	-0.001*	(0.000)	0.000	(0.000)	0.000	(0.001)	0.001**	(0.001)
Age	0.033	(0.025)	-0.034	(0.031)	-0.008	(0.049)	-0.092**	(0.040)
<u>Education/Ref: No education</u>								
Primary school	-0.035	(0.082)	-0.026	(0.100)	0.044	(0.153)	0.222	(0.185)
Professional certificate	-0.032	(0.070)	-0.032	(0.109)	-0.052	(0.123)	0.435***	(0.152)
Vocational bac	-0.064	(0.093)	0.148	(0.124)	0.254	(0.158)	0.485***	(0.173)
General bac	-0.269***	(0.093)	0.001	(0.111)	-0.120	(0.185)	0.368**	(0.187)
2-year university	-0.207**	(0.086)	-0.187	(0.116)	-0.245	(0.158)	0.222	(0.173)
Higher education	-0.214***	(0.079)	0.043	(0.102)	-0.379**	(0.159)	0.275	(0.170)
<u>Income/Ref: <10th percentile</u>								
10th-25th percentile	-0.056	(0.081)	-0.185*	(0.102)	0.061	(0.248)	-0.085	(0.207)
25th-50th percentile	-0.148*	(0.082)	-0.198*	(0.105)	0.230	(0.232)	0.076	(0.195)
50th-75th percentile	-0.216**	(0.088)	-0.286**	(0.113)	0.310	(0.232)	0.184	(0.193)
75th-90th percentile	-0.293***	(0.108)	-0.289**	(0.144)	0.238	(0.243)	0.159	(0.206)
>90th percentile	-0.474***	(0.134)	-0.402**	(0.174)	0.205	(0.267)	-0.162	(0.225)
Unreported	-0.231**	(0.111)	-0.152	(0.128)	0.536*	(0.284)	0.314	(0.228)
Living with parents (Yes/No)	0.161	(0.098)	-0.023	(0.117)	0.582***	(0.225)	0.082	(0.165)
<u>Family status/ Ref: Single no children</u>								
Single with children	-0.026	(0.107)	-0.081	(0.118)	0.494***	(0.189)	0.295	(0.195)
Married no children	-0.123	(0.090)	0.131	(0.112)	0.098	(0.147)	0.352**	(0.144)
Married one child	-0.017	(0.086)	-0.127	(0.107)	0.319**	(0.145)	0.544***	(0.147)
Married two children	-0.009	(0.084)	0.085	(0.109)	0.439***	(0.141)	0.632***	(0.143)
Married 3 or more children	0.016	(0.088)	-0.077	(0.111)	0.295*	(0.174)	0.884***	(0.172)
<u>Housing tenure/Ref: Private renter</u>								
Homeowner	0.173***	(0.066)	-0.213**	(0.101)	0.442***	(0.097)	0.356***	(0.099)
Public housing	0.632***	(0.058)	0.284***	(0.069)	-0.641***	(0.124)	-0.344***	(0.129)

<u>City size/Ref: Rural</u>								
<5,000	1.129***	(0.197)	-0.489	(0.368)	0.278	(0.186)	-0.489***	(0.169)
5,000-9,999	2.190***	(0.174)	-0.392	(0.582)	-1.979***	(0.244)	-1.592***	(0.188)
10,000-19,999	2.307***	(0.199)	0.662*	(0.362)	-0.525**	(0.239)	-0.365*	(0.221)
20,000-49,999	2.383***	(0.137)	0.350	(0.247)	-0.724***	(0.167)	-2.197***	(0.177)
50,000-99,999	2.564***	(0.134)	0.730***	(0.226)	-0.552***	(0.161)	-1.858***	(0.166)
100,000-199,999	2.503***	(0.142)	0.891***	(0.231)	-0.051	(0.170)	-1.773***	(0.168)
> 200,000	2.719***	(0.114)	0.781***	(0.200)	-1.148***	(0.121)	-2.483***	(0.113)
Paris and suburbs	2.378***	(0.115)	1.623***	(0.197)	-1.848***	(0.133)	-4.478***	(0.140)
Constant	5.157***	(0.459)	7.686***	(0.570)	6.166***	(0.925)	6.170***	(0.726)
Observations	2,980		1,469		2,657		3,075	
R-squared	0.299		0.284		0.197		0.369	
Standard errors in parentheses								
*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1								
Source: Trajectories and Origins (TeO), INED-INSEE, 2008.								

Table A3. Bivariate Probit Models Predicting Residence in the 10% Most Ethnoracially and Socioeconomically Segregated IRIS (Including Interaction Term for Ethnoracial Group/Generation)

	Model 5.1		Model 5.2		Model 5.3		Model 5.4	
	y1: High immigrant share		y1: High immigrant share		y1: High African immigrant share		y1: High African immigrant share	
	Coeff	SE	Coeff	SE	Coeff	SE	Coeff	SE
<u>Origin/Ref: Europeans</u>								
North Africans	0.307***	(0.066)	0.307***	(0.066)	0.673***	(0.066)	0.672***	(0.066)
Sub-Saharan Africans	0.221***	(0.072)	0.228***	(0.072)	0.665***	(0.071)	0.669***	(0.071)
<u>Interaction Origin/Generation</u>								
G2 North Africans	-0.168***	(0.050)	-0.154***	(0.050)	-0.083*	(0.049)	-0.083*	(0.049)
G2.5 North Africans	-0.488***	(0.064)	-0.481***	(0.064)	-0.383***	(0.062)	-0.379***	(0.062)
G2 Sub-Saharan Africans	0.005	(0.078)	0.016	(0.077)	-0.114	(0.072)	-0.110	(0.072)
G2.5 Sub-Saharan Africans	-0.433***	(0.105)	-0.425***	(0.106)	-0.503***	(0.100)	-0.502***	(0.101)
G2 Europeans	-0.215***	(0.070)	-0.206***	(0.070)	0.021	(0.070)	0.021	(0.070)
G2.5 Europeans	-0.321***	(0.071)	-0.315***	(0.071)	0.096	(0.069)	0.096	(0.070)
	y2: High unemployment rate		y2: Low income		y2: High unemployment rate		y2: Low income	
<u>Origin/Ref: Europeans</u>								
North Africans	0.650***	(0.075)	0.572***	(0.080)	0.636***	(0.076)	0.559***	(0.080)
Sub-Saharan Africans	0.554***	(0.079)	0.525***	(0.084)	0.549***	(0.080)	0.519***	(0.084)
<u>Interaction Origin/Generation</u>								
G2 North Africans	-0.087*	(0.050)	-0.075	(0.051)	-0.086*	(0.050)	-0.082	(0.051)
G2.5 North Africans	-0.334***	(0.066)	-0.333***	(0.068)	-0.346***	(0.066)	-0.357***	(0.069)
G2 Sub-Saharan Africans	0.030	(0.072)	-0.031	(0.073)	0.031	(0.071)	-0.032	(0.073)
G2.5 Sub-Saharan Africans	-0.471***	(0.110)	-0.506***	(0.116)	-0.465***	(0.110)	-0.506***	(0.116)
G2 Europeans	0.043	(0.081)	-0.044	(0.088)	0.023	(0.083)	-0.081	(0.090)
G2.5 Europeans	0.059	(0.081)	-0.052	(0.088)	0.060	(0.082)	-0.062	(0.089)
Rho	0.712		0.743		0.654		0.662	
Observations	9,268		9,268		9,268		9,268	
Standard errors in parentheses								
*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1								
Control variables: gender, age, age squared, education, marital status and family size, cohabitation with parents, housing tenure, and city size.								
Source: Trajectoires et origines (TeO), INED-INSEE, 2008.								

Table A4. Bivariate Probit Models Predicting Residence in the 10% Most Ethnoracially and Socioeconomically Segregated IRIS (Including Interaction Term for Ethnoracial Group/Income)

	Model 6.1		Model 6.2		Model 6.3		Model 6.4	
	y1: High immigrant share		y1: High immigrant share		y1: High African immigrant share		y1: High African immigrant share	
	Coeff	SE	Coeff	SE	Coeff	SE	Coeff	SE
<u>Origin/Ref: Mainstream</u>								
North Africans	0.716***	(0.137)	0.703***	(0.138)	0.537***	(0.122)	0.522***	(0.122)
Sub-Saharan Africans	0.797***	(0.153)	0.774***	(0.153)	0.492***	(0.135)	0.486***	(0.135)
Europeans	0.211	(0.186)	0.190	(0.188)	-0.317*	(0.172)	-0.330*	(0.173)
<u>Interaction Origin/Income</u>								
North Africans 10-25 th percentile	-0.044	(0.073)	-0.035	(0.073)	-0.108	(0.074)	-0.101	(0.073)
North Africans 25-50 th percentile	-0.084	(0.074)	-0.071	(0.074)	-0.222***	(0.074)	-0.215***	(0.073)
North Africans 50-75 th percentile	-0.213***	(0.079)	-0.205***	(0.079)	-0.416***	(0.078)	-0.409***	(0.077)
North Africans 75-90 th percentile	-0.355***	(0.100)	-0.354***	(0.100)	-0.543***	(0.097)	-0.535***	(0.097)
North Africans >90 th percentile	-0.469***	(0.122)	-0.462***	(0.121)	-0.815***	(0.122)	-0.801***	(0.121)
North Africans Unreported	-0.191**	(0.088)	-0.192**	(0.088)	-0.223**	(0.088)	-0.215**	(0.088)
Sub-Saharan Africans 10-25 th percentile	-0.139	(0.115)	-0.115	(0.115)	-0.147	(0.106)	-0.140	(0.106)
Sub-Saharan Africans 25-50 th percentile	-0.163	(0.114)	-0.131	(0.113)	-0.189*	(0.105)	-0.193*	(0.105)
Sub-Saharan Africans 50-75 th percentile	-0.217*	(0.118)	-0.210*	(0.118)	-0.309***	(0.109)	-0.311***	(0.109)
Sub-Saharan Africans 75-90 th percentile	-0.372**	(0.153)	-0.360**	(0.151)	-0.368***	(0.140)	-0.373***	(0.140)
Sub-Saharan Africans >90 th percentile	-0.458***	(0.170)	-0.445***	(0.169)	-0.500***	(0.164)	-0.500***	(0.164)
Sub-Saharan Africans Unreported	-0.332***	(0.124)	-0.289**	(0.124)	-0.201*	(0.115)	-0.186	(0.115)
Europeans 10-25 th percentile	0.023	(0.159)	0.044	(0.161)	0.103	(0.154)	0.103	(0.156)
Europeans 25-50 th percentile	-0.031	(0.149)	-0.021	(0.152)	0.106	(0.145)	0.110	(0.146)
Europeans 50-75 th percentile	-0.012	(0.147)	-0.003	(0.149)	-0.047	(0.143)	-0.042	(0.144)
Europeans 75-90 th percentile	-0.027	(0.153)	-0.017	(0.156)	-0.030	(0.149)	-0.023	(0.151)
Europeans >90 th percentile	0.008	(0.165)	0.015	(0.167)	-0.064	(0.162)	-0.060	(0.163)
Europeans Unreported	-0.185	(0.167)	-0.172	(0.169)	-0.096	(0.163)	-0.090	(0.164)
Mainstream 10-25 th percentile	0.184	(0.152)	0.179	(0.153)	0.060	(0.131)	0.055	(0.130)
Mainstream 25-50 th percentile	-0.229	(0.149)	-0.232	(0.149)	-0.171	(0.123)	-0.180	(0.123)

Mainstream 50-75 th percentile	-0.154	(0.141)	-0.151	(0.142)	-0.141	(0.119)	-0.146	(0.119)
Mainstream 75-90 th percentile	-0.113	(0.148)	-0.117	(0.149)	-0.225*	(0.125)	-0.234*	(0.126)
Mainstream >90 th percentile	0.068	(0.154)	0.057	(0.155)	-0.316**	(0.136)	-0.326**	(0.137)
Mainstream Unreported	-0.249	(0.169)	-0.263	(0.169)	-0.471***	(0.148)	-0.475***	(0.148)
	y2: High unemployment rate		y2: Low income		y2: High unemployment rate		y2: Low income	
<u>Origin/Ref: Mainstream</u>								
North Africans	0.490***	(0.129)	0.552***	(0.135)	0.464***	(0.128)	0.520***	(0.134)
Sub-Saharan Africans	0.256*	(0.141)	0.486***	(0.147)	0.232*	(0.139)	0.460***	(0.145)
Europeans	0.042	(0.177)	0.094	(0.187)	0.014	(0.176)	0.069	(0.185)
<u>Interaction Origin/Income</u>								
North Africans 10-25 th percentile	-0.253***	(0.073)	-0.228***	(0.073)	-0.254***	(0.073)	-0.233***	(0.073)
North Africans 25-50 th percentile	-0.266***	(0.073)	-0.243***	(0.073)	-0.272***	(0.073)	-0.244***	(0.073)
North Africans 50-75 th percentile	-0.555***	(0.079)	-0.525***	(0.080)	-0.568***	(0.080)	-0.532***	(0.081)
North Africans 75-90 th percentile	-0.798***	(0.106)	-0.712***	(0.109)	-0.842***	(0.109)	-0.754***	(0.111)
North Africans >90 th percentile	-0.703***	(0.134)	-0.717***	(0.141)	-0.715***	(0.137)	-0.740***	(0.144)
North Africans Unreported	-0.391***	(0.088)	-0.464***	(0.089)	-0.388***	(0.089)	-0.470***	(0.090)
Sub-Saharan Africans 10-25 th percentile	0.024	(0.103)	-0.067	(0.104)	0.024	(0.102)	-0.067	(0.103)
Sub-Saharan Africans 25-50 th percentile	-0.036	(0.103)	-0.221**	(0.104)	-0.035	(0.102)	-0.208**	(0.103)
Sub-Saharan Africans 50-75 th percentile	-0.224**	(0.109)	-0.495***	(0.112)	-0.215**	(0.108)	-0.495***	(0.111)
Sub-Saharan Africans 75-90 th percentile	-0.521***	(0.152)	-0.716***	(0.158)	-0.518***	(0.150)	-0.734***	(0.158)
Sub-Saharan Africans >90 th percentile	-0.611***	(0.192)	-0.760***	(0.199)	-0.627***	(0.193)	-0.792***	(0.201)
Sub-Saharan Africans Unreported	-0.409***	(0.114)	-0.458***	(0.115)	-0.408***	(0.113)	-0.464***	(0.114)
Europeans 10-25 th percentile	-0.343**	(0.157)	-0.351**	(0.167)	-0.327**	(0.157)	-0.345**	(0.166)
Europeans 25-50 th percentile	-0.444***	(0.147)	-0.394**	(0.156)	-0.447***	(0.148)	-0.417***	(0.156)
Europeans 50-75 th percentile	-0.559***	(0.146)	-0.598***	(0.156)	-0.564***	(0.146)	-0.618***	(0.155)
Europeans 75-90 th percentile	-0.551***	(0.156)	-0.561***	(0.167)	-0.573***	(0.157)	-0.610***	(0.167)
Europeans >90 th percentile	-0.472***	(0.171)	-0.537***	(0.187)	-0.498***	(0.173)	-0.596***	(0.189)
Europeans Unreported	-0.796***	(0.177)	-0.733***	(0.189)	-0.787***	(0.178)	-0.734***	(0.188)
Mainstream 10-25 th percentile	0.016	(0.140)	0.025	(0.148)	0.001	(0.139)	0.000	(0.147)
Mainstream 25-50 th percentile	-0.348**	(0.136)	-0.341**	(0.145)	-0.352***	(0.133)	-0.351**	(0.143)
Mainstream 50-75 th percentile	-0.613***	(0.134)	-0.448***	(0.142)	-0.612***	(0.132)	-0.430***	(0.139)

Mainstream 75-90 th percentile	-0.638***	(0.145)	-0.491***	(0.153)	-0.674***	(0.144)	-0.557***	(0.153)
Mainstream >90 th percentile	-0.604***	(0.161)	-0.570***	(0.176)	-0.663***	(0.162)	-0.681***	(0.181)
Mainstream Unreported	-0.612***	(0.169)	-0.688***	(0.190)	-0.667***	(0.170)	-0.780***	(0.195)
Rho	0.700		0.733		0.639		0.650	
Observations	12,449		12,449		12,449		12,449	
Standard errors in parentheses								
*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1								
Control variables: gender, age, age squared, education, marital status and family size, cohabitation with parents, housing tenure, and city size.								
Source: Trajectoires et origines (TeO), INED-INSEE, 2008.								

Chapitre 2 Les difficultés scolaires et professionnelles des jeunes issus de l'immigration : effet de l'origine ou effets géographiques ?*

Résumé

La localisation géographique des populations issues de l'immigration et leur ségrégation dans les zones les plus défavorisées sont souvent avancées pour expliquer leurs moindres performances scolaires et leur position défavorable sur le marché du travail. Dans cet article, nous cherchons à déterminer si la réussite éducative et l'insertion dans l'emploi de jeunes nés en France descendants d'immigrés du Maghreb et du reste de l'Afrique est semblable à celles de jeunes dont les parents ne sont pas immigrés, à caractéristiques socio-démographiques et à lieu de résidence identiques. Nous utilisons pour cela une opportunité unique qu'offre la géolocalisation à une échelle très fine (IRIS) des enquêtes Génération 1998 et 2004. Nos résultats révèlent que les inégalités mesurées entre les groupes ethniques demeurent même une fois les effets géographiques pris en compte.

* Ce chapitre est issu d'un article co-écrit avec Romain Aeberhardt (Crest) et Roland Rathelot (University of Warwick) à paraître dans la revue Population.

1. Introduction

La recherche sur la situation des enfants d'immigrés sur le marché du travail en France a connu un essor particulier depuis les années 2000, dans un contexte où de nouvelles données sont devenues disponibles¹. Les résultats de nombreuses études sur le sujet mettent en évidence la situation particulièrement désavantagée des enfants d'immigrés du Maghreb ou d'Afrique subsaharienne, comparativement aux Français nés de parents français². Par ailleurs, si les différences de caractéristiques sociodémographiques, de diplôme ou d'âge expliquent relativement bien les écarts de salaires, seul un tiers des écarts de taux d'emploi peut être attribué à ces facteurs (Aeberhardt et al., 2010). Les études de *testing* confirment ces constats et rattachent les pénalités ethniques³ mesurées dans les enquêtes statistiques à des pratiques de discrimination

1 Voir par exemple Aeberhardt et Rathelot (2013) et Safi (2013) pour des revues de littérature récentes.

2 Voir, par exemple Meurs, Pailhé, et Simon (2005).

3 Nous utilisons l'adjectif ethnique pour désigner des pénalités mesurées pour certaines populations définies par leur lien à la migration (enfants d'immigrés) et l'origine géographique de leurs parents. En France, le débat sur la terminologie à adopter pour désigner ces inégalités anime les cercles scientifiques depuis longtemps. Si certains travaux préfèrent parler de l'effet de l'origine migratoire, cette expression nous semble moins précise parce que le lien à la migration n'affecte pas de la même manière tous les groupes. On pourrait alternativement se limiter à l'usage de tournures qui se réfèrent exclusivement au lieu de naissance d'ego et de ses parents – par exemple enfants d'immigrés nés dans les pays d'Afrique ou du Moyen Orient - puisqu'il s'agit strictement parlant des seules variables que la statistique française permet d'utiliser pour repérer ces populations. Si nous utilisons toutefois le terme « ethnique », c'est en relation avec la littérature sociologique sur les inégalités ethniques (et/ou raciales) qui insiste sur le fait que ces facteurs ne doivent pas être compris dans une appréhension essentialiste ; ils désignent des dimensions de la stratification sociale qui ne sont pas réductibles à des ressources socioéconomiques mais découlent d'un processus de catégorisation à l'œuvre dans la société. Dans certaines conditions, l'immigration est un des événements démographiques susceptibles de produire de telles catégorisations. Pour de plus amples discussions

à l'embauche sur le marché du travail en France (Cédiey, Foroni, et Garner, 2008 ; Duguet et al., 2010; Duguet, L'Horty, et Sari, 2010).

En dépit de ces récentes preuves empiriques, une tradition bien ancrée dans les sciences sociales françaises tend à analyser ces inégalités comme étant exclusivement liées à des différences de milieux sociaux ou de niveaux de qualification. Ce ne serait pas l'origine de ces individus (et la possible hostilité exprimée par certains à l'encontre de cette origine) qui les défavoriserait mais plutôt la faiblesse de leurs ressources familiales, économiques et sociales. Dans ce cadre d'analyse, l'effet du lieu de résidence occupe une place centrale ; la concentration de ces populations dans les zones résidentielles les plus défavorisées expliquerait dans une large mesure leur situation socioéconomique. Même s'ils sont rarement explicités dans les études, les mécanismes spatiaux réfèrent en général à l'inégale distribution spatiale des équipements, transports et services publics ou encore aux disparités dans les moyens et la qualité de l'offre scolaire entre les territoires. Dans certaines études ces inégalités spatiales deviennent même le principal vecteur de la reproduction des inégalités socioéconomiques notamment via des effets de pairs ou des mécanismes de socialisation parfois qualifiés de « culture de la pauvreté ».

Le rattachement des inégalités liées à l'origine à la problématique des inégalités urbaines et territoriales s'est toutefois rarement appuyé sur une mesure conjointe des facteurs ethniques et géographiques. Des travaux empiriques récents suggèrent que les écarts d'emploi et de chômage mesurés en lien avec l'origine immigrée ne sont que très partiellement expliqués par des écarts de lieux de résidence (Gobillon, Rupert, et Wasmer, 2014 ; Rathelot, 2014). Par ailleurs, des études

rattachées aux facteurs ethniques/raciaux voir notamment Omi and Winant (1994), Simon (1998, 2008) Wimmer (2008) ou encore la synthèse proposée dans Safi (2013).

par *testing* ont également croisé les dimensions ethniques et géographiques⁴ pour tenter de dégager leur impact respectif sur le taux de contact suite à une candidature à une offre d'emploi ; si elles mettent en évidence une forme de discrimination territoriale, ces études montrent aussi que la discrimination liée à l'origine ethnique n'est pas réductible à la dimension urbaine.

Dans cet article, nous tirons profit des enquêtes Génération (1998 et 2004), collectées par le Centre d'Etudes et de Recherches sur les Qualification (Céreq) pour mesurer les effets de l'origine ethnique et de la localisation spatiale sur le parcours scolaire et professionnel des jeunes issus de l'immigration. Ces données sont parmi les rares qui portent sur l'insertion des jeunes sur le marché du travail juste après leur sortie du système scolaire. Puisqu'elles renseignent le lieu de résidence des individus à une échelle fine (IRIS⁵), elles permettent d'incorporer dans les modèles la mesure des effets de quartier. Enfin, elles nous informent également sur l'évolution dans le temps de la situation de ces jeunes grâce à la comparaison entre les générations 1998 et 2004. Les analyses présentées dans cet article cherchent ainsi à mesurer dans quelle mesure l'effet de l'origine ethnique sur les résultats scolaires et l'accès à l'emploi résiste à la prise en compte de la dimension géographique sous forme d'effets fixes introduits à l'échelle de l'IRIS.

4 Voir par exemple Petit, Duguet, et L'Horty (2014).

5 Les IRIS correspondent à une partition du territoire français visant à obtenir des mailles à peu près homogènes en termes de taille de population. Les communes d'au moins 10000 habitants et la plupart des communes de 5000 à 10000 habitants sont découpées en IRIS comptant chacun de 2000 à 5000 habitants. Au total 1900 communes sont découpées en environ 16000 IRIS. Pour les autres communes (les plus de 34000 communes de petite taille), l'IRIS correspond implicitement à la totalité de la commune.

2. Expliquer les inégalités ethniques par des effets géographiques : les mécanismes sous-jacents

Les effets du lieu de résidence ont été mesurés sur de nombreux indicateurs socioéconomiques (Sampson, Morenoff, et Gannon-Rowley, 2002). Cutler et Glaeser (1997) estiment par exemple que 13% de réduction de l'ampleur de la ségrégation spatiale aux Etats-Unis diminuerait un tiers des écarts entre Noirs et Blancs dans l'éducation, l'emploi, les salaires, et même les taux de grossesse des mères célibataires.

En ce qui concerne les indicateurs éducatifs, les mécanismes les plus étudiés dans la littérature se rattachent aux effets de la socialisation dans le quartier sur les parcours scolaires des enfants (Ainsworth, 2002). La concentration de l'échec scolaire dans certains quartiers serait susceptible de déclencher des effets de pairs qui modifient les préférences scolaires et éloignent les élèves des normes de réussite (Goux et Maurin, 2004). Certains travaux suggèrent même que des mécanismes locaux de la socialisation affectent directement le développement des enfants et pèsent ainsi sur leurs résultats à l'école (Brooks-Gunn et al., 1993). Certaines études (Hamel et al., 2013) attirent aussi l'attention sur l'effet déterminant des configurations familiales spécifiques aux milieux populaires (familles monoparentales, taille de la fratrie plus élevée, etc.) et donc plus fréquentes dans ces quartiers.

L'impact de la localisation géographique sur les performances scolaires peut aussi être directement rattaché à la dimension territoriale de l'offre éducative et son caractère inégal voire discriminatoire, notamment envers les minorités ethnoraciales (Merle ; 2012 ; Felouzis, Liot et Perroton, 2012). Lorsque l'échelle géographique est assez fine, les différences entre quartiers peuvent en effet refléter des différences entre établissements (qualité de l'enseignement et expérience des enseignants, ressources économiques et éducatives, taille des classes, etc.). Les

effets géographiques peuvent aussi être liés à des inégalités urbaines non directement produites par le système scolaire mais y exerçant une influence considérable (équipements publics tels que bibliothèque, théâtre, musée, transports, etc.). Les mécanismes spécifiquement géographiques des inégalités éducatives sont néanmoins loin de susciter l'unanimité (Arum, 2000) : de nombreuses études expérimentales semblent indiquer qu'ils seraient bien moins décisifs que les effets des caractéristiques individuelles et familiales (Crain et Mahard, 1983 ; Vallet, 2005).

Les effets géographiques ont également été mis en avant dans l'explication des inégalités ethniques dans l'emploi (Fernandez et Su, 2004). Une première famille d'études insiste sur l'effet du processus de socialisation : le règne du chômage, de l'inactivité et de la pauvreté dans ces quartiers éloignerait leurs habitants du marché du travail (Crane, 1991 ; Cutler et Glaeser, 1997 ; Wilson, 1996). Certains travaux vont jusqu'à considérer que ces quartiers deviennent en eux-mêmes porteurs de stigma et déprécient ainsi les chances de leurs habitants d'accéder à l'emploi. On parle alors de discrimination territoriale ou de discrimination par l'adresse⁶.

Une deuxième famille d'études insiste sur l'existence d'une discordance géographique (*spatial mismatch*) entre les zones d'habitation des minorités et les bassins d'emploi auxquels elles peuvent avoir accès (Gobillon, Selod, et Zenou, 2007 ; Holzer, 1991 ; Kain, 2004). Une attention particulière est portée sur la connexion des zones résidentielles où les groupes minoritaires habitent, dans la mesure où leur faible équipement en voiture – directement lié à des contraintes économiques - les rend particulièrement dépendants des transports en commun (Holzer, Ihlanfeldt, et Sjoquist, 1994). Récemment, des études françaises ont abordé ces questions

⁶ La loi française reconnaît désormais cette « discrimination territoriale » : le 14 janvier 2014 le lieu de résidence est devenu le vingtième critère de discrimination dans la législation anti-discrimination en France.

(Duguet, L'Horty, et Sari, 2009; Gobillon, 2001; Gobillon, Magnac, et Selod, 2011) même si l'accent est rarement mis sur les populations issues de l'immigration.

L'ensemble de ces études suscite des interrogations sur le degré auquel les inégalités qui touchent certains groupes issus de l'immigration dans l'éducation et sur le marché du travail sont liées à la concentration de ces derniers dans les zones géographiques les plus défavorisées. Les analyses ci-dessous cherchent à répondre à cette question.

3. Données et échantillons d'analyse

Les enquêtes Génération 1998 et 2004 géolocalisées au lieu de résidence

Le programme d'enquêtes Génération vise à mieux connaître le processus d'insertion des jeunes à la sortie du système éducatif ainsi que les premières années de leur carrière professionnelle.

Le champ de l'enquête recouvre l'ensemble des jeunes sortis pour la première fois du système éducatif pendant au moins un an, ayant moins de 35 ans à la fin de leur scolarité initiale et habitant en France métropolitaine au moment de l'enquête. La collecte de la première vague a lieu par téléphone au printemps de la troisième année suivant la sortie du système éducatif soit, respectivement aux printemps 2001 et 2007, pour les enquêtes Génération 1998 et 2004 que nous utilisons ici. Ces enquêtes ont, par la suite, fait l'objet de vagues supplémentaires à cinq ans, sept ans et même dix ans pour Génération 1998. Nous nous contentons cependant ici des informations collectées à trois ans afin de limiter les difficultés liées à l'attrition.

Lors de la première interrogation (à trois ans), l'enquête Génération 1998 a obtenu les réponses d'environ 55 000 jeunes contre un peu moins de 60 000 pour l'enquête Génération 2004.

La base de sondage est constituée de manière *ad hoc* à partir de listes collectées auprès des établissements d'enseignements et des rectorats. L'échantillon est ensuite tiré de manière équilibrée suivant des strates correspondant aux régions et aux grands niveaux de formation.

Après une phase visant à préciser l'identification du répondant, le questionnaire aborde le parcours scolaire des personnes ainsi que leurs expériences professionnelles en parallèle ou dans le cadre de leurs études. Le cœur de l'enquête consiste ensuite en un calendrier professionnel permettant de reconstituer des séquences d'emploi et de non emploi. L'enquête permet également de renseigner sur les perspectives professionnelles, les caractéristiques socio-démographiques (dont l'origine nationale de la personne et de ses parents) ou encore le mode de cohabitation.

Les analyses suivantes porteront sur deux groupes distincts : les premiers sont des jeunes français dont les deux parents sont nés en France (que nous qualifierons de population majoritaire, « Pop maj ») et les seconds sont des jeunes français (pas forcément de naissance) dont au moins un parent est né en Afrique du Nord, Afrique Subsaharienne ou au Proche et Moyen-Orient (que nous qualifierons de population minoritaire)⁷. L'échantillon de départ se compose de 76 966 individus, 47 734 issus de Génération 1998 et 29 232 de Génération 2004. La part des jeunes appartenant au groupe minoritaire ainsi défini est de 10,8% en 1998 et de 11,9% en 2004.

⁷ Ce groupe est obtenu en regroupant les individus dont les parents sont nés au Maghreb, en Afrique subsaharienne, au Liban, en Turquie et au "Proche ou Moyen Orient" (cette dernière modalité n'étant pas détaillée dans le dictionnaire de codes de l'enquête Génération). La taille des sous-échantillons après contrôle des effets géographiques ne permet malheureusement pas d'affiner davantage les catégories de population afin de tester de possibles hétérogénéités selon l'origine migratoire des parents. Toutefois, étant donné que de nombreuses études documentent la situation défavorable sur le marché du travail et dans l'éducation de ces populations lorsqu'elles sont distinguées, leur regroupement dans une seule catégorie nous semble pertinent dans une étude dont l'objectif premier est d'attester du degré auquel ce désavantage socioéconomique peut s'expliquer par la localisation géographique. L'interprétation des effets mesurés doit cependant se faire avec précaution : il s'agit d'effet moyen mesuré sur un groupe potentiellement hétérogène. Le groupe minoritaire étant principalement composé d'individus dont les parents sont originaires du Maghreb et d'Afrique subsaharienne, nous omettrons la mention au Proche et Moyen Orient dans la suite.

Des effets géographiques pris en compte à un niveau fin

Dans le cadre d'une collaboration avec l'INSEE, des données de géolocalisation à un niveau très fin (IRIS) ont pu être obtenues pour une part très importante des enquêtés (dans notre échantillon cela concerne 98 % des personnes en 1998 et 92 % en 2004). Cette géolocalisation permet de contrôler des « effets de quartiers » à une échelle comparable à celle utilisée dans les travaux américains sur la ségrégation (*census tract*), ce qui est très rare dans les données françaises. De plus, la taille de l'échantillon se prête à un contrôle de ces effets de quartiers sous forme d'« effets fixes » : cela permet de comparer des personnes au sein de chaque unité (IRIS) pour pouvoir s'affranchir des différences systématiques qui peuvent exister d'une unité géographique à une autre. Les analyses présentées dans la partie suivante contrôlent ainsi, en plus des caractéristiques individuelles (sexe, diplôme, origine des parents, origine ethnique, etc.) de l'influence des caractéristiques non observées de l'IRIS de résidence. Par définition, ces analyses ne sont toutefois possibles à estimer que dans les IRIS où l'on dispose d'au moins deux observations. Cela réduit donc nos échantillons d'estimation à 34 404 individus en 1998 et 15 351 en 2004 (tableau 1). Une comparaison des échantillons complet (tableau A1 en annexe) et réduit (tableau 3) révèle peu de différences sur les caractéristiques de leurs habitants ; cela suggère que la restriction de l'échantillon n'altère pas la représentativité de l'enquête. Enfin, la composition par origine géographique diffère légèrement entre les échantillons d'études des deux enquêtes avec des proportions respectives pour les jeunes originaires du Maghreb et du reste de l'Afrique de 82%, 8% et 10% pour G1998 et de 74%, 15% et 11% pour G2004 (non reportés dans le tableau).

Tableau 1: Échantillons

	Génération 1998		Génération 2004	
	Population minoritaire	Population majoritaire	Population minoritaire	Population majoritaire
Echantillon total				
Hommes	2 551	20 905	1 682	12 565
Femmes	2 606	21 672	1 800	13 185
Total	5 157	42 577	3 482	25 750
Echantillon d'étude				
Hommes	1 438	16 032	622	7 277
Femmes	1 311	15 623	547	6 905
Total	2 749	31 655	1 169	14 182

Source : Enquêtes Génération 98 et 2004 (Céreq).

Champ : Jeunes Français âgés de 15 à 30 ans ayant fini leurs études en 1998 ou 2004, dont les deux parents sont nés en France (Population majoritaire) ou dont au moins un des parents est né en Afrique du Nord ou en Afrique subsaharienne (Population minoritaire).

4. Panorama de la situation des jeunes issus de l'immigration : de la sortie précoce du système éducatif aux difficultés d'insertion

Les enfants d'immigrés du Maghreb et du reste de l'Afrique sont plus nombreux à abandonner les études avant la fin du lycée (Tableaux 2 et 3). L'examen détaillé des écarts éducatifs à tous les niveaux d'étude, montre qu'il s'agit là de l'écart le plus significatif comparativement aux enfants de la population majoritaire (8 points pour les femmes et 13 points pour les hommes). Si des différences sont aussi perceptibles dans le type de Baccalauréat obtenu (plus de Bac professionnel tertiaire et moins de Bac professionnel industriel), les écarts redeviennent relativement importants pour les niveaux de diplômes les plus élevés surtout pour les hommes.

Trois ans après la fin de leurs études, les enfants d'immigrés du Maghreb et du reste de l'Afrique se retrouvent plus souvent au chômage (environ 20% contre 10% pour la population majoritaire) ou inactifs (l'écart est surtout important pour les femmes de la population minoritaire dont 6.3% sont inactives comparées à 3.1% pour les femmes de la population majoritaire). L'examen de leurs caractéristiques familiales met par ailleurs en avant la faiblesse de leur capitaux économique et culturel : leurs mères sont plus souvent inactives, leurs pères plus souvent au chômage ou ayant un emploi ouvrier. En revanche, lorsqu'ils sont en emploi, le type de leur contrat de travail et leur rémunération ne semblent pas très différents en moyenne de ceux des enfants de natifs. Ces chiffres semblent indiquer que les écarts les plus significatifs entre les deux groupes se situent aux niveaux de la sortie précoce du système éducatif et de l'étape, décisive en France, de l'insertion dans l'emploi.

Enfin, les enfants d'immigrés venus du Maghreb et du reste de l'Afrique sont aussi concentrés dans les zones géographiques les plus défavorisées. Parmi ceux qui sont sortis en 2004 du système éducatif, 27% résident dans les ZUS/CUCS⁸ contre 6% pour ceux du groupe majoritaire.

⁸ Zones Urbaines Sensibles/Contrats Urbains de Cohésion Sociale : zones de géographie prioritaire définies par le gouvernement pour concentrer l'action publique en termes d'activité économique, d'emploi et de lutte contre la pauvreté. Il s'agit de 2500 quartiers répartis sur l'ensemble des aires urbaines du territoire français.

	Hommes			Femmes		
	population majoritaire	population minoritaire	Test différence	population majoritaire	population minoritaire	Test différence
Effectifs	16032	1438		15623	1311	
En emploi 3 ans après la sortie	85	72,1	***	80,4	65,5	***
En Zus ou Cucs à la fin des études	4,3	29,1	***	4,6	28,9	***
Diplôme						
Non qualifiés	6,8	25,3	***	4,6	15,4	***
lycée ou CAP/BEP non diplômés	8,5	17,5	***	4,2	11,9	***
CAP ou BEP tertiaire	3,8	4,3		10,7	14	***
CAP ou BEP industriel	16,1	12,9	***	1,6	2,4	**
Bac non diplômés	3,7	4,2		2	3,1	***
Bac tertiaire	2,9	2	*	11,5	7,5	***
Bac industriel	8,5	3,1	***	0,9	0,5	
Bac+1, Bac+2 non diplômés	10,5	13,2	***	12,1	20,1	***
Bac+1, Bac+2 santé/social	1,9	0,6	***	9,7	4,1	***
DEUG, DEUST...	2,1	2		2,8	2,4	
BTS, DUT tertiaire	5,4	2,5	***	10,5	6	***
BTS, DUT industriel	8,7	2,6	***	1,7	0,6	***
2nd cycle LSH, gestion	7,1	4,4	***	15,6	7,2	***
2d cycle maths, sc, tech	2,4	1,3	***	1,9	0,9	**
3eme cycle LSH, gestion	3,2	1,2	***	5,3	2,4	***
Ecoles de commerce	1,2	0,3	***	1,4	0,6	**
3eme cycle maths, sc, tech	4,1	1,8	***	2,7	0,6	***
Ecoles d'ingénieur	3,1	0,9	***	1	0,2	***
Situation du père						
En emploi	83,3	60,3	***	80,4	55,5	***
Chômage	2,1	8,2	***	2,3	9,4	***
Retraité	7	16,6	***	8,5	20,2	***
Inactif (a déjà travaillé)	0,6	1,2	***	0,5	1	**
Inactif (n'a jamais travaillé)	0,1	0,4	**	0,1	0,5	***
En formation	0	0,1	***	0	0,1	
Décédé	3,8	5,4	***	4,3	6,3	***
Inconnu	3	7,7	***	3,8	6,9	***
Situation de la mère						
En emploi	63,7	27,2	***	64	29,3	***
Chômage	2,5	3,4	**	2,7	3,5	*
Retraité	3,3	1,2	***	3,6	1,9	***
Inactif (a déjà travaillé)	18	15,2	***	16,5	12,7	***
Inactif (n'a jamais travaillé)	8,9	48,3	***	9,4	48,7	***
En formation	0,1	0		0,1	0,3	***
Décédé	1,3	1		1,5	1,3	
Inconnu	2,2	3,7	***	2,2	2,4	
CS du père						
Employé	28,1	24	***	28,3	20,4	***
Agriculteur	3,9	0,8	***	4,4	0,8	***
Artisan, Commerçant	10,8	7,6	***	10,3	7,7	***
Cadre	18,5	6,2	***	19	5,3	***
Profession intermédiaire	10,2	4,2	***	9,2	4,3	***
Ouvrier	20,4	42,7	***	19,4	47,2	***
Inconnu	2,4	4,3	***	2,5	4,2	***
Aucun	5,9	10,3	***	7	10,1	***
CS de la mère						
Employé	50,6	30,7	***	51,5	28,1	***
Agriculteur	2,6	0,3	***	2,7	0,5	***
Artisan, Commerçant	4,2	1,7	***	4,6	2	***
Cadre	11,1	3,1	***	11,2	4,3	***
Profession intermédiaire	5,3	1,9	***	5,2	2,1	***
Ouvrier	10,5	6,5	***	9,2	8	
Inconnu	4	3,8		3,1	3,7	
Aucun	11,6	51,9	***	12,4	51,3	***

Source: enquêtes Génération 98

Champ: Jeunes Français âgés de 15 à 30 ans ayant fini leurs études en 1998, Iris pour lesquels on dispose d'au moins deux observations

Note: La colonne "Test différence" rapporte le résultat d'un test t de la différence de la valeur entre les deux groupes ethniques. *** (resp. **, *) indique une différence significative à 1% (resp. 5%, 10%).

Tableau 3. Caractéristiques des groupes, par sexe et par origine nationale (G2004)						
	Hommes			Femmes		
	population majoritaire	population minoritaire	Test différence	population majoritaire	population minoritaire	Test différence
Effectifs	7277	622		6905	547	
En emploi 3 ans après la sortie	81,1	61,9	***	77,8	58,1	***
En Zus ou Cucs à la fin des études	6,4	37,9	***	5,5	34,4	***
Diplôme						
Non diplômé	13,4	33,3	***	6,4	20,1	***
CAP-BEP-MC Tertiaire	3,5	5,6	***	11,8	14,1	
CAP-BEP-MC Industriel	20,6	21,2		1,7	2,7	*
Bac pro/techno Tertiaire	5,8	7,2		16,7	21,9	***
Bac pro/techno Industriel	13,7	8,7	***	1,5	0,5	*
Bac général	4	3,5		6,5	5,3	
Bac+2 Santé-social	2,2	1,3		18,2	6,9	***
Bac+2 Tertiaire	5	3,5	*	9,4	9,7	
Bac+2 Industriel	8,1	3,4	***	1,7	0,9	
Licence pro	2,1	1,1	*	1,2	0,5	
L3 LSH, Gestion, Droit	1,4	1,3		6	4,9	
L3 Sciences	1,3	1,1		1,2	0,7	
M1	3,5	3,2		5,8	4,2	
M2 LSH, Gestion, Droit	2,6	2,1		4,7	3,5	
Ecoles de commerce Bac+5	0,7	0,2	*	0,7	0,9	
M2 Sciences	2,7	0,6	***	1,5	0,4	**
Ecoles d'Ingénieur	4,3	1,3	***	1,5	0,7	
Doctorat	5	1,3	***	3,4	1,8	**
Situation du père						
En emploi	84,6	60,5	***	84,6	51,9	***
Chômage	2	6,6	***	1,9	6,8	***
Retraité	6,2	19,8	***	6,6	24,9	***
Inactif (a déjà travaillé)	0,8	2,3	***	0,7	2,6	***
Inactif (n'a jamais travaillé)	0,1	0,5	**	0	0,9	***
En formation	0,1	0,5	**	0,1	0,2	
Décédé	3,6	5,1	**	3,5	5,7	***
Inconnu	2,6	4,8	***	2,7	7,1	***
Situation de la mère						
En emploi	72,4	40	***	74,2	36,9	***
Chômage	2,2	2,7		2,3	1,6	
Retraité	3,5	1,6	**	3,5	2,4	
Inactif (a déjà travaillé)	14,5	15		12,8	15,7	**
Inactif (n'a jamais travaillé)	4,3	37,5	***	4	38,2	***
En formation	0,2	0		0,3	0,2	
Décédé	1,1	1,1		1,5	2,2	
Inconnu	1,8	2,1		1,6	2,7	**
CS du père						
Employé	22,1	17,2	***	23,5	16,5	***
Agriculteur	2,6	1	**	4	0,4	***
Artisan, Commerçant	9,5	9,2		9,5	6,2	**
Cadre	21,9	6,9	***	21,3	4,9	***
Profession intermédiaire	10,6	3,9	***	10,4	3,7	***
Ouvrier	26,2	50,3	***	24,4	53,7	***
Inconnu	1,7	3,1	**	1,7	4	***
Aucun	5,3	8,5	***	5,2	10,6	***
CS de la mère						
Employé	49,1	31	***	55,3	36,6	***
Agriculteur	1,5	0	***	2,7	0	***
Artisan, Commerçant	3,6	2,7		3,5	1,1	***
Cadre	13,2	4,3	***	12,7	4,9	***
Profession intermédiaire	5	1,4	***	4,7	2	***
Ouvrier	18,5	18		13	11,2	
Inconnu	2,8	2,7		1,9	1,8	
Aucun	6,4	39,7	***	6,1	42,4	***

Source: enquêtes Génération 2004

Champ: Jeunes Français âgés de 15 à 30 ans ayant fini leurs études en 2004, Iris pour lesquels on dispose d'au moins deux observations

Note: La colonne "Test différence" rapporte le résultat d'un test t de la différence de la valeur entre les deux groupes ethniques. *** (resp. **, *) indique une différence significative à 1% (resp. 5%, 10%).

5. Méthodologie

Les analyses de régression présentées ci-dessous permettent de mesurer à quel point ces écarts de réussite scolaire et professionnelle mesurés pour les descendants d'immigrés d'origine Africaine sont expliqués par des caractéristiques individuelles, familiales et géographiques. Des régressions identiques sont estimées séparément pour l'échantillon de 1998 et celui de 2004. Des spécifications successives ont comme objectif de suivre l'évolution du coefficient d'intérêt, associé à la variable d'origine ethnique (*pop min*), avec le contrôle supplémentaire de l'origine sociale (profession et activité professionnelle des parents), du diplôme (seulement pour l'équation d'emploi) et de l'effet fixe géographique. Pour chaque variable de contrôle, les modalités correspondent à celles détaillées dans les tableaux 2 et 3. La catégorie socioprofessionnelle des parents, leur situation professionnelle et le diplôme sont croisés avec la variable *sexe* dans toutes les spécifications. Formellement, l'équation estimée en l'absence d'effets fixes IRIS est la suivante :

$$Y_i^* = pop_min_i \alpha + F_i \beta + pop_min_i * F_i \gamma + X_i \lambda + X_i * F_i \mu + u_i$$

$$Y_i = 1\{Y_i^* > 0\}$$

où Y est la variable d'intérêt binaire (sortie du système scolaire sans diplôme avant la fin du lycée, ou emploi 3 ans après la sortie du système scolaire), Y^* la variable latente correspondante, *pop min* l'indicatrice d'appartenance à la population minoritaire, F l'indicatrice du sexe féminin⁹,

⁹ La question d'une discrimination ethnique spécifique aux hommes ou aux femmes est posée régulièrement par la littérature. Afin de rester agnostique, nous autorisons l'effet de l'indicatrice d'appartenance à la population minoritaire à varier avec le sexe.

X les variables de contrôle, et u le terme d'erreur supposé être distribué suivant une loi logistique. Cette équation est estimée par une régression logistique.

Lorsque des indicatrices η correspondant à l'IRIS du lieu de résidence l au moment de la sortie du système éducatif sont introduites dans l'équation estimée, celle-ci devient :

$$Y_{il}^* = pop_min_i \alpha + F_i \beta + pop_min_i * F_i \gamma + X_i \lambda + X_i * F_i \mu + \eta_l + u_i$$

$$Y_{il} = 1\{Y_{il}^* > 0\}$$

L'introduction des effets fixes pour l'IRIS de résidence présente l'inconvénient de multiplier considérablement le nombre de paramètres dans le modèle ce qui risque de fournir des estimateurs biaisés des co-variables. Il s'agit des biais dits de « paramètres incidents » ; ils sont dus au fait que la taille de l'échantillon n'est pas suffisamment grande par rapport au nombre de paramètres. La solution la plus courante, qui est adoptée ici, consiste en l'estimation par logit conditionnel : les IRIS dans lesquels tous les individus prennent la valeur 0 (ou 1) pour la variable dépendante ne participent pas à l'estimation du modèle ce qui conduit à un échantillon restreint (Lancaster, 2000). Afin de distinguer l'effet de la restriction de l'échantillon de celui de l'introduction des indicatrices IRIS, nous décomposons le processus en deux étapes. Dans un premier temps, nous estimons le modèle sans indicatrices IRIS sur l'échantillon restreint et comparons les résultats avec ceux obtenus sur la totalité de l'échantillon. Dans un second temps, nous estimons le modèle avec les indicatrices IRIS. Nous pouvons ainsi distinguer ce qui est attribuable au changement de champ de ce qui peut être interprété comme l'effet de contrôler du

lieu de résidence. Les écarts-types sur les effets marginaux sont obtenus par bootstrap complet¹⁰ (200 itérations).

Interpréter directement les coefficients estimés n'est pas aisé et il est aussi difficile de les comparer entre les sous-échantillons car il s'agit de modèles non-linéaires. Dans les tableaux, nous reportons donc les effets marginaux qui nous fournissent directement une mesure comparable et intuitive des effets des différentes variables d'intérêt. Les effets marginaux correspondent à l'écart de probabilité prédite que Y soit égal à 1 lorsque pop_min et F passent de 0 à 1. Formellement, les effets marginaux reportés dans les tableaux suivants correspondent aux versions estimées des trois quantités suivantes :

$$\Delta_{pop_min} = E[Y | pop_min = 1, F = 0] - E[Y | pop_min = 0, F = 0] \quad (1)$$

$$\Delta_F = E[Y | pop_min = 0, F = 1] - E[Y | pop_min = 0, F = 0] \quad (2)$$

$$\Delta_{pop_min*F} = E[Y | pop_min = 1, F = 1] - E[Y | pop_min = 0, F = 0] - \Delta_{pop_min} - \Delta_F \quad (3)$$

Le premier paramètre (1) mesure l'effet marginal sur la variable d'intérêt du fait d'avoir un parent originaire d'un pays d'Afrique (population minoritaire) plutôt qu'un parent né en France pour les hommes. Le deuxième paramètre (2) correspond à l'effet d'être une femme plutôt qu'un homme pour les enfants de parents nés en France (population majoritaire). Enfin le troisième paramètre (3) mesure l'écart résiduel à ces deux effets par un effet d'interaction : il représente la différence entre l'écart entre les femmes appartenant à la population minoritaire et les hommes de

¹⁰ Le bootstrap complet consiste à tirer, avec remise, un nombre élevé (ici 200) d'échantillons de la même taille que l'échantillon initial et de répéter la procédure d'estimation sur chacun de ces nouveaux échantillons. La distribution des estimateurs obtenus par cette méthode est semblable à la distribution de l'estimateur initiale. On peut, en particulier, déduire les écarts-types et les intervalles de confiance pour les coefficients d'intérêt.

la population majoritaire et la somme des effets *pop min* et *F* précédents. Le signe de ce terme d'interaction nous renseigne ainsi sur la prégnance relative de l'effet de l'origine (*pop min*) pour les femmes comparativement aux hommes : un signe positif signifie qu'être issu de l'immigration africaine plutôt que de deux parents nés en France a un effet plus prégnant pour les femmes que pour les hommes. L'effet de l'appartenance à la population minoritaire pour les femmes (par rapport aux femmes de la population majoritaire) s'obtient ainsi par addition des premier et troisième effets marginaux.

6. L'effet de l'origine est déterminant même en tenant compte des effets géographiques

Connaître le lieu de résidence des jeunes au moment de la fin de leurs études, ainsi que le détail de leur niveau d'éducation et de leur origine sociale permet de distinguer si les écarts observés dans la réussite éducative et dans l'accès à l'emploi pour les descendants d'immigrés venus d'Afrique sont le reflet de différences de milieux sociaux ou tiennent à des effets de quartiers. Dans les analyses qui suivent, nous calculons d'abord les écarts bruts entre les populations majoritaire et minoritaire, puis nous contrôlons du milieu social du jeune, de son niveau d'éducation (dans le cas de l'insertion dans l'emploi uniquement) et enfin de son lieu de résidence à la fin de ses études.

Les résultats des deux analyses, l'une portant sur la sortie de l'école avant la fin du lycée et l'autre sur l'insertion dans l'emploi trois ans après la fin des études, sont présentés séparément dans les tableaux 4 et 5.

Tableau 4. Effets marginaux de l'origine nationale et du sexe sur le fait de sortir du système scolaire sans diplôme, en contrôlant par l'origine sociale ou le lieu de résidence

	(1)	(2)	(3)	(4)
Sortie sans diplôme				
Génération 1998				
Population minoritaire	0,27*** (0,01)	0,21*** (0,01)	0,18*** (0,02)	0,18*** (0,03)
Femme	-0,07*** (0,00)	-0,06*** (0,00)	-0,12*** (0,01)	-0,12*** (0,01)
Population minoritaire x Femme	-0,09*** (0,02)	-0,09*** (0,02)	-0,04 (0,03)	-0,03 (0,04)
nombre d'observations	34404	34404	12579	12579
Pseudo-R2	0,088	0,165	0,140	0,512
Génération 2004				
Population minoritaire	0,20*** (0,02)	0,15*** (0,02)	0,12*** (0,04)	0,12** (0,06)
Femme	-0,07*** (0,00)	-0,07*** (0,00)	-0,17*** (0,02)	-0,17*** (0,03)
Population minoritaire x Femme	-0,06** (0,03)	-0,07** (0,03)	-0,03 (0,05)	-0,03 (0,07)
nombre d'observations	15351	15351	3953	3953
Pseudo-R2	0,084	0,154	0,133	0,509
Contrôles supplémentaires				
CS des parents	NON	OUI	OUI	OUI
Situation professionnelle des parents	NON	OUI	OUI	OUI
IRIS	NON	NON	NON	OUI

Source: enquêtes Génération 1998 et 2004

Champ: Jeunes Français âgés de 15 à 30 ans ayant fini leurs études en 1998 ou 2004; colonnes (1) et (2): Iris pour lesquels on dispose d'au moins deux observations; colonnes (3) et (4), Iris pour lesquels on dispose d'au moins deux observations de valeur différente pour la variable dépendante.

Note: les variables de contrôles de CS et situation des parents sont croisées avec l'indicatrice de sexe; le modèle estimé dans les colonnes (1) à (3) est un logit simple, pour la colonne (4) il s'agit d'un logit conditionnel; les variables de contrôle sont les mêmes pour les colonnes (2) et (3), seul l'échantillon change.

La

probabilité de quitter le système éducatif avant la fin du lycée est significativement plus élevée pour les descendants d'immigrés d'Afrique (colonne 1, tableau 4). Cette différence est plus marquée dans la génération 1998 que dans la génération 2004 (27 points de pourcentage contre 20, chez les hommes). Les différences que l'on peut attribuer à l'origine ethnique sont moins prégnantes chez les femmes (6 points de moins en 2004). Globalement, les femmes sortent nettement moins fréquemment du système éducatif sans diplôme que les hommes (7 points de pourcentage de différence dans les deux sous-échantillons). En sommant ces deux effets, la probabilité de sortir du système éducatif avant le lycée pour les femmes de la population minoritaire se rapproche sensiblement de celle des hommes de parents non-immigrés.

Lorsqu'on contrôle de la situation professionnelle des parents (à la fois des catégories socio-professionnelles et des statuts d'emploi de la mère et du père), les différences dues à la variable ethnique diminuent de 5 ou 6 points de pourcentage mais demeurent importantes et significatives, tandis que les différences entre genres ne sont pas affectées (colonne 2 du tableau 4). A milieu

social identique, les hommes descendants d'immigrés venus d'Afrique sortent plus souvent sans diplôme du système scolaire que les hommes de parents non-immigrés de 21 points de pourcentage (en 1998) et 15 (en 2004). Pour les femmes, ces différences sont de 12 points (en 1998) et 8 points (en 2004).

Comme expliqué dans la partie 5, estimer le modèle dans lequel on introduit des indicatrices pour l'IRIS de résidence restreint implicitement l'échantillon sur lequel les coefficients sont identifiés. Afin de distinguer l'effet de la restriction de l'échantillon de celui de l'introduction des indicatrices de lieu de résidence, nous présentons dans la troisième colonne l'estimation de la même spécification que la colonne (2) sur l'échantillon restreint. La quatrième colonne du tableau 4 présente quant à elle les résultats de l'estimation dans laquelle on introduit des indicatrices pour l'IRIS de résidence. Deux messages apparaissent clairement. Tout d'abord, la comparaison entre colonnes (2) et (3) montre que la restriction de champ altère faiblement (et non-significativement) les coefficients relatifs aux différences ethniques. En revanche, les différences entre hommes et femmes apparaissent significativement plus fortes dans l'échantillon restreint. Si l'interprétation du résultat de la restriction de l'échantillon est hors de propos par rapport à l'objectif de cet article, on peut supposer que la restriction augmente le poids des IRIS plus peuplés et plus mixtes en terme de composition sociale.

Le deuxième message résulte de la comparaison entre les colonnes (3) et (4) : pour la génération 1998 comme pour la génération 2004, inclure le quartier ne capture aucune hétérogénéité supplémentaire par rapport ce qui a déjà été pris en compte avec les variables précédentes. Un jeune de la population minoritaire d'un quartier donné et d'un milieu donné sortira plus de deux

fois plus souvent sans diplôme qu'un jeune de parents non-immigrés, d'un même milieu social et habitant le même quartier¹¹.

Pris ensemble, ces résultats indiquent que le milieu social et le quartier de résidence expliquent une partie relativement faible de l'écart brut. Ils suggèrent également que la part inexpliquée tend à se réduire entre 1998 et 2004. S'agit-il d'une amélioration tendancielle, de mouvements cycliques ou d'un artefact statistique lié à la différence de taille de nos échantillons ? Si la comparaison des deux sous-échantillons n'indique pas de différences significatives dans leur composition (tableaux 2 et 3), nous ne pouvons toutefois pas être certains que nous mesurons ici un effet de tendance¹².

Plus généralement, si nos résultats sont utiles pour indiquer l'ampleur des effets ils ne sont pas en mesure de clore le débat sur l'influence du quartier de résidence sur la situation éducative des descendants d'immigrés. En effet, si nos données fournissent une rare opportunité de prise en compte d'effets géographiques fins sur les résultats scolaires, elles sont incapables d'identifier un effet causal. La localisation géographique est de toute évidence une variable endogène : des mécanismes de choix de localisation ou de contraintes résidentielles (structure du marché immobilier, discrimination au logement, etc.) peuvent être déterminants dans la localisation des individus. De nombreuses études qualitatives attestent à quel point le choix de l'école est

¹¹ Le taux de sortie sans diplôme dans notre échantillon pour la génération 1998 est de 15,3% pour les hommes et de 8,8% pour les femmes (tableau 2).

¹² Nous avons tenté de réduire les échantillons aux IRIS communs aux deux enquêtes. Malheureusement cela conduit à diviser la taille de l'échantillon par 4 en 1998 et par 2 en 2004. Compte tenu des effets estimés, la plupart ne sont plus détectables statistiquement avec des échantillons aussi réduits. Nous ne pouvons donc aller plus loin dans l'interprétation de l'effet de tendance suggéré dans nos résultats.

important et décrivent comment le lieu de résidence peut constituer une stratégie d'optimisation scolaire (van Zanten, 2001 ; 2009). Ainsi, si les enfants de familles non-immigrées, favorisées et éduquées s'en sortent mieux à l'école ce n'est pas seulement parce que leurs familles leur offrent des ressources matérielles et intellectuelles favorisant la réussite académique mais aussi parce qu'elles parviennent à tirer profit de la segmentation du système scolaire de sorte à fournir à leurs enfants la meilleure qualité d'enseignement (Felouzis et Perroton, 2009 ; Roscigno, 1998). La mesure de tels effets causaux nécessite la mobilisation de protocoles de données particuliers (expériences naturelles ou données longitudinales) qui sont extrêmement rares. En fournissant une estimation de l'ampleur des effets géographiques, la contribution de cette étude est davantage descriptive ; elle décrit dans quelle mesure le facteur ethnique est attribuable au facteur spatial. Toute inférence causale sur l'effet de la localisation géographique nécessiterait des données plus riches et des investigations empiriques plus élaborées.

Qu'en est-il de l'insertion en emploi ? Le tableau 5 montre les résultats d'une analyse similaire pour les écarts de taux d'emploi trois ans après la sortie du système éducatif. Les écarts liés à l'origine ethnique s'élèvent à 13 points de pourcentage pour la génération 1998 et 19 pour la génération 2004, pour les hommes comme pour les femmes. De manière attendue, les femmes sont par ailleurs moins souvent en emploi que les hommes (5 points pour 1998 et 3 points pour 2004). Les écarts de milieu social n'expliquent qu'une part très faible des écarts liés à l'origine ethnique ou au genre (colonne 2). Ces derniers demeurent

Tableau 5. Effets marginaux de l'origine nationale et du sexe sur le fait d'être en emploi trois ans après la fin des études, en contrôlant par l'origine sociale ou le lieu de résidence										
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)					
En emploi 3 ans après la fin des études										
Génération 1998										
Population minoritaire	-0,13***	(0,01)	-0,11***	(0,01)	-0,07***	(0,01)	-0,06**	(0,02)	-0,06*	(0,03)
Femme	-0,05***	(0,00)	-0,04***	(0,00)	-0,03***	(0,01)	-0,05***	(0,01)	-0,05***	(0,01)
Population minoritaire x Femme	-0,02	(0,02)	-0,02	(0,02)	-0,04**	(0,02)	-0,08***	(0,03)	-0,10**	(0,04)
nombre d'observations	34404		34404		34404		16080		16080	
Pseudo-R2	0,021		0,039		0,124		0,132		0,517	
Génération 2004										
Population minoritaire	-0,19***	(0,02)	-0,17***	(0,02)	-0,13***	(0,02)	-0,11***	(0,03)	-0,14**	(0,06)
Femme	-0,03***	(0,01)	-0,03***	(0,01)	-0,00	(0,01)	-0,01	(0,02)	-0,01	(0,03)
Population minoritaire x Femme	-0,00	(0,03)	-0,00	(0,03)	-0,03	(0,03)	-0,02	(0,04)	-0,02	(0,06)
nombre d'observations	15351		15351		15351		6860		6860	
Pseudo-R2	26		0,040		0,127		0,126		0,514	
Contrôles supplémentaires										
CS des parents	NON		OUI		OUI		OUI		OUI	
Situation professionnelle des parents	NON		OUI		OUI		OUI		OUI	
Diplôme	NON		NON		OUI		OUI		OUI	
IRIS	NON		NON		NON		NON		OUI	

Source: enquêtes Génération 1998 et 2004

Champ: Jeunes Français âgés de 15 à 30 ans ayant fini leurs études en 1998 ou 2004; colonnes (1) à (3): Iris pour lesquels on dispose d'au moins deux observations; colonnes (4) et (5), Iris pour lesquels on dispose d'au moins deux observations de valeur différente pour la variable dépendante.

Note: les variables de contrôles de CS et situation des parents sont croisées avec l'indicatrice de sexe; le modèle estimé dans les colonnes (1) à (4) est un logit simple, pour la colonne (5) il s'agit d'un logit conditionnel; les variables de contrôle sont les mêmes pour les colonnes (3) et (4), seul l'échantillon change.

pratiquement inchangés lorsque l'on contrôle par la situation socio-professionnelle des parents.

Les écarts de niveau d'éducation expliquent également une faible part des écarts de taux d'emploi entre les deux populations (colonne 3). Ensemble, milieu social et éducation expliquent environ un tiers et la moitié de l'écart de taux d'emploi. Mais 7 points demeurent inexpliqués pour la génération 1998 et 13 points pour la génération 2004. A éducation et milieu social identique, on remarque que les écarts de genre deviennent très faibles voire non significatifs pour la génération 2004.

Lorsque l'on contrôle de l'IRIS de résidence, l'effet de l'origine ethnique est inchangé : la différence entre les coefficients des colonnes (4) et (5) n'est pas statistiquement significative. Au total, sur le taux d'emploi, la localisation paraît avoir un effet faible une fois l'éducation et le milieu social contrôlés. Des écarts notables dans l'accès à l'emploi entre les deux groupes restent inexpliqués même après le contrôle d'un ensemble de variables individuelles et familiales particulièrement riches et de la localisation : 7 points de pourcentage en 1998 et 14 points en 2004. De la même manière que pour la sortie sans diplôme, l'imprécision de l'estimation, liée à la taille de l'échantillon et au contrôle fin de l'hétérogénéité géographique, nous empêche d'explorer plus avant les questions relatives aux différences entre 1998 et 2004.

Il convient à nouveau de souligner que ces résultats ne peuvent pas être compris dans une perspective strictement causale pour les mêmes raisons discutées ci-dessus à propos des inégalités éducatives (endogénéité de la localisation géographique). De plus, le diplôme que nous contrôlons dans nos analyses sur l'emploi induit également des biais d'endogénéité ; de multiples mécanismes culturels et socioéconomiques peuvent produire des parcours d'études plus courts et débouchant moins souvent sur une insertion dans l'emploi pour les enfants issus de minorités ethniques (Ichou et van Zanten, 2013). Là aussi, nos données se prêtent peu à l'inférence causale mais fournissent un premier cadrage empirique de ces questions.

7. Conclusion

La dissociation entre les effets de l'origine ethnique et du lieu de résidence sur la réussite scolaire et l'insertion professionnelle des jeunes est une question théorique importante dans la littérature sur les inégalités liées à l'origine mais aussi une préoccupation centrale des politiques urbaines. Les enquêtes Génération sont parmi les rares données qui permettent de dissocier ces deux dimensions. Cette étude a tiré profit de l'information fine sur la localisation géographique dans ces enquêtes pour comparer l'amplitude respective de ces effets.

Les résultats obtenus soulignent l'ampleur des écarts entre les descendants d'immigrés africains par rapport à leurs homologues descendants de natifs. Ces écarts demeurent même en présence de nombreux contrôles individuels et familiaux. La prise en compte des effets géographiques semble avoir un effet modeste et ne change guère la conclusion quant au rôle décisif de l'origine ethnique dans l'explication de ces écarts. Cette étude rejoint en cela les conclusions de celle menée sur l'enquête Emploi par Rathelot (2014).

Si nos résultats fournissent un premier cadrage empirique sur l'ampleur des effets géographiques, ils peinent à identifier des mécanismes précis. Il faut ici souligner qu'il s'agit d'une faille commune à de nombreuses études sur les effets de contexte et leur articulation avec les inégalités sociales. En effet, si la littérature existante ne laisse aucun doute sur l'existence d'une corrélation entre la ségrégation spatiale et la concentration des inégalités sociales, de nombreuses difficultés méthodologiques entravent la séparation des causes et des conséquences du facteur spatial. Plus précisément, la ségrégation émanant elle-même de mécanismes inégalitaires, l'allocation des individus dans l'espace est le produit de processus de sélection qui s'imbriquent avec les inégalités liées au milieu social et polluent les « effets propres ». Aux Etats-Unis le projet *Moving to Opportunity* (MTO) a été conçu pour mesurer les effets de contexte de manière plus robuste mais les résultats obtenus (Ludwig et al., 2008, 2012)¹³, tout comme ceux de notre étude, appellent de futures recherches sur les effets causaux de la localisation géographique avec des dispositifs empiriques plus adéquats (expériences naturelles liées à la mise en place d'une politique locale par exemple, données de panel tenant compte de la mobilité, etc.).

Concernant l'interprétation de la persistance et la stabilité de l'effet de l'origine ethnique, de nombreuses pistes interprétatives sont suggérées par la littérature. En ce qui concerne les résultats scolaires, si certains auteurs insistent sur des mécanismes culturels qui se traduisent par une reproduction de la pauvreté (rapport des familles immigrées à l'école, désinvestissement scolaire, culture oppositionnelle, etc.), les résultats des travaux empiriques les contestent (Brinbaum et

¹³ Les deux études par l'équipe MTO concluent à des résultats paradoxaux. Alors que le programme semble avoir eu des effets importants sur l'environnement des individus traités (une augmentation du niveau de vie des quartiers de résidence), aucun effet n'est détecté sur les performances économiques (emploi, salaire). En revanche, le programme aurait des effets positifs et importants sur la santé physique et mentale et le bien-être subjectif des individus traités.

Kieffer, 2005 ; Brinbaum et al., 2012). Les preuves semblent plus avérées en ce qui concerne le rôle des stéréotypes conscients et inconscients des enseignants ou l'effet de facteurs pédagogiques et organisationnels tels que la segmentation des parcours et des filières (en France ce sont les choix d'options, de langue, d'activités artistiques et sportives ainsi que les choix d'orientation après le brevet qui ont été le plus étudiés) (Brinbaum et Primon, 2014 ; Merle, 2012 ; Payet, 1995 ; Palheta, 2012 ; Steichen, 2013 ; van Zanten, 2001).

En ce qui concerne les inégalités ethniques face à l'emploi, la discrimination à l'embauche est un mécanisme explicatif direct et documenté dans de nombreuses études en France. Par ailleurs, les difficultés d'insertion de ces populations peuvent aussi être liées à la faiblesse de leurs réseaux sociaux. La littérature sur le sujet montre à quel point les contacts informels (famille, amis, connaissances, etc.) jouent un rôle décisif dans le processus de recherche d'emploi, notamment pour les plus jeunes (Holzer, 1988). Les réseaux sociaux des jeunes issus de l'immigration sont moins aptes à véhiculer des opportunités professionnelles notamment parce que leur familles, leurs amis, ou encore leurs voisins, sont souvent eux-mêmes au chômage ou encore travaillent dans les secteurs, les entreprises, etc. où ces opportunités sont plus rares (Holzer, 1987; Holzer, 2001). Le fait que les écarts dans les taux d'accès à l'emploi soient bien plus marqués que les différences de salaires ou de qualité de l'emploi (un fait documenté dans de nombreuses analyses empiriques en France), suggère que le capital social est un mécanisme central dans l'explication des inégalités ethniques sur le marché du travail. Des recherches spécifiques permettant de tester cette hypothèse seraient précieuses.

En conclusion, un large consensus se dessine aujourd'hui dans la littérature en sciences sociales en France, autour de la centralité des mécanismes discriminatoires comme facteurs d'inégalités ethniques, qu'elles soient scolaires, professionnelles et plus largement socioéconomiques. Ces

mécanismes doivent être compris non seulement en termes interactionnels (par exemple dans le cadre de candidature à un poste vacant) mais aussi systémiques (produit et reproduit par des mécanismes institutionnels qui affectent l'ensemble des parcours). Ainsi, en plus de ses effets directs de barrières d'accès, l'expérience de la discrimination fonctionne comme une plateforme de reproduction des inégalités. Ce sont les travaux en sociologie et en psychologie sociale qui ont récemment le plus creusé cette question de reproduction des inégalités et leur pérennisation¹⁴.

Si nos résultats ne constituent pas une preuve directe des mécanismes de discrimination, leur contribution réside dans le fait que, en montrant que la prise en compte de l'effet géographique ne modifie que modérément l'impact de l'origine ethnique, ils relativisent les théories qui voient dans la ségrégation des populations immigrées la cause de leur situation socioéconomique défavorisée. Ces résultats présentent ainsi des conséquences importantes sur la conception des politiques urbaines : ils attirent l'attention sur les limites des mesures strictement territoriales. L'existence de mécanismes discriminatoires qui défavorisent les minorités ethniques à l'école et sur le marché du travail doit être prise en compte lors de la conception de politiques publiques de lutte contre le chômage et l'échec scolaire dans les quartiers.

¹⁴ Voir par exemple deux synthèses récentes des deux approches respectives (Lamont et al., 2014 ; Ridgway, 2014).

REFERENCES (chapitre 2)

- AEBERHARDT R., FOUGÈRE D., POUGET J., RATHELOT R., 2010, « Wages and Employment of Second-Generation Immigrants in France », *Journal of Population Economics*, vol. 23, n°3, p. 881-905.
- AEBERHARDT R., RATHELOT R., 2013, « Les différences liées à l'origine nationale sur le marché du travail français », *Revue Française d'Economie*, vol. 28, n°1, p. 43-71.
- AINSWORTH J. W., 2002, « Why Does It Take a Village? The Mediation of Neighborhood Effects on Educational Achievement », *Social Forces*, vol. 81, n°1, p. 117-152.
- ARUM R., 2000, « Schools and Communities: Ecological and Institutional Dimensions », *Annual Review of Sociology*, vol. 26, p. 395-418.
- BRIMBAUM, Y., AND A KIEFFER. 2005. " D'une génération à l'autre, les aspirations éducatives des familles immigrées : ambition et persévérance " *Education et formations* 72:53-75.
- BRINBAUM, Y., L. MOGUÉROU, AND J.L PRIMON. 2012. "Les enfants d'immigrés ont des parcours scolaires différenciés selon leur origine migratoire." *France Portrait Social*:43-59.
- BRINBAUM, Y., AND J.L PRIMON.. 2014. "Parcours scolaires et sentiment d'injustice et de discrimination chez les descendants d'immigrés." *Economie et Statistique*, n°464-465-466:215-43.
- BROOKS-GUNN J., DUNCAN G. J., KLEBANOV P. K., SEALAND N., 1993, « Do Neighborhoods Influence Child and Adolescent Development? », *American Journal of Sociology*, vol. 99, n°2, p. 353-395.
- CEDIEY C., FORONI F., GARNER H., 2008, « Discriminations à l'embauche fondées sur l'origine à l'encontre de jeunes français(es) peu qualifié(s). Une enquête nationale par tests de discrimination ou testing », *Premières Informations Premières Synthèses*, n°06.3, Dares.
- CRAIN R. L., MAHARD R. E., 1983, « The Effect of Research Methodology on Desegregation-Achievement Studies: A Meta-Analysis », *American Journal of Sociology*, vol. 88, n°5, p. 839-854.
- CRANE J., 1991, « The Epidemic Theory of Ghettos and Neighborhood Effects on Dropping Out and Teenage Childbearing », *The American Journal of Sociology*, vol. 96, n°5, p. 1226-1259.
- CUTLER D. M., GLAESER E. L., 1997, « Are Ghettos Good or Bad? », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 112, n°3, p. 827-872.
- DUGUET E., L'HORTY Y., DU PARQUET L., PETIT P., SARI F., 2010, « Les effets du lieu de résidence sur l'accès à l'emploi: une expérience contrôlée sur des jeunes qualifiés en Ile-de-France », *Document de travail*, n°128, CEE.
- DUGUET E., L'HORTY Y., SARI F., 2009, « Sortir du chômage en Île-de-France. Disparités territoriales, spatial mismatch et ségrégation résidentielle », *Revue économique*, vol. 60, n°4, p. 979-1010.
- DUGUET E., L'HORTY Y., SARI F., 2010, « Are Young French Jobseekers of Ethnic Immigrant Origin Discriminated against? A Controlled Experiment in the Paris Area », *Annales d'Economie et de Statistique*, vol. 99/100, p. 187-215.
- FELOUZIS G. et PERROTON J., 2009, « Grandir entre pairs à l'école », *Ségrégation ethnique et reproduction sociale dans le système éducatif français*, vol. 180, n°5, p. 92-100.
- FELOUZIS, G., LIOT F., PERROTON J., 2005. *L'apartheid scolaire. Enquête sur la ségrégation ethnique dans les collèges*. Paris: Seuil.
- FERNANDEZ R. M., SU C., 2004, « Space in the Study of Labor Markets », *Annual Review of Sociology*, vol. 30, p. 545-569.
- GOBILLON L., 2001, « Emploi, logement et mobilité résidentielle », *Economie et Statistique*, vol. 9/10, n°349-350, p. 77-98.
- GOBILLON L., MAGNAC T., SELOD H., 2011, « The Effect of Location on Finding a Job in the Paris Region », *Journal of Applied Econometrics*, vol. 26, n°7, p. 1079-1112.
- GOBILLON L., RUPERT P. AND WASMER E. 2014, "Ethnic Unemployment Rates and Frictional Markets", *Journal of Urban Economics*, 79, pp. 108-120
- GOBILLON L., SELOD H., ZENOU Y., 2007, « The Mechanisms of Spatial Mismatch », *Urban Studies*, vol. 44, n°12, p. 2401-2428.

- GOUX, D., MAURIN E., 2007. « Close Neighbours Matter: Neighbourhood Effects on Early Performance at School » *The Economic Journal*, vol. 117, n°523, p. 1193-215.
- HAMEL, C., PRIMON J.-L., SANTELLI E., MOGUEROU L., 2013. « Taille de la fratrie et statut social des enfants d'immigrés issus de familles nombreuses. » *Politiques sociales et familiales*:17-30.
- HOLZER H. J., 1987, « Informal Job Search and Black Youth Unemployment », *The American Economic Review*, vol. 77, n°3, p. 446-452.
- . 1988, « Search Method Use by Unemployed Youth », *Journal of Labor Economics*, vol. 6, n°1, p. 1-20.
- . 1991, « The Spatial Mismatch Hypothesis: What Has the Evidence Shown? », *Urban Studies*, vol. 28, n°1, p. 105-122.
- . 2001. « Racial Differences in Labor Market Outcomes among Men » in SMELSER N. J., WILSON W. J., et MITCHELL F. (dir.), *America Becoming: Racial Trends and Their Consequences*, vol. 2, Washington, D.C., National Academy Press, p. 98-123
- HOLZER H. J., IHLANFELDT K. R., SJOQUIST D. L., 1994, « Work, Search, and Travel among White and Black Youth », *Journal of Urban Economics*, vol. 35, n°3, p. 320-345.
- ICHOU M. et VAN ZANTEN A., 2013, « France » in STEVENS P. et GARY D. (dir.), *The Palgrave Handbook of Race and Ethnic Inequalities in Education*, Palgrave Macmillan.
- KAIN J. F., 2004, « A Pioneer's Perspective on the Spatial Mismatch Literature », *Urban Studies*, vol. 41, n°1, p. 7-32.
- LUDWIG J., LIEBMAN J. B., KLING J. R., DUNCAN G. J., KATZ L. F., KESSLER R. C. ET SANBONMATSU L., 2008, « What Can we Learn about Neighborhood Effects from the Moving to Opportunity Experiment? », *American Journal of Sociology*, vol. 114, n°1, p. 144-188.
- LUDWIG J., DUNCAN G. J., GENNETIAN L. A., KATZ L. F., KESSLER R. C., KLING J. R., ET SANBONMATSU L., 2012, « Neighborhood Effects in the Long-Term Well-Being of Low-Income Adults », *Science*, vol. 337, n°21, p. 1505-10.
- LAMONT M., BELJEAN S. et CLAIR M., 2014, « What is Missing? Cultural Processes and Causal Pathways to Inequality », *Socio-Economic Review*, vol. 12, n°3, p. 573-608.
- LANCASTER T., 2000, « The Incidental Parameter Problem Since 1948 », *Journal of Econometrics*, vol. 95, n°2, p. 391-413.
- MERLE P., 2012., *La ségrégation scolaire*. Paris: La Découverte.
- MEURS D., PAILHE A., SIMON P., 2005, « Persistance des inégalités entre générations liées à l'immigration: l'accès à l'emploi des immigrés et de leurs descendants en France », *Population*, vol. 61, n°5-6, p. 763-802.
- OMI, M., WINANT H., 1994, *Racial Formation in the United States: From the 1960s to the 1990s*. New York: Routledge. 2nd Edition.
- PALHETA U. 2012, *La domination scolaire*. Paris, PUF.
- PAYET J.-P., 1995, *Collège de banlieue. Ethnographie d'un monde scolaire*. Paris, Méridiens Klincksieck.
- PETIT P., DUGUET E., L'HORTY Y., 2014, « Discrimination résidentielle et origine ethnique : Une étude expérimentale sur les serveurs en Île-de-France », *Economie et Prévision, à paraître*.
- RATHELOT R., 2012, « Measuring Segregation when Units are Small », *Journal of Business and Economic Statistics*, vol 30, n°4, pp. 546-553.
- . 2014, « Ethnic Differentials on the Labor Market in the Presence of Asymmetric Spatial Sorting: Set Identification and Estimation », *Regional Science and Urban Economics*, vol. 48, n°1, pp.154-167.
- ROSCIGNO V. J., 1998, « Race and the reproduction of educational disadvantage », *Social Forces*, vol. 76, n°3, p. 1033-1061.
- SAFI M., 2013. *Les inégalités ethno-raciales*. Paris, La Découverte.
- SAMPSON R. J., MORENOFF J. D., GANNON-ROWLEY T., 2002, « Assessing "Neighborhood Effects": Social Processes and New Directions in Research », *Annual Review of Sociology*, vol. 28, p. 443-478.

- SIMON P., 1998, «Nationalité et origine dans la statistique française », *Population*, vol. 53, n°3, p. 541-547.
- . 2008, «Les statistiques, les sciences sociales françaises et les rapports sociaux ethniques et de ‘race’ », *Revue Française de Sociologie*, vol. 49, n°1, pp.153-162.
- VALLET L.-A., 2005, « La mesure des effets de quartier/voisinage : un objet important et difficile à la croisée des sciences sociales », *La revue économique*, vol. 56, n°2, p. 363-369.
- VAN ZANTEN A., 2001, *L'école de la périphérie. Scolarité et ségrégation en banlieue*, Paris, PUF.
- ., 2009, *Choisir son école*. Paris, PUF.
- WILSON W., 1996. *When Works Disappears*. New York, Knopf.
- WIMMER A., 2008, « The Making and Unmaking of Ethnic Boundaries: A Multilevel Process Theory.» *The American Journal of Sociology*, vol. 113, n°4, p. 970-1022.

Tableau A1. Caractéristiques des groupes, par sexe et par origine nationale – échantillon complet (G2004)

	Femmes		Hommes	
	population majoritaire	population minoritaire	population majoritaire	population minoritaire
Effectifs	12565	1031	13185	1158
Sortie sans diplôme	6,5	18,8	13,7	33,2
En emploi 3 ans après la sortie	78,1	60,6	80,6	62,7
En Zus ou Cucs à la fin des études	5,6	36,0	5,9	38,0
Diplôme				
Non diplômé	6,5	18,8	13,7	33,2
CAP-BEP-MC Tertiaire	11,6	14,1	3,3	6,6
CAP-BEP-MC Industriel	1,9	2,1	20,0	18,4
Bac pro/techno Tertiaire	16,5	23,1	5,8	9,3
Bac pro/techno Industriel	1,6	0,8	14,4	8,1
Bac général	6,1	5,8	3,7	3,4
Bac+2 Santé-social	17,2	6,8	2,2	1,2
Bac+2 Tertiaire	10,0	9,5	4,8	3,6
Bac+2 Industriel	1,8	0,9	7,9	3,4
Licence pro	1,5	0,9	2,5	1,7
L3 LSH, Gestion, Droit	5,8	4,8	1,5	1,3
L3 Sciences	1,2	0,5	1,2	1,1
M1	5,9	4,8	3,6	2,6
M2 LSH, Gestion, Droit	4,9	3,1	2,6	1,6
Ecoles de commerce Bac+5	0,8	1,1	0,8	0,2
M2 Sciences	1,7	0,7	2,8	1,2
Ecoles d'Ingénieur	1,5	1,1	4,2	1,6
Doctorat	3,5	1,4	4,9	1,3
Situation du père				
En emploi	84,5	51,3	84,9	60,5
Chômage	2,0	7,7	2,0	6,6
Retraité	6,6	24,2	6,4	18,8
Inactif (a déjà travaillé)	0,7	2,7	0,7	2,2
Inactif (n'a jamais travaillé')	0,1	0,6	0,1	0,4
En formation	0,1	0,1	0,1	0,4
Décédé	3,3	6,0	3,3	5,4
Inconnu	2,7	7,4	2,4	5,6
Situation de la mère				
En emploi	73,8	37,7	72,3	38,9
Chômage	2,4	2,0	2,2	2,9
Retraité	3,5	2,2	3,5	1,6
Inactif (a déjà travaillé)	12,9	14,6	14,5	16,5
Inactif (n'a jamais travaillé')	4,1	38,6	4,5	36,4
En formation	0,2	0,3	0,2	0,0
Décédé	1,4	2,0	1,1	0,8
Inconnu	1,6	2,4	1,7	2,8
CS du père				
Employé	23,2	18,0	21,7	18,0
Agriculteur	4,8	0,4	3,5	0,8
Artisan, Commerçant	9,7	7,0	10,1	8,4
Cadre	21,6	4,7	21,9	7,2
Profession intermédiaire	9,8	3,9	10,5	4,0
Ouvrier	24,3	52,0	25,6	49,7
Inconnu	1,7	2,9	1,8	2,8
Aucun	5,0	11,2	4,9	9,2
CS de la mère				
Employé	54,8	36,8	47,9	32,8
Agriculteur	3,0	0,0	2,0	0,3
Artisan, Commerçant	3,5	1,2	3,8	1,9
Cadre	12,6	4,8	13,3	4,2
Profession intermédiaire	4,8	2,2	5,3	1,7
Ouvrier	13,0	10,7	18,2	17,1
Inconnu	1,9	1,8	2,8	2,9
Aucun	6,3	42,5	6,5	39,0
Situation professionnelle				
Salarié	78,1	60,6	80,6	62,7
A son compte	2,6	1,3	3,1	3,0
En formation	6,7	10,0	4,3	6,1
Sans emploi	9,4	21,0	9,8	24,1
Inactif	3,0	6,8	1,7	3,4
Autre	0,2	0,4	0,6	0,7
Type de contrat				
CDI	51,0	32,4	53,9	32,6
CDD	16,5	14,0	10,9	8,9
Intérim	3,4	6,7	8,6	15,3
Contrat aidé	5,7	6,7	6,3	5,1
Autre / Sans emploi	23,4	40,3	20,3	38,2
Quotité de travail				
<50%	2,2	2,5	0,8	1,0
0,5	4,1	4,4	1,6	2,7
0,6	3,8	4,0	1,2	1,6
0,8	3,9	2,1	1,0	1,7
Temps complet	64,1	47,6	76,1	55,6
Salaire (si en emploi)				
Q1	1068	984	1166	1100
Médiane	1330	1250	1400	1320
Q3	1622	1645	1800	1658

Source: enquêtes Génération 2004

Champ: Jeunes Français âgés de 15 à 30 ans ayant fini leurs études en 2004, tous les Iris

Tableau A2. Probabilité de sortie du système scolaire sans diplôme - régression logistique (G1998)				
	(1)	(2)	(3)	(4)
Constante	-1.71*** (0.02)	-1.62*** (0.04)	-0.45*** (0.05)	
minorité	1.42*** (0.06)	1.06*** (0.07)	0.76*** (0.09)	0.76 (2.14)
femme	-0.63*** (0.04)	-0.59*** (0.07)	-0.55*** (0.08)	-0.56 (0.57)
minoritéxfemme	-0.06 (0.09)	-0.15 (0.10)	-0.17 (0.13)	-0.18 (0.84)
CS du père				
Employé		-0.32** (0.15)	-0.17 (0.19)	-0.34 (0.71)
Agriculteur		-0.10 (0.08)	0.05 (0.10)	0.00 (1.00)
Artisan, Commerçant		-1.01*** (0.09)	-0.87*** (0.10)	-0.93** (0.40)
Cadre		-0.55*** (0.09)	-0.50*** (0.11)	-0.52 (0.60)
Profession intermédiaire				
Ouvrier		0.24*** (0.06)	0.22*** (0.07)	0.30 (1.35)
Inconnu		0.14 (0.13)	0.26 (0.17)	0.40 (1.49)
Aucun		0.28 (0.19)	0.44* (0.24)	0.53 (1.70)
CS de la mère				
Employé		-0.16 (0.19)	-0.16 (0.23)	-0.18 (0.84)
Agriculteur		0.05 (0.11)	0.08 (0.14)	0.10 (1.10)
Artisan, Commerçant		-0.87*** (0.12)	-0.78*** (0.13)	-0.85** (0.43)
Cadre		-0.13 (0.11)	-0.23* (0.13)	-0.18 (0.84)
Profession intermédiaire				
Ouvrier		0.34*** (0.07)	0.26*** (0.08)	0.22 (1.24)
Inconnu		0.55*** (0.10)	0.42*** (0.13)	0.36 (1.43)
Aucun		0.08 (0.27)	0.24 (0.34)	0.05 (1.06)
Situation du père				
En emploi				
Chômage		0.35*** (0.11)	0.40*** (0.15)	0.43 (1.54)
Retraité/Inactif/Formation		-0.51*** (0.09)	-0.45*** (0.11)	-0.50 (0.61)
Décédé		-0.36* (0.21)	-0.47* (0.27)	-0.53 (0.59)
Inconnu		0.39*** (0.15)	0.18 (0.19)	0.13 (1.14)
Situation de la mère				
En emploi				
Chômage		0.29** (0.12)	0.40*** (0.15)	0.40 (1.49)
Retraité		-0.56*** (0.18)	-0.48** (0.21)	-0.44 (0.64)
Inactif (a déjà travaillé)/Formation		0.05 (0.06)	-0.03 (0.07)	0.00 (1.00)
Inactif (n'a jamais travaillé)		0.38 (0.28)	0.12 (0.35)	0.24 (1.27)
Décédé		-0.37 (0.34)	-0.49 (0.43)	-0.39 (0.68)
Inconnu		-0.03 (0.22)	-0.13 (0.28)	0.00 (1.00)
femmexCS du père				
Employé		-0.63** (0.27)	-0.66** (0.31)	-0.57 (0.57)
Agriculteur		-0.22* (0.13)	-0.29* (0.15)	-0.34 (0.71)
Artisan, Commerçant		-0.60*** (0.16)	-0.50*** (0.18)	-0.46 (0.63)
Cadre		-0.36** (0.16)	-0.34* (0.18)	-0.28 (0.76)
Profession intermédiaire				
Ouvrier		-0.08 (0.09)	-0.12 (0.11)	-0.13 (0.88)
Inconnu		0.14 (0.19)	0.01 (0.24)	-0.21 (0.81)
Aucun		-0.16 (0.29)	-0.31 (0.35)	-0.41 (0.66)
femmexCS de la mère				
Employé		0.30 (0.31)	0.41 (0.37)	0.22 (1.25)
Agriculteur		-0.71*** (0.22)	-0.64** (0.25)	-0.65 (0.52)
Artisan, Commerçant		0.02 (0.20)	0.03 (0.23)	0.14 (1.15)
Cadre		-0.25 (0.20)	-0.15 (0.23)	-0.26 (0.77)
Profession intermédiaire				
Ouvrier		0.00 (0.11)	0.00 (0.13)	0.06 (1.06)
Inconnu		-0.10 (0.16)	-0.11 (0.21)	0.05 (1.05)
Aucun		0.17 (0.43)	0.18 (0.54)	0.33 (1.38)
femmexsituation du père				
En emploi				
Chômage		-0.11 (0.17)	-0.31 (0.22)	-0.30 (0.74)
Retraité/Inactif/Formation		-0.05 (0.13)	-0.07 (0.16)	0.04 (1.04)
Décédé		0.24 (0.32)	0.28 (0.39)	0.45 (1.57)
Inconnu		-0.17 (0.23)	-0.11 (0.28)	0.01 (1.01)
femmexsituation de la mère				
En emploi				
Chômage		0.05 (0.19)	-0.05 (0.23)	-0.14 (0.87)
Retraité		-0.08 (0.30)	0.11 (0.35)	-0.00 (1.00)
Inactif (a déjà travaillé)/Formation		0.39*** (0.09)	0.43*** (0.11)	0.41 (1.50)
Inactif (n'a jamais travaillé)		-0.04 (0.44)	0.02 (0.55)	-0.04 (0.96)
Décédé		0.51 (0.52)	0.47 (0.64)	0.44 (1.55)
Inconnu	212	0.26 (0.36)	0.17 (0.45)	0.14 (1.15)
nombre d'observations	34404	34404	12579	12579
Pseudo-R2	0,088	0,165	0,140	0,512

Tableau A3. Probabilité d'être en emploi 3 ans après la fin des études - régression logistique (G1998)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Constante	1.73*** (0.02)	1.81*** (0.05)	0.97*** (0.07)	-0.00 (0.09)	
minorité	-0.78*** (0.06)	-0.66*** (0.07)	-0.42*** (0.07)	-0.24*** (0.09)	-0.26 (0.77)
femme	-0.32*** (0.03)	-0.35*** (0.06)	-0.92*** (0.11)	-1.06*** (0.14)	-1.10*** (0.33)
minoritéfemme	0.01 (0.09)	0.15 (0.10)	0.22** (0.10)	0.07 (0.13)	-0.06 (0.94)
CS du père					
Employé		-0.34*** (0.13)	-0.46*** (0.13)	-0.75*** (0.17)	-0.71 (0.49)
Agriculteur		-0.14* (0.08)	-0.17** (0.08)	-0.26*** (0.09)	-0.23 (0.79)
Artisan, Commerçant		0.09 (0.07)	-0.06 (0.07)	-0.09 (0.08)	-0.05 (0.95)
Cadre		0.25*** (0.09)	0.17* (0.09)	0.18* (0.10)	0.16 (1.17)
Profession intermédiaire					
Ouvrier		0.08 (0.06)	0.12* (0.06)	0.20*** (0.07)	0.11 (1.12)
Inconnu		-0.28** (0.13)	-0.26** (0.13)	-0.28* (0.15)	-0.30 (0.74)
Aucun		-0.62*** (0.20)	-0.59*** (0.20)	-0.60** (0.24)	-0.70 (0.50)
CS de la mère					
Employé		-0.29* (0.15)	-0.34** (0.16)	-0.22 (0.19)	-0.20 (0.82)
Agriculteur		-0.04 (0.11)	-0.05 (0.11)	0.04 (0.13)	0.03 (1.03)
Artisan, Commerçant		-0.13* (0.08)	-0.24*** (0.08)	-0.24*** (0.09)	-0.14 (0.87)
Cadre		0.25** (0.11)	0.22** (0.11)	0.23* (0.13)	0.24 (1.28)
Profession intermédiaire					
Ouvrier		0.10 (0.08)	0.14* (0.08)	0.11 (0.09)	0.07 (1.07)
Inconnu		-0.25** (0.11)	-0.18 (0.11)	-0.17 (0.13)	-0.20 (0.82)
Aucun		-0.04 (0.28)	-0.09 (0.28)	0.07 (0.33)	0.19 (1.20)
Situation du père					
En emploi					
Chômage		-0.39*** (0.11)	-0.34*** (0.12)	-0.37*** (0.14)	-0.37 (0.69)
Retraité/Inactif/Formation		-0.05 (0.08)	-0.12 (0.08)	-0.11 (0.09)	-0.04 (0.96)
Décédé		0.27 (0.22)	0.25 (0.22)	0.26 (0.26)	0.33 (1.39)
Inconnu		-0.04 (0.16)	0.03 (0.17)	0.06 (0.20)	0.07 (1.07)
Situation de la mère					
En emploi					
Chômage		-0.21 (0.13)	-0.15 (0.13)	0.08 (0.15)	0.18 (1.20)
Retraité		0.05 (0.13)	-0.01 (0.13)	0.10 (0.15)	0.16 (1.18)
Inactif (a déjà travaillé)/Formation		-0.00 (0.06)	-0.02 (0.06)	0.08 (0.07)	0.09 (1.10)
Inactif (n'a jamais travaillé)		-0.16 (0.29)	-0.07 (0.29)	-0.20 (0.34)	-0.35 (0.70)
Décédé		-0.41 (0.32)	-0.40 (0.33)	-0.48 (0.39)	-0.55 (0.58)
Inconnu		-0.05 (0.23)	-0.02 (0.23)	0.01 (0.27)	-0.04 (0.96)
Diplôme					
Non qualifiés					
lycée ou CAP/BEP non diplômés			0.51*** (0.08)	0.51*** (0.10)	0.48 (1.61)
CAP ou BEP tertiaire			0.69*** (0.12)	0.77*** (0.14)	0.71 (2.03)
CAP ou BEP industriel			1.04*** (0.08)	0.95*** (0.10)	0.96 (2.61)
Bac non diplômés			0.71*** (0.12)	0.78*** (0.14)	0.81 (2.24)
Bac tertiaire			0.80*** (0.14)	0.88*** (0.16)	0.91 (2.47)
Bac industriel			1.28*** (0.10)	1.27*** (0.12)	1.28 (3.59)
Bac+1, Bac+2 non diplomes			0.62*** (0.08)	0.73*** (0.10)	0.74 (2.10)
Bac+1, Bac+2 santé/social			0.59*** (0.15)	0.64*** (0.19)	0.68 (1.98)
DEUG, DEUST...			0.81*** (0.15)	0.90*** (0.18)	0.93 (2.54)
BTS, DUT tertiaire			1.23*** (0.12)	1.19*** (0.14)	1.22 (3.38)
BTS, DUT industriel			1.36*** (0.11)	1.47*** (0.13)	1.50 (4.49)
2 nd cycle LSH gestion			0.88*** (0.10)	0.90*** (0.12)	0.94 (2.56)
2d cycle maths, sc tech			1.29*** (0.17)	1.32*** (0.19)	1.31 (3.71)
3eme cycle LSH gestion			1.04*** (0.14)	1.08*** (0.17)	1.14 (3.14)
écoles de commerce			1.58*** (0.26)	1.47*** (0.30)	1.48 (4.40)
3eme cycle maths, sc tech			1.63*** (0.15)	1.52*** (0.17)	1.59 (4.91)
écoles d'ingénieur			2.12*** (0.21)	1.89*** (0.23)	2.12 (8.33)
femmexCS du père					
Employé		0.72*** (0.19)	0.64*** (0.19)	1.04*** (0.24)	0.94 (2.57)
Agriculteur		0.17 (0.11)	0.06 (0.11)	0.22* (0.13)	0.20 (1.23)
Artisan, Commerçant		0.12 (0.09)	-0.10 (0.10)	-0.08 (0.12)	-0.05 (0.95)
Cadre		-0.02 (0.12)	-0.17 (0.12)	-0.20 (0.14)	-0.19 (0.83)
Profession intermédiaire					
Ouvrier		-0.17** (0.08)	-0.14 (0.09)	-0.13 (0.10)	-0.04 (0.96)
Inconnu		0.10 (0.18)	0.14 (0.18)	0.22 (0.22)	0.17 (1.19)
Aucun		0.31 (0.27)	0.39 (0.27)	0.42 (0.33)	0.76 (2.14)
femmexCS de la mère					
Employé		0.06 (0.22)	0.15 (0.23)	-0.08 (0.28)	0.03 (1.04)
Agriculteur		0.05 (0.15)	-0.04 (0.15)	-0.15 (0.18)	-0.05 (0.95)
Artisan, Commerçant		0.23** (0.11)	0.14 (0.11)	0.20 (0.13)	0.19 (1.21)
Cadre		-0.14 (0.15)	-0.21 (0.15)	-0.18 (0.18)	-0.20 (0.82)
Profession intermédiaire					
Ouvrier		0.00 (0.11)	0.10 (0.11)	0.12 (0.13)	0.11 (1.12)
Inconnu		-0.01 (0.15)	0.04 (0.16)	0.04 (0.19)	0.00 (1.00)
Aucun		0.35 (0.38)	0.45 (0.39)	0.18 (0.47)	0.09 (1.10)
femmexsituation du père					
En emploi					
Chômage		0.03 (0.15)	0.07 (0.16)	0.09 (0.20)	0.06 (1.06)
Retraité/Inactif/Formation		0.20* (0.10)	0.08 (0.11)	0.02 (0.13)	-0.06 (0.94)
Décédé		-0.20 (0.29)	-0.36 (0.30)	-0.32 (0.36)	-0.68 (0.51)
Inconnu		-0.12 (0.22)	-0.18 (0.23)	-0.17 (0.27)	-0.40 (0.67)
femmexsituation de la mère					
En emploi					
Chômage		-0.11 (0.17)	-0.08 (0.17)	-0.23 (0.21)	-0.30 (0.74)
Retraité		0.17 (0.18)	0.15 (0.18)	0.06 (0.21)	-0.10 (0.91)
Inactif (a déjà travaillé)/Formation		-0.21*** (0.08)	-0.12 (0.08)	-0.12 (0.10)	-0.12 (0.89)
Inactif (n'a jamais travaillé)		-0.55 (0.39)	-0.57 (0.40)	-0.27 (0.48)	-0.13 (0.88)
Décédé		-0.04 (0.44)	-0.00 (0.46)	0.20 (0.55)	0.38 (1.47)
Inconnu		-0.42 (0.31)	-0.40 (0.32)	-0.32 (0.38)	-0.18 (0.83)
femmexdiplôme					
Non qualifiés					
lycée ou CAP/BEP non diplômés			0.02 (0.13)	0.19 (0.17)	0.23 (1.25)
CAP ou BEP tertiaire			0.27* (0.14)	0.29 (0.19)	0.32 (1.38)
CAP ou BEP industriel			-0.17 (0.17)	-0.08 (0.22)	-0.18 (0.84)
Bac non diplômés			0.31* (0.18)	0.22 (0.23)	0.30 (1.35)
Bac tertiaire			0.91*** (0.16)	1.00*** (0.20)	0.98 (2.66)
Bac industriel			-0.25 (0.23)	0.01 (0.28)	-0.06 (0.94)
Bac+1, Bac+2 non diplomes			0.45*** (0.12)	0.59*** (0.16)	0.66 (1.94)
Bac+1, Bac+2 santé/social			2.11*** (0.20)	2.18*** (0.24)	2.19 (8.96)
DEUG, DEUST...			0.69*** (0.20)	0.71*** (0.25)	0.76 (2.14)
BTS, DUT tertiaire			1.22*** (0.16)	1.41*** (0.20)	1.35 (3.87)
BTS, DUT industriel			0.46** (0.21)	0.49* (0.25)	0.50 (1.64)
2 nd cycle LSH gestion			1.01*** (0.14)	1.15*** (0.17)	1.19 (3.29)
2d cycle maths, sc tech			0.42* (0.24)	0.68** (0.28)	0.77 (2.17)
3eme cycle LSH gestion			1.06*** (0.19)	1.08*** (0.23)	1.06 (2.88)
écoles de commerce			1.37*** (0.40)	1.24*** (0.46)	1.51 (4.51)
3eme cycle maths, sc tech			0.45** (0.22)	0.67** (0.26)	0.71 (2.04)
écoles d'ingénieur			0.94** (0.43)	1.08** (0.46)	1.09 (2.99)
nombre d'observations	34404	34404	34404	16080	16080
Pseudo-R2	0,021	0,039	0,124	0,132	0,517

Tableau A4. Probabilité de sortie du système scolaire sans diplôme - régression logistique (G2004)				
	(1)	(2)	(3)	(4)
Constante	-1.87*** (0.03)	-1.72*** (0.07)	-0.14 (0.10)	
minorité	1.17*** (0.09)	0.83*** (0.11)	0.50*** (0.16)	0.53 (1.70)
femme	-0.81*** (0.06)	-0.66*** (0.12)	-0.55*** (0.15)	-0.62 (0.54)
minoritéx femme	0.13 (0.15)	0.09 (0.18)	0.08 (0.24)	0.01 (1.01)
CS du père				
Employé		-0.47 (0.29)	-0.09 (0.43)	-0.09 (0.91)
Agriculteur		-0.20 (0.13)	-0.09 (0.18)	-0.23 (0.79)
Artisan, Commerçant		-0.91*** (0.12)	-0.67*** (0.16)	-0.73 (0.48)
Cadre		-0.58*** (0.14)	-0.57*** (0.18)	-0.67 (0.51)
Profession intermédiaire				
Ouvrier		0.15* (0.09)	0.18 (0.12)	0.17 (1.19)
Inconnu		0.61*** (0.21)	0.50* (0.29)	0.57 (1.77)
Aucun		-0.08 (0.34)	-0.28 (0.44)	-0.36 (0.70)
CS de la mère				
Employé		-0.71 (0.47)	-1.03* (0.58)	-1.50*** (0.22)
Agriculteur		-0.06 (0.19)	-0.15 (0.25)	-0.22 (0.80)
Artisan, Commerçant		-0.46*** (0.15)	-0.46** (0.18)	-0.47 (0.62)
Cadre		-0.16 (0.19)	-0.09 (0.24)	-0.13 (0.87)
Profession intermédiaire				
Ouvrier		0.18** (0.09)	0.13 (0.12)	0.22 (1.24)
Inconnu		0.67*** (0.17)	1.01*** (0.27)	0.93 (2.53)
Aucun		0.38 (0.41)	0.29 (0.55)	0.23 (1.26)
Situation du père				
En emploi				
Chômage		-0.15 (0.20)	-0.26 (0.27)	-0.35 (0.71)
Retraité/Inactif/Formation		-0.13 (0.13)	-0.17 (0.18)	-0.33 (0.72)
Décédé		-0.18 (0.37)	0.32 (0.49)	0.27 (1.31)
Inconnu		-0.11 (0.27)	-0.04 (0.36)	-0.01 (0.99)
Situation de la mère				
En emploi				
Chômage		0.09 (0.21)	-0.14 (0.28)	-0.33 (0.72)
Retraité		-1.13*** (0.33)	-1.07*** (0.40)	-1.33*** (0.27)
Inactif (a déjà travaillé)/Formation		0.21** (0.09)	0.14 (0.13)	0.19 (1.21)
Inactif (n'a jamais travaillé)		0.08 (0.42)	0.12 (0.57)	0.33 (1.38)
Décédé		-0.25 (0.50)	-0.04 (0.67)	0.08 (1.08)
Inconnu		0.37 (0.31)	0.10 (0.43)	0.10 (1.11)
femmexCS du père				
Employé		0.03 (0.47)	-0.37 (0.60)	-0.51 (0.60)
Agriculteur		-0.13 (0.23)	-0.22 (0.30)	-0.03 (0.97)
Artisan, Commerçant		-0.13 (0.23)	-0.36 (0.27)	-0.31 (0.74)
Cadre		-0.20 (0.25)	-0.23 (0.32)	-0.14 (0.87)
Profession intermédiaire				
Ouvrier		-0.15 (0.15)	-0.28 (0.19)	-0.13 (0.88)
Inconnu		0.39 (0.32)	0.42 (0.44)	0.31 (1.36)
Aucun		0.86 (0.55)	1.63** (0.77)	2.02 (7.50)
femmexCS de la mère				
Employé		0.12 (0.68)	0.47 (0.82)	0.92 (2.51)
Agriculteur		-0.34 (0.38)	-0.22 (0.47)	-0.16 (0.86)
Artisan, Commerçant		-0.31 (0.28)	0.07 (0.32)	-0.10 (0.91)
Cadre		-0.18 (0.34)	0.05 (0.41)	-0.01 (0.99)
Profession intermédiaire				
Ouvrier		0.11 (0.16)	0.06 (0.20)	-0.04 (0.96)
Inconnu		-0.26 (0.33)	-0.76* (0.45)	-0.98*** (0.37)
Aucun		-0.34 (0.79)	0.20 (0.96)	0.25 (1.29)
femmexsituation du père				
En emploi				
Chômage		0.10 (0.33)	-0.48 (0.44)	-0.32 (0.73)
Retraité/Inactif/Formation		-0.19 (0.21)	-0.31 (0.27)	-0.05 (0.96)
Décédé		-1.07* (0.63)	-2.05** (0.86)	-2.45*** (0.09)
Inconnu		-0.58 (0.47)	-1.44** (0.66)	-1.54*** (0.21)
femmexsituation de la mère				
En emploi				
Chômage		0.41 (0.32)	0.64 (0.42)	0.77 (2.15)
Retraité		0.29 (0.54)	0.43 (0.61)	0.68 (1.97)
Inactif (a déjà travaillé)/Formation		-0.22 (0.17)	-0.29 (0.21)	-0.39 (0.67)
Inactif (n'a jamais travaillé)		0.44 (0.81)	-0.25 (0.99)	-0.33 (0.72)
Décédé		0.36 (0.90)	-0.38 (1.12)	-0.51 (0.60)
Inconnu		214 -0.54 (0.58)	-0.36 (0.71)	-0.23 (0.79)
nombre d'observations	15351	15351	3953	3953
Pseudo-R2	0,084	0,154	0,133	0,509

Tableau A5. Probabilité d'être en emploi 3 ans après la fin des études - régression logistique (G2004)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Constante	1.46*** (0.03)	1.44*** (0.06)	0.77*** (0.09)	-0.09 (0.11)	
minorité	-0.97*** (0.09)	-0.82*** (0.10)	-0.67*** (0.10)	-0.47*** (0.13)	-0.62 (0.54)
femme	-0.20*** (0.04)	-0.11 (0.09)	-0.60*** (0.14)	-0.67*** (0.18)	-0.67 (0.51)
minoritéfemme	0.05 (0.13)	0.05 (0.14)	0.04 (0.15)	0.04 (0.20)	0.03 (1.04)
CS du père					
Employé		-0.31 (0.21)	-0.51** (0.21)	-0.58* (0.30)	-0.35 (0.70)
Agriculteur		0.02 (0.11)	-0.03 (0.11)	-0.02 (0.14)	0.12 (1.13)
Artisan, Commerçant		0.17* (0.09)	0.05 (0.10)	-0.03 (0.12)	0.01 (1.01)
Cadre		0.24** (0.11)	0.15 (0.12)	0.09 (0.14)	0.11 (1.11)
Profession intermédiaire					
Ouvrier		0.18** (0.08)	0.21** (0.09)	0.16 (0.11)	0.18 (1.19)
Inconnu		-0.30 (0.20)	-0.20 (0.21)	-0.13 (0.26)	-0.09 (0.91)
Aucun		-0.16 (0.30)	-0.20 (0.30)	-0.06 (0.39)	-0.09 (0.92)
CS de la mère					
Employé		0.14 (0.29)	0.01 (0.30)	-0.19 (0.39)	-0.47 (0.63)
Agriculteur		-0.06 (0.16)	-0.04 (0.16)	0.02 (0.20)	-0.02 (0.98)
Artisan, Commerçant		-0.06 (0.10)	-0.11 (0.10)	-0.08 (0.12)	-0.09 (0.92)
Cadre		0.04 (0.15)	-0.01 (0.15)	-0.03 (0.19)	0.03 (1.03)
Profession intermédiaire					
Ouvrier		0.12 (0.09)	0.12 (0.09)	0.13 (0.11)	0.10 (1.11)
Inconnu		-0.54*** (0.16)	-0.47*** (0.16)	-0.42* (0.22)	-0.33 (0.72)
Aucun		0.46 (0.40)	0.52 (0.41)	0.93* (0.56)	1.19 (3.28)
Situation du père					
En emploi					
Chômage		-0.48*** (0.17)	-0.47*** (0.17)	-0.28 (0.22)	-0.11 (0.89)
Retraité/Inactif/Formation		0.10 (0.11)	0.08 (0.11)	0.26* (0.14)	0.13 (1.13)
Décédé		0.09 (0.33)	0.09 (0.33)	0.05 (0.43)	0.15 (1.16)
Inconnu		-0.12 (0.24)	-0.11 (0.24)	-0.48 (0.31)	-0.45 (0.64)
Situation de la mère					
En emploi					
Chômage		-0.17 (0.19)	-0.15 (0.19)	-0.01 (0.25)	0.04 (1.04)
Retraité		0.13 (0.17)	0.02 (0.18)	0.07 (0.22)	0.12 (1.13)
Inactif (a déjà travaillé)/Formation		-0.22*** (0.08)	-0.21** (0.08)	-0.16 (0.10)	-0.23 (0.80)
Inactif (n'a jamais travaillé)		-0.90** (0.41)	-0.91** (0.42)	-1.19** (0.58)	-1.50*** (0.22)
Décédé		-0.63 (0.48)	-0.65 (0.49)	-0.81 (0.65)	-0.84* (0.43)
Inconnu		-0.45 (0.29)	-0.38 (0.29)	-0.82* (0.43)	-0.85** (0.43)
Diplôme					
Non diplômé					
CAP-BEP-MC Tertiaire			0.53*** (0.15)	0.46** (0.20)	0.36 (1.43)
CAP-BEP-MC Industriel			0.82*** (0.09)	0.70*** (0.12)	0.80 (2.23)
Bac pro/techno Tertiaire			0.49*** (0.13)	0.45*** (0.16)	0.48 (1.61)
Bac pro/techno Industriel			1.08*** (0.11)	1.15*** (0.14)	1.16 (3.18)
Bac général			-0.06 (0.14)	-0.17 (0.19)	-0.18 (0.84)
Bac+2 Santé-social			0.50** (0.20)	0.49* (0.25)	0.62 (1.85)
Bac+2 Tertiaire			0.59*** (0.14)	0.38** (0.18)	0.23 (1.25)
Bac+2 Industriel			1.45*** (0.15)	1.28*** (0.18)	1.45 (4.27)
Licence pro			1.24*** (0.25)	1.37*** (0.32)	1.40 (4.07)
L3 LSH, Gestion, Droit			0.16 (0.22)	0.30 (0.27)	0.25 (1.28)
L3 Sciences			1.18*** (0.30)	1.51*** (0.39)	1.48 (4.39)
M1			0.75*** (0.17)	0.69*** (0.21)	0.78 (2.19)
M2 LSH, Gestion, Droit			1.51*** (0.24)	1.29*** (0.30)	1.27 (3.56)
Ecoles de commerce Bac+5			2.19*** (0.60)	2.37*** (0.75)	2.78 (16.08)
M2 Sciences			0.89*** (0.20)	0.46* (0.27)	0.43 (1.54)
Ecoles d'Ingénieur			2.04*** (0.24)	1.93*** (0.27)	1.93 (6.90)
Doctorat			0.82*** (0.16)	0.82*** (0.20)	1.05 (2.86)
femmexCS du père					
Employé		0.38 (0.29)	0.39 (0.30)	0.41 (0.40)	0.05 (1.05)
Agriculteur		-0.07 (0.16)	-0.08 (0.16)	-0.10 (0.21)	-0.22 (0.80)
Artisan, Commerçant		-0.02 (0.13)	-0.17 (0.14)	-0.09 (0.17)	-0.07 (0.93)
Cadre		-0.21 (0.16)	-0.25 (0.16)	-0.01 (0.21)	0.05 (1.05)
Profession intermédiaire					
Ouvrier		-0.22* (0.12)	-0.15 (0.12)	-0.09 (0.16)	-0.09 (0.92)
Inconnu		-0.00 (0.29)	0.17 (0.30)	0.23 (0.38)	0.41 (1.51)
Aucun		-0.23 (0.42)	-0.05 (0.44)	0.12 (0.54)	0.02 (1.02)
femmexCS de la mère					
Employé		-0.05 (0.38)	0.19 (0.39)	-0.15 (0.52)	0.23 (1.26)
Agriculteur		-0.19 (0.22)	-0.31 (0.23)	-0.33 (0.30)	-0.36 (0.70)
Artisan, Commerçant		-0.10 (0.14)	-0.27* (0.14)	-0.23 (0.18)	-0.22 (0.80)
Cadre		0.06 (0.20)	-0.00 (0.21)	-0.07 (0.27)	-0.12 (0.89)
Profession intermédiaire					
Ouvrier		-0.10 (0.12)	0.02 (0.13)	-0.04 (0.16)	-0.08 (0.92)
Inconnu		0.08 (0.25)	0.08 (0.26)	0.28 (0.35)	0.02 (1.02)
Aucun		-0.16 (0.58)	-0.22 (0.60)	-0.57 (0.80)	-1.05*** (0.35)
femmexsituation du père					
En emploi					
Chômage		0.48* (0.25)	0.45* (0.26)	0.45 (0.33)	0.19 (1.21)
Retraité/Inactif/Formation		-0.02 (0.15)	-0.13 (0.15)	-0.24 (0.19)	-0.08 (0.93)
Décédé		0.28 (0.47)	0.02 (0.48)	-0.17 (0.60)	-0.15 (0.86)
Inconnu		0.31 (0.35)	0.31 (0.35)	0.51 (0.43)	0.65 (1.91)
femmexsituation de la mère					
En emploi					
Chômage		-0.39 (0.25)	-0.28 (0.26)	-0.54 (0.35)	-0.54 (0.58)
Retraité		-0.17 (0.24)	-0.24 (0.25)	-0.36 (0.30)	-0.41 (0.67)
Inactif (a déjà travaillé)/Formation		-0.00 (0.12)	-0.02 (0.12)	0.03 (0.15)	0.14 (1.16)
Inactif (n'a jamais travaillé)		0.19 (0.60)	0.31 (0.62)	0.65 (0.82)	1.15 (3.14)
Décédé		0.05 (0.67)	0.11 (0.69)	0.11 (0.92)	0.27 (1.30)
Inconnu		0.13 (0.40)	0.03 (0.41)	0.49 (0.56)	0.58 (1.78)
femmexdiplôme					
Non diplômé					
CAP-BEP-MC Tertiaire			0.26 (0.19)	0.27 (0.25)	0.33 (1.38)
CAP-BEP-MC Industriel			-0.30 (0.22)	-0.31 (0.30)	-0.35 (0.70)
Bac pro/techno Tertiaire			0.54*** (0.17)	0.54** (0.22)	0.49 (1.63)
Bac pro/techno Industriel			-0.13 (0.26)	-0.43 (0.36)	-0.12 (0.88)
Bac général			0.39** (0.19)	0.50* (0.26)	0.43 (1.54)
Bac+2 Santé-social			1.80*** (0.24)	1.66*** (0.30)	1.63 (5.13)
Bac+2 Tertiaire			1.07*** (0.20)	1.20*** (0.25)	1.40 (4.05)
Bac+2 Industriel			-0.00 (0.29)	0.21 (0.34)	0.21 (1.23)
Licence pro			0.70* (0.42)	0.41 (0.51)	0.27 (1.31)
L3 LSH, Gestion, Droit			1.41*** (0.27)	1.25*** (0.34)	1.35 (3.86)
L3 Sciences			0.90** (0.45)	0.50 (0.58)	0.49 (1.63)
M1			0.83*** (0.23)	0.82*** (0.29)	0.81 (2.24)
M2 LSH, Gestion, Droit			0.51* (0.31)	0.69* (0.38)	0.83 (2.28)
Ecoles de commerce Bac+5			0.66 (0.80)	0.27 (0.95)	-0.16 (0.85)
M2 Sciences			0.76** (0.34)	0.87** (0.44)	0.95 (2.57)
Ecoles d'Ingénieur			0.77 (0.47)	0.76 (0.51)	0.88 (2.41)
Doctorat			0.88*** (0.25)	0.74** (0.32)	0.75 (2.12)
nombre d'observations	15351	15351	15351	6860	6860
Pseudo-R2	0,026	0,040	0,127	0,126	0,514

Chapitre 3 Immigrants in the French and British Labor markets: Integration models, institutional variations, and ethnic inequalities*

Abstract

This article addresses inequalities that immigrants face in the contemporary French and British labor markets. Theories of both immigrant integration and political economic institutions describe the two societies as starkly different, but social scientists still know comparatively little about qualitative and quantitative differences between them in immigrant/native labor market inequalities. Using Labor Force Surveys that we harmonize ourselves from the early 1990s through 2007, we illustrate inequalities in labor force participation, employment, and earnings between immigrant and native men and women in the two labor markets. We focus on five immigrant groups in each society that we have chosen to be comparable either in their geographic origins or in their stigmatized postcolonial status in the host society. We use Oaxaca decomposition techniques and account, in our earnings models, for selection into employment. Results suggest that the British labor market attracts immigrants who have a larger skills advantage over natives than their immigrant counterparts in France enjoy, but we see little evidence that the British labor market is therefore more advantageous for immigrants, even for employment chances, which we might expect to be more equal in the liberal British labor market. We conclude that patterns of stratification are largely similar in the two countries for immigrants of disadvantaged minority origins.

Keywords

Immigration/Migration; Inequality/Social Stratification; Race/Ethnicity; France; United Kingdom

* Ce chapitre est issu d'un article co-écrit avec Christel Kesler (Columbia University) en cours de soumission.

Introduction

Because of their important similarities and differences, France and the UK have often been included as cases in major comparative studies of immigration (Favell 1998; Freeman 1979; Hammar 1985; Soysal 1994). According to the comparative immigration literature, patterns of immigrant integration - and particularly those relative to labor market attainment - should be sharply different in France and the UK. This would stem from two main national differences: the first related to models of citizenship and their implications for immigrant integration policies and the second due to differences in labor market regulation and welfare state institutions.

Nonetheless, if these two frameworks provide some guidance in the comparison of immigrant/native inequality in the French and British labor markets, they seem much less relevant to account for differences within the immigrant population in each country. Both the immigrant integration and the institutional frameworks neglect the possibility that comparable mechanisms related to attitudes, prejudice, and unequal treatment could similarly affect some disadvantaged immigrant groups in both countries (Reitz 2002; Reitz and Breton 1994). Indeed, if racial and ethnic stratification is an important dimension of inequality in both countries, similar patterns of unequal socioeconomic opportunities might be observed, not necessarily for all immigrants, but at least for some groups that experience racial discrimination (Heath and Yu 2005).

Surprisingly, in terms of actual immigrant incorporation and especially socioeconomic inequalities between immigrants and natives, we still know relatively little about how the two countries compare. Some comparative information can be found in Heath and Cheung's (2007)

landmark edited volume which includes both countries and focuses on labor market inequalities. However, France and the UK are presented in separate chapters, making it difficult to observe the exact contours of cross-national differences. While seeking to identify specific mechanisms, some other wide comparative studies decompose the country effect into diverse contextual variables rendering any attempt to draw precise information on patterns and trends of immigrant incorporation in each national context difficult (Kanas et Tubergen, 2009; Tubergen, Maas, et Flap, 2004). More recently, some findings have been published comparing immigrants and their descendants in France, the UK, and Germany, focusing primarily on intergenerational assimilation (Algan, Dustmann, Glitz, and Manning 2011). Although findings show some differences in the magnitude of gaps across countries, the authors conclude that “there is a clear indication that – in each country – labour market performance of most immigrant groups as well as their descendants is – on average – worse than that of the native population” and that “there does not seem to be a very clear link between the outcomes for immigrants and the very different approaches to assimilation taken in France, Germany and the UK” (Algan, Dustmann, Glitz, and Manning 2011, p. 27).

In this article we explore the extent to which ethnic/racial stratification of immigrant groups in host countries is an important mechanism in explaining the overall pattern of immigrants’ disadvantage. Using data on a recent period of time (1990-2007), we systematically compare three labor market outcomes (labor force participation, employment, and earnings) across immigrants and natives in France and in the UK. We draw on a comparative design that pays specific attention to the ethnoracial composition of migrants. First, we focus on groups from three sending countries in each country that are similar in their postcolonial ties to the host country, as well as in their size, visibility, and importance among immigrant groups generally

considered to face discrimination and disadvantage: Algeria, Morocco, and Tunisia in the French case and India, Pakistan, and Bangladesh in the British case. Second, we include two groups in each country that are more similar in terms of geographic origin: Turks and Sub-Saharan Africans. This strategy allows us to compare similar groups across the two host countries, and to look at a range of variation within each country among groups that face discrimination, as shown in many studies (see OECD 2013 for a recent review). We dedicate considerable space to descriptive results, and we also use Oaxaca decompositions to compare the extent of labor market inequality across groups and countries.

Findings show that immigrant disadvantage is group-specific. We find some support for greater inequality in the British labor market, but most evidence illustrates congruent patterns of inequality in the two countries. These findings suggest that similar mechanisms of ethnic/racial stratification and discrimination are operating in both societies, independent of macro-level differences in labor market organisation and immigrant integration policies.

Comparing immigrants in the French and British labor markets

The comparative literature in sociology, economics, and political science predicts both quantitative and qualitative differences in patterns of immigrant/native inequalities in the labor market in France and the UK. These supposed differences build on two theoretical backgrounds: the first could be referred to as the *philosophies of integration approach* - borrowed from Favell (1998) – and the second the *institutional approach*.

Although France and the UK shared many aspects of their histories of postcolonial migration in the second half of the twentieth century, scholars have highlighted distinct “philosophies”, “cultures” or “narratives” of immigrant integration in these two countries to such

an extent that they are very often presented as two different case study of “national models” of immigrant incorporation.¹ France generally embraces politics and policies in line with its unique republican model and the United Kingdom politics and policies of multiculturalism. According to the French republican ideal of immigrant integration, there is no ethnic or racial differentiation in French society (Safi 2008; Simon 2003). French institutions reject ethnicity, culture, and religion as a basis for political organization, claims-making, and even for official statistics (Silberman 1992; Simon 1998). The British multiculturalist model has generally been based on the premise that only through recognition can equality between majority and minority groups be achieved. Some research has linked these models of incorporation to differences in colonial regimes (Freeman 1979: 36; Freeman 1995; Freeman and Birrel 2001). France’s centralized state ruled its colonies with “indivisible sovereignty” and no distinctions of citizenship. The UK relied more on indirect rule, creating a decentralized Commonwealth with numerous distinctions of citizenship.

Scholars highlight the fact that the Republican model is powerful rhetoric but rarely translates into concrete policy (Blatt, 2000; Guiraudon, 2006). On the other hand, as in many countries, Britain has experienced a retreat from multiculturalism policies in recent years (Bloemraad, Korteweg, and Yurdakul 2008:160) highlighted by Prime Minister David Cameron’s February 2011 pronouncement that “multiculturalism has failed” (Cameron 2011). Therefore, even if there are distinct visions of immigrant integration in France and the UK, the

¹ Comparative studies about “national models” of immigration have flourished in the last two decades (Brubaker 1992; Favell 1998; Hammar 1985; Kastoryano 2002; Koopman et al., 2005). In France, D. Schnapper advocated a “national tradition” of immigrant incorporation during the 1990’s, comparing France to Germany but also to the United States and more generally the Anglo-Saxon tradition (Schnapper 1991; Schnapper 1994).

extent to which these differences have a concrete impact on immigrant incorporation in the labor market has been very rarely investigated (Bertossi, 2011; Bertossi et Duyvendak, 2012). One could wonder to what extent the multiculturalist tradition in the UK and the more pacified approach to ethnic differences there lead to less intense inequality than the French assimilationist model. When comparative studies use empirical evidence on socioeconomic outcomes, they frequently come to the conclusion that integration models have little impact (Heath and Brinbaum 2007; Pichler 2011; Reitz and Breton 1994).

But France and the UK are different not only in their conception of immigrant incorporation. For those interested in socioeconomic inequalities, differences in labor market regulation and welfare state institutions are also critical. The UK, particularly in the post-Thatcher era, is a liberal, market-oriented regime, which has followed a post-industrial trajectory of increasing earnings inequality, with a relatively large number of both high- and low-wage service jobs, the latter disproportionately filled by immigrants (Esping-Andersen 1999; Gallie and Paugam 2000). France has maintained lower levels of inequality, albeit with generally higher rates of unemployment, the brunt of which immigrants and their descendent bear (Alba and Silberman 2002; Meurs, Pailhé, and Simon 2006; Silberman, Alba, and Fournier 2007). Based on levels of centralization of both labor and capital, Soskice (1999) has distinguished “uncoordinated” market regimes such as the UK from more “coordinated” ones such as France. According to this institutional literature, France has lower levels of wage inequality than the UK, partly due to coordinated wage bargaining between employers and unions.² Some studies suggest

² While union membership is low in France (10% compared to 30% in the UK), collective agreements cover many non-members, making France comparable of in terms of union *coverage* to countries such as Sweden and Austria (OECD 2004).

that coordinated market economies create more “outsiders” among whom migrants are over-represented (Rueda 2007). As a result, immigrants, and particularly the low-skilled, might be expected to have higher employment gaps with natives in France but higher earnings gaps with natives in the UK (Kogan 2006; 2007). But the extent to which the trade-off between employment and earnings equality in liberal versus coordinated economies applies to immigrants’ incorporation in the labor market is not clearly assessed in empirical studies. As in the literature on gender inequality, the migrant population’s labor market outcomes may blur the distinction between liberal and coordinated economies (Soskice 2005).

While considering philosophies of integration or institutional variations would predict marked differences in patterns of immigrant/native inequalities in the labor market in France and the UK, these approaches seem less relevant to account for differences *within* the immigrant population in each country. Models of integration usually refer to national ideologies and citizenship policies that do not distinguish among immigrant groups of different origins. Similarly, the institutional approach seldom considers effects on different immigrants, with the exception of studies that focus on low/high-skilled migrants (Chaloff and Lemaître 2009; OECD 2008). Both frameworks neglect the possibility similar attitudes, prejudice, and unequal treatment could affect certain disadvantaged immigrant groups similarly across countries. Indeed, if mechanisms of stratification by ethnic/racial origin are an important dimension of inequality in host countries, similar patterns of unequal socioeconomic opportunities would be observed for some disadvantaged immigrant groups in France and in the UK. Summarizing comparative findings of immigrant incorporation across countries, Heath (2007) argues that there is a hierarchy of minorities generally shared by all Western European countries. OECD publications regularly show that immigrants significantly lag behind natives in terms of

employment and wages, and this is particularly true for those coming from non-OECD countries (Causa and Sébastien 2007). Many studies show evidence of ethnic discrimination in job access both in France and the UK (Aeberhardt, Fougère, Pouget, and Rathelot 2010; Aeberhardt and Pouget 2007; Cediey and Foroni 2006; Cédiey, Foroni, and Garner 2008; Duguet, Leandri, L'Horty, and Petit 2009; Wood, Hales, Purdon, Sejersen, and Hayllar 2009; Cheung and Heath 2007; Khattab 2009), especially for non-European migrants. The categorical distinction between European and non-European migrants has thus gained validity and is today widely used in empirical studies (Harrison, Law, and Philipps 2005; Kraal, Judith, and Wrench 2010; OECD 2013). While this distinction may build on cultural or human capital considerations, it is mainly explained by prejudice and both individual and institutional discriminatory barriers that are most severe for racialized minorities.

In this paper, we try to incorporate this “ethnoracial stratification” approach into the comparative picture of immigrant labor market situations in France and the UK through careful selection of groups compared across countries. We are also attentive to the extent to which ethnic and gender inequalities interact. Three hypotheses guide the interpretation of our findings:

H1 (national philosophies): By refusing to target immigrants in social programs, the French assimilationist model is less effective in terms of anti-discrimination policies, leading to more inequality in employment and earnings.

H2 (welfare and labor market regimes): Greater regulation in the French labor market leads to larger migrant/native gaps in employment but smaller gaps in earnings than in the UK.

H3 (ethnoracial stratification): The ethnoracial hierarchy of minorities in Western Europe leads to similar patterns of labor market inequality in both countries, especially for the most disadvantaged immigrant categories.

Data and methods

Data sources

Our data come from British and French Labor Force Surveys (LFS). These are nationally representative datasets containing key information on demographic and socioeconomic characteristics of interest (labor force participation, unemployment, and earnings). The surveys are not perfectly comparable, but have become more so over time. For example, until 2003, France conducted an annual survey, but then switched to a quarterly format, as in the UK. For our purposes, it is particularly important that both countries collect information about respondents' birth countries, allowing us to identify immigrants rather than just foreign nationals.³ Only the UK collects information on self-reported ethnicity, which permits researchers to identify native-born minorities (e.g., second and subsequent generations of immigrants' descendants) and to assess the inequalities they face, but also to distinguish return colonial migrants from "true" immigrants. It is also important that LFS sample sizes are large enough to identify groups of immigrants by detailed country or region of origin. We limit the sample to those who are aged 22 to 55 and who are not still in school. We focus on labor market

³ This is extremely important because of both countries' colonial history, especially non-negligible expatriate populations (Alba and Silberman 2002; Simon 1998).

inequalities measured in cross-sectional perspective. For each individual, we include one observation, namely the first time he or she is interviewed.⁴

We consider inequalities between immigrants and natives in labor force attachment (labor force participation and unemployment) and earnings in the 1990s and 2000s. For France, this period has been one of stability in migration inflows, with an official policy of halting immigration; the size of the foreign-born population has remained relatively unchanged (Insee, 2012; Boëldieu and Borrel 2000). In the UK, on the other hand, immigration has increased substantially, due largely to a policy of immediate opening of the British labor market to workers from new accession states in Eastern Europe (Thierry and Rogers 2004). Despite new flows, the largest groups of immigrants in both countries remain those from former colonies. Economically, the period was one of secularly decreasing unemployment in the UK, whereas France saw increasing unemployment in the 1990s and a decline again in the 2000s⁵.

Comparative design: which groups?

In this study, we compare similar groups across host countries, and we look at variation within each country among groups that are likely to face ethnic discrimination. We use two strategies to enhance comparability of immigrant groups.

⁴ Both datasets contain short panels of individuals because of the rotation structure. Individuals stay in the sample for 3 years in the earlier period in France, for 6 quarters in the later period in France, and for 5 quarters for the entire period in the UK.

⁵ For more about trends in immigrant/native labor market outcomes in France and the UK, see Kesler and Safi (2011).

First, we focus on three groups in each country that are similar in their postcolonial ties to the host country, and their size, visibility, and importance among immigrant groups generally considered to face discrimination and disadvantage: Algeria, Morocco, and Tunisia in the French case and India, Pakistan, and Bangladesh in the British case. Considering their similar history of colonialism and migration, these groups may experience similar patterns of ethnic discrimination in France and the UK.

Second, we include two groups in each country that are similar in terms of geographic origin: Turks and Sub-Saharan Africans. We choose Sub-Saharan Africans because this group is mostly composed of post-colonial migrants in both countries with sizeable subsamples, even though African sending countries are different for France and the UK. Turks are arguably the most comparable across countries. Although they are not post-colonial migrants, Turks are overwhelmingly Muslim in both countries and are exposed to high stigmatization (Adida, Laitin, and Valfort 2014; Peach 2006a; Peach 2006b).

Statistical analyses

We analyze labor force participation, employment, and earnings. Labor force participation indicates whether respondents are in the labor force (which includes those who are unemployed and actively looking for work) versus inactive. Note that the inactive population may include the unemployed who are not actively looking for work. Employment indicates whether respondents are currently working or not. The non-employed include both those out of the labor force and the formally unemployed, so our employment analysis is different from one

that looks only at unemployment among the economically active population.⁶ Our earnings analysis focuses, by necessity, on net earnings, as gross earnings information is not available in the French data.⁷ The UK earnings variable is originally on a weekly basis, whereas for France it is monthly. We convert the UK variable to monthly earnings, and we adjust earnings in both countries for inflation, based on a consumer price index. We exclude the self-employed from the earning analyses because income information is not collected on them in Britain.

We compare earnings analyses with and without a Heckman correction for selection bias (Heckman 1990). Accounting for selection into the labor force is crucial in our analyses not only because of the traditional problem of endogeneity of the participation decision (especially for women), but also because there are reasons to suspect differential selection bias between immigrant and native populations and among immigrant groups.⁸ Selection into employment may differ across groups because of problems with immigrants' skills recognition, national protection of certain types of jobs, or differences in gender role norms. Also, participation in the informal economy could drive selection into *reported* earnings and differentially affect immigrants and natives. The exclusion of the self-employed from our earnings analysis may also lead to differential selection, since self-employment may be a strategy to counter labor market discrimination for some groups. Finally, selectivity can be a methodological artifact of non-response to income questions. This is a potentially severe problem in the British data, where

⁶ We conduct the analysis this way to avoid the selection bias in an analysis that includes only the economically active.

⁷ The gross earnings variable for the UK yields similar results.

⁸ In the US there is evidence of negative selection of Black inactive women while white inactive women are positively selected (Derek Neal 2004).

overall non-response is low, but non-response to income questions is high. Moreover, selection bias not only affects the comparison between native and immigrant groups in each country but may also have implications on the overall cross-national comparison given the fact that the degree to which selection is driven by each of these factors can vary across countries.

Our findings are based on Oaxaca decomposition analyses that compare gaps in labor market attainment between natives and each of the “treatment groups” before and after introducing controls, in each host country separately (Oaxaca 1973). Regression underlies decomposition analysis but decomposition may be more suitable to illustrate inequality.⁹ Instead of introducing ethnic origin as the independent variable of interest in a regression model, Oaxaca decomposition is a synthetic presentation of the results of two regression analyses (one for immigrants and one for natives) in terms of the relative share of explained and unexplained gaps. In more formal terms, if Y_N is the average wage for natives (Y_I for immigrants), X_N the set of control variables for natives (X_I for immigrants), β_N estimates of observable characteristics for natives (β_I for immigrants), Oaxaca’s twofold decomposition equation is¹⁰:

$$E(Y_N) - E(Y_I) = (E(X_N) - E(X_I))\beta_N - E(X_I)(\beta_N - \beta_I)$$

The first term of the decomposition is referred to as the explained part and the second the unexplained part. This equation clearly shows that if observable characteristics were the same for natives and immigrants, the explained part would be equal to zero. The unexplained part (the differences in return to observables and not in observables themselves) has often been interpreted

⁹ Decompositions were first used to estimate gender and racial inequality in earnings (Blinder 1973; Oaxaca 1973).

¹⁰ The equation applies for a decomposition of a continuous outcome like earnings. Dichotomous decompositions use more complex specifications. See Jann (2008).

in the literature as discrimination (Cotton 1988; Oaxaca and Ransom 1994; Reimers 1983, Yamaguchi, 2011) although alternative interpretations are also advanced (unobservable characteristics, individual heterogeneity). The main advantage of Oaxaca decomposition compared to standard regression analysis is that it allows different effects of covariates for each group. However, unlike regression analysis, Oaxaca decomposition can only compare two groups at a time.

Our use of Oaxaca decomposition in this article is analytic; given the considerable share of unobserved characteristics (language ability, length of stay, etc.), and the limits of education comparability between immigrants and natives and across countries, our findings must not be taken as assessing discrimination. We focus on the extent to which gaps differ across groups and countries and the degree to which similar specifications can explain these gaps.

We control for basic contextual variables – year of survey and geographic region – within each country. The region variable has 12 values in the UK and 21 in France. We also control for basic sociodemographic characteristics of the respondent: age and age squared, marital status, children, and education.¹¹ Marital status has three categories: never married, currently married, or divorced/separated/widowed. We include two variables about children. One indicates how many children aged 0-5 (pre-school-aged) are in the household, and the other indicates how many children aged 6-17 (school-aged) are in the household. To measure education using information on age at which highest level of education was completed. This may be regarded as

¹¹ We would like to control for length of stay in the host country, and although this information is available in the British data, it is not consistently available in the French data. For a small subset of the French data, we conducted sensitivity analyses using a rough categorical variable indicating length of stay, and our comparative findings are not substantially altered. These findings are available upon request.

less ideal than using an education variable that indicates level of qualification, but in the case of immigrants, the age variable is preferable, as a high proportion of immigrants are categorized as having “other” credentials, which could be at any level of qualification. The age-based variable also has a comparative virtue: it circumvents the difficulty of comparing diploma nomenclatures across sending and receiving countries. We distinguish 8 education categories: no education; and aged 1-14, 15, 16, 17-18, 19-20, 21-25, and 26+ when highest education was completed.

Finally, in the analysis of earnings only, we include some controls for the type of job a respondent holds, including whether s/he is working full-time or part-time, whether the employment contract is permanent or temporary, and the social class position of the occupation. Unfortunately, we are not able to make the social class variable perfectly comparable across the two countries, given the character of the information provided in the surveys, but we believe including the country-specific class schemas in the model help to understand earnings attainment net of job type. Social class includes 4 categories in France (managers, intermediate professionals, routine white collar, and working class) and 5 categories in the UK (upper service class, lower service class, routine white collar, skilled working class, and unskilled working class).

Descriptive results

In both the UK and France, immigrants have characteristics that are, in some cases, substantially different than their native-born counterparts. We focus here on three such differences that are likely to be relevant to labor market prospects: education, geographic concentration, and family characteristics. Relevant figures are displayed in Table 1.

[Table 1]

Education

In the UK, immigrants as a whole as well as specific sub-groups tend to cluster at both the high and low ends of the educational distribution, though the pattern is different for men and women. Table 1 presents the proportion of each group that left education before age 15 and the proportion that continued on with education until at least age 21 (though there are many other categories in the multivariate analyses below). Native men and women are extremely unlikely to have left formal education before the age of 15 (1.4% of men and 1.2% of women), whereas for immigrants, especially immigrant women, the figures are as high as 30% (among Pakistani, Bangladeshi, and Turkish women). However, native-born men and women are also relatively less frequently in higher educational categories (at an age 21+ that suggests tertiary education) – 15.2% among native men and 13.3% among native women. For immigrant men, the figures are far higher than this, especially among Indian and Sub-Saharan African men and women. Among men, even those immigrant groups with the most modest levels of education (such as Pakistanis, Bangladeshis, and Turks) have greater representation at the top education levels than native-born men. This is not the case for Pakistani and Bangladeshi women, however.

In France, we see some similarities, but also some important differences. It is the case, as in the UK, that immigrants are over-represented at the lowest levels of education. Whereas only 11.6% of native-born French men and 10.2% of native-born French women leave education before age 15 (which is still higher than for native-born adults in the UK), the figures are over 40% for Turkish men and over 60% for Turkish women, with relatively high figures for every other immigrant group as well. While immigrants in France are generally also over-represented at the highest levels of education, that pattern is less pronounced than in the UK. This is accentuated by the fact that French natives are more likely than the UK natives to have the

highest level of education (25.0% for men and 26.0% for women, compared to 15.4% and 12.9% in the UK).

If we compare one specific group, Turks, we see greater educational selectivity in the UK. The percentage of Turkish immigrants in the lowest educational category is higher in France than in the UK (45.4% for men and 60.3% for women in France vs. 29.5% for men and 38.4% for men and women in the UK), while the opposite is true for the highest educational category (8.7% and 4.8% for men and women in France vs. 18.7% and 17.1% for men and women in the UK). Sub-Saharan Africans have similar levels of higher education in the two host countries (around 45% for men and just over 30% for women), though far higher representation at the lowest educational level in France than in the UK.

So on the whole, we conclude that immigrants are generally more educationally selective in the UK – with lower rates of very low education and higher rates of very high education than their immigrant counterparts in France. Nevertheless, compared to natives in the two countries, the picture is slightly more complex, because natives in the UK have lower levels of both very low and very high education in the UK than they do in France. It remains to be seen how educational differences affect labor market outcomes.

Urban Concentration

The geographic distribution of immigrants versus natives within the two host countries, especially their concentration in the capital cities, has major implications for labor market outcomes. The descriptive statistics in Table 1 are based on the London/non-London and Paris/non-Paris (Ile-de-France) dichotomies, though the multivariate analyses incorporate more nuanced geographic variation.

Immigrants are far more likely to live in London than their native-born counterparts. Less than 10% of British-born adults in our sample live in London, whereas the figures for all immigrants is around 40%, and among Bangladeshis, Turks, and Sub-Saharan African immigrants, it is a majority. This has mixed implications for labor market outcomes, because while average earnings are higher in London, employment rates are on average somewhat lower there during this time period, so geographic concentration may explain an immigrant disadvantage in employment, but may actually help to mute an immigrant disadvantage in earnings.

As in the UK, immigrants in France are far more likely to live in the Paris region than their native-born counterparts, though the discrepancies between immigrants and natives are not as extreme as in the UK. Around 15% of French-born adults live in Paris, whereas the figure for most immigrant groups is between 20% and 30%. For Sub-Saharan African immigrants, it is around 50%. Both employment levels and earnings are higher in Paris than in other regions, so immigrants' geographic concentration there likely mutes their disadvantage.

Family Characteristics

Another way in which immigrants and natives differ (and specific immigrant groups differ from one another) is in the characteristics of their families. In the UK, immigrants as a whole are more likely to be married than their native-born counterparts, and this is especially true among South Asian groups. More than 80% of men and women of Indian, Pakistani, and Bangladeshi origin are married (compared to around 60% among natives). Sub-Saharan African immigrants, especially women, are on the other hand less likely than natives to be married.

In France, there are also dramatic differences in marital status between immigrants and natives, and among different immigrant groups. The proportion of married individuals among the native-born population is similar to in the UK: 55.2% for men and 58.3% for women. For all immigrant groups, the figures are higher than for French natives, though only slightly so for Sub-Saharan Africans. The figures are particularly high for Turkish immigrants (86.2% among men and 89.4% among women – considerably higher than among Turkish immigrants in the UK).

Without exception, the immigrant groups in our sample have more children in the household, on average, than natives. (Note that in the multivariate analyses below, we control separately for number of pre-school and school-aged children, but we present total children here to simplify.) Among native-born men and women, the averages are under 1 in France and the UK, whereas for all immigrant groups, they are more than (and often much more than) 1. The highest averages (over 2) are found among Pakistanis and Bangladeshis in the UK. In France, the highest average (1.7 for men and 1.8 for women) is found among Turkish immigrants.

Marital status and children have different effects on employment outcomes for men and women, but these patterns are likely to affect employment and earnings differences we see.

Employment

Table 1 displays employment rates for each group in the analysis, and differences in employment rates between natives and immigrants. Without exception, average employment rates are lower for immigrants than for natives in both countries. Native-born employment rates are quite similar in both countries, averaged across this period: 85.9% vs. 87.7% for men in the UK and France, respectively, and 72.6% vs. 71.0% for women. Foreign-born men as a whole work at a slightly higher rate in the UK (79.9% vs. 74.3% in France). Foreign-born women as a

whole work at a far higher rate in the UK (58.2%) than they do in France (44.0%). So in the aggregate, without controls for individual characteristics, there is support for either H1 or H2, predicting smaller employment gaps in the UK. However, the aggregate figures mask considerable diversity. In the UK, Indian men work at a rate (83.3%) that is only slightly lower than native-born men, whereas all other groups work at much lower rates, as low as 61.6% among Turkish men. Among immigrant women in the UK, Indians and Sub-Saharan Africans have the highest employment rates (just over 50% – though still far lower than native-born women), whereas among Pakistani, Bangladeshi, and Turkish women, only a relatively small minority is employed. In France, men from all immigrant groups included in the analysis have very similar employment rates (around 75%), which is still substantially lower than native-born men. Women from the various immigrant groups in France have more widely varying employment rates, from Sub-Saharan Africans on the high end (51.1%) to Turks on the low end (19.2%).

Job Characteristics

Once individuals do find jobs, the characteristics of those jobs are quite different for immigrant and native-born workers in the two countries, which has implications for earnings inequalities.

Consistent with the low employment rates of some groups of immigrant men in the UK, members of many of these same groups are relatively unlikely to work full-time. For example, only 66.8% of Turkish men who work occupy full-time jobs. Figures are also quite low for Pakistani, Bangladeshi, and Sub-Saharan African men. We see no such extreme nativity differences for men in France or for women in either country.

Our occupation-based measures of social class are slightly different in the two countries, so we warn against any direct comparisons across the two host countries. Nonetheless, the representation of immigrants and natives for the highest and lowest class categories in each country gives some sense of the extent to which earnings inequality may stem from the different jobs being held. In the UK, representation in the upper service class is, for immigrant men as a whole (31.8%), somewhat higher than for native men (27.2%). However, among the specific groups of immigrant men, only Indians have representation in the upper service class (32.8%) that is higher than native-born men. Among women, the pattern is quite different. Only 12.2% of native-born women hold upper service class jobs, a figure that is matched or exceeded by immigrant women as a whole, and by Indian, Bangladeshi, and Turkish immigrant women in particular, with Pakistani and Sub-Saharan African women posting only slightly lower figures than this. If we turn to the lowest class category in the UK, the unskilled working class, we see that immigrant men as a whole are slightly less represented there (22.0%) compared to natives (23.0%), whereas the opposite is true for women (12.3% of immigrant women vs. 11.4% of native-born women). There is again substantial variation across groups, with Pakistani men most over-represented in the unskilled working class (40.2%) and somewhat surprisingly, Bangladeshi men least represented (17.2%). A very high proportion of Indian immigrant women (26.1%) are in the unskilled working class, compared to only 9.8% of Turkish immigrant women. These somewhat surprising figures underline the importance of considering selection effects into employment.

In France, there is less difference in class representation between immigrants and natives and across immigrant groups, with the exception of Turks, who are highly under-represented among managers and highly over-represented in the working class. Foreign-born men as a whole

and most specific immigrant groups are slightly under-represented among managers and over-represented among the working class, with the exception of Sub-Saharan African men. Among women, we see less representation among both managers and the working class than among men, and the variation across groups is not dramatic, except for very disadvantaged class attainment of Turkish women.

Earnings

Table 1 displays mean logged earnings for the various groups in the analysis, as well as differences in mean logged earnings between immigrants and natives. A number of preliminary conclusions can be drawn. First, it is clear that, as the institutional model would predict, earnings inequalities are far higher in the UK than in France. This is true for gaps by nativity and gender. (Note that native-born women in the UK earn far less compared to men than their counterparts in France.) For example, the most disadvantaged group of immigrant men in France (Turks) earns about 35% less than native-born men, while in the UK, the comparable figure (in this case for Bangladeshi men) is over 70% less. So the largest nativity gap among men is twice as large in the UK as in France. There are, however, some groups of immigrant men in both countries (Indians in the UK and Algerians and Tunisians in France) who are not very disadvantaged compared to native-born men in terms of earnings.

Immigrant women perform relatively well in terms of earnings in the UK, with Indians and Sub-Saharan Africans actually earning more on average than natives. In France, on the other hand, all groups of immigrant women are at least slightly disadvantaged in earnings compared to natives. It is worth noting, however, that the small disadvantages for immigrant women in the UK are a result of native women there having such low earnings relative to native men. Native-

born women in France earn around 35% less than native-born men, but 60% less in the UK. In short, immigrant women in the UK face smaller penalties as immigrants but larger penalties as women than is the case in France.

Decomposition results

We turn now to the decomposition analyses of immigrant/native gaps in labor force participation, employment, and earnings. Tables 2 and 3 present detailed results for the UK and France respectively. Figures 1 and 2 display gross and net gaps in both countries for men and women respectively. Gross penalties are prior to introducing any controls and reflect the descriptive figures in Table 1. Net penalties control for education, age, age squared, marital status, pre-school and school-aged children, year, and region (in the case of labor force participation and employment) and age, age squared, marital status, year, region, social class, full-time vs. part-time work, and temporary vs. permanent contract (in the case of earnings).¹² Findings for earning are presented with and without the Heckman correction procedure.

Figure 3 compares how well the covariates in our models explain gross penalties in employment and labor force participation.¹³

[Tables 2 and 3 and Figures 1, 2, and 3]

¹² The earnings analysis includes the child variables in the selection model but excludes them from the earnings model.

¹³ We use bootstrap iterations ($r=100$) to compute robust confidence intervals for the explained gap share. Since net gaps in earnings are near zero for all groups, with sizeable confidence intervals, we choose not to include earnings in Figure 3. Detailed earnings results are in Tables 2 and 3.

Men

As we observed in the descriptive statistics, foreign-born men experience larger average employment penalties in France than in the UK. However, the results in Figure 1 suggest qualifications to this finding. First, once individual-level characteristics are controlled (i.e., looking at net gaps), the employment gap between foreign-born and native-born men is nearly identical in size in the two countries. Furthermore, there is actually a significantly *larger* net gap in labor force participation in the UK. It is clear by comparing the gross and net results in this figure that in the UK, the gaps in both labor force participation and employment are muted by immigrant men's advantageous characteristics, while the opposite is true in France, especially for labor force participation. That is, immigrant men enter the labor force in the UK with relatively *better* characteristics than their immigrant counterparts in France (as we saw in the descriptive statistics about education especially), but they face more disadvantage in securing a job. Thus, beyond its success in attracting immigrant men with relatively high skills and other advantageous characteristics, the UK labor market does a relatively poor job of facilitating immigrant men's work.

The picture is similar for specific immigrant groups. Controlling for individual-level characteristics, 4 of the 5 groups of immigrant men in the UK (the exception is Indians) have significantly worse relative chances of labor force participation than *all* of the immigrant groups in France. If we look instead at the employment figures, which account for both labor force participation and unemployment, the picture is not much better for most immigrant groups in the UK. Bangladeshis and Pakistanis fare significantly worse than the three major post-colonial groups in France (Algerians, Moroccans, and Tunisians), though Indians in the UK fare significantly better than these groups in France. Furthermore, Sub-Saharan African and Turkish

migrants in the UK fare significantly worse than their counterparts in France. Again, note that in the UK, employment inequalities are driven in significant part by differences in labor force participation, but in France mostly by involuntary unemployment among job-seekers. However, given the potentially ambiguous line between inactivity and unemployment among working-aged men, we speculate that some or much of the inactivity in the UK might consist of discouraged jobseekers or informal sector workers who face discrimination in the formal labor market. In any case, our findings suggest that, if anything, the UK's labor market is less advantageous for immigrants than France's in terms of employment inequalities.

We focus now on our models' performance in explaining inequalities in labor force participation and employment among men. We see unequivocally (Figure 3) that the covariates in the model explain very little of the existing gaps. The exception is for men's labor force activity in France, where there are small gaps to begin with (around 5 percentage points), and these nearly disappear once individual characteristics are controlled – i.e., the proportion of the gaps explained is high. Conversely, there are numerous cases, especially in the UK, where penalties are actually larger *after* the controls are introduced – i.e., the proportion of the gaps explained is negative – which means that immigrants have advantageous characteristics, but once this is accounted for, fare worse than natives in the labor market.

The earnings panel in Figure 1 displays two gross gaps: one before the Heckman correction is implemented and one after. By comparing the two, we get a sense of the magnitude and direction of selectivity into earnings. Selectivity can stem from multiple sources, and can be either positive or negative.

In France, with the exception of Moroccans, we see some evidence of positive selection into employment among immigrants, from the difference in point estimates for the two gross gaps. That is, the estimated gap is larger once we correct for selectivity, because those who have earnings are advantaged relative to the non-employed. This is consistent with the fact that most non-employment among immigrant men in France is in the form of unemployment. However, it is inappropriate to emphasize this selectivity much, because confidence intervals are large – in most cases (the exceptions are Algerians and foreign-born men as a whole), there is no statistically significant difference between gross gaps with and without the Heckman correction. In the UK, the picture with the point estimates is widely varying. Among Pakistanis and Turks, we see positive selection into earnings as in France, though in neither case does the difference between the gross gap before and after Heckman correction attain statistical significance, given wide confidence intervals. Among Bangladeshis, Indians, and Sub-Saharan Africans and among foreign-born men in the aggregate, we see evidence of *negative* selection (though for Sub-Saharan Africans the evidence is not statistically significant). That is, those who report no earnings would be likely to earn *more* than those who report earnings. This is likely related to the high non-response to income questions in the UK data.

In the descriptive statistics, we observed larger earnings gaps in the UK than in France. Once we take both selection and individual-level controls into account, however, this finding is no longer robust, because estimates are so imprecise in both countries, as evidenced by large confidence intervals. Indeed, for many groups in both countries, we cannot conclude with statistical confidence that there are any gross earnings gaps once we control for selection. And when we further control for individual-level covariates, we see few significant net gaps. The exceptions are foreign-born men as a whole and Algerians in France and Pakistanis in the UK,

who have significant net penalties compared to natives, but the penalties are statistically indistinguishable in size from one another. In short, there is no evidence among immigrant men that earnings penalties are significantly different in the two countries, and indeed, there is little evidence for any significant earnings penalties, either before or after individual-level covariates are controlled. For earnings, we choose not to discuss the proportion of the gross gap explained by covariates, because in *no* case are gross and net earnings penalties significantly different.

Women

We see that employment gaps for women are due, more than with men, to differences in labor force activity (i.e., the first and second panels in Figure 2 are quite similar), particularly in the UK. Unlike with men, the covariates in our models explain a substantial portion of observed gaps in labor force activity and employment, which we discuss in more detail below. Focusing here on the size of net penalties, we observe, if anything, larger gaps in the UK. The net gap for labor force participation among immigrant women as a whole is nearly twice the size in the UK as in France, because almost none of the *gross* gap is explained by covariates in the UK. For employment, the cross-national difference is less striking, but still statistically significant: immigrant women as a whole in France face a less severe disadvantage vis-à-vis natives than in the UK. As among men, the gap in the UK is due more to the choice not to participate in the labor market, and in France to involuntary unemployment.

The picture for specific immigrant groups is similar. All groups of North African women in France have significantly smaller penalties in labor force activity than all groups of South Asian women in the UK, once individual-level variables are controlled. Furthermore, both Sub-Saharan African women and Turkish women have significantly lower relative rates of labor force

participation in the UK than in France. With employment, the two host countries look more similar. Though Pakistani and Bangladeshi women in the UK still post penalties that are significantly larger than any group of immigrant women in France, Indians in the UK look relatively similar to the various groups in France. Sub-Saharan African and Turkish women have somewhat smaller employment penalties in France, but the cross-national difference is not statistically significant.

So for men and women, our findings show larger net gaps in employment in the UK than in France, a pattern driven by lower labor force participation. This pattern persists despite immigrants in France facing higher barriers to employment once they choose to participate in the labor market.

For immigrant women in both countries, our models do a better job of explaining the activity and employment penalties than was the case among men. The exceptions are in the UK among foreign-born women as a whole and Indian women in particular, where covariates explain no part of the gap. For other groups, the covariates explain up to 80% of the activity gaps in France, versus 20 to 35% in the UK. For employment, covariates explain less of the gaps in France, ranging from around 35% (Sub-Saharan African women) to over 50% (Moroccan women). In the UK, the explanatory power of covariates in employment and activity models is similar, because, as we discussed above, employment gaps are driven largely by inactivity. So as with activity, the covariates explain none of the gap for Indian and foreign-born women as a whole, but 20 to 35% for other groups. That covariates explain more of the gaps in France than in the UK again highlights the possibility that institutional rather than individual-level factors drive immigrant women's lack of employment in the UK – whether this is in the choice to

participate in the labor market or the ability to find a job among active job-seekers. Nonetheless, more than with men, there are also measurable individual-level barriers to employment.

Turning to the evidence about selection in the earnings panel, we see, as with men, diverse outcomes across groups. Among most groups in the UK (Bangladeshis, Indians, Sub-Saharan Africans, and Turks), there is evidence of positive selection into employment: immigrants' disadvantage appears larger once the Heckman correction is implemented. However, the difference between the size of the gap before and after the correction in no case attains statistical significance. Among all groups of women in France and among Pakistanis in the UK, on the other hand, there is, if anything, evidence of negative selection – that is, those who report earnings likely earn less than would those who report no earnings. But again, only in a couple of cases (Algerian, Turkish, and foreign-born women as a whole in France) does this negative selection attain statistical significance. The heterogeneity of selectivity across groups shows that it is important to take it into account as we do.

As with immigrant men, confidence intervals are extremely wide for both gross and net earnings gaps, and gaps are in the vast majority of cases not significantly different than zero, even though point estimates are sometimes large. The exceptions are Sub-Saharan African women in France (who face an earnings penalty), Turkish women in France (who experience an earnings premium), and Indian, Sub-Saharan African, and foreign-born women as a whole in the UK (who experience earnings penalties). So the evidence is weak, but suggests somewhat more earnings disadvantage among immigrant women in the UK. Recall also that if we used native-born *men* as the baseline, we would see even larger gaps in the British case, because native-born women (the baseline in our models) experience larger penalties vis-à-vis men in the UK than in France.

Conclusion

This article empirically assesses the extent to which classical theoretical frameworks used in comparative research on immigrant incorporation and labor markets are useful for interpreting patterns of immigrant/native inequality in the French and British labor markets. Building on recent developments about ethnic/racial inequality and discriminatory mechanisms, we use a comparative design that we argue is methodologically more adequate to assess these frameworks.

Our findings first confirm that the British labor market attracts immigrants that are more highly skilled and have other advantageous individual-level characteristics. But beyond this, we see little evidence that the UK labor market is more hospitable to immigrants, even in terms of the outcome (employment) that we would expect to be more equal in the liberal British labor market. The UK actually looks worse than France in terms of immigrant/native inequalities in labor force participation for both men and women. Moreover, some groups also fare worse in terms of employment in the UK than in France, though employment inequalities stem more from the decision not to participate in the labor market in the UK and in France more from unemployment among active job-seekers. We find this pattern intriguing, but hesitate to conclude from it that the UK is therefore “better” for immigrant employment, since immigrants’ labor market participation cannot be assumed to be a purely individual choice. For example, national protection of some jobs and problems with skills recognition can affect immigrants’ participation in the labor market. For women, child care and other family-related welfare policies may also be important and disproportionately affect immigrant women, who have more children. In terms of earnings, although the UK looks more unequal in descriptive statistics, the evidence for any cross-national difference is weak after correction for selection bias.

All in all, though our analysis pinpoints cross-national differences in the underlying mechanisms generating employment inequalities between immigrants and natives in the two countries (relating more to labor force participation in the UK and to barriers in job-seeking in France), the end result is relatively similar. These findings suggest similar patterns of ethnoracial stratification in the French and British labor markets (H3), and that stratification along immigrant origins, common to both societies, may be more important for labor market outcomes than differences in labor market regulation or models of immigrant incorporation.

The support our study provides to the ethnic/racial stratification framework should, however, be put into perspective. This article provides a picture of cross-national differences in the socioeconomic experiences of the foreign-born population. It does not include native-born minorities because of data limitations that hinder the comparative approach.¹⁴ An alternative strategy may be to rely on a pair-audit design that compares labor market discrimination for specific groups across countries. Comparing native-born minorities would also require expanding the analysis beyond the labor market by including educational inequality in the picture as a primary source of socioeconomic disadvantage.

¹⁴ The LFS does not allow for strict comparison of native-born minorities in France and the UK. In France, the LFS collects information on parental place of birth (but only since 2005), allowing analysis of the second generation. In the UK, LFS data include self-declared ethnicity, which captures second and all subsequent generations.

REFERENCES (chapitre 3)

- Adida, Claire, David Laitin, and Marie-Anne Valfort. 2014. "Muslims in France; Identifying a Discriminatory Equilibrium." *Journal of Population Economics* 27:1039-1086.
- Aeberhardt, Romain, Denis Fougère, Julien Pouget, and Roland Rathelot. 2010. "Wages and Employment of Second-Generation Immigrants in France." *Journal of Population Economics* 23:881-905.
- Aeberhardt, Romain. and Julien Pouget. 2007. "National Origin Wage Differentials in France. Evidence from Matched Employer-Employee Data", IZA DP No. 2779
- Alba, Richard and Roxane Silberman. 2002. "Decolonization Immigration and the Social Origins of the Second Generation: the Case of North Africans in France." *International Migration Review* 36:1169-1193.
- Algan, Yann, Christian Dustmann, Albrecht Glitz, and Alan Manning. 2011. "The Economic Situation of First and Second-Generation Immigrants in France, Germany and the United Kingdom." *The Economic Journal* 120:4-30.
- Bertossi, Christophe. 2011. "National Models of Integration in Europe: A Comparative and Critical Analysis." *American Behavioral Scientist* 55(12):1561-1580.
- Bertossi, Christophe and Jane W. Duyvendak. 2012. "National Models of Immigrant Integration: The Costs for Comparative Research". *Comparative European Politics*. 10 (3): 237-247.
- Blatt, David 2000. "Une politique sans ethnicité? Les immigrés en France entre théorie et pratique" Pp 137-168 in *Les identités en débat : intégration ou multiculturalisme ?* edited by H. Greven-Borde and J. Tournon. Paris: L'Harmattan
- Blinder, Alan S. 1973. "Wage Discrimination: Reduced Form and Structural Estimates." *The Journal of Human Resources* 8:436-455.
- Bloemraad, Irene, Anna Korteweg, and Gökçe Yurdakul. 2008. "Citizenship and Immigration: Multiculturalism, Assimilation, and Challenges to the Nation-State." *Annual Review of Sociology* 34:153-179.
- Boëldieu, Julien and Catherine Borrel. 2000. "La proportion d'immigrés est stable depuis 25 ans.", *Insee Première*, N°748, INSEE.
- Brubaker, Rogers 1992. *Citizenship and Nationhood in France and Germany*. Cambridge: Harvard university Press.

- Cameron, David. 2011. "PM's Speech at Munich Security Conference." Crown Copyright, Web. Accessed 08 Oct. 2014. <<https://www.gov.uk/government/speeches/pms-speech-at-munich-security-conference>>.
- Causa, Orsetta and Jean Sébastien. 2007. *Integration of Immigrants in OECD Countries. Do Policies Matter*. OECD Publishing.
- Cediey, Eric and Fabrice Foroni. 2006. *Les discriminations à raison de l'origine dans les embauches en France. Une enquête nationale par tests de discrimination selon la méthode du Bureau International du Travail*. Genève: Bureau International du travail.
- Cédiey, Eric , Fabrice Foroni, and Hélène Garner. 2008. "Discriminations à l'embauche fondées sur l'origine à l'encontre de jeunes français(es) peu qualifié(e)s. Une enquête nationale par tests de discrimination ou testing.", *Premières Informations Premières Synthèses*, n°06.3, DARES.
- Chaloff, Jonathan and Georges Lemaître. 2009. *Managing Highly-Skilled Labour Migration: A Comparative Analysis of Migration Policies and Challenges in OECD Countries*, vol. 79: OECD Publishing.
- Cheung, Sin Yi and Anthony Heath. 2007. "Nice Work If You Can Get It: Ethnic Penalties in Great Britain." Pp. 507–550 in *Unequal Chances: Ethnic Minorities in Western Labour Markets*. Ed. Anthony Heath and Sin Yi Cheung. Oxford: Oxford University Press.
- Cotton, Jeremiah. 1988. "On the Decomposition of Wage Differentials." *The Review of Economics and Statistics* 70:236-243.
- Derek, Neal. 2004. "The Measured Black-White Wage Gap among Women Is Too Small." *Journal of Political Economy* 112:S1-S28.
- Duguet, Emmanuel, Noam Leandri, Yannick L'Horty, and Pascale Petit. 2009. "Les facteurs de discriminations à l'embauche pour les serveurs en Ile-de-France: résultats d'un testing.", *Premières Informations Premières Synthèses*, n°40.1, DARES.
- Esping-Andersen, Gøsta. . 1999. *Social Foundations of Postindustrial Economies*. Oxford: Oxford University Press.
- Favell, Adrian. 1998. *Philosophies of Integration: Immigration and the Idea of Citizenship in France and Britain*. London: Macmillan.
- Freeman, Gary P. 1995. "Modes of Immigration Politics in Liberal Democratic States." *International Migration Review* 29:881-902.
- Freeman, Gary P. and Bob. Birrel. 2001. "Divergent Paths of Immigration Politics in the United States and Australia." *Population and Development Review* 27:525-551.

- Freeman, Gary P. 1979. *Immigrant Labor and Racial Conflict in Industrial Societies: the French and British Experience, 1945-1975*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Gallie, Duncan and Serge Paugam. 2000. *Welfare Regimes and the Experience of Unemployment in Europe*. Oxford: Oxford University Press.
- Guiraudon, Virginie 2006. "L'intégration des immigrés ou la politique de l'esquive. Réformer sans changer de modèle?" Pp. 265-299 in *La France en mutation, 1980-2005* edited by P. Culpepper, P. Hall, and B. Palier. Paris: Presses de Science Po.
- Hammar, Tomas. 1985. *European Immigration Policy: a Comparative Study*. London: Cambridge University Press.
- Harrison, Malcolm, Ian Law, and Deborah Philipps. 2005. "Migrants, Minorities and Housing: Exclusion, Discrimination and Anti-Discrimination in 15 Member States of the European Union." Vienna: European Union Monitoring Centre on Racism and Xenophobia.
- Heath, Anthony and Yaël Brinbaum. 2007. "Guest editorial: Explaining Ethnic Inequalities in Educational Attainment." *Ethnicities* 7:291-304.
- Heath, Anthony and Sin Yi Cheung. 2007. *Explaining Ethnic Minority Disadvantage*. Oxford and New York: Oxford University Press.
- Heath, Anthony and Soojin Yu. 2005. "Explaining Ethnic Minority Disadvantage." Pp. 187-224 in *Understanding social change*, edited by A. F. Heath, J. Ermisch, and D. Gallie. Oxford and New York: Oxford University Press.
- Heckman, James. 1990. "Varieties of Selection Bias." *The American Economic Review* 80:313-318.
- Insee. 2012. *Immigrés et descendants d'immigrés en France*. Paris: Insee.
- Jann, Benn. 2008. "The Blinder-Oaxaca Decomposition for Linear Regression Models." *Stata Journal* 8:453-479.
- Kanas, Agnieszka. et Frank van Tubergen. 2009. "The Impact of Origin and Host Country Schooling on the Economic Performance of Immigrants". *Social Forces*. 88 (2): 893-915.
- Kastoryano, Riva. 2002. *Negotiating Identities: States and Immigrants in France and Germany*. Princeton: Princeton University Press.
- Kesler, Christel and Mirna Safi. 2011. "Immigrant/Native Labor Market Inequalities: A Portrait of Patterns and Trends in France and the United Kingdom, 1990-2007.", Notes&Documents, n°2011-00, OSC, Sciences Po.

- Kogan, Irena. 2006. "Labor Markets and Economic Incorporation among Recent Immigrants in Europe." *Social Forces* 85:697-721.
- . 2007. *Working Through Barriers. Host Country Institutions and Immigrant Labour Market Performance in Europe*. Dordrecht: Springer.
- Koopmans, Ruud., Paul Statham, Marco Giugni, and Florence Passy. 2005. *Contested Citizenship*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Khattab, Nabil. 2009. "Ethno-religious Background as a Determinant of Educational and Occupational Attainment in Britain." *Sociology* 43(2):304–322.
- Kraal, Karen, Roosblad Judith, and John Wrench. 2010. "Equal Opportunities and Ethnic Inequality in European Labour Markets. Discrimination, Gender and Policies of Diversity." Amsterdam: Amsterdam University Press.
- Meurs, Dominique, Ariane Pailhé, and Patrick Simon. 2006. "The Persistence of Intergenerational Inequalities Linked to Immigration: Labour Market Outcomes for Immigrants and Their Descendants in France " *Population (English Edition)* 61:645-682.
- Oaxaca, Ronald L.. 1973. "Male-Female Wage Differentials in Urban Labor Markets." *International Economic Review* 14:693-709.
- Oaxaca, Ronald L. and Michael R. Ransom. 1994. "On Discrimination and the Decomposition of Wage Differentials." *Journal of Econometrics* 61:5-21.
- OECD. 2004. *OECD Employment Outlook 2004*: OECD Publishing.
- 2008. "Management of Low-Skilled Labour Migration." in *International Migration Outlook 2008*, edited by OECD: OECD Publishing.
- . 2013. "Discrimination against Immigrants – Measurement, incidence and Policy Instruments." Pp. 191-230 in *International Migration Outlook 2013*, edited by OCDE: OECD Publishing.
- Peach, Ceri. 2006a. "Islam, Ethnicity and South Asian Religions in the London 2001 Census." *Transactions of the Institute of British Geographers* 31:353-370.
- . 2006b. "Muslims in the 2001 Census of England and Wales: Gender and Economic Disadvantage." *Ethnic & Racial Studies* 29:629-655.
- Pichler, Florian. 2011. "Success on European Labor Markets: A Cross-national Comparison of Attainment between Immigrant and Majority Populations." *International Migration Review* 45:938-978.

- Reimers, Cordelia W. 1983. "Labor Market Discrimination Against Hispanic and Black Men." *The Review of Economics and Statistics* 65:570-579.
- Reitz, Jeffrey G. 2002. "Host Societies and the Reception of Immigrants: Research Themes, Emerging Theories and Methodological Issues." *International Migration Review* 36:1005-1019.
- Reitz, Jeffrey G. and Raymond Breton. 1994. *The Illusion of Difference: Realities of Ethnicity in Canada and the United States*: C.D. Howe Institute.
- Rueda, David. 2007. *Social Democracy Inside Out*. Oxford: Oxford University Press.
- Safi, Mirna. 2008. "The Immigrant Integration Process in France: Inequalities and Segmentation." *Revue française de sociologie (English Issue)* 49 3-44.
- Schnapper, Dominique. 1991. *La France de l'intégration. Sociologie de la nation en 1990*. Paris: Gallimard.
- . 1994. *La communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation*. Paris: Gallimard.
- Silberman, Roxane. 1992. "French Immigration Statistics." Pp. 112-123 in *Immigrants in two Democracies: French and American Experience*, edited by D. L. Horowitz and G. Noiriel: New York University Press.
- Silberman, Roxane, Richard Alba, and Irène Fournier. 2007. "Segmented Assimilation in France? Discrimination in the Labour Market against the Second Generation." *Ethnic & Racial Studies* 30:1-27.
- Simon, Patrick. 1998. "Nationalité et origine dans la statistique française." *Population* 53:541-567.
- . 2003. "Challenging the French Model of Integration: Discrimination and the Labor Market Case in France." *Studi Emigrazione* 152:717-745.
- Soskice, David. 2005. "Varieties of Capitalism and Cross-National Gender Differences." *Social Politics: International Studies in Gender, State & Society* 12:170-179.
- Soskice, David. 1999. "Divergent Production Regimes: Coordinated and Uncoordinated Market Economies in the 1980s and 1990s." Pp. 101-134 in *Continuity and Change in Contemporary Capitalism*, edited by H. Kitschelt, P. Lange, G. Marks, and J. D. Stephens. New York: Cambridge University Press.
- Soysal, Yasemin Nuhoglu. 1994. *Limits of Citizenship: Migrants and Postnational Membership in Europe*. Chicago: University of Chicago Press.

- Thierry, Xavier and Godfrey I. Rogers. 2004. "Recent Immigration Trends in France and Elements for a Comparison with the United Kingdom." *Population (English Edition)* 59:635-672.
- Tubergen, Frank Van, Ineke Maas and Henk Flap. 2004. "The Economic Incorporation of Immigrants in 18 Western Societies: Origin, Destination, and Community Effects". *American Sociological Review*. 69 (5): 704-727.
- Wood, Martin, Jon Hales, Susan Purdon, Tanja Sejersen, and Oliver Hayllar. 2009. *A Test for Racial Discrimination in Recruitment Practice in British Cities*. London: Department for Work and Pensions Research.
- Yamaguchi, Kazuo. 2011. "Decomposition of Inequality Among Groups by Counterfactual Modeling: An Analysis of the Gender Gap in Japan." *Sociological Methodology* 41:223-255

Figure 1. Gross and net ethnic penalties among men

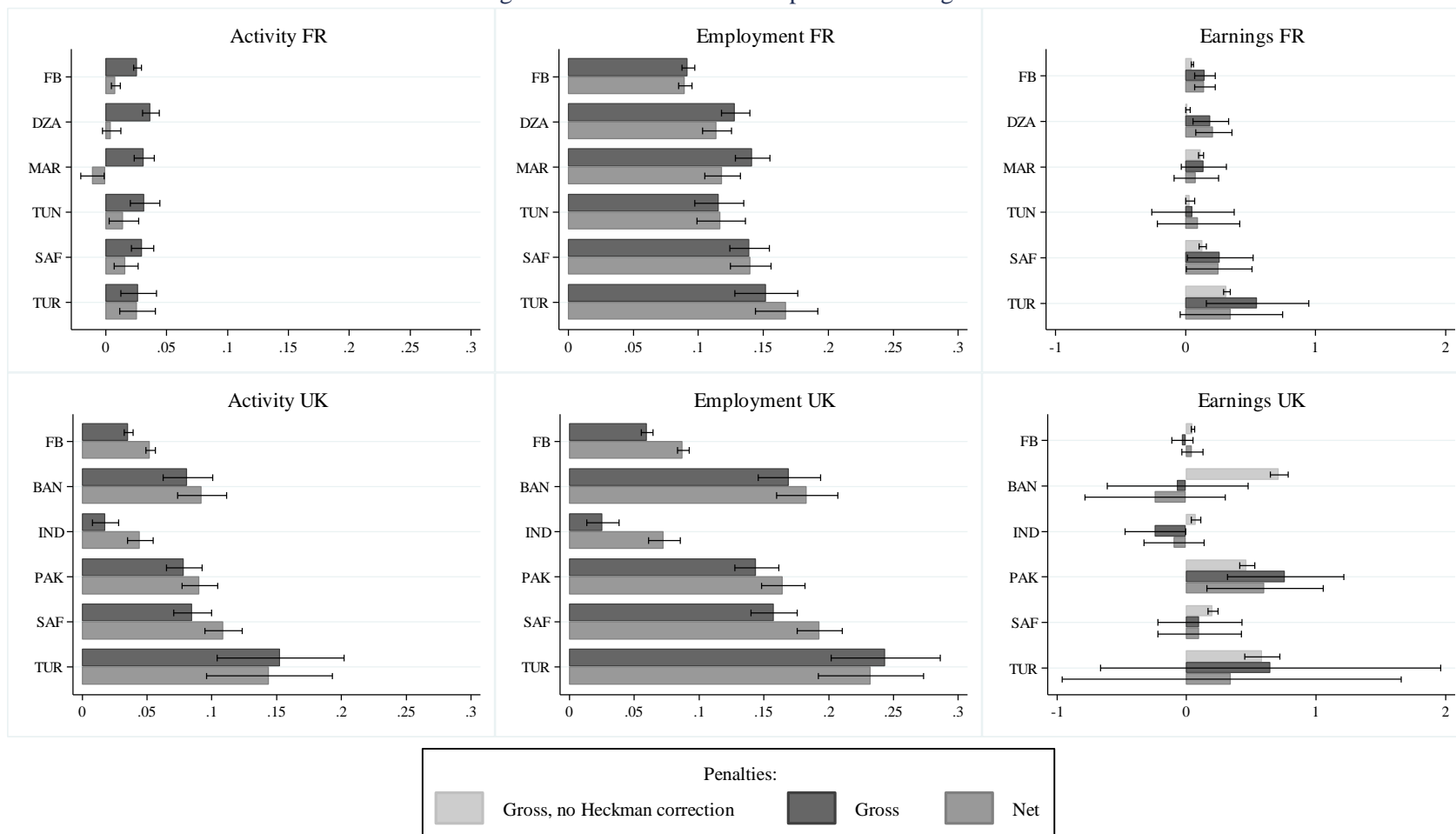


Figure 2. Gross and net ethnic penalties among women

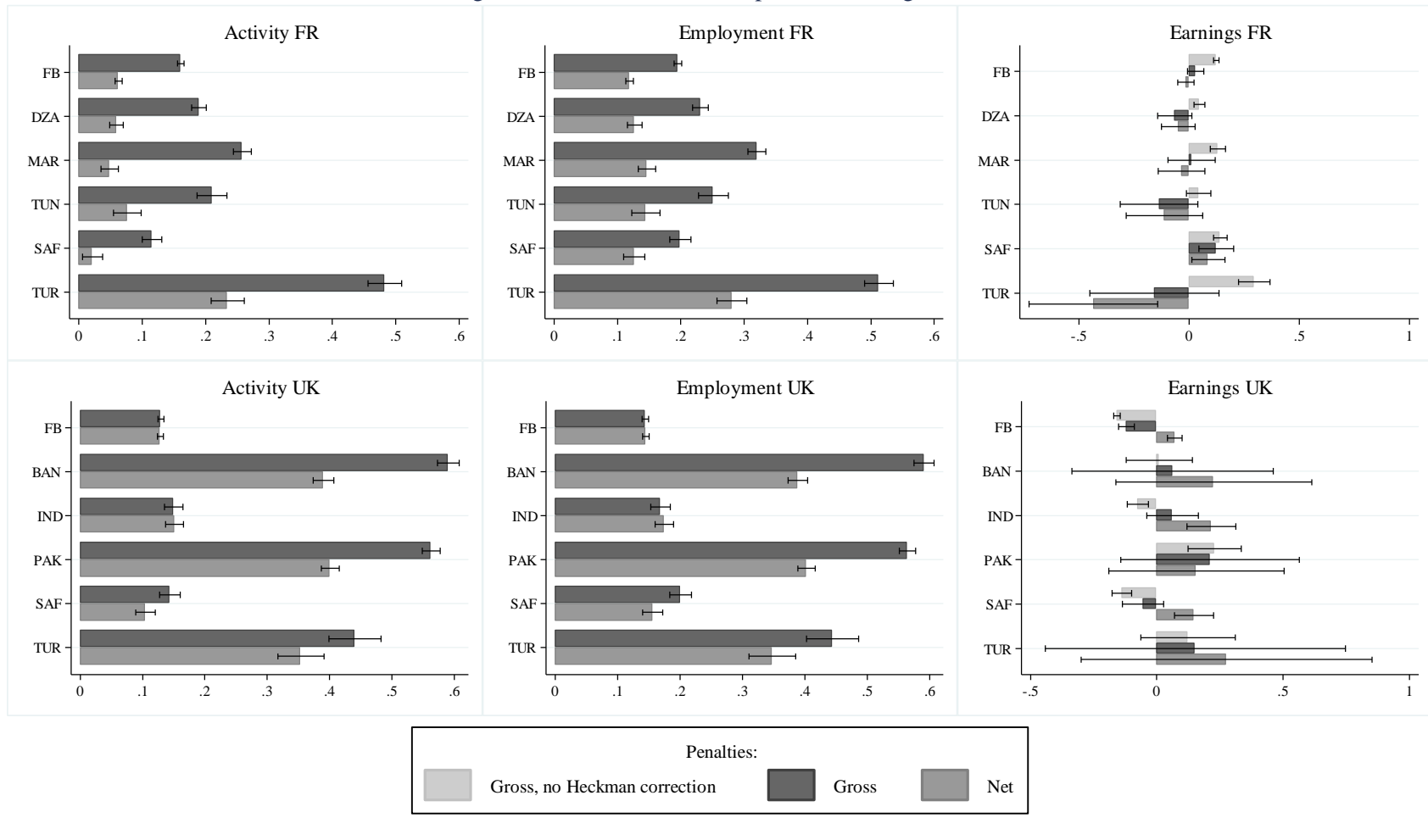


Figure 3. Proportion of gross penalty explained

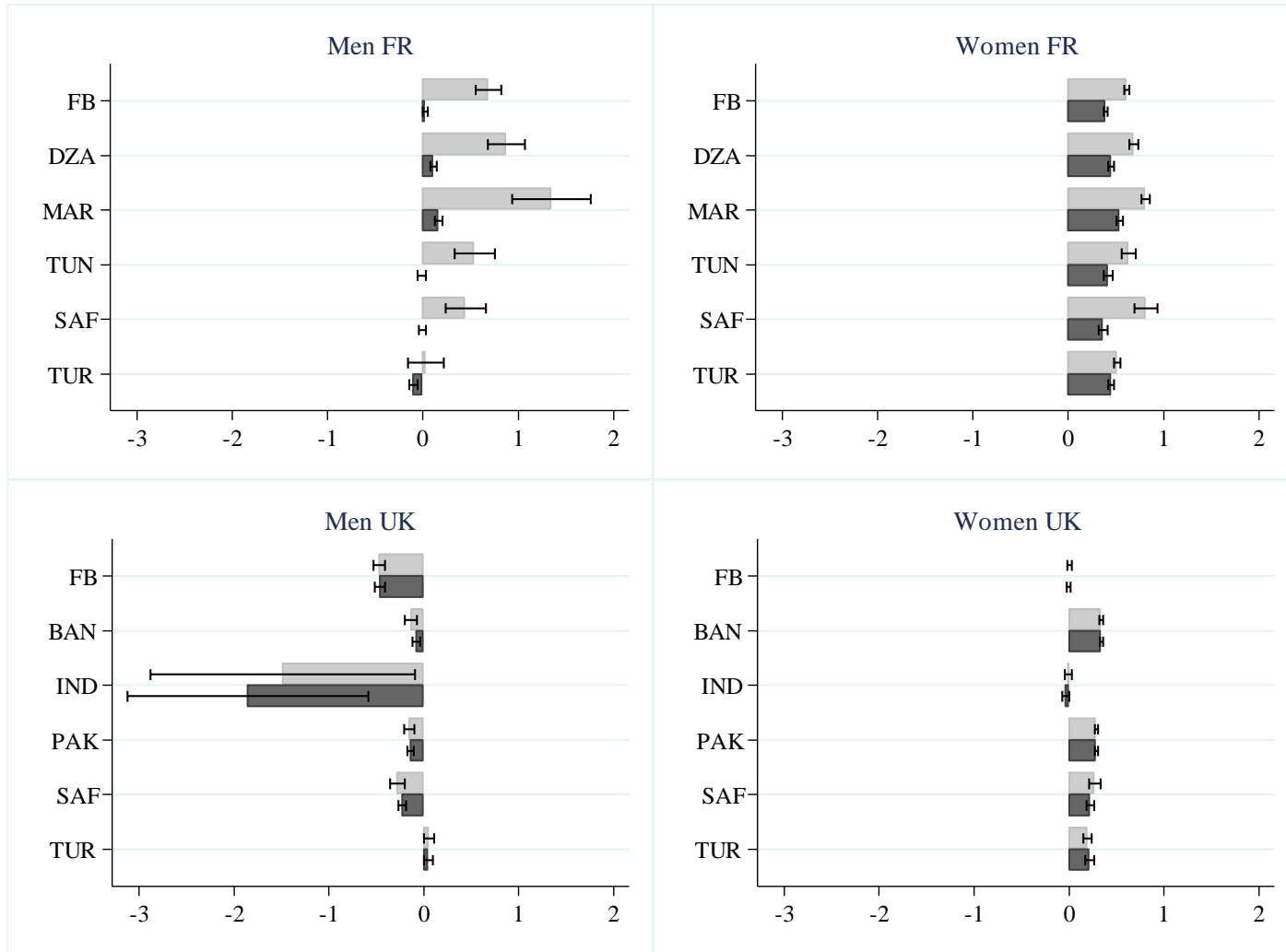


Table 1. Selected demographic and social characteristics of immigrants and natives in the United Kingdom and France

United Kingdom	Men							Women						
	NB	FB	IND	PAK	BAN	TUR	SAF	NB	FB	IND	PAK	BAN	TUR	SAF
%Left education before 15	1.4	6.9	6.4	11.4	12.7	29.5	3.7	1.2	9.7	12.5	30.0	29.6	38.4	9.2
%Left education at 21+	15.2	35.3	38.9	21.9	20.7	19.6	46.2	13.3	28.5	28.2	9.7	8.8	18.5	31.2
%Currently married	59.7	68.5	86.7	88.3	85.1	76.5	57.8	60.7	66.2	86.1	82.4	83.0	70.0	46.0
Avg. number of children at home	0.81	1.08	1.24	2.06	2.07	1.11	1.07	0.96	1.15	1.22	2.15	2.30	1.28	1.45
%Living in London	8.2	38.5	33.7	18.2	50.0	64.9	61.3	8.3	39.2	36.7	16.5	51.3	78.6	68.2
%Upper service class	25.1	29.6	31.4	13.7	8.4	13.3	22.0	12.0	16.2	12.6	10.6	13.2	18.9	9.2
%Unskilled working class	24.3	21.7	23.4	43.3	18.7	24.3	31.8	11.5	11.8	22.9	15.4	15.5	10.2	13.6
%Full-time	96.6	92.7	95.0	84.9	81.3	71.6	85.9	58.1	67.0	71.0	51.2	68.2	58.3	69.5
%Currently employed	85.9	79.9	83.3	71.4	68.9	61.6	70.1	72.6	58.2	55.7	16.1	13.5	28.0	52.5
vs. native-born men/women		-6.0	-2.6	-14.5	-17.0	-24.3	-15.8		-14.4	-16.9	-56.4	-59.1	-44.5	-20.1
Avg. In monthly earnings (GBP)	7.43	7.38	7.35	6.96	6.71	6.84	7.23	6.83	6.99	6.91	6.60	6.83	6.70	6.97
vs. native-born men/women		-0.05	-0.08	-0.47	-0.72	-0.58	-0.20		0.16	0.08	-0.23	-0.01	-0.13	0.14
N (employment analysis)	342,903	34,287	3,484	2,731	1,415	515	2,522	372,479	41,758	4,068	2,986	1,631	453	3,300
N (earnings analysis)	121,461	11,370	1,152	614	365	114	908	132,984	11,887	982	218	103	72	995

France	Men							Women						
	NB	FB	DZA	MAR	TUN	TUR	SAF	NB	FB	DZA	MAR	TUN	TUR	SAF
%Left education before 15	11.6	24.6	22.0	27.7	23.7	45.4	17.5	10.2	32.3	27.4	39.2	31.2	60.3	23.6
%Left education at 21+	25.0	27.2	23.2	27.9	21.6	8.6	44.9	26.0	21.6	20.3	21.1	17.3	4.8	32.5
%Currently married	55.3	72.1	71.1	74.8	77.2	86.3	61.9	58.4	70.9	69.1	74.5	77.2	89.5	60.0
Avg. number of children at home	0.8	1.4	1.3	1.6	1.4	1.7	1.4	0.9	1.5	1.3	1.6	1.4	1.8	1.6
%Living in Paris	14.5	31.2	27.0	25.1	33.1	21.2	50.3	15.0	31.3	26.3	27.1	32.2	21.1	49.5
%Managers	14.2	11.9	12.8	11.8	12.1	1.4	14.4	7.5	5.6	6.3	5.2	7.1	0.6	5.7
%Working class	36.8	43.8	39.1	49.7	41.7	69.0	35.9	9.8	9.9	8.1	10.4	10.0	17.0	10.3
%Full-time	97.1	95.3	96.2	95.9	96.2	96.7	91.9	74.4	70.3	71.8	68.7	72.7	75.3	67.7
%Currently employed	87.7	74.3	74.8	73.5	76.2	72.6	73.7	71.0	44.1	47.9	39.0	45.9	19.2	51.1
vs. native-born men/women		-13.4	-12.9	-14.2	-11.5	-15.1	-14.0		-27.0	-23.1	-32.0	-25.1	-51.8	-19.9
Avg. In monthly earnings (EUR)	7.24	7.15	7.23	7.12	7.21	6.92	7.11	6.91	6.81	6.86	6.78	6.86	6.61	6.77
vs. native-born men/women		-0.09	-0.02	-0.12	-0.03	-0.32	-0.13		-0.09	-0.05	-0.13	-0.04	-0.30	-0.14
N (employment analysis)	218,123	30,058	6,192	4,297	1,948	1,318	3,236	226,915	32,005	6,454	4,536	1,698	1,666	3,433
N (earnings analysis)	155,802	19,035	3,764	2,591	1,158	736	1,960	140,360	14,397	2,743	1,539	684	197	1,520

Note: The variables for class position, working hours, and logged earnings pertain only to those who are currently employed.

Table 2. Decomposition results, United Kingdom

		Men			Women		
		Activity	Employment	Earnings	Activity	Employment	Earnings
FB	Gap (unadjusted)	0.036***	0.060***	0.050***	0.129***	0.144***	-0.158***
	Gap (adjusted)			-0.031			-0.121***
	Gap explained by:						
	All covariates	-0.017***	-0.028***	-0.078***	0.001	-0.001	-0.192***
	Age	-0.002***	-0.002***	0.005***	0.000	-0.000	0.005***
	Education	-0.011***	-0.019***	-0.069***	0.002	-0.002	-0.058***
	Marital status	-0.005***	-0.010***	-0.010***	0.000	-0.000	0.000
	Children	0.001***	0.004***		-0.002	0.002	
	Region	-0.001***	0.001	-0.054***	-0.000	0.001	-0.058***
	Job chars.			0.051***			-0.077***
IND	Gap (unadjusted)	0.018***	0.026***	0.076***	0.150***	0.169***	-0.075***
	Gap (adjusted)			-0.240**			0.062
	Gap explained by:						
	All covariates	-0.027***	-0.048***	-0.146***	-0.001	-0.006**	-0.154***
	Age	0.002***	-0.000	-0.008***	-0.000	-0.001*	-0.002
	Education	-0.013***	-0.021***	-0.073***	-0.002	-0.007***	-0.055***
	Marital status	-0.017***	-0.031***	-0.046***	-0.002	-0.011***	0.003***
	Children	0.002***	0.006***		0.003	0.011***	
	Region	-0.002***	0.000	-0.043***	0.000	0.002***	-0.058***
	Job chars.			0.025***			-0.037***
PAK	Gap (unadjusted)	0.079***	0.144***	0.468***	0.563***	0.564***	0.229***
	Gap (adjusted)			0.765***			0.211
	Gap explained by:						
	All covariates	-0.012***	-0.020***	0.158***	0.162***	0.161***	0.054
	Age	-0.003***	-0.004***	0.015***	-0.011***	-0.009***	0.010**
	Education	0.000	-0.001	-0.026***	0.058***	0.061***	-0.026***
	Marital status	-0.017***	-0.036***	-0.052***	-0.015***	-0.021***	0.002***
	Children	0.006***	0.020***		0.133***	0.133***	
	Region	0.001*	0.002***	-0.017***	-0.001**	-0.001	-0.035***
	Job chars.			0.239***			0.106***
BAN	Gap (unadjusted)	0.081***	0.170***	0.716***	0.590***	0.591***	0.009
	Gap (adjusted)			-0.069			0.063
	Gap explained by:						
	All covariates	-0.011***	-0.014***	0.175***	0.200***	0.202***	-0.163***
	Age	-0.007***	-0.006***	0.015***	-0.013***	-0.008***	0.042***
	Education	0.002*	0.002	-0.013*	0.059***	0.062***	-0.058***
	Marital status	-0.015***	-0.028***	-0.047***	-0.016***	-0.022***	0.001
	Children	0.006***	0.018***		0.162***	0.161***	
	Region	0.002***	0.006***	-0.073***	0.010***	0.014***	-0.096***
	Job chars.			0.297***			-0.042
TUR	Gap (unadjusted)	0.153***	0.244***	0.585***	0.441***	0.444***	0.124
	Gap (adjusted)			0.650			0.152
	Gap explained by:						
	All covariates	0.008**	0.011**	0.301***	0.087***	0.096***	-0.124*
	Age	-0.176	-0.094	0.027***	-0.029***	-0.023***	0.023***
	Education	0.303	0.225	0.029*	0.061***	0.064***	-0.075***
	Marital status	-0.223	-0.220	-0.034***	-0.005**	-0.007**	0.001
	Children	0.031	0.051		0.044***	0.043***	
	Region	0.038	0.087	-0.078***	0.018***	0.026***	-0.102***
	Job chars.			0.357***			0.028
SAF	Gap (unadjusted)	0.085***	0.158***	0.204***	0.144***	0.201***	-0.138***
	Gap (adjusted)			0.103			-0.055
	Gap explained by:						
	All covariates	-0.024***	-0.035***	0.001	0.039***	0.045***	-0.203***
	Age	-0.006***	-0.007***	-0.002	-0.026***	-0.020***	0.004**
	Education	-0.023***	-0.037***	-0.100***	-0.050***	-0.045***	-0.069***
	Marital status	0.002***	0.003***	0.000	0.017***	0.020***	-0.002***
	Children	0.001***	0.004***		0.086***	0.077***	
	Region	0.000	0.005***	-0.083***	0.015***	0.020***	-0.099***
	Job chars.			0.190***			-0.022

Note: *p < 0.05 **p < 0.01 ***p < 0.001

Table 3. Decomposition results, France

		Men			Women		
		Activity	Employment	Earnings	Activity	Employment	Earnings
FB	Gap (unadjusted)	0.026***	0.092***	0.051***	0.161***	0.195***	0.124***
	Gap (adjusted)			0.150***			0.030
	Gap explained by:						
	All covariates	0.018***	0.002*	0.002	0.098***	0.076***	0.045***
	Age	0.031***	0.000	-0.031***	0.003***	-0.006***	-0.026***
	Education	0.086***	-0.012	0.051***	0.060***	0.059***	0.057***
	Marital status	-0.067***	0.012	-0.023***	0.004***	-0.003***	0.000
	Children	-0.023***	0.001		0.036***	0.035***	
	Region	-0.010**	0.000	-0.031***	-0.005***	-0.008***	-0.038***
	Job chars.			0.036***			0.053***
DZA	Gap (unadjusted)	0.037***	0.129***	0.018**	0.189***	0.231***	0.046***
	Gap (adjusted)			0.194***			-0.066*
	Gap explained by:						
	All covariates	0.032***	0.014***	-0.022***	0.130***	0.104***	-0.017*
	Age	0.027***	0.002	-0.050***	0.015***	-0.004***	-0.046***
	Education	0.046***	-0.021***	0.053***	0.071***	0.069***	0.029***
	Marital status	-0.033***	-0.076***	-0.023***	0.002**	-0.004***	-0.001*
	Children	-0.011***	-0.009***		0.035***	0.035***	
	Region	0.005***	0.019***	-0.019***	0.007***	0.007***	-0.020***
	Job chars.			0.016***			0.021***
MAR	Gap (unadjusted)	0.032***	0.142***	0.119***	0.258***	0.320***	0.131***
	Gap (adjusted)			0.140			0.011
	Gap explained by:						
	All covariates	0.043***	0.023***	0.057***	0.209***	0.174***	0.046***
	Age	0.022***	0.003**	-0.032***	0.001	-0.007***	-0.025***
	Education	0.089***	0.094***	0.082***	0.128***	0.115***	0.054***
	Marital status	-0.050***	-0.075***	-0.025***	0.005***	-0.003***	-0.001
	Children	-0.026***	-0.014***		0.073***	0.067***	
	Region	0.005***	0.013***	-0.014***	0.003***	0.003**	-0.029***
	Job chars.			0.047***			0.049***
TUN	Gap (unadjusted)	0.032***	0.116***	0.035**	0.210***	0.251***	0.043
	Gap (adjusted)			0.070			-0.138
	Gap explained by:						
	All covariates	0.017***	-0.001	-0.041***	0.134***	0.106***	-0.025
	Age	0.043***	0.000	-0.052***	0.014***	-0.006***	-0.052***
	Education	0.055***	0.004	0.034***	0.068***	0.071***	0.050***
	Marital status	-0.065***	-0.006	-0.026***	0.006***	-0.004***	0.000
	Children	-0.021**	-0.001		0.041***	0.042***	
	Region	0.007**	0.001	-0.029***	0.004**	0.002	-0.030***
	Job chars.			0.032***			0.008
TUR	Gap (unadjusted)	0.027***	0.152***	0.320***	0.483***	0.512***	0.296***
	Gap (adjusted)			0.552***			-0.158
	Gap explained by:						
	All covariates	0.001	-0.015***	0.201***	0.249***	0.232***	0.277***
	Age	0.000	-0.002**	0.027***	-0.011***	0.008***	0.050***
	Education	-0.002	0.043***	0.089***	0.150***	0.155***	0.136***
	Marital status	0.002	-0.039***	-0.035***	0.015***	-0.003***	0.001*
	Children	0.001	-0.007***		0.108***	0.099***	
	Region	0.001	-0.013***	-0.033***	-0.013***	-0.024***	-0.037***
	Job chars.			0.154***			0.129***
SAF	Gap (unadjusted)	0.030***	0.140***	0.133***	0.133***	0.199***	0.141***
	Gap (adjusted)			0.263**	0.265**		0.123***
	Gap explained by:						
	All covariates	0.013***	-0.001	0.009	0.008	0.073***	0.036***
	Age	0.002*	-0.000	-0.022***	-0.023***	-0.012***	-0.006**
	Education	-0.015*	0.001	0.038***	0.038***	0.041***	0.039***
	Marital status	0.009***	-0.001	-0.007***	-0.007***	-0.000	-0.000
	Children	0.012***	-0.000			0.072***	
	Region	0.010***	-0.000	-0.053***	-0.053***	-0.023**	-0.063***
	Job chars.			0.054***	0.055***		0.072***

Note: *p < 0.05 **p < 0.01 ***p < 0.001

**Partie 3 Interpréter les effets des variables
migratoires : la contribution de deux études sur le
transnationalisme des migrants**

Chapitre 4 From trans-migrants to trans-places: insights from the comparison of cross-border activities across three categories of migrants in France *

Abstract

In this article, we use a unique dataset that allows us to measure cross-border activities of three different categories of migrants in France: international migrants and their offspring, French overseas department migrants and their offspring and other “national migrants” (return colonial migrants or return expats and their offspring). Transnational activities are measured through a wide range of cross-border ties grouped together through factor analysis into three dimensions: sociopolitical, economic and re-migration. Our findings show first that all migrant categories maintain transnational activities, with transnationalism being most intense among French overseas migrants. The three dimensions of transnationalism are also shown to be affected by variables describing a similar cross-border tie opportunity structure across the three categories of migrants. Building on the unique opportunity offered by the data for comparing the impact of place of emigration on national and international migrants’ transnationalism, our final analysis points up some “trans-spatial” common determinants. The conclusion discusses the implications of our findings for transnational studies and how they are related to migration.

Keywords: transnationalism, migration, international migrants, national migrants, cross-border ties, place of emigration

* Ce chapitre représente une version récente d’un article en cours co-écrit avec Cris Beauchemin (Ined).

Introduction

The concept of transnationalism has been increasingly used in the social sciences in a wide variety of theoretical and empirical approaches. In its broadest usage, transnationalism refers to a global process not specifically related to migration but more generally to increasing economic, cultural and political cross-border connectivity enhanced by the advancement of transportation and communication technologies. The concept was used in international relations studies as early as the 1970s to describe the growing importance of non-state actors; also in political studies describing social movements organized across borders (Bauböck 2010). In some versions, the transnational perspective is assumed to have foreseen the weakening role of the nation-state. Transnationalism has thus been seen as a new model of post-national citizenship (Jacobson 1996; Soysal 1994), with consequences for the future of the world's organization into a constellation of nation-states.

However, it is in the migration literature that the concept has had its greatest success (Glick Schiller, Basch, and Blanc-Szanton 1992; Levitt and Jaworsky 2007; Schiller, Basch, and Cristina Szanton 1995). In the 1990s, transnationalism became a sub-field of migration studies, fueling theoretical and empirical debates about the migratory experience and the immigrant assimilation process (Waldinger 2015). Within this field, transnationalism was first identified as delineating a major transformation in modes of migration and incorporation, giving rise to a new figure of migrant, the *transmigrant* (Schiller, Basch, and Cristina Szanton 1995). The literature also discusses the impact of migrant transnationalism on the state's ability to control and manage immigration.

The overwhelming majority of empirical studies in the field use data on international migrants. Most of the surveys used do not even ask transnational questions for other categories of migrants, as if transnationalism were to be found only among international migrants. This leads to conflating two meanings of the concept: transnationalism as a new mode of international migration and transnationalism as an intrinsic feature of any and all population movement, regardless of the nature of the border-crossing.

What is the relation between transnationalism and migration or geographic mobility? To what extent do the driving forces of transnationalism and its dimensions differ across different types of migrants depending on the political nature of the border-crossing? We argue in this article that comparing the cross-border engagement of national and international migrants is a fruitful empirical strategy for investigating these research questions. We use a unique dataset that allows us to compare a wide range of cross-border activities across three categories of migrants in French society: international migrants and their offspring, French overseas migrants and their offspring and national migrants and their offspring (return expats or return colonials). The data also allow us to investigate the effects of a rich set of transnationalism determinants. Our findings show first that cross-border ties are not specific to international migrants. All migrants maintain relations with the place they emigrated from (place of emigration), and French overseas migrants have even higher levels of transnationalism than international migrants before and after controls. We then investigate differences in types of transnational activities and explore the extent to which driving factors are at play distinctively across migrant categories. In the final section, we focus on place-of-emigration effects. Our findings here point up similar transnationalism patterns for national and international migrants who crossed the same geographic border, suggesting that there is a “trans-spatial” dimension to transnationalism. In the

conclusion we use our findings to show the usefulness of rethinking transnationalism in a space-relational framework.

Conceptual confusion and divides in the study of transnationalism

What is transnationalism? The rapid expansion of a non-consensual concept

Transnationalism has undoubtedly been one of the most fashionable concepts in migration studies over the last decades. It is also one of the most controversial (Foner 1997; Morawska 2003; Portes, Guarnizo, and Landolt 1999; Waldinger and Fitzgerald 2004). The frequent scientific polemics surrounding the uses and applications of the concept pertain mainly to its contested heuristic nature. Does it refer to a new phenomenon? Does it identify a new type of citizen? Does it refer to a new mode of migration and a new category of migrants? Scientific contentions are also related to a certain prophetic tendency in the use of the concept: scholars argue over the degree to which transnationalism is a worldwide process entailing structural and cultural world-system transformations that will have enduring implications in terms of membership and citizenship.

These often heated debates reflect an undeniable feature of the concept: transnationalism is fuzzy. The literature that uses this terminology is not quite clear about the scope of the phenomenon, the concrete social practices it refers to, the specific actors it applies to, etc. This fuzziness is aggravated by the fragmentary nature of empirical research in the transnational field, research that draws primarily on case-studies, with a wide range of variation in the potentially transnational groups, their relation to migration, the driving forces behind their transnational engagement and its sociological implications.

In an attempt to clarify the terms of the debate we have identified four questions that help in mapping the analytic contours of transnational studies in the social sciences:

-The question of the potential transnational population (*Who is transnational?*)

-The question of the relevant borders (*Which borders?*)

-The question of the multidimensionality of transnational practices (*Which type of transnationalism?*)

-The question of the driving forces of transnationalism (*What mechanisms?*).

Who is transnational?

In its broadest sense, transnationalism refers to worldwide transformations that have potential implications for a vast range of social facts (citizenship, political membership and loyalties, international relations, economic and financial dynamics, social movements, communication, transportation and mobility, etc.). From this point of view, transnationalism is far from being exclusive to migrants and may be affecting the lives of virtually all of the planet's inhabitants.

The specificity of the migration studies lens when investigating transnationalism lies in the fact that the very research object at stake, namely population movement, is inherently transnational. In this sense, transnationalism is in no way "new" to migration scholars (Foner 1997). Migrants have always been transnational actors and their experience has traditionally been regarded as such by social scientists, with cultural and political implications (Bourne 1916; Park 1928). The study of transnationalism in the migration literature has been characterized by a tendency to understate this intrinsic transnational feature, associating transnationalism instead with a specific new class of international migrants presented as transnational political, economic or cultural

middlemen, or relating their transnationalism to a sort of ethnic retention and cultural resilience, with possible implications for nation formation and ethnoracial identity. Conversely, most recent research highlights connectivity as an inherent aspect of migration, the pre-condition for pluri-local ties and activities (Soehl and Waldinger 2010; Waldinger, 2015). Through the migration of people, present and futures connections between places are established. Research on transnationalism in situation of migration should thus widen its empirical scope to include different types of migrants. This may help us understand the specificity of international migration experience and its implications for cross-border ties.

Which borders?

As explicitly denoted by the very word that designates the concept, transnationalism entails nation-state border-crossing. From an empirical point of view, then, many studies draw on measurement of linkages – whether social, economic or political – between individuals, groups, institutions, firms, etc. across national borders. This leads to a profound paradox within the field: the national-methodologism of transnational studies (Glick Schiller 2010; Wimmer and Schiller 2003). As pointed out by Waldinger and Fitzgerald (2004, p.1177), transnationalism scholars often end up speaking about its opposite.

Moreover, transnational studies tend to homogenize trans-state borders, giving priority to individual determinants and preferences in interpreting the intensity of transnational ties. Interstate combinations may vary in degree of institutionalization (through specific bilateral agreements, political and economic history, past migration flows, etc.) and this may structurally affect cross-border ties between countries. Constraints on transnational relations may also be operational at the symbolic level. Some religious or ethnoracial groups' transnationalism may be particularly subject to suspicion with regard to loyalty (Waldinger 2003; Waldinger 2014). In the

current anti-terrorist era, transnationalism may be more risky for international migrants than national ones and particularly for those of Islamic background. Suspicion toward transnationalism may be of particular importance in France given the persisting power of the Republican-assimilationist model (Safi 2008; Simon 2008; Simon and Amiraux 2006). Indeed, one third of the population living in metropolitan France agrees with the opinion that “to be accepted in France, you have to keep quiet about your origins” (Beauchemin, Lagrange, and Safi 2011; Simon 2012).

Hence, some scholars argue that the study of transnationalism must be “de-nationalized”. This may be done by liberating the concept from geographical borders, shifting the focus to transnational social spaces defined by communal sociocultural identities. Transnationalism therefore does not need to identify a physical border; it intrinsically compresses space and transgresses geographical boundaries (Anderson 1991; Park 2007; Pries 2005). Transnationalism in this sense refers to a process of identity formation and membership construction (Levitt and Schiller 2004).

Others argue that to de-nationalize transnational studies we need on the contrary to take the nature of the borders involved in the crossing more seriously (Guarnizo and Smith 1998). The focus on borders as transnational constraints highlights the specificity of international migrants’ transnational experience since the border-crossing they may engage in is of a quite particular type in a context of increasingly controlled and militarized nation-state borders. From this perspective, they are international migrants are hardly the most emblematic “transmigrants” of the modern world. De-nationalized transnational studies therefore should extend their scope in order to cover transnational engagements across different types of geographical and institutionalized borders. Comparing diverse forms of long-distance mobility appears particularly

fruitful in this perspective as long as they involve identifiable source and destination points so as to facilitate comparison with international migration. De-nationalizing transnational studies is thus not about being post-national. Rather it signifies paying more systematic attention to the political, economic and cultural nature of the border involved in transnational relations.

Which type of transnationalism?

Cross-border activities can take numerous forms that may be distinguished qualitatively and quantitatively. While most scholars agree on the multidimensionality of transnationalism, divisions vary within the transnational field. Some scholars separate by sociocultural, political and economic activities (Itzigsohn and Saucedo 2002; Portes, Guarnizo, and Landolt 1999; Vertovec 2004). Others speak of broad transnationalism, core transnationalism, selective transnationalism or expanded transnationalism (Itzigsohn 2000; Levitt 2001). T. Faist (2000) distinguishes between three transnational types: transnational kinship groups (linkages and obligation between family and household members or close friends), transnational instrumental activities (trading or business networks), transnational communities (mobilization of collective representations and the emergence of a sense of solidarity based on ethnicity, religion, nationality or place of origin).

While most of these divisions are conceptual and are rarely founded on empirical evidence, they insightfully suggest that transnational practice intensity may vary across specific domains for specific groups or individuals. They thus shift the conception of transnationalism from “a condition of being” to a myriad of different, selectively practiced activities (Waldinger 2008) that need to be measured through a wide range of social, economic, political and symbolic ties. How distinct transnational dimensions are is also of analytic importance. As Faist points out, each type of transnational tie entails a distinct “mechanism of integration”. For example, while

sociopolitical and economic transnationalism demand a sense of loyalty and responsibility to family members, they do not necessarily entail identification with a community or group.

This multidimensional view of transnationalism is nonetheless largely dependent on the quality of the data. Unfortunately, the scarcity of wide-ranging and representative data in this field results in studies that often rely on fragmentary information extracted from surveys that were not specifically conceived to investigate the heterogeneity of transnational engagement. While personal contacts, visits, remittances and voting are the most frequently studied transnational ties, the transnational dimension of the migration project itself (particularly circular and return migration) is rarely included in transnational studies, though it may be the most immediate demographic characteristic of migration. As shown in the following section, the data we use in this article is particularly valuable in assessing the multidimensionality of transnationalism and investigating its relation to migration.

What mechanisms?

Distinguishing between transnational activities is the first step in identifying the relevant mechanisms specific to each type of transnational linkage.

First, the literature shows a great deal of evidence of a resource-driven dimension in transnationalism (Itzigsohn and Saucedo 2002; Portes, Guarnizo, and Landolt 1999; Tamaki 2011). Education and income are shown to be major determinants. More generally, transnationalism requires a certain set of transnational “skills” and “competencies” that are not only a matter of individual choice (bi or multi-lingualism, dual citizenship, etc.). Some scholars also draw attention to the instrumental dimension of transnationalism, particularly as far as second-generation migrants are concerned, for whom engagement with the parental homeland

may stem from a comparative assessment of host and origin societies' potentialities (Levitt and Waters 2002; Mouw, Chavez, Edelblute, and Ashton 2014; Soehl and Waldinger 2012).

Apart from involving resources and competencies, transnationalism is also an inherent aspect of migration. People's geographic mobility naturally involves some "linear" mechanisms that link migrants to their families and places of origins (Itzigsohn and Giorguli-Saucedo 2005; Itzigsohn and Saucedo 2002, p.899). These ties came into existence before migration and they become a pre-condition for post-migration cross-border activities, reflecting "connectivity between source and destination points" (Waldinger and Fitzgerald 2004, p. 1178). This linear transnationalism need not be conceived as restricted to international migrants: it may affect all migrants who still have exposure factors to their place of emigration (kinship, friends, citizenship, language, symbolic belonging, etc.).

Finally, transnationalism also has a political dimension. The frequency of transnational ties are indeed related to the nature of the border involved in the migration process: inter-state combinations and, more generally, political relations between sending and receiving localities, together with geographical distance, dual nationality, migration history and immigration policies create a more or less porous structure for transnational ties (Espiritu 2003; Fournon and Glick Schiller 2001; Smith 2003). The political dimension of cross-border ties also pertains to transnationalism as a mode of ethnoracial formation¹. This process may build on national

¹ We use this expression in conjunction with Omi and Winant's (1994) seminal book to emphasize the constructed, contested and negotiated aspect of this process. Ethnoracial formation can be broken down into a self-identification dimension (usually regarded as ethnicity) and a third-party identification (or ascription) dimension (usually referred to as race). (Brubaker, Loveman, and Stamatov 2004; Cornell and Hartmann 2004; Jenkins 1994; Lamont and Molnar 2002; Wimmer 2013).

identity² and country-specific *cultural repertoire* (Brubaker 1992; Favell 1998; Lamont 2000) but it may also transcend state borders. Local geographic origins (villages or cities), pan-national ethnicity, religion or other types of ethnoracial markers may also be invested in transnational linkages (Basch, Glick Schiller, and Szanton Blanc 1994; Espiritu 1992; Fouron and Glick Schiller 2001; Haller and Landolt 2005; Kastoryano 2006; Levitt 2003). Ethnoracial dynamics sometimes imply the formation of a sense of solidarity, considered by some scholars as a form of social capital (Faist 2000) that may translate into ethnic closure within economic, associative, political or social organizations (Kasinitz and Vickerman 2001; Portes, Guarnizo, and Haller 2002). Some ethnoracial aspects of transnationalism may also be more closely related to racialization and discrimination mechanisms. Here again, they may be specifically oriented towards some national groups³ but also equally relevant to broader categories of identification based on skin color, religion, broad geographic or third-world origins or any other type of ethnoracial classification.

Whether they are actively constructed within a community or externally ascribed to more or less specific groups or both, ethnoracial dynamics raise the idea of transnationalism as involving linkage to some sort of collective identity that gets formed in the context of migration. Migrants' country of origin only partially captures this dimension because regional, religious, linguistic or

2 As shown for instance with regard to Turkish immigrants in France and Germany (Kastoryano 2002; Kastoryano 2006).

3 See for instance the case of Algerians in France in relation to the colonial legacy (Sayad 1999) or the case of Mexicans in the US relative to the combination of a conflictual history, long-term immigration and a racialization process (Cordero-Guzmán, Smith, and Grosfoguel 2001; Massey, Durand, and Malone 2002). See also the example of Filipinos in the US (Espiritu 2003).

ethnoracial belonging may vary within some countries or on the contrary be similar across countries.

All in all, the preceding discussion of these four elementary questions points to the heuristic contribution to be gained from study that broadens the empirical scope of transnationalism. That is what we have sought to do in this article exploiting data that simultaneously comprise variant migrant categories, multiple border-crossing types, and a wide range of transnational ties and transnational determinants. Specifically, we have been able to investigate in considerable detail the patterns and mechanisms of transnationalism across three categories of migrants in France: international migrants, French overseas migrants and other French national migrants, guided by the following three hypotheses:

H1: Transnationalism as measured by the frequency of border-crossing ties should be observed to a certain degree for all migrants, including national ones.

H2: Transnational structural determinants should prove quite similar across national and international migrants (kinship, citizenship, language, economic resources, etc.)

H3: The study of transnationalism not only reflects individual cross-border engagement; it also captures trans-space connectiveness

Data and methods

The data come from *Trajectoire et Origines* (TeO), a large, cross-sectional French survey conducted in 2008 on a nationally representative sample of 21,761 individuals aged 18 to 60. The sample covers all regions of mainland (*metropolitan*) France (thus excluding French overseas *départements*). The questionnaire covers a wide range of topics (education,

employment, migration history, family formation, social relationships, etc.)⁴. It also includes a specific section on transnational relations that we have used extensively in this article.

Migrant categories in TeO

TeO is one of the few data sources in France that comprise precise information about individual migration trajectories. In this study, we define migrants as respondents who were born outside mainland France and were residing in mainland France at the time of the survey. Migrants' children are also included in the sample on the basis of information about parental migration background. We refer to them as second-generation migrants. Drawing on two main criteria used in French migration studies (place of birth and nationality at birth), we distinguish three types of first- and second-generation migrant categories:

-International migrants: this category includes respondents who were born abroad and acquired foreign nationality at birth. Respondents with at least one international migrant parent are referred to as second-generation international migrants.

-French overseas migrants: this category includes respondents who were born in French overseas dependencies⁵. Second generations of French overseas migrants are defined as respondents with at least one parent who is a French overseas migrant.

4 More details on the survey and questionnaire may be found at http://teo_english.site.ined.fr/

5 The French Overseas Departments (Départements d'Outre-Mer or DOMs) are four French territories with an administrative status of "département" and whose inhabitants are full French citizens: French Guiana, Guadeloupe, Martinique, and Réunion, In May 2011, Mayotte became the fifth DOM. In 2011, 2.9% of the French population lived in these territories. For more details, see www.insee.fr/fr/ppp/bases-de-donnees/donnees-detaillees/estim-pop/estim-pop-reg-sca-1990-2010.xls.

-**National migrants:** this category includes respondents who were born abroad with French citizenship. It encompasses French citizens repatriated from former colonies and children of French expats who were born abroad but with French citizenship at birth. The TeO questionnaire includes a rich set of questions on interviewee's migration and citizenship histories and those of his/her parents that allow us to distinguish these migrants⁶. One question was especially designed to determine whether respondent or parents changed nationality when their country of birth became independent. This question makes the TeO survey unique in France, as it allows for distinguishing between national migrants and 'real' international migrants. Second-generation national migrants are defined as respondents with at least one national migrant parent.

Our sample comprises 16,280 respondents; 14,430 are international migrants and their offspring, 1,206 are overseas migrants and their offspring, and 644 are national migrants and their offspring.

Transnational practises in TeO

As our data cover these three types of migrants, we refer to any activity that relates either to places other than mainland France or people living outside of mainland France as “transnational activities”⁷. Our definition is quite broad in terms of the nature of transnational activities and it

6 Questionnaire available on http://teo.site.ined.fr/fichier/s_rubrique/20242/questionnaire.teovfinale_english.fr.pdf

7 Transnationalism usually refers to activity and practices that cross national borders. The use of the term in our study might thus seem inappropriate. The fuzziness of the transnational concept is in fact more general; as Bauböck points, transnationalism is a misnomer (Bauböck 2010, p. 309). Although some scholars have suggested using trans-localism, or trans-territorialism instead, we prefer to keep the term transnationalism while broadening its empirical scope, since our aim is to contribute to literature drawing on the concept in migration studies. Trans-state activities may thus be considered a particular type of transnationalism.

encompasses diverse types of out-linkages (personal, economic, political, intellectual, symbolic, etc.). Table 2 presents the 11 transnational variables⁸ selected for this study and how the related questions were worded⁹. Some call for a binary response (yes/no) while others allow for more qualified information. We have harmonized answers, transforming them all into binary categories¹⁰ to facilitate more straightforward interpretation.

<insert table 1>

While the literature on transnationalism usually makes conceptual divisions between transnational activities, distinguishing between economic, political and sociocultural transnationalism (Itzigsohn and Saucedo 2002; Portes, Guarnizo, and Landolt 1999), ours is an inductive empirical approach. In the interests of data reduction, we have performed several factor analyses varying two parameters: the correlation type (Bravais-Pearson, Tetrachoric) and the rotation type (Varimax, Oblimin) (Table A1 in the appendix summarizes the results). Invariably across analyses, five variables load the highest on the first factor: interest in politics, personal contacts, visits, media and belonging. We therefore call this factor **sociopolitical**

8 TeO also includes a question about voting abroad. However, only 3 French overseas migrants in our data sample voted abroad, and the proportion of national migrants is also too small. We have chosen to drop this variable for the sake of group comparability.

9 All these questions were put to the three types of migrants distinguished above and are thus comparable across migrant categories. There are, however, some differences in the formulation of questions across migrant categories: questions for international migrants and their children sometimes refer explicitly to their “country of origin” while questions for national and overseas migrants measure connections to any place outside mainland France.

10 The response items “never”, “not at all”, “don’t know” and “refusal to answer” were classified as “no”.

transnationalism. It explains the highest share of total variance (eigen value= 2.56 with Bravais-Pearson and 4.15 with Tetrachoric correlations). The variables that load highest on this factor are also those most frequently practised. This suggests that linkages to people, media and politics are closely correlated and tend to form a consistent transnational “package”.

Three variables always load highest on the second factor: financial aid, financial group project and associations. This factor clearly identifies **economic transnational** activities that appear to be consistently correlated and distinct from the sociopolitical transnational domain. Homeownership is also highly correlated with this factor.

Two variables always load highest on the third factor: first, plan to settle abroad, with exceptionally high loading, and second, plan to be buried abroad . Homeownership abroad is also highly correlated with this factor in all analyses (it actually loads the highest on this factor in analyses using Bravais-Pearson correlations). This factor captures what we call “re-migration transnationalism”. It is interesting to note here that the diversity of questions used in TeO highlights a less-investigated dimension of transnationalism, which relates to the possibility for migrants and migrants’ descendants to relocate and re-migrate. This dimension thus captures the circular and recursive feature of migration.

For each individual, predicted transnational levels were computed out of the factor analysis (we used the analysis based on Tetrachoric correlation type and Varimax rotation since those results look most like the average results)¹¹. We then standardized these scores and used them as dependent variables in the OLS regressions presented below.

¹¹ Predicted scores on factors are in fact highly correlated across methods (see table A2).

Finally, we computed a global additive transnationalism score that lends itself to intuitive interpretation; it captures the intensity of transnational practises all together for each respondent. The score ranges from 0 (for respondents who do not engage in any transnational practice selected in this study) to 11 (for respondents who engage in all the aforementioned transnational practices). Table 2 displays descriptive statistics for all variables used in the following analyses, including the four transnationalism indicators (sociopolitical, economic, re-migration dimensions and transnational score). On average, the transnational score is highest among overseas migrants (4.48 activities out of 11) and lowest for national migrants (1.90 activities out of 11). Overseas migrants seem particularly active in the sociopolitical dimension but they also exhibit high scores on the re-migration transnationalism factor. Conversely, national migrants have low levels of socio-political transnationalism but quite intense economic transnationalism compared to both overseas and international migrants. Interestingly, when compared to overseas and national migrants, international migrants appear only moderately transnational. While they show intermediate levels of sociopolitical transnationalism compared to national and overseas migrants (at the top) and international migrants (at the bottom), they are actually the least transnational of the three migrant categories in the economic and re-migration domains. These descriptive results clearly show that transnationalism is not a distinctive feature of international migration; it seems consubstantial with population movement itself¹².

12 TeO also includes non-migrant respondents; i.e. people who are not international, French overseas, or national migrants (or children of any of those migrant categories). These respondents are thus French citizens at birth born in mainland France whose parents were also French citizens at birth born in mainland France. Although we exclude these respondents from our sample (because such respondent were only asked 5 out of the 11 transnational questions

However, migrant categories do seem to differ by the type of transnational activities they engage in. French overseas migrants appear to be more inclined to re-migrate, which is not surprising given the nature of the border they cross, which, though geographically distant is still within the French nation-state. Re-migration seems much less common among international migrants, who are more constrained by administrative procedures than the other categories. Finally, French national migrants who cross international borders are much more inclined to engage in economic transnationalism.

<insert table 2>

Multivariate specifications

In order to confirm these descriptive findings, we compared regression results (OLS) using each of these four variables (transnationalism score and the three dimensions of transnationalism) as dependent variables. In addition to sociodemographics (gender, age, education, income and family status), we have sought to take variability in transnationalism exposure into account by including control for variables that delimit a sort of transnational linkage opportunity structure. TeO data comprise information about transnational kinship (whether respondents have a partner, children, parent(s) or kin living abroad), multilingualism (for respondents who speak more than one language), and dual nationality. We have also controlled for migration generation (migrant or descendant of migrants) as a way of measuring direct and indirect exposure to migration. All these variables can be understood as linearly affecting the probability of cross-border ties and may thus be assumed to affect transnationalism in a similar way across the three migrant

used in this study), there is some evidence that they also engage, to some extent, in activities outside mainland France (Beauchemin, Lagrange, and Safi 2011).

categories. They are included secondly in a stepwise specification, in addition to sociodemographics.

In a third specification we have controlled for religion. Religion may affect transnationalism in two ways: it entails an ethnoracial dimension (sense of belonging to a religious group and/or to a discriminated group) and a religiosity dimension (commitment to a belief system, faith, etc.). These two dimensions may have analytically separate effects: religiosity may be assumed to enhance transnationalism regardless of religious denomination while some religious memberships may be more or less conducive to cross-border activities because of specific transnational organization of the religious community and/or because of more or less tolerant host society attitudes (Levitt 2003). We have therefore tried to separate the effects of religious denomination and religiosity¹³.

Lastly, we have controlled for place of emigration¹⁴ in the analyses, using information as detailed as the sample will allow. The effect of place of emigration can also have distinct implications. First, it may be understood as a structural transnationalism factor entailing mechanisms related to geographic distance, ease of travel, security, inter-state (or inter-place) relations, etc. Second, it can be correlated to transnationalism through ethnoracial formation mechanisms as these relate to both the sense of ethnicity developed within a migrant community and the degree to which negative attitudes and discrimination practises in the host society target specific origins. While

13 Measured in a question about the extent to which religion is important to the respondent. For more details see (Simon and Tiberj 2013).

14 Given the variability of migration status in our sample, we cannot speak of country of origin for all migrants. Instead, we use the expression “place of emigration,” which concretely refers to ego’s or parental place of birth.

the first channel (structural origin effects) may be nationally (regionally or more generally geographically) specific, the second might be more transnational, in the sense that migrants with different origins can experience similar ethnoracial conditions in the host country and be subjected to similar discriminatory practises. The final analysis explores the extent to which results using detailed or grouped places of emigration lead to different findings.

Findings

Variability in transnational domains and intensity across migrant categories

Table 3 reports OLS coefficients for overseas and national migrants compared to international migrants across the four transnational indicators, controlling for all covariables except place of emigration. Overseas migrants are the most transnational on 3 of the 4 indicators; on average they have 0.7 (out of 11) transnational activities more than international migrants. This more intense transnationalism is also found for the sociopolitical and re-migration dimensions (equally around 0.4 standard deviations more than for international migrants). National migrants show a lower level of transnationalism for two of the four indicators: they have 1.4 transnational activities (out of 11) fewer on average than international migrants and their sociopolitical transnationalism is almost 1 standard deviation less. However, national migrants appear more transnational than their international counterparts in the economic domain (+0.3 standard deviation) and the re-migration one (+ 0.2 standard deviation). These results are not qualitatively different across specifications.

<insert table 3>

Heterogeneity of transnational determinants across transnational categories

We now turn to the determinants of transnational activities and systematically compare them across the three categories of migrants. This involves estimating models with a wide range of interaction terms. Figures 4 and 5 help interpreting them in an intuitive way. Figure 4 provides a comparative overview of interaction terms between migrant categories and 5 dummies: gender, migration generation (first or second generation), dual citizenship, and multilingualism and family ties. It shows quite similar patterns in the effect of these variables on transnationalism across migrant categories. First, for all of them gender is of remarkably little relevance as a transnational factor, and more importantly, it affects cross-border activity intensity across migrant categories very similarly. While international migrant females appear slightly less transnational than their male counterparts, this only holds for economic cross-border engagement.

Although family ties have a more pronounced effect on sociopolitical transnationalism, they show no interaction effects with migrant categories in any transnational dimension. The mechanisms through which they affect transnationalism seem thus quite similar for all migrants.

The generation effect appears more heterogeneous across migrant categories and over the different transnational dimensions. Second-generation national migrants seem less sociopolitically transnational than first generations of the same migrant category while sociopolitical transnationalism decreases less across generations for French overseas migrants (significant interaction effects). Among overseas migrants, the second generation is much less inclined to re-migrate than the first generation compared to other groups (significant interaction effects). Interestingly, the intergenerational effect seems less relevant for economic transnationalism, especially for national and overseas migrants. Finally, some disparate effects

are also found for multilingualism; the latter seems more correlated with national and overseas migrants' sociopolitical transnationalism than with international migrants'.

Figure 5 focuses on differential impacts of socioeconomic background as measured by both income and education. Many interaction effects are worth mentioning. First, the social stratification of transnationalism seems to be a more specific pattern of international migrants' cross-border activities. This is particularly true for economic transnationalism (with a pattern that clearly increases with income and education) and re-migration transnationalism, which seems on the contrary negatively correlated with international migrants' socioeconomic status. The effects of income and education are more ambiguous for national and overseas migrants; they are less often significant (the curves are more often flat) and in some analyses even U-shaped. Finally, both education and income only slightly affect gaps between curves; national migrants are the most economically transnational across all income and education categories, and French overseas migrants have the highest sociopolitical and re-migration transnational score regardless of socioeconomic status. Differences across migrant categories only tend to lose significance for the most advantaged socioeconomic categories.

Introducing interaction effects with religion also brings to light very few significant cases (Table, Appendix). First, transnationalism seems highly associated with religiosity in general; non-religious people are less transnational than religious people for all migrant categories and across all transnational dimensions. Highly religious Christians in particular tend to be more transnational in a remarkably similar way within migrant categories. Muslims have the highest transnational score compared to non-religious people. Interestingly, the Muslim religion effect very seldom differs across national and international migrants, except for economic transnationalism (significantly less practiced by international migrants who are highly religious

Muslims). The Muslim religion effect is non-significant for overseas migrants, probably because N is very small.

Exploring the place of emigration effect

In the following analyses we enlarge the picture to include migrants' places of emigration (also referred to as "migration origins"). For international and national migrants, place of emigration pertains to ego's (or parents') country of birth. Given the comparatively small sample size of national migrants we have used as detailed classification as possible, to comply with statistical power constraints. Overseas migrants can be classified along ego's (or parents') specific French overseas territory of birth. Table 4 displays the distribution of "migration origins" across the three migrant categories.

To assess the place-of-emigration effect, we first introduce all of its categories in a general model, one that therefore omits the distinction between the three types of migrants (see complete results in the Appendix). Figure 3 compares these effects across the four transnational indicators. First, it is striking how the overall hierarchy of transnationalism across migrant categories still holds when the group is broken down by different places of emigration. All overseas migrant origins are significantly more transnational in the sociopolitical and re-migration dimensions than all international and national migrant origins (outliers were found for other French overseas origins and national migrants from Eastern Europe but they are mainly due to weak statistical power)¹⁵. In a similar vein, national migrants constitute a quite homogeneous group, with

15 Migrants from Eastern Europe always displays quite wide confidence intervals but we have resisted the temptation to merge them with other groups given the particular nature of their migration compared to both European and non-European migrants.

consistently lower sociopolitical and higher economic transnationalism. However, their higher transnationalism on the re-migration dimension seems less homogeneous across places of emigration. Interestingly, although the effect tends to be positive for all groups, it is only significant for national migrants from Algeria, who form both the largest and the most particular group. Indeed, almost 90% of the 283 national migrants from Algeria in our sample are return-colonial migrants (first or second-generation) and only 10% are children of return-expats. However, differences between national migrants with Algerian and those with other African places of emigration are non-significant, which works to put the specificity of the Algerian case into perspective.

Moreover, national migrants from African emigration places tend to be highly transnational on the economic level. Interestingly, this is also significantly the case for those of them who migrated from other places in the world (Middle Eastern and Far East Asian migrants).

Finally, international migrants from Western Europe and the Americas are significantly high on sociopolitical transnationalism while being much less active in the economic domain. Sub-Saharan Africans and South East Asians, East Europeans and also migrants grouped in the category "other" are relatively active economic transnationalists compared to other international migrants. Finally, the lower propensity of international migrants to re-migrate seems less subject to variation (with the exception of significantly high levels for sub-Saharan Africans).

The design of the TeO survey, focused on migration background much more than on ethnoracial identity, appears particularly useful in disentangling the different mechanisms embedded in the place of emigration effect. Our dataset offers a unique opportunity since it lends itself to comparing cross-border activities between international and national migrants with the same

emigration place. This is why we have restricted this final analysis to those two migrant categories, working to measure the extent to which places of emigration have similar/disparate effects on their respective cross-border activities. We consequently include fixed effects for place of emigration interacted with migrant category (international/ national).

In an attempt to summarize the findings, quite complex given the numerous interaction effects, Figure 5 shows pairwise comparisons of place of emigration effects within the international and national migrant categories and between them. The figure could be read as a contingency table. Interaction effects are only significant if bars relating to the same pairwise comparison do not overlap; which means that the comparison between the corresponding pair of places of emigration is not significantly different across migrant categories. Although the comparative scope of our findings is limited by the much smaller N of the national migrant subsample – leading to systematically wider confidence intervals and overwhelmingly non-significant pairwise comparisons within this group – the uniqueness of the empirical design of the data and the suggestiveness of some findings are still worth commenting on¹⁶.

First, Western European and North American migration origins are significantly more conducive than African migration origins to sociopolitical transnationalism for both international and national migrants. These similar patterns (overlapping significant bars) suggest that the same structural mechanisms affect both national and international migration that takes place between Western or North American countries and France. Higher and easier state-level connectivity are

16 Although the precision of our estimators is sharply higher for international migrants, the stability of the patterns described in this section – even when we look into more detailed group classification – suggests that the findings are not too sensitive to the size of the sub-samples.

possible explanations. As Waldinger and Fitzgerald suggest, the transnationalism of these migrants may be less suspicious, namely in terms of loyalty, which would explain its similar intensity irrespective of whether the migration in question was national or international.

There are also some noteworthy disparate effects of places of emigration. In the sociopolitical domain for instance, the deterrent effect of Algeria on transnationalism seems greater for national than international migrants (with significantly different pairwise comparison with other African or East-Asian places of emigration). The political and security context in Algeria and the return-colonial nature of French national migrants' departure from this country are possible explanations. Interestingly, we see quite the opposite pattern in the economic domain: the deterrent effect of Algeria on economic transnationalism is of significantly lesser magnitude among international migrants. Pairwise comparison of Algeria and sub-Saharan African shows the latter to be significantly more economically transnational among international migrants (the same pattern is also found for pairwise comparisons between sub-Saharan and Moroccan-Tunisian migrants and also between East Asian and Algerian and Moroccan-Tunisian migrants, visible in the non-overlapping bars). These patterns highlight the particularly high levels of sub-Saharan and East Asian economic transnationalism among international migrants.

The economic transnationalism of Western European and North American national migrants seems on the contrary significantly more intense than that of same-category migrants from sub-Saharan Africa (and to a lesser extent South East Asian international migrants) relative to the same pairwise comparison among international migrants. These patterns highlight the particularity of Western European and North American economic transnationalism among national migrants.

Lastly, the re-migration dimension systematically shows overlapping pairwise comparison between national and international migrants, irrespective of migration origin. Moreover, the few significant effects of place of emigration are found only for international migrants. National migrants, who are on the whole significantly more transnational than international ones on the re-migration dimension, seem much less affected by the border they cross; in this sense, they correspond more closely to the figure of the *transmigrant*, at least in terms of propensity for recursive geographic mobility.

Discussion and conclusion

Using an exceptionally rich body of empirical material, this article broadly contextualizes transnational studies, going beyond the usual focus on international migration to explore intrinsic links with geographic population mobility.

Comparing the cross-border ties of international migrants, French overseas migrants and other national migrants puts the centrality of international migration in transnational studies into perspective. Taking into account a wide range of transnational activities, we show that cross-border linkages are hardly specific to international migrants; they are even more intense among French overseas migrants (in the sociopolitical and re-migration dimensions) and national migrants (in the economic dimension). The different types of migration thus seem to have a greater influence on the nature (or dimensions) of transnationalism than its intensity. Moreover, most of the basic driving factors of transnationalism seem to affect these three categories of migrants similarly, a finding that points to similar structural mechanisms. Our findings thus provide some support for H1 and H2.

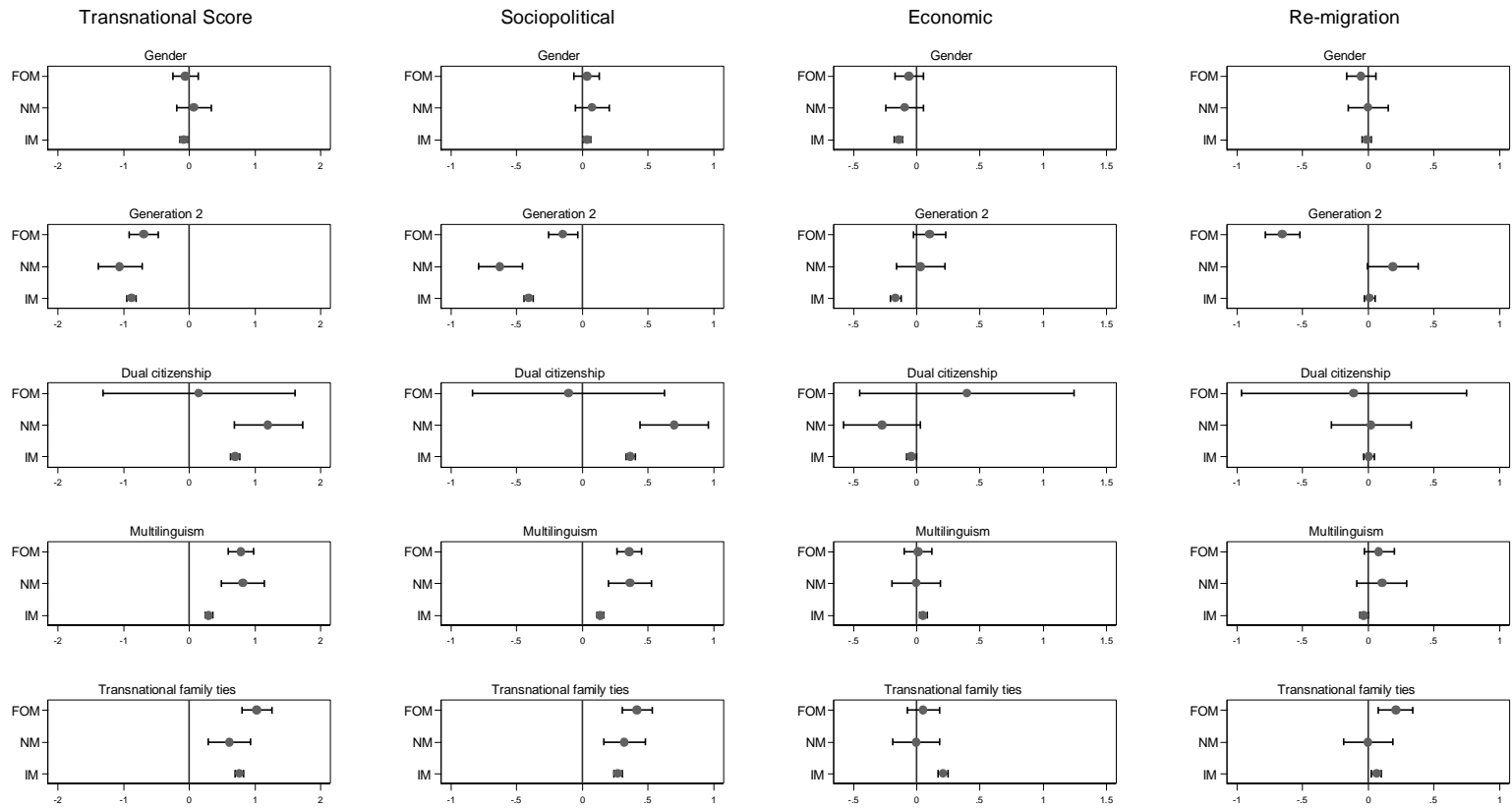
Some transnationalism studies claim that the case of international migrants shows the limited effectiveness of national boundaries when it comes to economic, political and population management. Relating transnationalism to the fundamentally demographic aspect of the phenomenon of migration puts this claim into perspective. Transnationalism in its broadest sense refers not to a trans-state field, but to people's relations to places, with these relations taking on direct interpersonal or economic, political and symbolic content. Adopting this perspective allows us to bridge the gap between transnational studies and research on geographic mobility as a "ubiquitous phenomenon of general societal importance" (Schiller and Urry 2006). Exploring the diversity of transnationalities to be found among different categories of migrants highlights in particular the fact that transnationalism is also about relations that people try to maintain with a homeland (Waldinger and Fitzgerald 2004, p. 1177).

This leads us to the question of the nature of the political and geographical border involved in transnational ties. In our study, French overseas migrants' pronounced transnationalism may be understood as a certain type of regional attachment. It may be quite similar to other forms of inter-regional mobility (for instance, migration of Bretons to the Paris region). This type of migration involves a border whose crossing is less constrained by institutional factors than in the other cases: it may thus lead to high levels of circularity in the migration trajectory itself and also to intense sociopolitical transnationalism. However, while occurring within the space of the nation and among the national population, this transnationalism also tells us something about identity formation dynamics among those populations. The similarity of transnational relation patterns across different emigration origins within the French overseas category seems to suggest that identity formation dynamics also involve mechanisms that are not spatially specific; the history of migration from overseas departments to mainland France and the particular ethno-

racial characteristics of these populations may also point to a pan-identity that may encompass the diversity of these migrants' geographic origins (Byron and Condon 2007). Such a pan-identity may be related to this population's strong perception of being stigmatized and discriminated against, mainly reported to be linked to skin color (Safi and Simon 2014).

The transnationalism of other categories of national migrants, namely those who cross a national boundary, seems the most instrumental. Less intense overall, their cross-border linkages are primarily economic in nature. However, the very fact that they also cross a trans-state boundary leads to similarities in the structural determination of their cross-border linkages (distance, trans-state relations, security conditions, etc.). Despite some limitations due to sample size, our data offer a unique opportunity to compare these state-level determinants across international and national migrants involved in the same-border crossing. The results suggest similarities in state-level determinants that are most pronounced in transnational activity that implies a *re-crossing* of the border: re-migration. Although these first findings need to be investigated and consolidated in future research, they draw attention to the relevance of taking the nature of the border seriously in transnational studies. Transnationalism is not only about individual border-crossing ability (individual *transnationality*), it is also a space-relational phenomenon. Investigating differences between different categories of migrants in connection with the same space-relational units (international and national migrants with the same source-destination combination) may thus represent a useful path for future research. It may be particularly valuable in disentangling the identity formation dynamics of transnationalism from structural factors related to the more or less political nature of the border-crossing. Doing so requires a scientific stance wherein transnationalism is an angle of study or a methodology rather than an ideology (Faist 2012).

Figure 1 Marginal effects of generation, nationality, multilingualism and family ties across migrant categories



IM=International Migrants, NM=National Migrants, FOM= French Overseas Migrants

Figure 2 Marginal effects of income on transnational practices across migrant categories

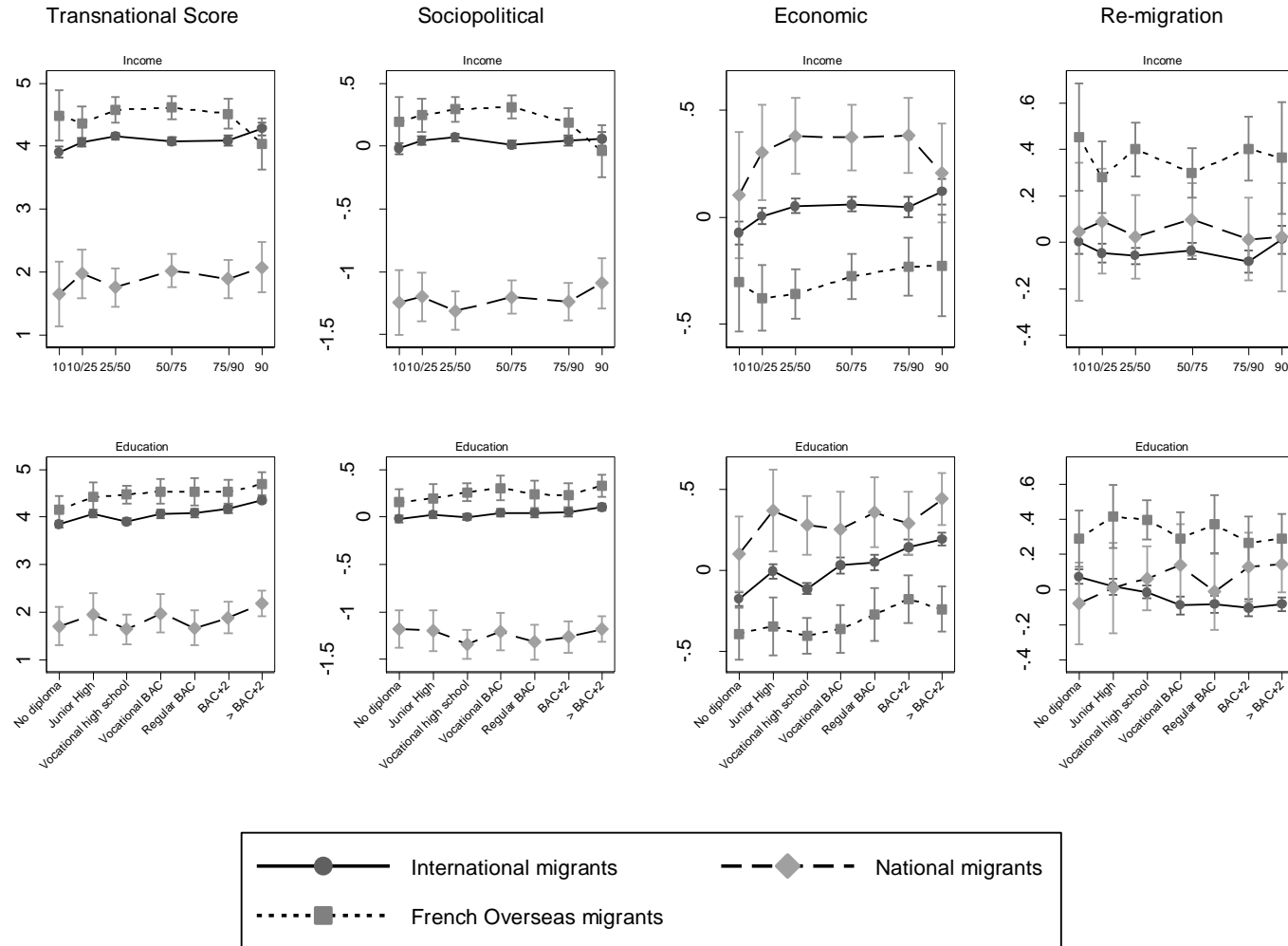


Figure 3 Place of emigration effects on transnational activities for the three categories of migrants

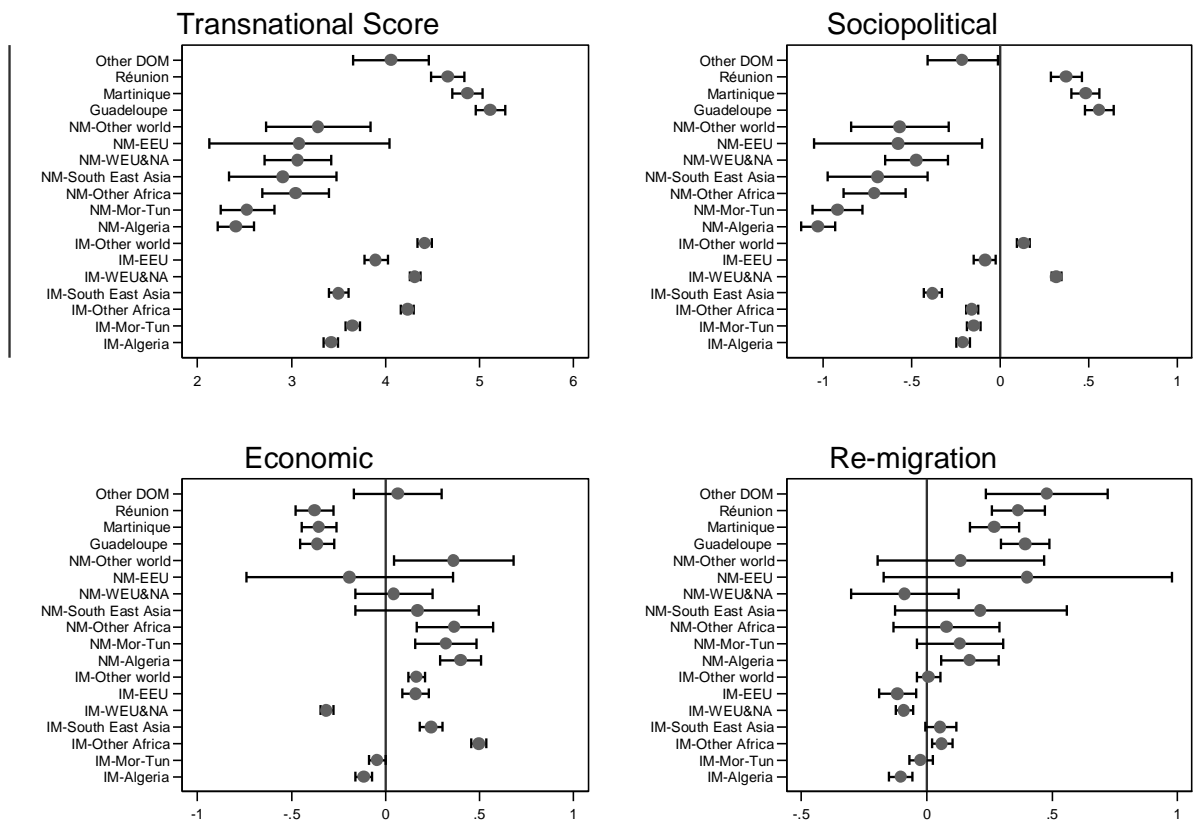
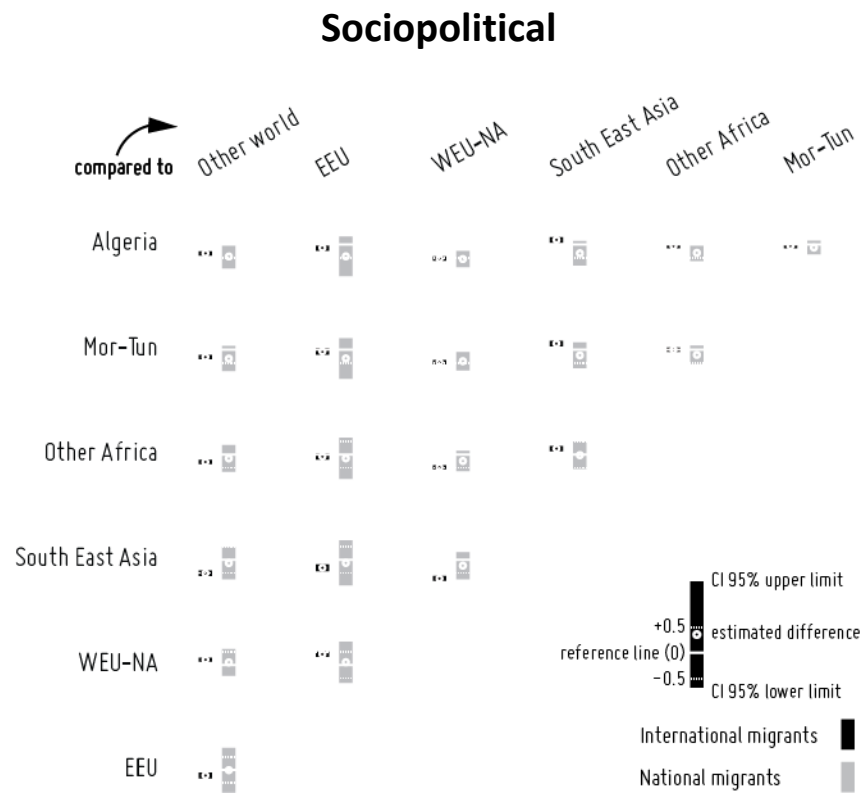
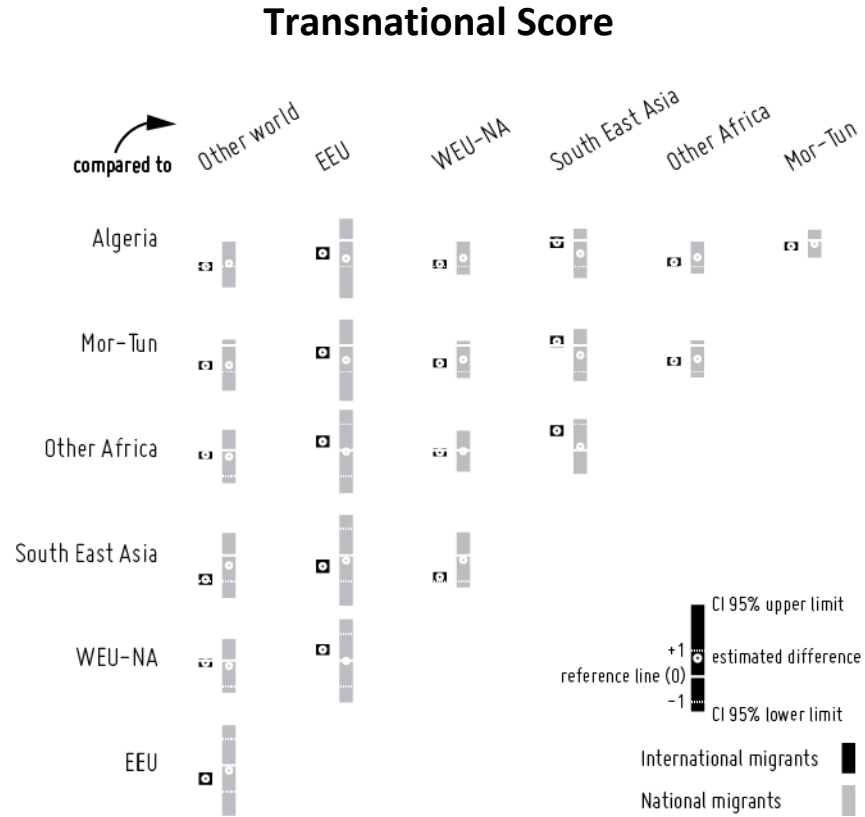
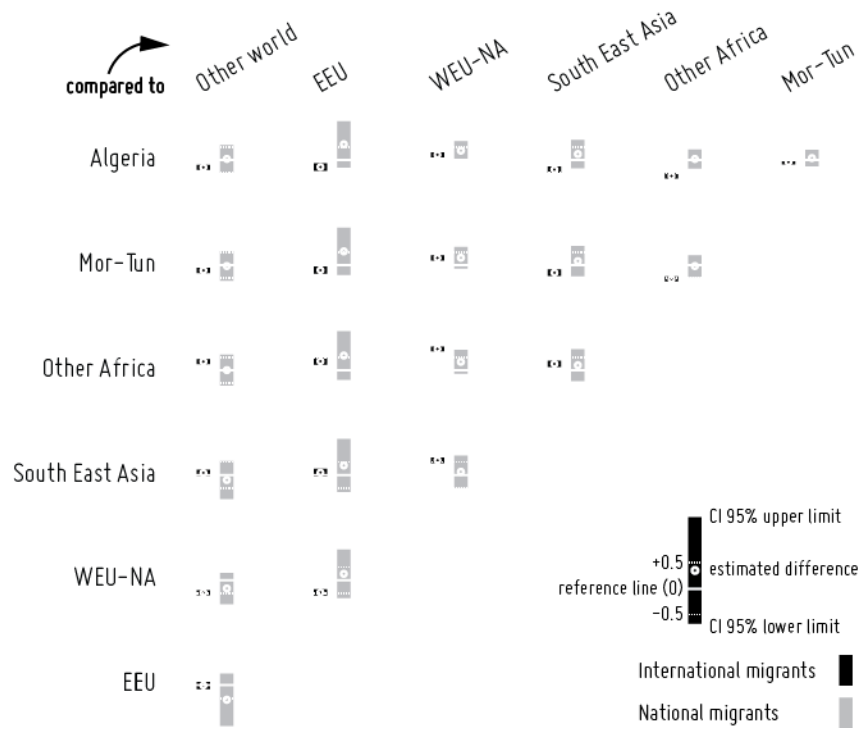


Figure 4 Pairwise comparisons of place of emigration effects on transnational score across national and international migrants



Economic



Remigration

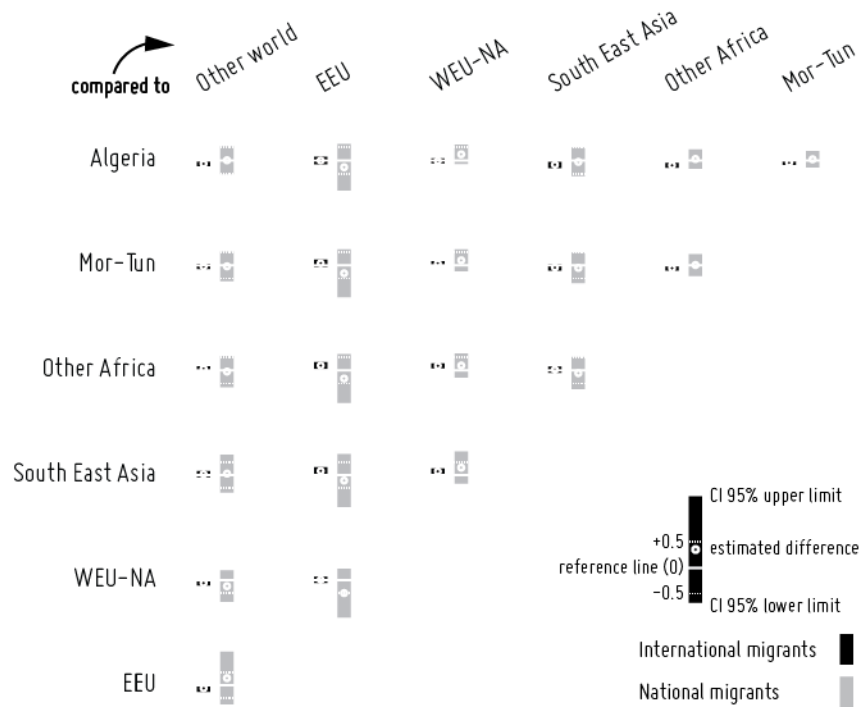


Table1 Transnational activities across migrant categories

		International migrants	Overseas migrants	National migrants
Abroad homeownership	“Do you own land, a house or an apartment, including one under construction, in a DOM, TOM or country other than France?”	0,097	0,066	0,028
Financial aid	“During the past 12 months, have you provided regular financial aid to persons outside your household?” if yes "was all or a part of this aid sent to a DOM, a TOM or another country outside of France"	0,090	0,040	0,034
Financial group project	“Have you ever given money to build a school, healthcare center or religious center or for other collective projects in [ego/parents’ country of origin]?”	0,095	0,051	0,042
Interest in politics	“Are you interested in national politics in [ego/parents’ country of origin] in your/parents’ country of origin"	0,586	0,614	0,373
Association	if at least one association: “Of the associations you belong to, do any of them comprise almost exclusively members who are from the same country DOM or TOM as you or your parents?”	0,054	0,039	0,020
Abroad burial plans	“Would you like to be buried in another country (than France)?”	0,231	0,229	0,064
Abroad settlement plans	“Are you planning to settle one day in a DOM, TOM or country other than France?”	0,146	0,313	0,123
Personal contacts	“Do you maintain contact by letter, telephone or Internet with your family or friends living in a country outside France, a DOM or a TOM?”	0,731	0,813	0,491
Travels and visits	For migrants: “Since you have begun living in Metropolitan France, have you returned to your country of origin?”; for descendants of migrants: “Have you ever been to your parents’ country of origin?”	0,825	0,863	0,334
Medias	“Do you read newspapers, listen to the radio, watch television or visit websites from [ego/parents’ country of origin]?”	0,530	0,645	0,180
Sense of belonging to the origin country	Say wether you totally agree, agree, disagree or totally disagree at all with the following: I feel [ego/parents’ nationality of origin]”.	0,694	0,811	0,213

Table 2 Descriptive across migrant categories

	International migrants	National migrants	Overseas migrants
% female	0,53	0,52	0,52
Age	33,26	33,37	31,95
<i>Family status</i>			
Single/ no children	0,35	0,38	0,42
Single/ with 1 or more children	0,07	0,05	0,11
In couple/ no children	0,12	0,14	0,12
In couple/ 1 child	0,14	0,13	0,14
In couple/ 2 children	0,19	0,20	0,15
In couple/ 3 or more children	0,14	0,10	0,07
Live with parents	0,24	0,22	0,24
<i>Higher diploma</i>			
No diploma	0,18	0,12	0,12
High School	0,32	0,26	0,34
BAC	0,22	0,23	0,24
Bac+2 and more	0,29	0,39	0,30
Still studying	0,14	0,16	0,15
<i>Income</i>			
Income 0/25	0,27	0,18	0,18
Income 25/50	0,22	0,18	0,23
Income 50/75	0,21	0,24	0,26
Income 75/100	0,19	0,30	0,22
Unknown	0,11	0,10	0,11
Generation 2	0,56	0,71	0,54
Multilinguism	0,46	0,25	0,56
Family member abroad	0,46	0,24	0,58
Dual nationality	0,21	0,09	0,00
<i>Religion</i>			
Non religious	0,26	0,44	0,29
Christian/low religiosity	0,26	0,38	0,49
Christian/high religiosity	0,07	0,04	0,16
Muslim/low religiosity	0,17	0,04	0,01
Muslim/high religiosity	0,17	0,05	0,01
Other religion/low religiosity	0,05	0,04	0,03
Other religion/high religiosity	0,02	0,02	0,02
<i>Transnationalism score</i>			
Transnationalism score	4,08	1,90	4,48
Sociopolitical	0,03	-1,23	0,24
Economic	0,12	0,31	-0,31
Re-migration	-0,31	0,07	0,33
N	14430	644	1206

Table 3 Estimated coefficients for migrant categories across specifications (ref=international migrants)

	Model1	Model2	Model3
Total score			
National migrants	-2,128*** (0,079)	-1,581*** (0,071)	-1,397*** (0,068)
Overseas migrants	0,541*** (0,059)	0,460*** (0,054)	0,710*** (0,052)
R2- Adjusted	0,080	0,270	0,348
Sociopolitical			
National migrants	-1,233*** (0,039)	-0,991*** (0,035)	-0,910*** (0,034)
Overseas migrants	0,278*** (0,029)	0,268*** (0,027)	0,383*** (0,026)
R2- Adjusted	0,090	0,246	0,315
Economic			
National migrants	0,274*** (0,039)	0,338*** (0,039)	0,354*** (0,039)
Overseas migrants	-0,305*** (0,029)	-0,368*** (0,030)	-0,364*** (0,030)
R2- Adjusted	0,051	0,071	0,079
Re-Migration			
National migrants	0,124*** (0,040)	0,150*** (0,040)	0,169*** (0,040)
Overseas migrants	0,357*** (0,030)	0,343*** (0,030)	0,378*** (0,030)
R2- Adjusted	0,041	0,044	0,054
Sociodemographics	yes	yes	yes
Exposure	no	yes	yes
Religion	no	no	yes

Table 4

	International migrants	National migrants	Overseas migrants
Algeria	2018	283	
Mor-Tun	2033	125	
Other Africa	2364	81	
South-East Asia	1101	31	
WEUNA	4297	80	
EEU	682	11	
Others	1935	33	
Guadeloupe			410
Martinique			400
Reunion			334
Other DOM			62
Total	14430	644	1206

Appendix

Table A 1. Comparison of factor analyses findings varying correlation and rotation types ($=r(\text{axe,variable}) >.40$)

	Bravais-Pearson varimax			Bravais-Pearson oblimin			Tetrachoric varimax			Tetrachoric oblimin			Average		
	F1	F2	F3	F1	F2	F3	F1	F2	F3	F1	F2	F3	F1	F2	F3
Transnational variables															
Abroad homeownership	0,13	0,31	0,43	0,07	0,29	0,41	0,38	0,45	0,19	0,32	0,39	0,11	0,22	0,36	0,28
Financial aid	0,12	0,58	0,11	0,05	0,58	0,07	0,27	0,74	-0,05	0,17	0,74	-0,16	0,15	0,66	-0,01
Financial group project	0,08	0,66	0,09	0,01	0,67	0,05	0,13	0,72	0,20	0,00	0,73	0,11	0,05	0,69	0,11
Interest in politics	0,58	0,14	-0,06	0,59	0,09	-0,13	0,57	0,27	-0,03	0,57	0,19	-0,12	0,58	0,17	-0,09
Association	0,02	0,66	-0,10	-0,04	0,67	-0,13	-0,03	0,71	0,19	-0,17	0,74	0,12	-0,06	0,69	0,02
Abroad burial plans	0,37	0,14	0,50	0,33	0,09	0,46	0,58	0,18	0,47	0,54	0,06	0,40	0,46	0,12	0,46
Abroad settlement plans	0,02	-0,02	0,83	-0,05	-0,05	0,84	0,10	0,09	0,92	0,01	0,01	0,92	0,02	0,01	0,88
Personal contacts	0,62	0,14	0,12	0,61	0,08	0,05	0,64	0,46	0,11	0,60	0,37	-0,01	0,62	0,26	0,07
Travels and visits	0,59	-0,10	-0,04	0,62	-0,15	-0,09	0,74	-0,06	0,00	0,79	-0,18	-0,07	0,68	-0,12	-0,05
Medias	0,70	0,14	0,12	0,69	0,08	0,04	0,75	0,28	0,13	0,73	0,16	0,02	0,72	0,16	0,08
Sense of belonging to the origin country	0,67	-0,02	0,11	0,68	-0,09	0,04	0,77	0,04	0,18	0,79	-0,10	0,10	0,73	-0,04	0,11

We compare each variable's loading on the three factors across methods. For each variable, we highlight the factor with the highest loadings

Table A2

Factor 1	BPV	BPO	TV	TO
BPV	1,00			
BPO	0,99	1,00		
TV	0,99	0,98	1,00	
TO	0,98	0,99	0,99	1,00
Factor 2				
BPV	1,00			
BPO	0,99	1,00		
TV	0,93	0,90	1,00	
TO	0,94	0,95	0,95	1,00
Factor 3				
BPV	1,00			
BPO	1,00	1,00		
TV	0,90	0,88	1,00	
TO	0,91	0,91	0,99	1,00

REFERENCES

- Anderson, Benedict. 1991. *Imagined Communities: Reflections on the Origin and the Spread of Nationalism*. London and New York: Verso.
- Basch, Linda, N Glick Schiller, and C Szanton Blanc. 1994. *Nations Unbound: Transnational Projects, Postcolonial Predicaments and Deterritorialized Nation-States*. Langhorne: PA: Gordon & Breach.
- Bauböck, Rainer. 2010. "Cold Constellations and Hot Identities: Political Theory Questions about Transnationalism and Diaspora." Pp. 296-321 in *Diaspora and Transnationalism* edited by R. Baubök and T. Faist. Amsterdam: Amsterdam University Press.
- Beauchemin, Cris, Hugues Lagrange, and Mirna Safi. 2011. "Transnationalism and Immigrant Assimilation in France : Between Here and There ?" *Ined, Working Paper, n°172*.
- Bourne, R.S. 1916. "Transnational America." *The Atlantic Monthly*:86-97.
- Brubaker, Rogers. 1992. *Citizenship and Nationhood in France and Germany*. Cambridge: Harvard univesrity Press.
- Brubaker, Rogers, Mara Loveman, and Peter Stamatov. 2004. "Ethnicity as Cognition." *Theory and Society* 33:31-64.
- Byron, Margaret, and Stéphanie Condon. 2007, *Migration in Comparative Perspective. Caribbean Communities in Britain and France*. New York : Routledge
- Cordero-Guzmán, Héctor R., Robert C. Smith, and Ramón Grosfoguel.(ed) 2001. *Migration, Transnationalization, and Race in a Changing New York*. Philadelphia: Temple University Press.
- Cornell, S and D Hartmann. 2004. "Conceptual Confusions and Divides: Race, Ethnicity, and the Study of Immigration." Pp. 23-41 in *Not Just Black and White: Historical and Contemporary Perspectives on Immigration, Race, and Ethnicity in the United States*, edited by N. Foner and G. Frederickson. New York: Russell Sage Foundation.
- Espiritu, Yen Le 1992. *Asian American Panethnicity. Bridging Institutions and Identities*. Philadelphia: Temple University Press.
- . 2003. *Home Bound Filipino Lives across Cultures, Communities, and Countries*. Berkeley: University of California Press.
- Faist, Thomas. 2000. *The Volume and Dynamics of International Migration and Transational Spaces*. New York: Oxford University Press.
- . 2012. "Toward a Transnational Methodology: Methods to Address Methodological Nationalism, Essentialism, and Positionality." *Revue Européenne des Migrations Internationales* 28:51-70.
- Favell, Adrian. 1998. *Philosophies of Integration: Immigration and the Idea of Citizenship in France and Britain*. London: Macmillan.
- Foner, N. 1997. "What's New about Transnationalism?: New York Immigrants Today and at the Turn of the Century." *Diaspora* 6:355-375.
- Fouron, Geroges E. and Nina Glick Schiller. 2001. "The Generation of Identity: redefining the Second Generation within a Transnational Social Field." Pp. 58-86 in *Migration, Transnationalization, and Race in a Changing New York* edited by H. R. Cordero-Guzmán, R. C. Smith, and R. Grosfoguel. Philadelphia: Temple University Press.
- Glick Schiller, N, Linda Basch, and C Blanc-Szanton. 1992. *Toward a Transnational Perspective on Migration*. New York: New York Academy of Sciences.

- Glick Schiller, Nina. 2010. "A Global Perspective on Transnational Migration: Theorising Migration without Methodological Nationalism." Pp. 109-129 in *Diaspora and Transnationalism* edited by R. Baubök and T. Faist. Amsterdam: Amsterdam University Press.
- Guarnizo, Luis Eduardo and Michael Peter Smith. 1998. "The Location of Transnationalism." Pp. 3-34 in *Transnationalism from Below*, edited by L. E. Guarnizo and M. P. Smith. New Brunswick, NJ: Transactions Publishers.
- Haller, William and Patricia Landolt. 2005. "The Transnational Dimensions of Identity Formation: Adult Children of Immigrants in Miami." *Ethnic & Racial Studies* 28:1182-1214.
- Itzigsohn, José. 2000. "Immigration and the Boundaries of Citizenship: The Institutions of Immigrants' Political Transnationalism." *International Migration Review* 34:1126-1154.
- Itzigsohn, José and Silvia Giorguli-Saucedo. 2005. "Incorporation, Transnationalism, and Gender: Immigrant Incorporation and Transnational Participation as Gendered Processes." *International Migration Review* 39:895-920.
- Itzigsohn, José and Silvia Giorguli Saucedo. 2002. "Immigrant Incorporation and Sociocultural Transnationalism." *International Migration Review* 36:766-798.
- Jacobson, David. 1996. *Rights across Borders. Immigration and the Decline of Citizenship* Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Jenkins, Richard. 1994. "Rethinking Ethnicity: Identity, Categorization and Power." *Ethnic & Racial Studies* 17:197.
- Kasinitz, Philip and Milton Vickerman. 2001. "Ethnic Niches and Racial traps: Jamaicans in the New York Regional Economy." Pp. 191-211 in *Migration, Transnationalization, and Race in a Changing New York* edited by H. R. Cordero-Guzmán, R. C. Smith, and R. Grosfoguel. Philadelphia: Temple University Press.
- Kastoryano, R. 2002. *Negotiating Identities: States and Immigrants in France and Germany*. Princeton: Princeton University Press.
- Kastoryano, Riva. 2006. "Vers un nationalisme transnational. Redéfinir la nation, le nationalisme et le territoire." *Revue française de science politique* 56:533-553.
- Lamont, Michèle. 2000. *The Dignity of Working Men: Morality and the Boundaries of Race, Class, and Immigration*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Lamont, Michèle and Virag Molnar. 2002. "The Study of Boundaries in the Social Sciences." *Annual Review of Sociology* 28:167-195.
- Levitt, Peggy. 2001. *The Transnational Villagers*. Berkeley and Los Angeles: University of California Press.
- . 2003. " "You Know, Abraham Was Really the First Immigrant": Religion and Transnational Migration." *International Migration Review* 37:847-873.
- Levitt, Peggy and B. Nadya Jaworsky. 2007. "Transnational Migration Studies: Past Developments and Future Trends." *Annual Review of Sociology* 33:129-156.
- Levitt, Peggy and Nina Glick Schiller. 2004. "Conceptualizing Simultaneity: A Transnational Social Field Perspective on Society." *International Migration Review* 38:1002-1039.
- Levitt, Peggy and M. Waters. 2002. *The Changing Face of Home : the Transnational Lives of the Second Generation* New York: Russell Sage Foundation.
- Massey, Douglas S., Jorge Durand, and Nolane J. Malone. 2002. *Beyond Smoke and Mirrors: Mexican Immigration in an Era of Economic Integration*. New York: Russell Sage Foundation

- Morawska, Ewa. 2003. "Disciplinary Agendas and Analytic Strategies of Research on Immigrant Transnationalism: Challenges of Interdisciplinary Knowledge." *International Migration Review* 37:611-640.
- Mouw, Ted, Sergio Chavez, Heather Edelblute, and Verdery Ashton. 2014. "Binational Social Networks and Assimilation: A Test of the Importance of Transnationalism." *Social Problems* 61:329-359.
- Omi, Michael and Howard Winant. 1994. *Racial Formation in the United States: From the 1960s to the 1990s* New York: Routledge. 2d Edition.
- Park, Keumjae. 2007. "Constructing Transnational Identities without Leaving Home: Korean Immigrant Women's Cognitive Border-Crossing." *Sociological Forum* 22:200-218.
- Park, Robert E. 1928. "Human Migration and the Marginal Man." *The American Journal of Sociology* 33:881-893.
- Portes, A., L. E. Guarnizo, and P. Landolt. 1999. "The Study of Transnationalism: Pitfalls and Promise of an Emergent Research Field." *Ethnic and Racial Studies* 22:217-237.
- Portes, Alejandro, Luis Eduardo Guarnizo, and William J. Haller. 2002. "Transnational Entrepreneurs: An Alternative Form of Immigrant Economic Adaptation." *American Sociological Review* 67:278-298.
- Pries, Ludger. 2005. "Configurations of Geographic and Societal Spaces: a Sociological Proposal between 'Methodological Nationalism' and the 'Spaces of Flows'." *Global Networks* 5:167-190.
- Safi, Mirna. 2008. "The Immigrant Integration Process in France: Inequalities and Segmentation." *Revue française de sociologie English Issue* 49 3-44.
- Safi, Mirna and Patrick Simon. 2014. "Les discriminations ethniques et raciales dans l'enquête Trajectoires et Origines : représentations, expériences subjectives et situations vécues." *Economie et Statistique* n°464-465-466:245-275.
- Sayad, Abdelmalek. 1999. *La double absence : des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*: Paris, Seuil.
- Schiller, Nina Glick, Linda Basch, and Blanc Cristina Szanton. 1995. "From Immigrant to Transmigrant: Theorizing Transnational Migration." *Anthropological Quarterly* 68:48-63.
- Simon, Patrick. 2008. "The Choice of Ignorance : The Debate on Ethnic and Racial Statistics in France." *French politics culture & society* 26:7-31.
- . 2012. "French National Identity and Integration: who Belongs to the National Community?" Washington DC: Migration Policy Institute
- Simon, Patrick and Valérie Amiraux. 2006. "There are no Minorities here: Cultures of Scholarship and Public Debate on Immigrants and Integration in France." *International journal of comparative sociology* 47:191-215.
- Simon, Patrick and Vincent Tiberj. 2013. "Sécularisation ou regain religieux : la religiosité des immigrants et de leurs descendants." *Ined, Working Paper, n°196*.
- Smith, Robert C. 2003. "Migrant Membership as an Instituted Process: Transnationalization, the State and the Extra-Territorial Conduct of Mexican Politics." *International Migration Review* 37:297-343.
- Soehl, Thomas and Roger Waldinger. 2010. "Making the Connection: Latino Immigrants and their Cross-Border Ties." *Ethnic and Racial Studies* 33:1489-1510.
- . 2012. "Inheriting the Homeland? Intergenerational Transmission of Cross-Border Ties in Migrant Families." *American Journal of Sociology* 118:778-813.

- Soysal, Yasemin Nuhoglu. 1994. *Limits of Citizenship: Migrants and Postnational Membership in Europe*. Chicago: University of Chicago Press.
- Tamaki, Emi. 2011. "Transnational Home Engagement among Latino and Asian Americans: Resources and Motivation." *International Migration Review* 45:148-173.
- Vertovec, Steven. 2004. "Migrant Transnationalism and Modes of Transformation." *International Migration Review* 38:970-1001.
- Waldinger, Roger. 2003. "Foreigners Transformed: International Migration and the Remaking of a Divided People." *Diaspora: A Journal of Transnational Studies* 12:247-272.
- . 2008. "Between "Here" and "There": Immigrant Cross-Border Activities and Loyalties." *International Migration Review* 42:3-29.
- . 2014. "Engaging from abroad: The Sociology of Emigrant Politics." *Migration Studies* 2:319-339.
- . 2015. *The Cross-Border Connection. Immigrants, Emigrants and Their Homelands*. Cambridge, Ma & London, Eng: Harvard University Press.
- Waldinger, Roger and David Fitzgerald. 2004. "Transnationalism in Question." *The American Journal of Sociology* 109:1177-1195.
- Wimmer, Andreas. 2013. *Ethnic Boundary Making. Institutions, Power, Networks*. new york: Oxford University Press.
- Wimmer, Andreas and Nina Glick Schiller. 2003. "Methodological Nationalism, the Social Sciences, and the Study of Migration: An Essay in Historical Epistemology." *International Migration Review* 37:576-610.

Chapitre 5 Changing Patterns of Cross-border Ties across Immigrant Generations in France: assimilation, opportunity structure and ethnoracial formation*

Abstract

In this article, I use the French unique Trajectories and Origins (TeO) survey to describe patterns and trends of transnationalism across immigrant generations. Transnational activities are measured through a wide range of cross-border social interactions, grouped with the help of a factor analysis into three dimensions: socio-political, economic and a third dimension that I call re-migration transnationalism. The data offer the possibility of taking into account three sets of determinants that may affect transnational relations: variables measuring exposure to the country of origin, variables describing incorporation in the host country and variables that are specific to each generation. While descriptive analyses suggest weakened transnational ties across generations for all immigrants, taking these three sets of variables into account shows that transnationalism is maintained across generations for some groups. These findings contribute to the debate on the relation between transnationalism and immigrant assimilation and invite us to widen the transnational perspective beyond international migration theory.

* Ce chapitre représente une version récente d'un article en cours de rédaction.

Introduction

The concept of transnationalism has a quite diverse use in the social sciences and became a major field of migration studies since the 1990 (Glick Schiller, Basch, and Blanc-Szanton 1992; Levitt and Jaworsky 2007; Schiller, Basch, and Cristina Szanton 1995). This transnationalist turn has relied on both empirical and theoretical arguments. From an empirical point of view, and despite an intrinsic link between migration as a demographic phenomenon and transnationalism defined as cross-border ties, advancement in communication and transportation means during the last decades has given this relation a wider applicability and a sharper relevance (Foner 2005). Changes in technology facilitate migrants' communication with those who stay at home in a way that invalidates the representation of the migrant as an "uprooted" or a "marginal man" (Handlin 1951; Park 1928). From a theoretical point of view, transnational studies have been among the most serious challenges to the theory of assimilation, a central paradigm in migration research (Fong, Cao, and Chan 2010; Morawska 2004; Vertovec 2004). Scholars embracing the transnational perspective argue that the assimilation-oriented literature fails to capture the part of immigrants' trajectory that takes place in the country of origin, or in relation with the country of origin. Sustained transnational relations over time and across immigrant generations not only contradict the straight line assimilation paradigm, but also suggest that some aspects of durable linkages to the country of origin are actually consistent with "successful" incorporation into the host country.

Transnational studies nonetheless suffer from the scarcity of data that provide comprehensive and reliable information on trends of cross-border practices' across immigrant generations. While only rare studies provide some insights on the transnationalism of children of

immigrants’¹ (most empirical data documenting first generations’ cross-border ties), research that systematically compares first and second generations is particularly uncommon. By asking both migrants and children of migrants about their cross-border linkages, the *Trajectoires and Origin* (TeO) survey used in this article provides a unique opportunity to describe the evolution of transnational ties across immigrant generations. Transnationalism is measured through a wide range of variables that capture social, political, economic and symbolic links passed over French national boundaries. Drawing on prior insights from the literature, I argue that the comparison of first and second generations’ transnationalism should take into account the transformation of the opportunity structure for cross-border ties across generations. I therefore control for a wide range of common factors but also include specific generational variables in the analyses comparing first and second generations’ transnational engagement. The findings put forward the heterogeneity of transnationality patterns within each generation putting into perspective the analytical power of the generational variable. They highlight state-level determinants and ethnoracial variables as capturing a great deal of within-generation heterogeneity.

¹ See in particular the volume edited by Levitt and Waters (2002) and more recently (Soehl and Waldinger 2012) and (Wessendorf 2013).

Transnationalism across immigrant generations: theoretical and empirical perspectives

Transnationalism and the immigrant assimilation process: contested relations

Studies on immigrant children relation to their parental homeland usually measure weakened attachments and diluting ties interpreted in line with the assimilation theory (Fraga, Garcia, Hero, and Jones-Correa 2010; Kasinitz, Mollenkopf, and Waters 2002; Morawska 2003). According to the assimilation paradigm, the passage from the first to the second generation is supposed to lead to increasing economic, social and political incorporation in the host society which conjointly goes with the attenuation of homeland-oriented activities². Summarizing the findings of this literature, E. Morowska (2009, p. 195) concludes that “in comparison with the activities of the immigrants, the second generation’s transnational connections are significantly less intense, more limited in scope and more situational”. Some authors even contest the use of the concept of transnationalism for the second-generations.

From a theoretical point of view, this interpretation of second generations’ weakening cross-border ties as an “assimilation outcome” is rooted in the idea that immigrants’ persistent engagement in the sending society is a form of “ethnic retention” and is consequently contradictory (or at least concurrent) with acculturation usually depicted as the driving force of the assimilation process. Since second generations are less likely to be influenced by their ancestral country values and norms comparatively to the first generations, they won’t engage in

² This straight line pattern of assimilation also applies for first generation migrants whose transnationalism is supposed to decrease with length of stay in the host country.

transnational ties with the same intensity than their parents (Kasinitz, Mollenkopf, Waters, and Holdaway 2008). This explains the constant comparison, quite common in the assimilation-oriented literature, of cross-border ties to domestic ones (social, economic and political engagement in the host country). Migrant descendants are thus described in a state of lost in translation with connotations of subjective inconsistency, tension and even psychological pain (Handlin 1966; Sayad 1979). This analytical perspective, opposes in a zero-sum game (Vertovec 2009, p. 78), weakening homeland ties to increasing incorporation in the host society, and frequently concludes to the shifting orientations of the second generations who end up looking into their new country rather than to the outside. Waldinger and Fitzgerald (2004, p. 1177) state this critically as: what scholars describe as transnationalism thus becomes its opposite.

From an empirical point of view, the assimilationist interpretation of second generations' transnationalism leads to many inconsistencies. As shown in the seminal collection of studies edited by Levitt and Waters (2002), while findings usually point to a decreasing transnationalism across generations, they also show that transnationalism is maintained, with a great deal of variability, within the immigrant offspring population, who also appear to be "transnational actors" (Levitt and Waters 2002, p. 4; Morawska 2003 p. 154; Fraga, Garcia, Hero, and Jones-Correa 2010; Levitt 2009). Moreover, the interpretation of weakening transnationalism as the outcome of intergenerational assimilation is troubled by the finding, proven to be robust throughout empirical analysis; that transnationalism is resource-driven (Itzigsohn and Saucedo 2002b; Portes, Guarnizo, and Landolt 1999; Tamaki 2011). This confusion is related to a tendency of the assimilation paradigm to conflate an abstract sociocultural process of adaptation to the host country with a socioeconomic process mainly measured through intergenerational social mobility. If second generations increasingly access socioeconomic resources in the host

country, and if transnationalism is a resource-dependent phenomenon, one may expect transnationalism to persist, at least to some extent, across immigrant generations.

Some authors try to solve this inconsistency by pointing to the multidimensionality of transnational activities. They argue that the link between assimilation and transnationalism depends on the type of cross-border actions (Waldinger 2008, p. 4)³. Far from being a “condition of being” or a feature of a new “class of migrants” – namely *transmigrants* (Schiller, Basch, and Cristina Szanton 1995), transnational practices may be more or less frequent across multiple social domains (political, economic, social, cultural, etc.). This multidimensionality refutes a representation of transnationalism as a global package and emphasizes distinct competencies, opportunity structures and instrumental motivations that may differently affect each type of first and second generations’ cross-border engagement (Faist 2000b; Faist 2012; Levitt 2009; Soehl and Waldinger 2012). If transnationalism is multidimensional and if each dimension responds to an independent set of determinants, there is no reason to assume that second generations will be less transnational than first generations in a uniform and consistent way across activities., These critical assessments shift the attention towards the transformation process affecting the meaning and the driving factors of transnationalism for first and second generation migrants rather than focusing on the intergenerational attenuation of transnationalism.

³ Waldinger (2008, p.4) argues that social and political incorporation in the United States reduces affective ties and the provision of material support, all the while facilitating other forms of cross-state social action. In France, Simon and Tiberj show that the substitutive representation of cross-border ties is not valid for interest in the politics of the country of origin, which seems to be highly correlated with interest in the politics of the host country (Tiberj and Simon 2012, p.10).

From different transnationalism dimensions to distinct transnational pathways: structural, optional and inheritable transnational relations across immigrant generations

Recent empirical research highlights the intergenerational process of transnational engagement transformation which draws attention not only to different dimensions but also to differential causal mechanisms affecting immigrant first and second generation immigrants' engagement in each transnational domain (Smith 2002; Soehl and Waldinger 2012).

These distinct pathways may be summarized in one assumption: transnationalism is more structural for the first generation but more instrumental for the second (Mouw, Chavez, Edelblute, and Ashton 2014). Structural transnational factors capture “linear” mechanisms related to the very transnational nature of the migration process itself. They entail ties immigrants entertain with people and places in their country of origin (Itzigsohn and Giorguli-Saucedo 2005; Itzigsohn and Saucedo 2002b, p. 899). Those ties were established before migration and became a pre-condition for post-migration cross-border activities. Linear transnationalism thus reflects “connectivity between source and destination points” that is an “inherent aspect of the migration phenomenon” (Waldinger and Fitzgerald 2004, p. 1178). Although comparative evidence across the generations remains rare, some scholars seem to think that not only the distribution of these variables differs (first generations obviously being more linearly connected), but also that their effects on the intensity of first and second generations' transnationalism vary across practices. For instance, while abroad family members can be a deciding determinant for first generations' remittances, this would be much less relevant for second generations' economic transnationalism all while affecting more intensively the latter's social transnationalism.

More generally, and conversely to the structural nature of first generations' transnationalism, second generations are depicted as more instrumental in their cross-border engagement. Their transnationalism is usually analyzed within a comparative assessment of the possibilities of host and origin societies. For example, "the context of reception" is supposed to matter much more for the second generations' experience as it would tend to turn their "choice" to the homeland country (Portes 1996). Some scholars also draw attention to the impact of social mobility trajectory of the second generation that may lead to relative socioeconomic frustrations enhancing thereby their reactive transnationalism (Portes and Rumbaut 2001, p. 148-187; Soehl and Waldinger 2012; p.807; Louie 2006). In France, while the rate of self-reported discrimination is about 10% among second-generation immigrants without cross-border ties, it reaches 60% among second-generations with intense transnational engagement (Beauchemin, Lagrange, and Safi 2010). More fundamentally, the nature of transnationalism changes across generations precisely because of the fact that migrants' children are not migrants themselves. Scholars highlight inheritance as a crucial mechanism in shaping second generations' transnational experience and emphasize the importance of language transmission in opening the way for transnational connectiveness (Soehl and Waldinger 2012).

Overall, research suggests that first and second generation's transnational activities do not pertain to the same sociological logics. While transnationalism is broadly structural for the first generation, for the second it is asserted to be mainly cultural, should be transmitted and socialized within. Studies on second generations' transnationalism should therefore take into account their embeddedness in a "transnational social field" which causes the "transnational option" to differently shape their social experience in comparison to first generation migrants (Espiritu 2003; Fournon and Glick-Schiller 2002; Itzigsohn and Saucedo 2002a; Levitt and

Schiller 2004). This would lead us to expect high variability in patterns of first and second generations' cross-border engagement across transnational dimensions to such an extent that focusing on the average can be misleading (Soehl and Waldinger 2012, p.781). From an empirical point of view, these insights require increasing the terms of comparability between first and second generations, first by distinguishing among common and specific transnational determinants and second by accounting for the fact that transnationalism factors may have disparate effects in a variety of ways that depend on each transnational activity.

Transnationalism, trans-state politics and ethnoracial formation

Notwithstanding the fact that mechanisms influencing cross-border ties may be generation-specific, the transnationalism of migrants and their children conveys a political and symbolic dimension (Espiritu 2003; Favell 2003; Waldinger 2014). First, independently from nativity, and even regardless of the migration process, transnational ties are constrained by the organization of the world in nation-states. The state-level determinants of transnationalism should be understood as involving both country of origin and of destination, and may be supposed to have differential impact across the generations (Massey 1999). For example, while residence status may be crucial to first generation immigrants in France, the second generations are overwhelmingly French citizens as a consequence of French *jus solis*. Some other determinants such as geographic distance or possibility for dual nationality also relate to inter-state combinations. More generally, inter-state relations including migration history, immigration policies and international relations create a more or less porous structure for transnational ties (Espiritu 2003; Fouron and Glick Schiller 2001; Smith 2003). While these combinations might vary in their degree of institutionalization – for example through bilateral specific agreements – they may also be

operational at the symbolic level (Castles 2005). Transnationalism may be more subject to suspicion in terms of loyalty for some specific migrant origins (Waldinger 2003; Waldinger 2014). In the current post 9/11 era, transnationalism may be more risky for immigrants from Islamic background regardless of generational membership. Suspicion toward transnationalism may be of particular importance in France given the persisting power of the Republican-assimilationist rhetoric (Lochak 2006; Lorcerie 1997; Simon 2008a; Simon and Amiraux 2006). One third of the population living in metropolitan France agrees with the opinion that “to be accepted in France, you have to keep quiet about your origins” (Beauchemin, Lagrange, and Safi 2011; Simon 2012).

The political dimension of cross-border ties is not only related to state-level constraints; it also pertains to transnationalism as an indicator of ethnoracial formation⁴. This process may build on national identity⁵ and country-specific *cultural repertoire* (Brubaker 1992; Favell 1998; Lamont 2000) but it may also transcend state borders. Local geographic origins (villages or cities), pan-national ethnicity, religion or other types of ethnoracial markers may also be invested in transnational linkages (Basch, Glick Schiller, and Szanton Blanc 1994; Espiritu 1992; Fouron and Glick Schiller 2001; Haller and Landolt 2005; Kastoryano 2006; Levitt 2003). These

⁴ This expression is used in line with Omi and Winant’s (1994) seminal “racial formation” concept to emphasize the constructed, contested and negotiated aspect of this process. Ethnoracial formation can be decomposed into a self-identification dimension (usually regarded as ethnicity) and a third-party identification (or ascription) dimension (usually referred to as race). Recent developments on ethnic/racial formation and boundary dynamics can be found in (Brubaker, Loveman, and Stamatov 2004; Cornell and Hartmann 2004; Jenkins 1994; Lamont and Molnar 2002; Saperstein, Penner, and Light 2013; Wimmer 2013).

⁵ As shown for instance with regard Turkish immigrants in France and Germany (Kastoryano 2002; Kastoryano 2006).

ethnoracial dynamics sometimes imply the formation of a sense of solidarity, referred to by some scholars as a form of social capital (Faist 2000b) that may translate into ethnic closure within economic, associative, political or social organizations. (Kasinitz and Vickerman 2001; Portes, Guarnizo, and Haller 2002). Some ethnoracial dimension of transnationalism may also be more sharply related to racialization and discrimination mechanisms. Here again, they may be specifically oriented towards some national groups⁶, but also equally relevant to broader categories of identification based on skin color, religion, broad geographic or third-world origins or any other type of ethnoracial classification.

Whether actively constructed within a community or externally ascribed to specific groups, this ethnoracial dimension brings up a conception of transnationalism as linkages to a collective identity in formation in the context of migration. There are some reasons to think that these ethnoracial dynamics only loosely depend on immigrant generation *per se*. Moreover, as second generations are frequently shown to be more sensitive to discrimination, at least in some European countries (Heath, Liebig, and Simon 2013) and particularly in France (Safi and Simon 2014), one may expect ethnoracial formation dynamics to be determining for their transnational experience.

Generally speaking, there is no agreement in the literature on whether first and second generations' transnational ties share common determinants or whether they are intrinsically distinct. Re-centering transnationalism around the demographic border-crossing reality of

⁶ Algerians in France (Sayad 1999); Mexicans in the US (Cordero-Guzmán, Smith, and Grosfoguel 2001; Massey, Durand, and Malone 2002); and Filipinos in the US (Espiritu 2003) provide typical examples combining colonial history, long-term immigration and racialization process.

migration highlights differential meanings and factors across the generations and tends to refute any “bounded” feature of transnationalism. Conversely, the political dimension of cross-border ties, whether from an inter-state or an ethnoracial formation angle, puts the distinctiveness of transnationalism across generations into perspective, and highlights common powerful determinants linked to ethnic closure and the experience of discrimination.

This study aims at providing some empirical insights from a rich dataset that lends itself to thorough comparison of first and second generation immigrants’ transnational relations in France using a variety of cross-border ties and a wide range of common and specific determinants. The empirical investigation is based on three hypotheses:

H1 Intergenerational transnational trends are an outcome of the assimilation process. Assimilation leads to the erosion of cross-border ties across generations uniformly across practices and origin groups.

H2 Determinants of cross-border ties show a high level of variability across activity types and generational membership. Structural variables are expected to be more decisive to first generations’ transnationalism, while variables measuring the reception context, transnational competencies and transmission are more determining to second generations’ transnationalism.

H3 Differences in patterns of transnationalism across generations depend on inter-state transnational structure and ethnoracial formation dynamics within immigrants groups.

Data and methods

Immigrant generations and their cross-border activities in the TeO survey

The data come from *Trajectoire et Origines* (TeO), a large, cross-sectional French survey conducted in 2008 on a nationally representative sample of 21,761 individuals aged 18 to 60. The sample covers all regions of mainland France (*France métropolitaine*), excluding French Overseas Dependencies. The questionnaire deals with a wide range of topics (education, employment, migration history, family formation, social relationships, etc.)⁷, and includes a specific section on transnational relations used in this article. Finally, TeO comprises a large range of variables describing incorporation in the French society (socioeconomic status, perceived discrimination, identity and belonging, etc.).

TeO is one of the rare French data sources that provide detailed information on migration background and migration trajectory. In this study, following standard classification in French migration studies, I define first and second generation immigrants using two main criteria: place of birth and nationality at birth. First generation migrants are respondents who were born abroad as non-French citizens at birth (G1)⁸. Information on parental migratory background helps identify second generation immigrants (if at least one parent is born abroad as a non-French citizen at birth) (G2). Since second generation immigrants' age range in TeO is from 18 to 50, I

⁷ More details on the survey and questionnaire may be found at http://teo_english.site.ined.fr/

⁸ French citizens repatriated from former colonies and children of French expatriates can be foreign born but are French citizens at birth. I do not include them in this study.

restrict the sample to first generation immigrants within the same age interval. These definitions lead to 6373 first generation and 8110 second generation immigrants⁹.

Table 1 presents first and second generations in the sample. I decide to keep the most detailed information about country of origin in order to capture variability of state-level determinants of transnationalism. TeO data is particularly valuable in this respect because of satisfactory sample size for a wide range of national origins. Some country-level categories however remain insufficiently represented; I group them into broad regions. Table 1 presents origins of first and second generation immigrants in the sample, displaying information about sub-sample size and representativeness in the French society (weighted percentages)¹⁰.

<insert table 1>

TeO offers a wide variety of information on transnational participation for both immigrants and immigrants' offspring. Table 2 summarizes the twelve transnational variables selected in this study and reports the wording of their respective questions¹¹. Some of the latter call for a binary

⁹ It is important to stress that second generations surveyed in the data are not strictly speaking the children of the first generations in the dataset. Although intergenerational analyses cannot be achieved strictly speaking, the subsamples of first and second generations are representative and sizeable enough to allow inference about intergenerational transnational trends. Moreover, TeO data cover some dimensions of intergenerational transmission for the second generation that I try to take into account in the statistical analyses (language spoken at home, social mobility, parental discrimination, etc.).

¹⁰ In order to allow group level analysis, some origins were over-sampled in TeO: this is the case of the most recently arrived immigrant populations, i.e. immigrants and their children from Turkey, sub-Saharan Africa and South-East Asia.

¹¹ Some of these questions are asked for non-migrants or for national migrants (born in French Overseas Departments or born abroad but French at birth). This explains the variability in the formulation of the questions.

response (yes/no), while others allow for more qualified information. All answers are harmonized by transforming them into binary categories¹² so as to provide straightforward interpretation.

Table 2 provides support for the hypothesis of inter-generational erosion of transnational activities as almost all percentages are lower for G2 than for G1. Despite this decreasing pattern, immigrant offspring often maintain abroad linkages. For example, 41% consume media from their parents' country of origin, 62% maintain long-distance communication with people living outside metropolitan France, and 82% have travelled to their parents' country. More surprisingly, the same share of first and second generation immigrants report plans to settle abroad (15%). Erosion thus seems to be only partial, whereas at least some transnational practices persist across generations.

<insert table 2>

When asked to international migrants and their children, they tend to refer explicitly to their “country of origin” while questions put to national and overseas migrants measure the connections to any place outside mainland France. In addition to concrete activities (remittances, visits, etc.), more symbolic transnational ties (sense of belonging, abroad burial and settlement plans) are also included as dependent variables contrary to many studies that incorporate them as a control variables. Rather than explaining transnational activities by attachment to the home country in a sort of circular reasoning, I prefer to consider homeland attachment as a transnational indicator, among others.

¹² Response items “never”, “not at all”, “don't know” and “refusal to answer” were classified as “no”.

Three dimensions of transnationalism: socio-political, economic and re-migration

The selected transnational variables are diverse but consistent with each other (Cronbach $\alpha=0.64$). While literature on transnationalism usually draws conceptual divisions of transnational activities separating economic, political and sociocultural transnationalism (Itzigsohn and Saucedo 2002b; Portes, Guarnizo, and Landolt 1999), I take on an inductive approach. In the aim of data reduction, I perform several factors analyses varying two parameters: the correlation type (Bravais-Pearson, Tetrachoric) and the rotation type (Varimax, Oblimin). Table A1 in the appendix summarizes the results. Invariably across methods, six variables load the highest on the first factor: interest in politics, elections, personal contacts, visits, media and sense of belonging to the origin country. I therefore call this factor **sociopolitical transnationalism**¹³. This factor explains the highest share of total variance. The variables that load the highest on this factor are the most frequently practised. This suggests that linkages to people, media and politics are correlated and tend to form a consistent transnational “package”.

¹³ Itzigsohn and Saucedo identify a “sociocultural” dimension of transnationalism referring to “social practices that are more affective oriented and less instrumental than political or economic transnationalism” (Itzigsohn and Saucedo 2002b, p.786) While the data help identifying a separate economic dimension of transnationalism, they do not show a clear cut among social practices that relate immigrant generations to people, medias or politics in the sending countries. While all these activities clearly reflect persistent cross-border linkages, the qualification of these linkages as cultural - which according, to the authors refers to “a sense of community that encompasses migrants and people in place of origin” - is a matter of interpretation. I prefer to stick as much as possible to the concrete nature of these social activities calling thus this dimension sociopolitical rather than sociocultural.

Three variables always load the highest on the second factor: financial aid, financial group project and associations. This factor clearly identifies **economic transnational** activities that appear to be consistently correlated and distinct from the sociopolitical domain (see table 2). Abroad homeownership also loads high on this second factor (and even the highest in two of the four methods used), but the comparison of its average scores leads us to retain it on the third factor.

Two variables always load the highest on the third factor: abroad burial and abroad settlement plans. On average, homeownership also loads high on this factor which is consistent with re-settlement plans. This factor captures what I call “**re-migration transnationalism**” referring to a straightforward conception of transnationalism as constitutive of today’s mode of international migration entailing several types of back and forth movements (return, repeated and circular migration) (Castles, de Haas, and Miller 2014; Faist 2000a). Although this dimension is less salient than the sociopolitical and economic transnationalism, it interestingly denotes the propensity of migrants and migrants’ descendants to relocate and re-migrate¹⁴. Transnationality can indeed be understood as a sort of uncertainty (or increasing choice) in settlement location creating a situation of concrete (and not only psychological) “between here and there” (Waldinger 2008). This third transnational dimension highlights the inherent feature of migration as a trans-border process with a potential recurring geographic mobility.

¹⁴ This dimension could have been referred to as “return migration” (or roots-migration (Wessendorf 2013, p. 2) but since the questions do not all clearly refer to the country of origin, but more generally to an abroad destination I prefer to call it re-migration. Re-migration does not only capture the desire of migrants to go back home; it may also entail a pattern of “stepwise international migration” (Paul 2011) or serial migration (Ossman 2013).

I create a weighted scale measures based on factor analysis results¹⁵, and standardize these scale variables in order to increase their comparability. I also compute a global additive transnationalism scale that lends itself to intuitive interpretation; it captures the intensity of all transnational practises combined for each respondent. The scale ranges from 0 (respondents not engaging in any transnational practice selected in this study) to 12 (respondents engaging in all transnational practices). The values are referred to as “transnational score” in the following analyses. Table 3 displays means and standard deviations of the four measures of transnationalism for G1 and G2. On average, first generation immigrants engage in five transnational activities (among twelve) while second generations’ average transnational score is 3.5. Average standardized scores on the three transnational dimensions (sociopolitical, economic and re-migration transnationalism) clearly show that G2 are less transnational than G1. Interestingly enough, standard deviations are of comparable magnitude across generations; they indicate a high degree of within-generation heterogeneity. Figure 1 shows the complete distribution of the transnational score across generations, highlighting both erosion pattern and wide within heterogeneity.

<insert table 3>

<insert figure 1>

I compare regression results (OLS) using each of these four dependent variables and controlling for a wide range of independent variables.

¹⁵ Scales are computed using the factor analysis with Bravais-Pearson correlation type and Varimax rotation, since its results look the most like the average results. Scales are in fact highly correlated across methods (see table A2 in the appendix.)

In addition to sociodemographics (gender, age, education, income¹⁶ and family status), the models subsequently introduce four different sets of co-variables.

The first set comprises what I refer to as **exposure variables**; it includes family members who live abroad (whether respondents have a partner, children, parent(s) or kin living abroad), multilingualism (for respondents who speak more than one language), and dual nationality. These variables delimitate the opportunity structure of transnational linkages.

The second set of variables captures the effect of **the context of reception**. Two subjective variables; reported discrimination during the last 5 years and third-party perception of Frenchness¹⁷ measure the extent to which some migrants may feel more or less accepted in the host country¹⁸.

The third set of variables relates to state-level and ethnoracial factors that may affect transnationalism. French public statistics do not allow for self-declared race/ethnicity questions (Simon 2008b). However, French surveys are more and more concerned with collecting ego's and parental countries of birth in great details which is particularly true in this dataset. I include countries of origin in the analysis using as detailed classification as possible, to comply with statistical power constraints (table 1). From an analytical point of view, the country of origin can

¹⁶ Measured in deciles.

¹⁷ The questionnaire records information about third-party perception of “Frenchness” by asking respondents to consider how they are perceived in their daily lives (“people see me as French”). This question captures “othering” ethnoracial dynamics in the French society (Simon 2012).

¹⁸ The relation between these subjective measures of the context of reception on the one hand and transnational engagements on the other hand can hardly be conceived as unidirectionally causal. My main target is to increase the accuracy of the comparison between G1 and G2, and not to capture strict causal mechanisms.

affect transnationalism in two ways. A first set of mechanisms may be understood as structural (geographic distance, easiness of travel, security, inter-state relations, etc.). The origin country can be correlated to transnationalism through ethnoracial formation mechanisms as these relate to both the sense of ethnicity developed within a migrant community and the degree to which negative attitudes and discrimination practises in the host society target specific origins. While the first channel may be nationally specific, the second might be more transnational, in the sense that migrants with different origins can experience similar ethnoracial conditions in the host country and be subjected to similar discriminatory practises. The final analysis explores the extent to which results using detailed or grouped countries lead to different findings.

Moreover, TeO data comprise questions about religion denomination and religiosity¹⁹. Religion may similarly affect transnationalism in two ways: it entails an ethnoracial dimension (sense of belonging to a religious group and/or to a discriminated group) and a religiosity dimension (commitment to a belief system, faith, etc.). These two dimensions may have analytically separate effects: religiosity may be assumed to enhance transnationalism regardless of religious denomination while some religious memberships may be more or less conducive to cross-border activities because of specific transnational organization of the religious community and/or because of more or less tolerant host society attitudes (Levitt 2003). I have therefore tried to separate the effects of religious denomination and religiosity.

Finally, TeO allows us to include some variables that are specific to each generation. For first generation immigrants these variables relate to the context of migration (arrival age and entry status). Within the second generation, I distinguish those with only one immigrant parent (G2.5)

¹⁹ Measured in a question about the extent to which religion is important to the respondent. For more details see (Simon and Tiberj 2013).

from those with two immigrant parents (G2). The data also provide information about intergenerational transmission of language and perception of parental experience in the host country²⁰. Finally, I also control for second generations' social mobility trajectory²¹. All these variables attempt to account for the inheritance mechanisms that Soehl and Waldinger (2012) identify as crucial in second generations' transnational experience.

Since generation-specific variables cannot be controlled for G1 and G2 in the same model, I use a two-step regression procedure to incorporate them in the analysis. The method first consists of estimating a first stage equation separately for each generation controlling for the specific generational variables, and second of including predictions out of these separate regressions in a second-step model that comprises both generations and additionally controls for the common co-variables described above. This two-step regression allows us to estimate an intergenerational effect (G2 compared to G1) while accounting for the generation-specific migratory experience (and its relation to transnationalism).

²⁰ Language transmission is measured using the following question: "What language(s) did you use to speak with your father (mother) during your childhood?" Perception of parental experience of discrimination is measured through the following question: "Do you think your parents have been subject to unequal treatment or discriminations in metropolitan France because of their origins or their skin color?"

²¹ Social mobility is measured through the comparison of second generation respondents' occupation and their father's occupation. I distinguish among three categories: upward social mobility (for G2 who are managers or intermediate professions with working class fathers), downward mobility (for G2 who are working class while fathers were managers or intermediate profession) and a third category that groups all other less clear-cut patterns of intergenerational mobility.

Findings

Decreasing cross-border ties over immigrant generations: variability across dimensions and specifications

Table 4 compares the results of OLS regressions across the four transnational dependent variables (in lines) and different model specifications (in columns). Model 1 only includes sociodemographics, model 2 further controls exposure variables, model 3 adds the context of reception variables, model 4 additionally controls for ethnoracial variables and model 5 finally contains specific generational variables using the two-step regression²².

<insert table 4>

Findings clearly show that the generational effect steadily decreases across specifications. The coefficient associated to the second generations in the regression using the total transnationalism score as a dependent variable falls from 1.6 in model 1 to 0.2 in model 5 (compared to G1, G2 have on average 0.2 less transnational activities out of 12 after controlling for all co-variables described above). For sociopolitical, economic and re-migration transnationalism, the coefficients' magnitude is interpretable in terms of standard deviation. The decreasing trend in transnational activities across generations seems of lower intensity in the economic and re-migration dimension compared to the sociopolitical one. Moreover, the comparison of coefficients across specifications shows that, once all control variables are included (model 5),

²² Standards errors for model 5 are estimated with the use of bootstrap (1000 replications) since the two-step procedure violates the errors terms' distributional assumptions.

the generational effect remains significant only in the sociopolitical dimension (13% of a standard deviation decrease). Economic and re-migration transnational activities exhibit positive (although non-significant) overall intergenerational effect (G2 being more transnational than G1). The adjusted R2 reveals continual gain in explanatory power across specifications²³.

These results show some evidence compatible with H2 and the idea of differential intergenerational trends of transnationalism across dimensions. In addition to being the most intense form of cross-border ties, sociopolitical transnationalism also shows the most salient intergenerational decreasing pattern. The erosion of sociopolitical ties across the generations nonetheless appears to be quite moderate when all controls are included in the model. The two other transnational dimensions (economic and re-migration) seem to be maintained across generations. The results also show that the magnitude of the inter-generational decreasing trend depends on the range of control variables; coefficients for exposure, context of reception, country of origin and religion variables are very frequently significant in the models. Relatively to other covariables, the coefficient of the second generation is far from being a major determinant of transnational activities. Religion and countries of origin particularly exert considerable explanatory power (see for instance coefficients of Senegal, Spain, Portugal, etc. in Table A3 in the appendix). I will further look into these findings in the final section. I first start investigating heterogeneity of the generational effects, introducing some interaction terms with the control variables in order to capture the extent to which transnationalism determinants differ

²³ These results are not qualitatively different if one introduces interaction effects between immigrant generation and all the independent variables. Because of the multiple colinearity issue in such a specification I prefer to show the results using models without interaction in order to better estimate the standard errors of the coefficients. In the following section I inquire the specific interaction effects more thoroughly.

across generations. All results use the specification of model 5 (table 4) and include the whole range of control variables.

Heterogeneity of the intergenerational trend across education, income, exposure and context of reception variables

I first examine heterogeneity of the intergenerational trend introducing interaction effects of G2 with education, income, exposure and context of reception variables (Table A4 in the appendix). Interaction terms are overall very rarely significant indicating that transnationalism of both G1 and G2 is similarly affected by these co-variables. Some exceptions deserve additional comments.

Figure 2 illustrates findings (reported in details in table A4) regarding the interaction effects between immigrant generations and socioeconomic variables (income and educational level). It shows average margins of the predicted value for each dependent variable over income/education categories and across generations. The general pattern highlights a social gradient pattern of transnationalism that seems to be more pronounced for the first generation. The only exception is measured for the effect of education on re-migration transnationalism (with a slightly decreasing pattern) although the differences between educational categories' effects are statistically non-significant. More central to our concern, interaction terms between education and generations are non-significant, except for some rare isolated categories. Furthermore, even when such interaction effects are visible through opposite curve trends (for example for some educational categories in the economic and re-migration transnationalism), they do not alter the main conclusions, as confidence intervals very frequently overlap within each curve. All in all, education and income similarly have moderately increasing positive effects on G1 and G2

transnationalism as measured with the four indicators used in this study. These findings confirm a widely documented pattern of social stratification of transnationalism²⁴, at odds with the conventional paradigm of assimilation (Favell and Recchi 2011; Favell, Recchi, Kuhn, Solgaard, and Klein 2011).

As far as exposure variables are concerned, findings show some significant interaction effects that vary in magnitude and direction across dimensions (Table A4). While dual nationality is consistently favourable to the four indicators of transnationalism, its effect is significantly higher for G2 (except in the re-migration analysis). On the contrary, having family members abroad seems less determinant for G2's transnationalism (interaction effects are significant only for economic and re-migration transnationalism). Finally, as expected, multilingualism is more strongly related to second generation transnationalism, but this is only significant in the sociopolitical domain.

Variables measuring the context of reception exert the rarest significant interactions with immigrant generations. Hence, while the experience of discrimination is positively correlated with all transnational indicators, its effect does not significantly differ across generations. Some significant disparate impacts are nonetheless detectable for the variable describing respondents' agreement with third-party perception as French. Economic transnationalism seems to be less correlated with expressing disagreement with the statement "I am perceived as French" for G2 than for G1 (significant interaction effect, table A4). Interestingly, reporting a total disagreement

²⁴ The social stratification of transnationalism has for example been measured in analysis of socio-cultural attachment (Itzigsohn and Saucedo 2002a), visits (Tamaki 2011), entrepreneurship (Portes, Guarnizo, and J. 2002), remittances (Sana 2005), political participation (Guarnizo, Portes, and Haller 2003), etc.

with this statement is highly correlated with re-migration transnationalism, with this effect being sizeable and significant for both generations. However, interaction effects show that it is significantly lower in magnitude for G2 compared to G1 thus invalidating a more intense sensitivity of G2 to the context of reception.

Altogether, these findings provide mixed evidence with regard to H2. Despite occasional disparate impacts of some co-variables across generations for some specific dimensions (mainly language and dual nationality), socioeconomic, exposure and context of reception variables seem to be driving transnationalism in a relatively similar way for G1 and G2. Introducing interaction effects does not alter the global conclusion regarding the direction of the relation between each of these variables and the intensity of cross-border ties, and more importantly, it also never modifies the decreasing intergenerational trend in transnationalism (this is clearly shown in the fact that the G2 curve in figure 2 and 3 is always significantly below the G1 curve).

As shown in the following section, interaction terms with religious affiliations and countries of origin lead to more variability in the intergenerational effect.

Heterogeneity of the intergenerational effect over religion and origin categories

As shown in table A3, country effects differ (in magnitude and sometimes even in sign) across transnational dimensions. For instance, many countries show a negative (or non-significant) effect on sociopolitical transnationalism (compared to Algeria as the reference category), but a positive one on economic or/and re-migration transnationalism (see for example the coefficients for Morocco, Tunisia, Mali, Cameroon, Congo, Democratic Republic of Congo, Vietnam, Cambodia, Laos, Central America and the Middle East). Most European or Western sending

countries indicate the opposite pattern: a positive impact on sociopolitical transnationalism but a negative or non-significant impact on economic or/and re-migration transnationalism (Portugal, Spain, Italy, Germany, the United-Kingdom, Belgium, other Western European countries and also North-America). These disparate levels of transnationalism across dimensions for some countries suggest a pattern of “specialization” that is consistent with the idea that the state-level variable partially captures an opportunity structure of transnational ties. Economic conditions in developing countries lead to more economic transnationalism, while political ones deter sociopolitical transnationalism. Western sending countries on the contrary are less conducive to economic transnationalism, although political conditions and easiness of travel within these countries may enhance sociopolitical transnationalism. The re-migration dimension seems nevertheless to be the less state-specific since it is equally frequent among immigrants from countries with high sociopolitical or high economic transnationalism. This may be explained by the hypothetical formulation of the main questions that underlie this dimension in the data (abroad burial or settlement plans, see table 2) which confers a particularly symbolic connotation. Finally, there are some noticeably rare origins that have consistently positive impacts on the three dimensions of transnationalism: Senegal, Ivory Coast, Turkey, and countries from Eastern Europe and from South America. Interestingly, no country consistently shows lower levels on the three transnational dimensions than Algeria.

In comparison with non-religious respondents (those who do not self-identify to a religious group), most religion denominations lead to higher transnationalism, whether combined with high religiosity or not (table A3). While low-religious respondents tend to be less transnational than high religious ones in all religious groups, Muslims’ transnationalism appears to be particularly intense, regardless of religiosity. Interestingly, the higher intensity of Muslims’

transnationalism is not measured in the economic dimension: low religious Muslims do not significantly differ from low religious Christians in terms of economic transnationalism (neither do high religious Muslims compared to high religious Christians).

In the following analysis, I explore the extent to which the intergenerational effect measured on average for all groups in table A3 significantly differs across religious and origin variables. Since the correlation between religion and country of origin is very high, interacting migrant generations with both religion and detailed sending countries (a three-level interaction) leads to issues of multiple colinearity. I thus choose to estimate two model-variations that provide satisfactory multiple colinearity diagnostic ($VIF < 10$).

-A three-level interaction model using religion categories as well as broad geographic origin (rather than detailed countries), both interacted with immigrant generations.

-A two-level interaction model where detailed origins are interacted with immigrant generation but religion is controlled for without interaction effects.

This variation in the specification also helps us compare the sending country coefficients in more or less detailed classifications. Full results of the interaction effects are shown in tables A5 and A6 in the appendix. Figures 4 and 5 summarize the interaction terms in an intuitive way; they respectively show within-religion (country or region of origin) generational effects. A positive estimate means that transnationalism in the corresponding religious (origin) category is significantly higher for G2 compared to G1 of the same religious (origin) category.

Starting with the religious effect, Figure 4 strikingly shows that the decreasing generational pattern is mostly significant for sociopolitical transnationalism and only for four religious categories: non-religious, low religious Christians and other religions (regardless of religiosity).

The intergenerational decreasing trend in sociopolitical transnationalism is non-significant neither for high religious Christians nor for Muslims (whether religious or not). Moreover, intergenerational trends in economic and re-migration transnationalism are overwhelmingly non-significant for all religion categories, irrespectively of religiosity (with the exception of a significantly positive G2 effect on economic transnationalism for non-religious respondents).

The heterogeneity of the generational effect seems to be even more intense across origin countries (figure 5). Here again, most within-country intergenerational effects are non-significant. This does not seem to be due to statistical power (small sub-sample size), since the non-significance of the generational effect is also frequent using broad regional groups that are more sizeable. More importantly, the generational effect varies in direction (sign) in some significant cases.

Similarly to results described for religious categories, the decreasing pattern of transnationalism across generations only seems to occur in the sociopolitical domain. Second generations appear to be less sociopolitically transnational than first generations of the same origin (whether grouped in broad regions or detailed). This decreasing pattern is most pronounced for South-East Asians and East Europeans, either detailed or grouped, and to a lesser extent, for North-Africans. It is nonetheless never significant within Sub-Saharan African countries, neither grouped nor detailed.

Economic and re-migration transnational relations provide clear evidence of heterogeneity of the intergenerational effect. First, interaction terms are more frequently significant in these analyses in both specifications (detailed or grouped countries). And more fundamentally, a considerable number of interaction effects are in fact positive; which means that transnationalism is even more

intense for G2 compared to G1. This is the case in the economic domain for West Europeans (separately significant for Belgians and British) and for North-Africans²⁵. Conversely, the generational effect is significantly negative for Sub-Saharan Africans as it shows a steady decrease in economic transnationalism across immigrant generations.

Positive intergenerational trends are also measured in the re-migration transnationalism analysis for South-East Asians (estimates being significant for Cambodia and Laos but not for Vietnam) and North-Africans (estimates being significant for Morocco and Algeria but not for Tunisia). Only Portugal shows a significantly negative generational effect in the re-migration analysis.

Finally, although the state-level variables seem quite relevant in determining transnational activities, and despite some occasional exceptions, findings related to the intergenerational trends do not qualitatively differ when countries are grouped in broad regions. Even if this may be due to the fact that structural state-level variables such as poverty, security, inter-state relations, may be similar across countries that are geographically close, these findings also suggest some ethnoracial formation dynamics that seem to be at stake with regards to first and second generation immigrants' transnationality (H3).

Conclusion

This article relies on French data proved to be highly valuable for conducting systematic comparisons of first and second generation immigrants in dimensions and determinants of transnationalism.

²⁵ These results confirm qualitative findings in (Lorcerie, 2010; Santelli, 2010).

First, findings tend to put into perspective the generational variable as the main grid in interpreting the variability of immigrant cross-border ties. While descriptive figures suggest a weakening transnationalism across generations, multivariate analyses draw attention to the heterogeneity of this relation depending on transnationalism types: G2 are less transnational in the sociopolitical domain but not in the economic nor in the re-migration domains. Taking into account the multidimensionality of transnationalism is thus crucial.

Moreover, G1 and G2 appear to be similarly affected by a common set of transnational driving factors. This research's contribution in this regard is intrinsically linked to the richness of TeO data that allows for the control of a wide range of variables describing the opportunity structure of transnational activities for both first and second generations (such as socioeconomic status, perception of the context of reception, transnational kinship, multilingualism, multi-citizenship), along with specific variables for each generation (such as length of stay and migration status for G1, transmission, mixed ascendance and social mobility variables for G2). Intergenerational trends prove to be much less sizeable than the effects of religion and national origins. Moreover, it is within religious and national origin groups that the generational impact varies the most, as shown through the use of interaction effects. While the difference in the intensity of transnationalism between first and second generations is homogeneous regardless of socioeconomic status, exposure or context of reception variables, it becomes much more sizeable across country/region of origin. G2 are even shown to be more transnational than G1 in some origin groups for specific dimensions.

The relatively low explanatory power of the generational variable puts into perspective the relevance of the assimilation paradigm in transnational studies. Moreover, the centrality of the country of origin effect, even after accounting for a wide set of covariables, points to the

importance of analysing transnationalism in relation to cross-national contexts. As far as transnational activities are captured as cross-border ties, the nature and characteristics of the borders themselves are at least as important as the individual characteristics of persons that potentially engage in such activities. Cross-national borders entail political and institutional arrangement between countries of origin and of destination exerting specific constraints on transnational linkages. Transnational studies have to address the issue of the division of the world into states, and its implications in terms of freedom of movement and freedom of social ties (Waldinger and Fitzgerald 2004).

Beyond the cross-national scope, some transnational dynamics however seem to be at stake. This is suggested by the similarity of the generational effect for some origin countries whether grouped in broad regions or separated into detailed categories. Transnational studies may provide insights in ethnoracial formation dynamics in the country of origin, and in the country of destination but potentially also on a more global level. Tackling these issues necessitates incorporating the transnational perspective into the very process of data design and collection (Beauchemin 2014) using transnationalism not only as a theoretical perspective but also as a methodological and empirical one (Faist 2012). Future research needs to disentangle the cross-national constraints from ethnoracial dynamics in the study of transnationalism. Only rich data comprising both migratory trajectory and ethnoracial identification lends itself to such an empirical target. This could also be done by widening the scope of transnational studies beyond international migrants, incorporating national migrants (emigrants and regional migrants) or non-migrant ethnic minorities.

Figure 1 Transnational score distribution across first and second generation immigrants

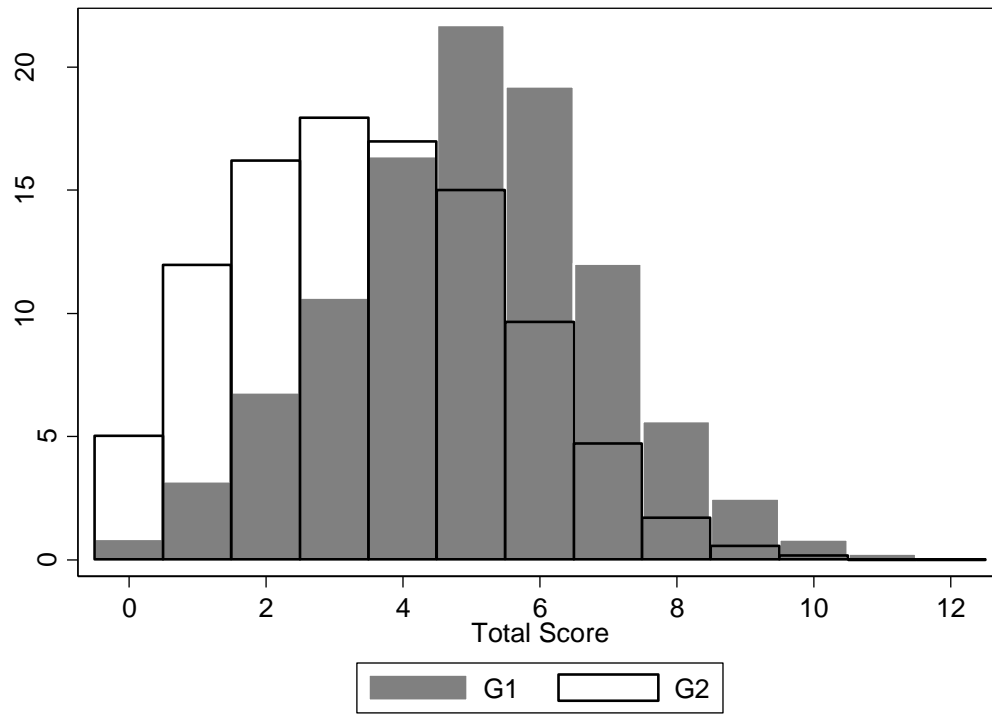


Figure 2 Differences in average margins of transnational score, socio-political, economic and return transnationalism over income and education for first and second generation immigrants

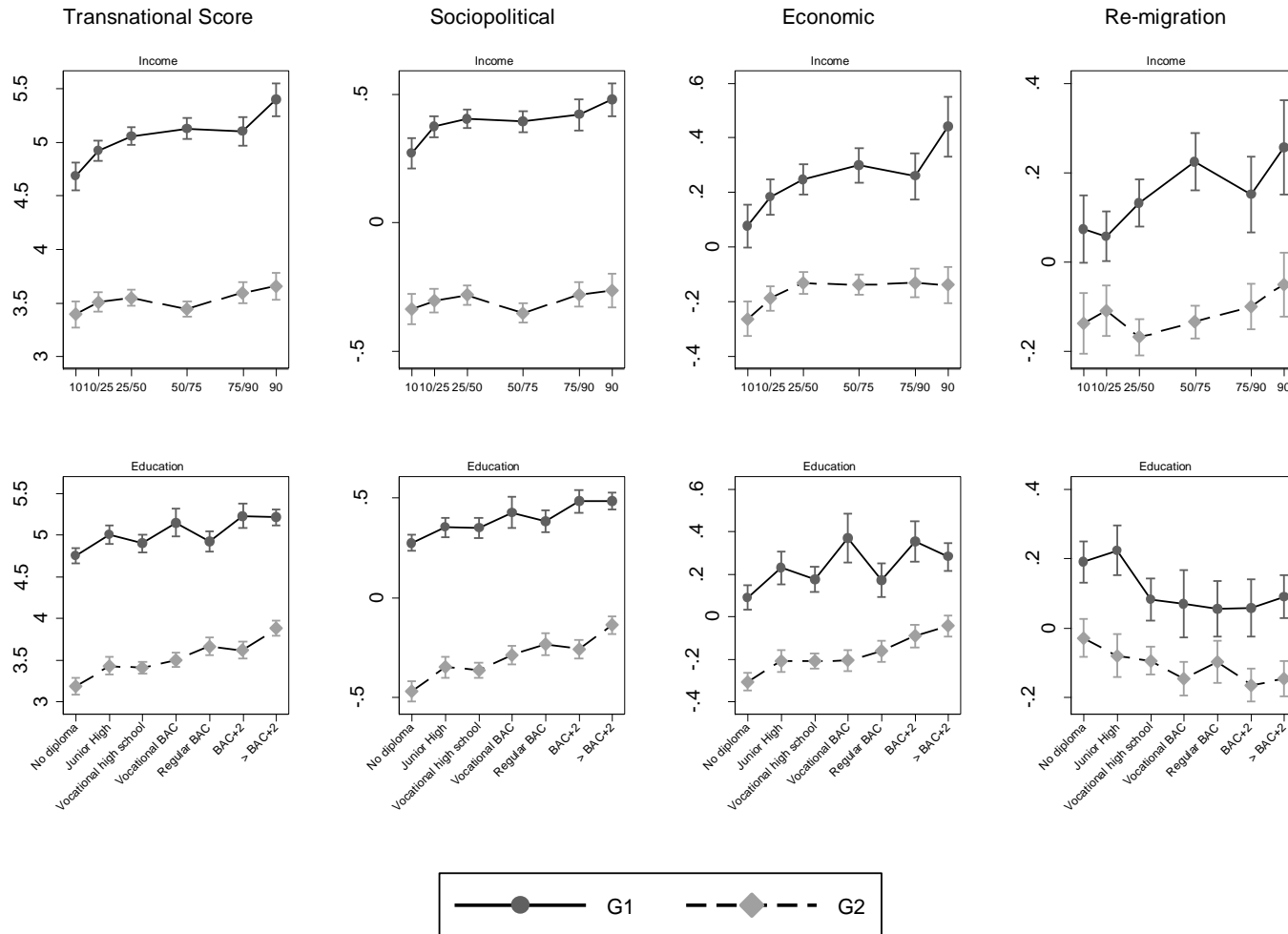


Figure 3 Perceived as French interaction effects across immigrant generations for the 4 transnational dependent variables

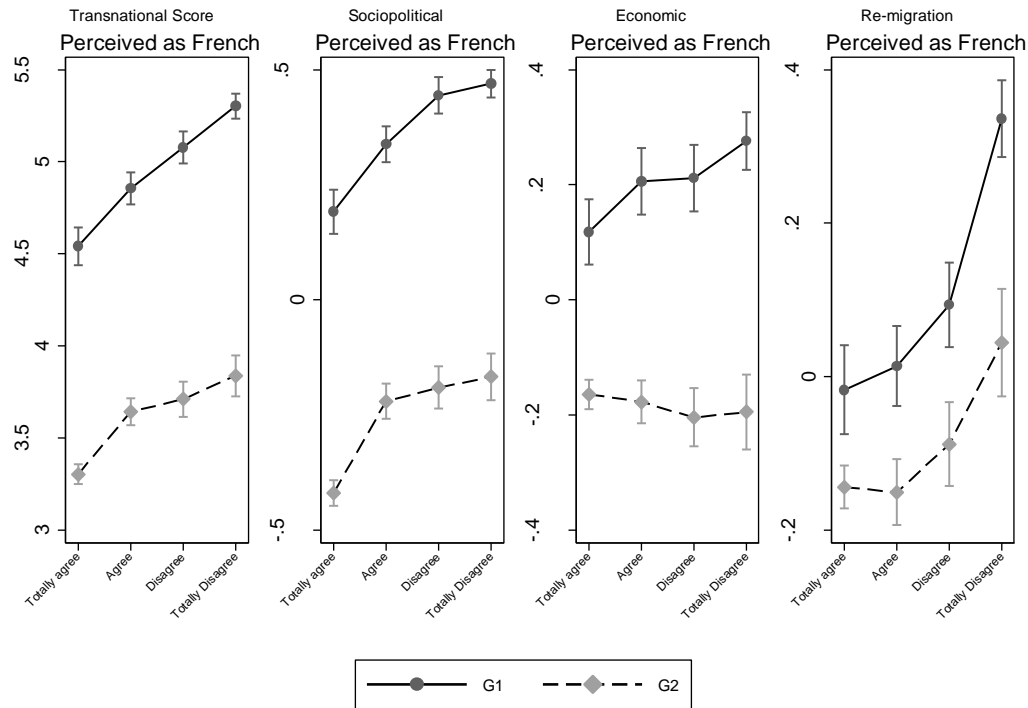


Figure 4 Heterogeneity of the generational effects across religion

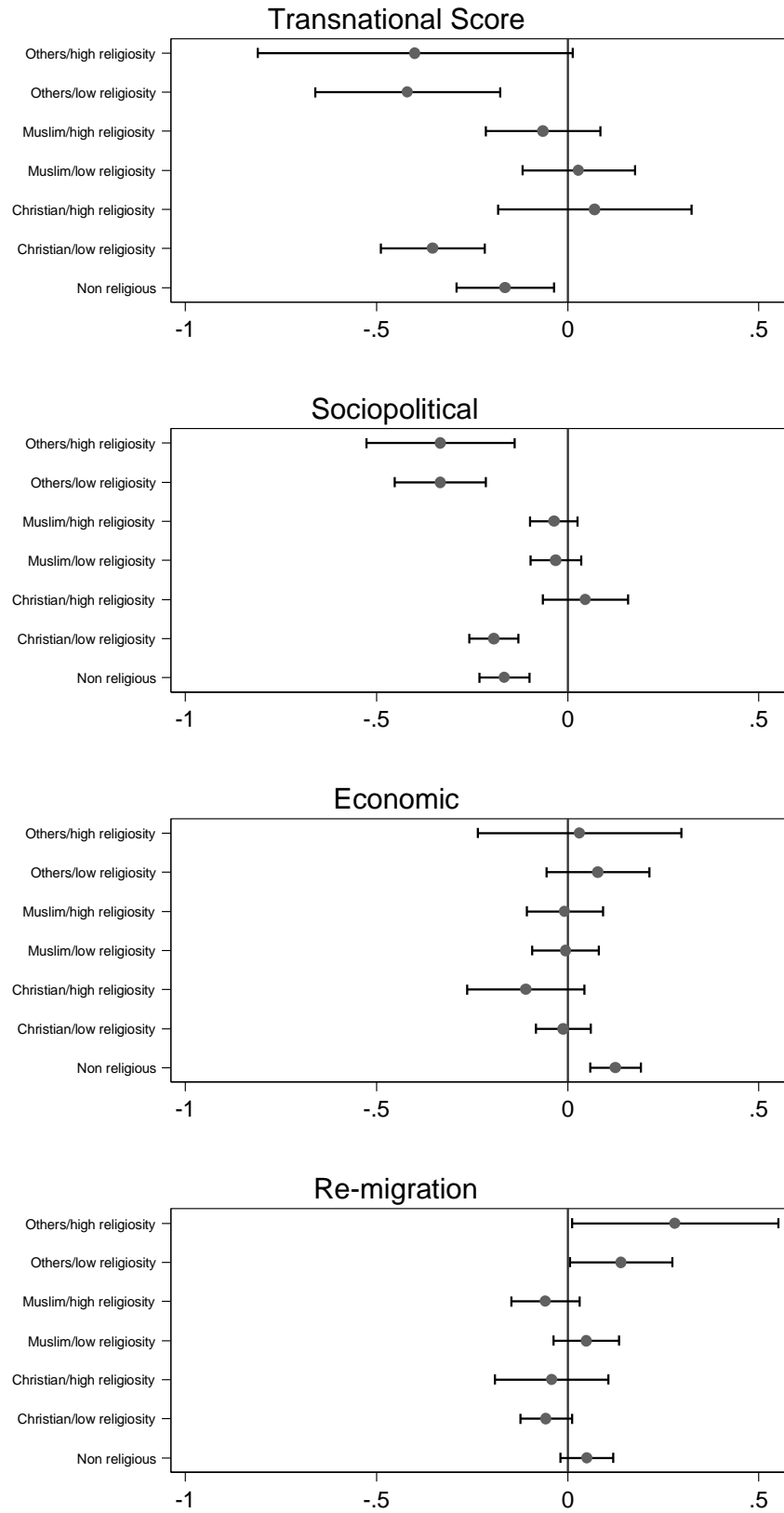


Figure 5 Heterogeneity of the generational effects across country of origin

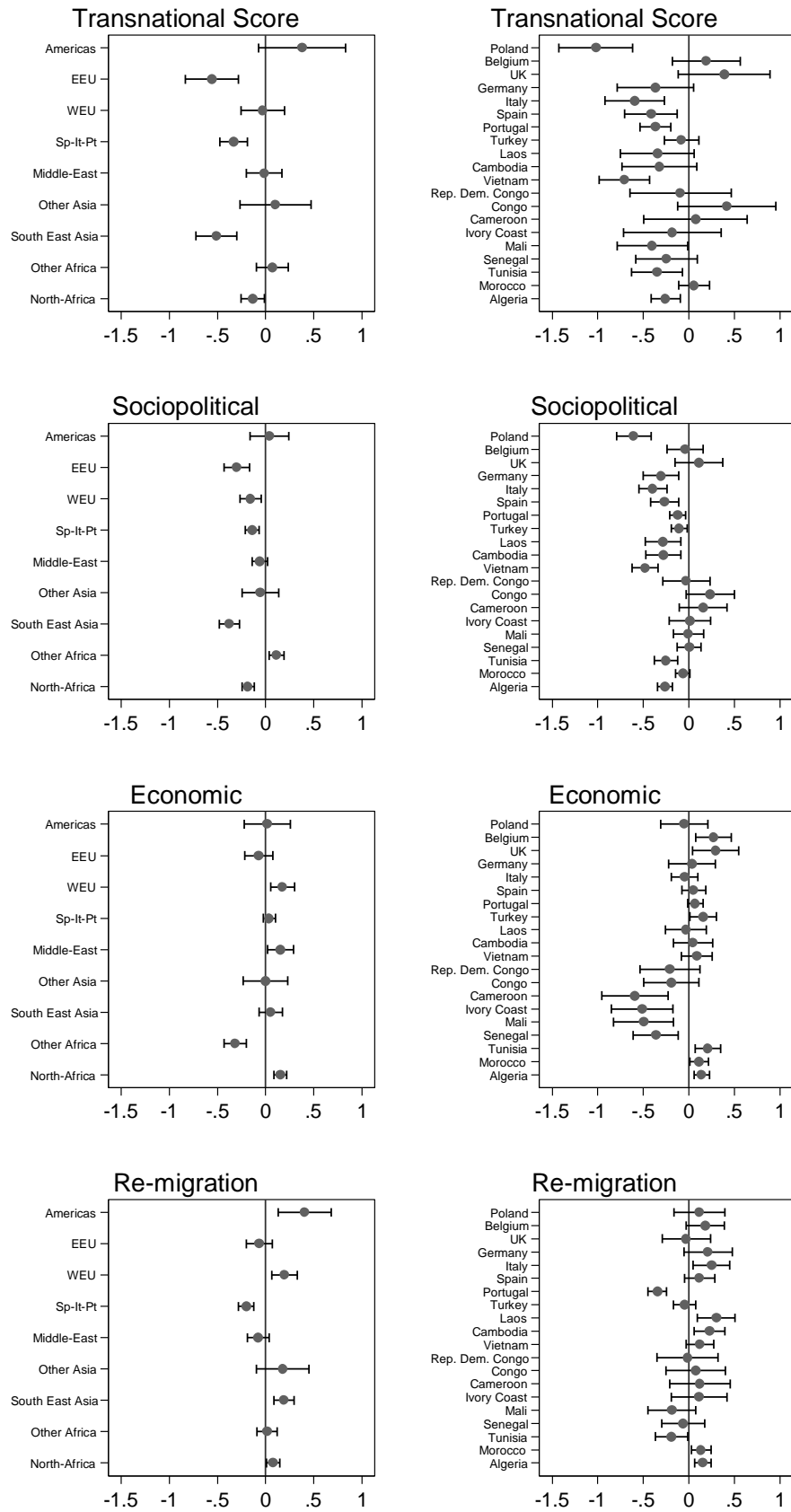


Table 1 First and second generation immigrants by origin country/region

	G1	G2	Total	% (sample)	% (weighted)
Algeria	672	1346	2018	14,0	17,4
Morocco	688	722	1410	9,8	12,1
Tunisia	219	404	623	4,3	5,2
Senegal	258	237	495	3,4	1,6
Mali	142	167	309	2,1	1,0
Ivory Coast	131	76	207	1,4	1,0
Cameroon	121	61	182	1,3	0,8
Congo	132	53	185	1,3	0,9
Dem. Rep. Congo	122	47	169	1,2	0,9
Vietnam	247	241	488	3,4	1,3
Cambodia	141	189	330	2,3	0,7
Laos	139	144	283	2,0	0,7
Turkey	723	447	1170	8,1	4,3
Portugal	546	928	1474	10,2	11,9
Spain	127	739	866	6,0	6,8
Italy	90	907	997	6,9	7,9
Germany	85	196	281	1,9	2,3
UK	93	42	135	0,9	1,0
Belgium	121	134	255	1,8	2,2
Poland	66	135	201	1,4	1,6
Other Africa	485	332	817	5,7	4,8
Other Asia	294	81	375	2,6	3,9
Western Europe	94	118	212	1,5	1,8
Eastern Europe	296	185	481	3,3	3,7
North America	47	30	77	0,5	0,7
Central America	85	36	121	0,8	1,2
South America	72	28	100	0,7	0,9
Middle East	98	71	169	1,2	1,6
Total	6334	8096	14430	100.00	100.00

Table2 Transnational activities across immigrant generations

		G1	G2
Abroad homeownership	“Do you own land, a house or an apartment, including one under construction, in a DOM, TOM or country other than France?”	0,17	0,04
Financial aid	“During the past 12 months, have you provided regular financial aid to persons outside your household?” if yes "was all or a part of this aid sent to a DOM, a TOM or another country outside of France"	0,16	0,03
Financial group project	“Have you ever given money to build a school, healthcare center or religious center or for other collective projects in [ego/parents’ country of origin]?”	0,11	0,08
Interest in politics	“Are you interested in national politics in [ego/parents’ country of origin] in your/parents' country of origin"	0,67	0,52
Voting	"Have you participated in the elections of a country other than France, a country whose nationality you have or once had?"	0,16	0,05
Association	if at least one association: “Of the associations you belong to, do any of them comprise almost exclusively members who are from the same country DOM or TOM as you or your parents?”	0,07	0,05
Abroad burial plans	“Would you like to be buried in another country (than France)?”	0,33	0,16
Abroad settlement plans	“Are you planning to settle one day in a DOM, TOM or country other than France?”	0,15	0,15
Personal contacts	“Do you maintain contact by letter, telephone or Internet with your family or friends living in a country outside France, a DOM or a TOM?”	0,88	0,62
Travels and visits	For migrants: “Since you have begun living in Metropolitan France, have you returned to your country of origin?”; for descendants of migrants: “Have you ever been to your parents’ country of origin?”	0,83	0,82
Medias	“Do you read newspapers, listen to the radio, watch television or visit websites from [ego/parents’ country of origin]?”	0,68	0,41
Sense of belonging to the origin country	Say whether you totally agree, agree, disagree or totally disagree at all with the following: I feel [ego/parents’ nationality of origin]”.	0,80	0,61

N 14430

Table 3 Mean and standard deviation for transnationalism’s dimensions across generations

	G1		G2	
	Mean	Std	Mean	Std
Transnational score	5,01	1,95	3,53	1,98
Socio-political	0,38	0,86	-0,30	1,00
Economic	0,22	1,15	-0,17	0,82
Re-migration	0,14	1,10	-0,11	0,90
N	6334		8096	

Table 4 Second generations' transnationalism compared to first generations' on each of the four transnational indicators and across different specifications

	Model1	Model2	Model3	Model4	Model5
Total score	-1,570*** (0,037)	-1,172*** (0,039)	-0,849*** (0,040)	-0,747*** (0,039)	-0,174*** (0,043)
R2- Adjusted	0,151	0,245	0,290	0,392	0,426
Sociopolitical	-0,725*** (0,018)	-0,561*** (0,019)	-0,430*** (0,019)	-0,425*** (0,019)	-0,129*** (0,021)
R2- Adjusted	0,139	0,233	0,263	0,378	0,418
Economic	-0,348*** (0,018)	-0,253*** (0,021)	-0,182*** (0,021)	-0,076*** (0,022)	0,041 (0,025)
R2- Adjusted	0,059	0,071	0,087	0,138	0,142
Re-migration	-0,317*** (0,018)	-0,198*** (0,021)	-0,090*** (0,021)	-0,017 (0,022)	0,039 (0,023)
R2- Adjusted	0,051	0,065	0,094	0,128	0,131
Sociodemographics	yes	Yes	yes	yes	yes
Exposure	no	Yes	yes	yes	yes
Reception context	no	No	yes	yes	yes
Sending countries and religion	no	No	no	yes	yes
Specific G1/G2	no	No	no	no	yes
N	14430	14430	14430	14430	14425

Appendix

Table A1 factor analyses results across factor analysis types

Transnational variables	Bravais-Pearson varimax			Bravais-Pearson oblimin			Tetrachoric varimax			Tetrachoric oblimin			Average		
	F1	F2	F3	F1	F2	F3	F1	F2	F3	F1	F2	F3	F1	F2	F3
Abroad homeownership	0,16	0,28	0,44	0,10	0,26	0,42	0,36	0,40	0,32	0,30	0,35	0,24	0,23	0,32	0,35
Financial aid	0,12	0,54	0,17	0,07	0,54	0,14	0,26	0,69	0,11	0,17	0,67	0,01	0,15	0,61	0,11
Financial group project	0,08	0,65	0,13	0,02	0,65	0,09	0,13	0,71	0,21	0,02	0,71	0,13	0,06	0,68	0,14
Interest in politics	0,59	0,15	-0,10	0,60	0,10	-0,17	0,62	0,28	-0,09	0,62	0,21	-0,21	0,61	0,18	-0,15
Voting	0,35	0,20	-0,12	0,35	0,17	-0,17	0,60	0,21	-0,18	0,62	0,14	-0,29	0,48	0,18	-0,19
Association	0,01	0,68	-0,10	-0,05	0,69	-0,13	-0,01	0,74	0,07	-0,12	0,77	0,00	-0,04	0,72	-0,04
Abroad burial plans	0,38	0,10	0,51	0,34	0,05	0,47	0,48	0,14	0,63	0,44	0,03	0,56	0,41	0,08	0,54
Abroad settlement plans	0,00	0,00	0,78	-0,06	-0,02	0,79	0,00	0,17	0,77	-0,08	0,13	0,77	-0,03	0,07	0,78
Personal contacts	0,61	0,13	0,12	0,60	0,08	0,05	0,63	0,44	0,19	0,60	0,35	0,06	0,61	0,25	0,11
Travels and visits	0,54	-0,13	-0,03	0,56	-0,18	-0,08	0,69	-0,13	0,09	0,74	-0,24	0,00	0,63	-0,17	0,00
Medias	0,69	0,12	0,13	0,69	0,06	0,05	0,71	0,25	0,24	0,70	0,14	0,11	0,70	0,14	0,13
Sense of belonging to the origin country	0,62	-0,06	0,15	0,63	-0,12	0,09	0,67	-0,01	0,37	0,68	-0,14	0,28	0,65	-0,08	0,22

We compare each variable s' loading on the three factors across methods. For each variable, we highlight the factor with the highest loadings

Table A2 correlation between same-factor scale across factor analysis types

Factor 1	BPV	BPO	TV	TO
BPV	1,00			
BPO	0,99	1,00		
TV	0,99	0,97	1,00	
TO	0,99	1,00	0,99	1,00
Factor 2				
BPV	1,00			
BPO	0,99	1,00		
TV	0,92	0,90	1,00	
TO	0,93	0,94	0,97	1,00
Factor 3				
BPV	1,00			
BPO	1,00	1,00		
TV	0,92	0,91	1,00	
TO	0,92	0,92	1,00	1,00

Table A 3 Determinants of transnationalism score, sociopolitical, economic and return transnationalism (Main specification, model 5 in table 4)

		Transnational score (model 4)	Sociopolitical (model 4)	Economic (model 4)	Return (model 4)
Sociodemographic variables	Generation 2	-0.174*** (0.0427)	-0.129*** (0.0210)	0.0410 (0.0254)	0.0385* (0.0228)
	Female	-0.0719*** (0.0279)	0.0124 (0.0135)	-0.146*** (0.0165)	0.0122 (0.0159)
	Age	-0.00536** (0.00220)	-0.00484*** (0.00102)	0.00956*** (0.00121)	-0.00635*** (0.00125)
<i>Family status</i> (ref=single no children)	Single/ with 1 or more children	-0.140** (0.0658)	-0.0754** (0.0344)	0.0239 (0.0384)	-0.0532 (0.0382)
	In couple/ no children	-0.000948 (0.0557)	0.0355 (0.0270)	-0.0326 (0.0294)	-0.0516 (0.0318)
	In couple/ 1 child	-0.0332 (0.0525)	0.00423 (0.0259)	0.0345 (0.0310)	-0.0843*** (0.0297)
	In couple/ 2 children	0.0665 (0.0524)	0.0502** (0.0247)	0.0417 (0.0291)	-0.0478* (0.0289)
	In couple/ 3 or more children	0.146*** (0.0567)	0.0665** (0.0275)	0.104*** (0.0332)	-0.0288 (0.0339)
	Live with parents	0.154*** (0.0527)	0.0901*** (0.0243)	0.00535 (0.0290)	0.00450 (0.0298)
<i>Higher diploma</i> (ref=No diploma)	Junior High	0.234*** (0.0510)	0.0899*** (0.0236)	0.122*** (0.0294)	-0.00934 (0.0311)
	Vocational high school	0.159*** (0.0450)	0.0767*** (0.0220)	0.0901*** (0.0240)	-0.0868*** (0.0264)
	Vocational BAC	0.304*** (0.0520)	0.155*** (0.0268)	0.150*** (0.0309)	-0.124*** (0.0309)
	Regular BAC	0.335*** (0.0546)	0.171*** (0.0264)	0.121*** (0.0298)	-0.0955*** (0.0332)
	BAC+2	0.414*** (0.0551)	0.191*** (0.0261)	0.232*** (0.0318)	-0.138*** (0.0312)
	> BAC+2	0.555*** (0.0509)	0.257*** (0.0242)	0.230*** (0.0292)	-0.111*** (0.0297)
	Unknown education	-0.0338 (0.150)	-0.110* (0.0625)	0.109 (0.101)	0.164* (0.0936)
	Still studying	0.262*** (0.0505)	0.0901*** (0.0239)	0.0166 (0.0287)	0.131*** (0.0314)
<i>Income</i> (ref=less than p10)	Income 10/25	0.170*** (0.0537)	0.0634** (0.0258)	0.0915*** (0.0315)	0.00449 (0.0335)
	Income 25/50	0.260*** (0.0555)	0.0920*** (0.0253)	0.153*** (0.0310)	0.0138 (0.0325)
	Income 50/75	0.221*** (0.0546)	0.0416 (0.0268)	0.171*** (0.0313)	0.0687** (0.0335)
	Income 75/90	0.309*** (0.0649)	0.0992*** (0.0308)	0.162*** (0.0356)	0.0604 (0.0382)
	Income > 90	0.466*** (0.0721)	0.134*** (0.0342)	0.231*** (0.0426)	0.132*** (0.0432)
	Unknown income	0.0307 (0.0604)	0.0316 (0.0301)	-0.0563* (0.0326)	0.00907 (0.0374)
	Exposure variables	Multilinguism	0.0534* (0.0298)	0.0169 (0.0144)	0.0252 (0.0164)
Family member abroad		0.479*** (0.0336)	0.212*** (0.0167)	0.0711*** (0.0195)	0.145*** (0.0196)
Dual nationality		0.722*** (0.0350)	0.350*** (0.0168)	0.131*** (0.0209)	0.0472** (0.0208)
Context of reception	Experienced discrimination	0.199*** (0.0342)	0.0339** (0.0156)	0.121*** (0.0215)	0.0928*** (0.0211)
<i>Perceived as French</i> (ref= Totally agree)	Agree	0.335*** (0.0395)	0.186*** (0.0194)	0.00961 (0.0206)	0.00323 (0.0218)
	Disagree	0.493*** (0.0454)	0.260*** (0.0205)	-0.00102 (0.0257)	0.0776*** (0.0256)
	Totally disagree	0.707*** (0.0465)	0.294*** (0.0213)	0.0551** (0.0275)	0.285*** (0.0281)
	Non response	0.443*** (0.0702)	0.217*** (0.0329)	0.0604 (0.0434)	0.0428 (0.0418)

To be continued...

		Transnational score (model 4)	Sociopolitical (model 4)	Economic (model 4)	Return (model 4)
<i>Religion * religiosity</i> (ref=Non religious)	Christian/low religiosity	0.258*** (0.0392)	0.146*** (0.0192)	0.0726*** (0.0196)	-0.0572*** (0.0210)
	Christian/high religiosity	0.704*** (0.0685)	0.276*** (0.0298)	0.237*** (0.0415)	0.165*** (0.0407)
	Muslim/low religiosity	0.963*** (0.0529)	0.509*** (0.0267)	0.0781*** (0.0287)	0.110*** (0.0308)
	Muslim/high religiosity	1.552*** (0.0568)	0.704*** (0.0263)	0.292*** (0.0312)	0.358*** (0.0336)
	Other religion/low religiosity	0.383*** (0.0675)	0.231*** (0.0356)	0.0517 (0.0368)	-0.0658* (0.0376)
	Other religion/high religiosity	0.738*** (0.117)	0.271*** (0.0534)	0.211*** (0.0742)	0.252*** (0.0695)
<i>Country of origin</i> (ref=Algeria)	Morocco	0.0568 (0.0540)	-0.0302 (0.0271)	0.0208 (0.0287)	0.227*** (0.0324)
	Tunisia	-0.0311 (0.0711)	-0.0808** (0.0362)	-0.0116 (0.0365)	0.282*** (0.0442)
	Senegal	0.925*** (0.0894)	0.143*** (0.0368)	0.646*** (0.0659)	0.472*** (0.0589)
	Mali	0.706*** (0.110)	0.0657 (0.0478)	0.631*** (0.0820)	0.395*** (0.0705)
	Ivory Coast	0.724*** (0.142)	0.136** (0.0609)	0.494*** (0.0974)	0.342*** (0.0825)
	Cameroon	0.634*** (0.141)	0.0996 (0.0638)	0.582*** (0.0976)	0.266*** (0.0825)
	Congo	0.0696 (0.141)	-0.168** (0.0671)	0.348*** (0.0928)	0.368*** (0.0807)
	Rep. Dem. Congo	0.0836 (0.146)	-0.141** (0.0641)	0.444*** (0.0984)	0.159* (0.0866)
	Vietnam	0.0287 (0.0859)	-0.0884** (0.0426)	0.202*** (0.0477)	0.156*** (0.0451)
	Cambodia	-0.319*** (0.120)	-0.350*** (0.0566)	0.401*** (0.0557)	0.133*** (0.0508)
	Laos	-0.349*** (0.120)	-0.397*** (0.0546)	0.352*** (0.0622)	0.226*** (0.0634)
	Turkey	0.880*** (0.0611)	0.322*** (0.0285)	0.335*** (0.0377)	0.252*** (0.0374)
	Portugal	0.771*** (0.0627)	0.392*** (0.0329)	-0.0828*** (0.0319)	0.275*** (0.0344)
	Spain	0.991*** (0.0684)	0.565*** (0.0365)	-0.0940*** (0.0305)	0.0941*** (0.0357)
	Italy	0.855*** (0.0696)	0.515*** (0.0373)	-0.128*** (0.0288)	0.0666* (0.0347)
	Germany	0.838*** (0.100)	0.430*** (0.0548)	0.0704 (0.0554)	0.0627 (0.0566)
	UK	0.699*** (0.122)	0.531*** (0.0583)	-0.220*** (0.0604)	-0.0830 (0.0707)
	Belgium	0.804*** (0.105)	0.420*** (0.0534)	0.0906 (0.0563)	-0.0395 (0.0556)
	Poland	0.00396 (0.113)	-0.0356 (0.0587)	0.0541 (0.0551)	0.0746 (0.0604)
	Other Asia	0.359*** (0.0691)	-0.000622 (0.0307)	0.317*** (0.0410)	0.335*** (0.0413)
	WEU	1.131*** (0.128)	0.577*** (0.0625)	0.0533 (0.0643)	0.171** (0.0749)
	EEU	0.504*** (0.0918)	0.144*** (0.0456)	0.218*** (0.0496)	0.265*** (0.0479)
	North America	1.262*** (0.217)	0.584*** (0.0905)	0.182 (0.114)	0.114 (0.137)
Central America	0.408** (0.163)	0.0612 (0.0732)	0.257** (0.106)	0.281*** (0.101)	
South America	0.890*** (0.196)	0.294*** (0.0842)	0.293*** (0.106)	0.349*** (0.109)	
Middle East	0.194 (0.142)	0.0310 (0.0666)	0.0360 (0.0636)	0.299*** (0.0802)	
Specific generational variables		0.570*** (0.0199)	0.622*** (0.0207)	0.451*** (0.0549)	0.392*** (0.0514)
	Constant	-0.267* (0.122)	-0.803*** (0.0583)	-0.892*** (0.0604)	-0.205*** (0.0707)
	Observations	14,425	14,425	14,425	14,425
	R-squared	0.523	0.421	0.146	0.135
Adjusted R-squared		0.426	0.418	0.142	0.131
N		14425	14425	14425	14425

Standard errors in parentheses, *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Table A 4 Heterogeneity of the generational effects across education, income exposure and context of reception variables

		Main effects				Interaction effects			
		Transnational score	Sociopolitical	Economic	Return	Transnational score	Sociopolitical	Economic	Return
	Generation 2	-0.125 (0.124)	-0.228*** (0.0659)	0.291*** (0.0696)	0.178** (0.0732)				
<i>Higher diploma</i> (ref=No diploma)	Junior High	0.250*** (0.0728)	0.0756** (0.0307)	0.141*** (0.0448)	0.0328 (0.0449)	-0.00500 (0.0999)	0.0457 (0.0484)	-0.0419 (0.0569)	-0.0844 (0.0591)
	Vocational high school	0.146** (0.0706)	0.0748** (0.0329)	0.0881** (0.0403)	-0.109*** (0.0402)	0.0719 (0.0923)	0.0304 (0.0452)	0.00856 (0.0489)	0.0424 (0.0526)
	Vocational BAC	0.396*** (0.0954)	0.152*** (0.0433)	0.280*** (0.0621)	-0.120** (0.0567)	-0.0827 (0.115)	0.0290 (0.0559)	-0.178** (0.0708)	0.00145 (0.0683)
	Regular BAC	0.179** (0.0790)	0.110*** (0.0349)	0.0816 (0.0503)	-0.134*** (0.0494)	0.301*** (0.106)	0.117** (0.0521)	0.0623 (0.0610)	0.0652 (0.0664)
	BAC+2	0.484*** (0.0821)	0.211*** (0.0355)	0.262*** (0.0593)	-0.132** (0.0565)	-0.0518 (0.109)	-0.00114 (0.0498)	-0.0465 (0.0699)	-0.00430 (0.0687)
	> BAC+2	0.466*** (0.0697)	0.214*** (0.0296)	0.189*** (0.0465)	-0.0997** (0.0440)	0.232** (0.0931)	0.119*** (0.0463)	0.0740 (0.0574)	-0.0186 (0.0592)
	Unknown education	-0.117 (0.149)	-0.161** (0.0651)	0.109 (0.109)	0.162 (0.100)	0.386 (0.483)	0.419 (0.278)	-0.491** (0.219)	-0.104 (0.608)
<i>Income</i> (ref =less than p10)	Income 10/25	0.239*** (0.0774)	0.103*** (0.0353)	0.105** (0.0506)	-0.0170 (0.0464)	-0.124 (0.105)	-0.0714 (0.0526)	-0.0294 (0.0632)	0.0457 (0.0631)
	Income 25/50	0.372*** (0.0778)	0.133*** (0.0356)	0.172*** (0.0480)	0.0578 (0.0471)	-0.221** (0.103)	-0.0788 (0.0513)	-0.0397 (0.0601)	-0.0883 (0.0627)
	Income 50/75	0.441*** (0.0828)	0.120*** (0.0387)	0.223*** (0.0517)	0.151*** (0.0528)	-0.390*** (0.105)	-0.136*** (0.0527)	-0.0971 (0.0632)	-0.148** (0.0662)
	Income 75/90	0.419*** (0.0942)	0.148*** (0.0442)	0.182*** (0.0620)	0.0770 (0.0607)	-0.220* (0.117)	-0.0928 (0.0619)	-0.0491 (0.0730)	-0.0392 (0.0765)
	Income > 90	0.712*** (0.108)	0.209*** (0.0470)	0.363*** (0.0696)	0.183*** (0.0703)	-0.450*** (0.137)	-0.137** (0.0676)	-0.237*** (0.0831)	-0.0947 (0.0845)
	Unknown income	0.127 (0.0986)	0.0563 (0.0440)	-0.0314 (0.0568)	0.0562 (0.0607)	-0.182 (0.124)	-0.0485 (0.0598)	-0.0493 (0.0662)	-0.0843 (0.0755)
Exposure variables	Multilinguism	-0.0222 (0.0443)	-0.0386* (0.0198)	0.0708** (0.0283)	-0.00718 (0.0280)	0.147** (0.0593)	0.106*** (0.0293)	-0.0743** (0.0350)	-0.0115 (0.0348)
	Family member abroad	0.556*** (0.0534)	0.223*** (0.0264)	0.151*** (0.0321)	0.198*** (0.0290)	-0.146** (0.0643)	-0.0212 (0.0340)	-0.135*** (0.0405)	-0.0973*** (0.0376)
	Dual nationality	0.370*** (0.0532)	0.166*** (0.0245)	0.0961*** (0.0367)	0.0335 (0.0334)	0.615*** (0.0702)	0.315*** (0.0326)	0.0803* (0.0447)	0.0326 (0.0411)
Context of reception	Experienced discrimination	0.198*** (0.0493)	0.0353* (0.0211)	0.148*** (0.0350)	0.0600* (0.0315)	0.00969 (0.0670)	-0.000245 (0.0312)	-0.0460 (0.0417)	0.0682 (0.0416)
<i>Perceived as French</i> (ref= Totally agree)	Perceived as French, Agree	0.314*** (0.0684)	0.148*** (0.0318)	0.0875** (0.0394)	0.0308 (0.0386)	0.0243 (0.0827)	0.0507 (0.0398)	-0.100** (0.0449)	-0.0374 (0.0460)
	Perceived as French, Disagree	0.540*** (0.0677)	0.256*** (0.0321)	0.0919** (0.0405)	0.111*** (0.0427)	-0.134 (0.0886)	-0.0281 (0.0434)	-0.131*** (0.0484)	-0.0545 (0.0532)
	Perceived as French, Totally disagree	0.765*** (0.0664)	0.282*** (0.0298)	0.156*** (0.0393)	0.353*** (0.0405)	-0.231** (0.0968)	-0.0308 (0.0429)	-0.186*** (0.0513)	-0.165*** (0.0553)
	Perceived as French, Non response	0.414*** (0.0950)	0.173*** (0.0424)	0.156** (0.0621)	0.0710 (0.0553)	0.0597 (0.142)	0.0820 (0.0676)	-0.154* (0.0836)	-0.0444 (0.0827)

N=14 425
Standard errors in parentheses
*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Table A5 Heterogeneity of the generational effects across detailed countries of origin (controlling for religion)

	Main effects				Interaction effects			
	Transnational score	Sociopolitical	Economic	Return	Transnational score	Sociopolitical	Economic	Return
<i>Country of origin (ref=Algeria)</i>								
Morocco	-0.119 (0.0807)	-0.146*** (0.0389)	0.0484 (0.0469)	0.242*** (0.0509)	0.331*** (0.106)	0.195*** (0.0532)	-0.0119 (0.0579)	0.00512 (0.0656)
Tunisia	0.0270 (0.125)	-0.0935* (0.0555)	-0.0477 (0.0616)	0.512*** (0.0838)	-0.127 (0.156)	0.000985 (0.0719)	0.0523 (0.0754)	-0.361*** (0.0969)
Senegal	0.836*** (0.142)	-0.0292 (0.0508)	0.890*** (0.102)	0.557*** (0.0886)	0.202 (0.184)	0.339*** (0.0771)	-0.454*** (0.131)	-0.135 (0.125)
Mali	0.683*** (0.169)	-0.122* (0.0710)	0.974*** (0.146)	0.546*** (0.112)	0.0818 (0.212)	0.339*** (0.0940)	-0.578*** (0.172)	-0.233 (0.142)
Ivory Coast	0.578*** (0.182)	-0.0455 (0.0727)	0.758*** (0.145)	0.358*** (0.111)	0.297 (0.282)	0.362*** (0.121)	-0.592*** (0.172)	0.0392 (0.159)
Cameroon	0.364** (0.183)	-0.148* (0.0757)	0.858*** (0.137)	0.280*** (0.105)	0.593** (0.298)	0.530*** (0.140)	-0.663*** (0.189)	0.0497 (0.172)
Congo	-0.232 (0.162)	-0.398*** (0.0807)	0.487*** (0.118)	0.410*** (0.103)	0.870*** (0.282)	0.578*** (0.140)	-0.277* (0.156)	-0.0143 (0.170)
Rep. Dem. Congo	-0.114 (0.175)	-0.323*** (0.0788)	0.596*** (0.131)	0.229** (0.108)	0.401 (0.298)	0.343** (0.140)	-0.302* (0.170)	-0.110 (0.177)
Vietnam	0.134 (0.126)	-0.0751 (0.0617)	0.277*** (0.0814)	0.199*** (0.0694)	-0.282* (0.161)	-0.111 (0.0824)	-0.0748 (0.0931)	-0.0332 (0.0865)
Cambodia	-0.347** (0.162)	-0.396*** (0.0817)	0.496*** (0.102)	0.110 (0.0729)	0.0814 (0.222)	0.0714 (0.108)	-0.105 (0.117)	0.0713 (0.0974)
Laos	-0.407** (0.159)	-0.468*** (0.0813)	0.488*** (0.100)	0.166** (0.0786)	0.0854 (0.221)	0.0777 (0.108)	-0.180 (0.122)	0.162 (0.115)
Turkey	0.705*** (0.0846)	0.185*** (0.0400)	0.358*** (0.0523)	0.347*** (0.0514)	0.287** (0.119)	0.209*** (0.0600)	0.0300 (0.0790)	-0.167** (0.0722)
Portugal	0.790*** (0.105)	0.252*** (0.0482)	0.00942 (0.0539)	0.617*** (0.0622)	-0.105 (0.113)	0.166*** (0.0566)	-0.116** (0.0581)	-0.532*** (0.0690)
Spain	1.084*** (0.154)	0.522*** (0.0801)	0.0320 (0.0782)	0.156* (0.0897)	-0.120 (0.166)	0.0626 (0.0883)	-0.174** (0.0804)	-0.103 (0.0977)
Italy	1.139*** (0.169)	0.603*** (0.0818)	0.0857 (0.0800)	0.00749 (0.105)	-0.325* (0.177)	-0.0789 (0.0885)	-0.275*** (0.0805)	0.0231 (0.108)
Germany	0.820*** (0.196)	0.390*** (0.0906)	0.181 (0.124)	0.0343 (0.125)	-0.0242 (0.222)	0.0314 (0.107)	-0.162 (0.133)	0.0257 (0.139)
UK	0.271** (0.138)	0.266*** (0.0630)	-0.226*** (0.0747)	-0.0238 (0.0972)	0.861*** (0.264)	0.480*** (0.136)	0.174 (0.133)	-0.126 (0.138)
Belgium	0.441*** (0.143)	0.200** (0.0801)	0.0722 (0.0768)	-0.0174 (0.0974)	0.582*** (0.195)	0.325*** (0.108)	0.0800 (0.105)	-0.00708 (0.115)
Poland	0.468*** (0.180)	0.147* (0.0787)	0.223* (0.130)	0.122 (0.138)	-0.707*** (0.216)	-0.280*** (0.102)	-0.250* (0.136)	-0.0810 (0.146)
Other Asia	0.0968 (0.0926)	-0.207*** (0.0437)	0.461*** (0.0573)	0.372*** (0.0565)	0.620*** (0.122)	0.438*** (0.0625)	-0.265*** (0.0737)	-0.0191 (0.0771)
WEU	1.011*** (0.191)	0.458*** (0.0861)	0.167* (0.101)	0.141 (0.124)	0.0524 (0.256)	0.104 (0.119)	-0.176 (0.133)	0.0547 (0.151)
EEU	0.398*** (0.130)	0.00576 (0.0586)	0.343*** (0.0704)	0.388*** (0.0729)	0.119 (0.177)	0.207** (0.0880)	-0.198** (0.101)	-0.248*** (0.0945)
North America	0.802*** (0.260)	0.361*** (0.116)	0.146 (0.145)	0.00166 (0.185)	0.980** (0.416)	0.395** (0.181)	0.208 (0.228)	0.351 (0.270)
Central America	0.163 (0.199)	-0.122 (0.0859)	0.450*** (0.141)	0.217* (0.121)	0.642* (0.355)	0.392** (0.158)	-0.415** (0.170)	0.355 (0.223)
South America	0.685*** (0.232)	0.175* (0.103)	0.354** (0.139)	0.329** (0.137)	0.545 (0.406)	0.184 (0.189)	0.0367 (0.226)	0.230 (0.242)
Middle East	0.00421 (0.199)	-0.147 (0.0910)	0.0668 (0.0902)	0.487*** (0.118)	0.505* (0.279)	0.398*** (0.139)	0.0270 (0.123)	-0.384** (0.155)
Generation 2	-0.284** (0.120)	-0.400*** (0.0599)	0.425*** (0.0636)	0.230*** (0.0653)				

Table A6. Heterogeneity of the generational effects across religious categories and broad regions of origin and religiosity

		Main effects				Interaction effects				
		Transnational score	Sociopolitical	Economic	Return	Transnational I score	Sociopolitical	Economic	Return	
Broad regions of origin <i>ref= North Africa</i>	Other Africa	0.492*** (0.0812)	-0.103*** (0.0354)	0.823*** (0.0642)	0.273*** (0.0530)	0.344*** (0.111)	0.382*** (0.0500)	-0.493*** (0.0788)	-0.0104 (0.0743)	
	South East Asia	-0.117 (0.114)	-0.268*** (0.0537)	0.485*** (0.0667)	0.0490 (0.0576)	-0.0332 (0.141)	0.0659 (0.0703)	-0.223*** (0.0783)	0.0588 (0.0720)	
	Other Asia	0.147* (0.0845)	-0.171*** (0.0376)	0.520*** (0.0573)	0.228*** (0.0524)	0.615*** (0.125)	0.453*** (0.0591)	-0.338*** (0.0769)	0.0323 (0.0773)	
	Middle-East	0.671*** (0.0709)	0.215*** (0.0304)	0.319*** (0.0426)	0.190*** (0.0453)	0.199* (0.106)	0.158*** (0.0484)	0.0159 (0.0680)	-0.126* (0.0665)	
	Sp-It-Pt	0.899*** (0.0958)	0.342*** (0.0462)	0.111** (0.0558)	0.336*** (0.0589)	-0.00102 (0.111)	0.231*** (0.0555)	-0.262*** (0.0615)	-0.360*** (0.0670)	
	WEU	0.627*** (0.108)	0.316*** (0.0507)	0.140** (0.0625)	-0.102 (0.0677)	0.399*** (0.136)	0.255*** (0.0672)	-0.0988 (0.0784)	0.0771 (0.0814)	
	EEU	0.439*** (0.117)	0.0510 (0.0532)	0.390*** (0.0663)	0.192*** (0.0638)	-0.166 (0.151)	0.0763 (0.0741)	-0.318*** (0.0847)	-0.171** (0.0799)	
	Americas	0.539*** (0.146)	0.109* (0.0622)	0.445*** (0.0938)	0.0700 (0.0887)	0.778*** (0.239)	0.410*** (0.106)	-0.217* (0.128)	0.338** (0.147)	
	Religion*religiosity									
	Ref= non religious	Christian/low religiosity	0.337*** (0.0663)	0.176*** (0.0325)	0.118*** (0.0423)	-0.0424 (0.0395)	-0.199** (0.0833)	-0.0844** (0.0410)	-0.0782* (0.0465)	-0.0179 (0.0455)
Christian/high religiosity		0.555*** (0.0855)	0.205*** (0.0396)	0.227*** (0.0598)	0.174*** (0.0592)	0.214 (0.136)	0.128** (0.0621)	-0.0346 (0.0802)	-0.0413 (0.0826)	
Muslim/low religiosity		0.957*** (0.0786)	0.432*** (0.0365)	0.266*** (0.0511)	0.149*** (0.0472)	0.186* (0.105)	0.175*** (0.0498)	-0.206*** (0.0621)	-0.00989 (0.0625)	
Muslim/high religiosity		1.558*** (0.0781)	0.617*** (0.0370)	0.466*** (0.0534)	0.441*** (0.0506)	0.154 (0.102)	0.186*** (0.0499)	-0.170*** (0.0649)	-0.0930 (0.0634)	
Other religion/low religiosity		0.428*** (0.0989)	0.242*** (0.0502)	0.0867 (0.0629)	-0.0415 (0.0614)	-0.179 (0.137)	-0.110 (0.0687)	-0.0150 (0.0760)	0.0254 (0.0779)	
Other religion/high religiosity		0.797*** (0.164)	0.300*** (0.0757)	0.250** (0.114)	0.209* (0.107)	-0.170 (0.214)	-0.122 (0.103)	-0.0571 (0.139)	0.190 (0.143)	
Generation 2		-0.284** (0.121)	-0.400*** (0.0588)	0.425*** (0.0647)	0.230*** (0.0662)					
N		14,425								
Standard errors in parentheses										
*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1										

REFERENCES (chapitre 5)

- Basch, Linda, N Glick Schiller, and C Szanton Blanc. 1994. *Nations Unbound: Transnational Projects, Postcolonial Predicaments and Deterritorialized Nation-States*. Langhorne: PA: Gordon & Breach.
- Beauchemin, Cris. 2014. "A Manifesto for Quantitative Multi-sited Approaches to International Migration." *International Migration Review*, 48:921-938
- Beauchemin, Cris, Hugues Lagrange, and Mirna Safi. 2010. "Entre ici et là-bas : un aperçu des pratiques "transnationales" de la population vivant en France métropolitaine." Pp. 25-30 in *Trajectoires et Origines. Enquête sur la diversité des populations en France. Premiers résultats, Documents de Travail*, edited by C. Beauchemin, C. Hamel, and P. Simon. Paris: INED.
- . 2011. "Transnationalism and Immigrant Assimilation in France : Between Here and There ?" *Ined, Working Paper, n°172*.
- Brubaker, Rogers. 1992. *Citizenship and nationhood in France and Germany*. Cambridge: Harvard university Press.
- Brubaker, Rogers, Mara Loveman, and Peter Stamatov. 2004. "Ethnicity as Cognition." *Theory and Society* 33:31-64.
- Castles, Stephen. 2005. "Nation and Empire: Hierarchies of Citizenship in the New Global Order." *International Politics* 42:203-224.
- Castles, Stephen, Hein de Haas, and Mark J. Miller. 2014.. *The Age of Migration. International Population Movements in the Modern World*, New York: Palgrave Macmillan. 5th edition
- Cordero-Guzmán, Héctor R., Robert C. Smith, and Ramón Grosfoguel.(ed) 2001. *Migration, Transnationalization, and Race in a Changing New York*. Philadelphia: Temple University Press.
- Cornell, S and D Hartmann. 2004. "Conceptual Confusions and Divides: Race, Ethnicity, and the Study of Immigration." Pp. 23-41 in *Not Just Black and White: Historical and Contemporary Perspectives on Immigration, Race, and Ethnicity in the United States*, edited by N. Foner and G. Frederickson. New York: Russell Sage Foundation.
- Espiritu, Yen Le 1992. *Asian American Panethnicity. Bridging Institutions and Identities*. Philadelphia: Temple University Press.
- . 2003. *Home Bound Filipino Lives across Cultures, Communities, and Countries*. Berkeley: University of California Press.
- Faist, Thomas. 2000a. "Transnationalization in International Migration: Implications for the Study of Citizenship and Culture." *Ethnic and Racial Studies* 23:189-222.
- . 2000b. *The Volume and Dynamics of International Migration and Transnational Spaces*. New York: Oxford University Press.
- . 2012. "Toward a Transnational Methodology: Methods to Address Methodological Nationalism, Essentialism, and Positionality." *Revue Européenne des Migrations Internationales* 28:51-70.
- Favell, Adrian. 1998. *Philosophies of Integration: Immigration and the Idea of Citizenship in France and Britain*. London: Macmillan.
- . 2003. "Games without Frontiers? Questioning the Transnational Social Power of Migrants in Europe." *European Journal of Sociology/Archives Européennes de Sociologie* 44:397-427.

- Favell, Adrian and Ettore Recchi. 2011. "Social Mobility and Spatial Mobility." Pp. 50-75 in *Sociology of the European Union*, edited by A. Favell and V. Guiraudon. London Palgrave Macmillan.
- Favell, Adrian, Ettore Recchi, Theresa Kuhn, Jensen Solgaard, and Juliane Klein. 2011. "The Europeanisation of Everyday Life: Cross-Border Practices and Transnational Identifications Among EU and Third-Country Citizens. State of the Art Report." *EUROCROSS Working Paper #1*.
- Foner, N. 2005. *In a New Land. A Comparative View of Immigration*. New York: New York University Press.
- Fong, Eric, Xingshan Cao, and Elic Chan. 2010. "Out of Sight, Out of Mind? Patterns of Transnational Contact Among Chinese and Indian Immigrants in Toronto." *Sociological Forum* 25:428-449.
- Fouron, G. E. and N. Glick-Schiller. 2002. "The Generation of Identity: Redefining the Second Generation Within a Transnational Social Field." in *Changing face of Home the Transnational Lives of the Second Generation*, edited by P. Levitt and M. C. Waters. New York: Russell Sage Foundation.
- Fouron, Geroges E. and Nina Glick Schiller. 2001. "The Generation of Identity: redefining the Second Generation within a Transnational Social Field." Pp. 58-86 in *Migration, Transnationalization, and Race in a Changing New York* edited by H. R. Cordero-Guzmán, R. C. Smith, and R. Grosfoguel. Philadelphia: Temple University Press.
- Fraga, Luis R, John A Garcia, Rodney Hero, and Michael Jones-Correa. 2010. *Latino Lives in America: Making it Home*. Philadelphia: Temple University Press.
- Glick Schiller, N, Linda Basch, and C Blanc-Szanton. 1992. *Toward a transnational perspective on migration*. New York: New York Academy of Sciences.
- Guarnizo, Luis Eduardo, Alejandro Portes, and William Haller. 2003. "Assimilation and Transnationalism: Determinants of Transnational Political Action among Contemporary Migrants." *The American Journal of Sociology* 108:1211-1248.
- Haller, William and Patricia Landolt. 2005. "The transnational dimensions of identity formation: Adult children of immigrants in Miami." *Ethnic & Racial Studies* 28:1182-1214.
- Handlin, Oscar. 1951. *The Uprooted*. Boston: Little, Brow and Company.
- . 1966. *Children of the Uprooted*. New York: George Braziller.
- Heath, Anthony, Thomas Liebig, and Patrick Simon. 2013. "Discrimination envers les immigrés. mesures, incidence et instruments politiques", Pp. 203-246 in *Perspectives des migrations internationales 2013*, edited by OCDE. Paris: Editions OCDE.
- Itzigsohn, José and Silvia Giorguli-Saucedo. 2005. "Incorporation, Transnationalism, and Gender: Immigrant Incorporation and Transnational Partitipation as Gendered Processes." *International Migration Review* 39:895-920.
- Itzigsohn, José and Silvia Giorguli Saucedo. 2002a. "Immigrant Incorporation and Socio-Cultural Transnationalism." *International Migration Review* 36:766-798.
- . 2002b. "Immigrant Incorporation and Sociocultural Transnationalism." *International Migration Review* 36:766-798.
- Jenkins, Richard. 1994. "Rethinking Ethnicity: Identity, Categorization and Power." *Ethnic & Racial Studies* 17:197.
- Kasinitz, Philip, John Mollenkopf, and Mary C. Waters. 2002. "Becoming American/Becoming New Yorkers: Immigrant Incorporation in a Majority Minority City." *International Migration Review* 36:1020-1036.

- Kasinitz, Philip, John Mollenkopf, Mary C. Waters, and Jennifer Holdaway. 2008. *Inheriting the City: The Children of Immigrants Come of Age*. New York and Boston: Russell Sage and Harvard University Press.
- Kasinitz, Philip and Milton Vickerman. 2001. "Ethnic Niches and Racial traps: Jamaicans in the New York Regional Economy." Pp. 191-211 in *Migration, Transnationalization, and Race in a Changing New York* edited by H. R. Cordero-Guzmán, R. C. Smith, and R. Grosfoguel. Philadelphia: Temple University Press.
- Kastoryano, R. 2002. *Negotiating Identities: States and Immigrants in France and Germany*. Princeton: Princeton University Press.
- Kastoryano, Riva. 2006. "Vers un nationalisme transnational. Redéfinir la nation, le nationalisme et le territoire." *Revue française de science politique* 56:533-553.
- Lamont, Michèle. 2000. *The Dignity of Working Men: Morality and the Boundaries of Race, Class, and Immigration*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Lamont, Michele and Virag Molnar. 2002. "The Study of Boundaries in the Social Sciences." *Annual Review of Sociology* 28:167-195.
- Levitt, Peggy. 2003. "'You Know, Abraham Was Really the First Immigrant': Religion and Transnational Migration." *International Migration Review* 37:847-873.
- . 2009. "Roots and Routes: Understanding the Lives of the Second Generation Transnationally." *Journal of Ethnic & Migration Studies* 35:1225-1242.
- Levitt, Peggy and B. Nadya Jaworsky. 2007. "Transnational Migration Studies: Past Developments and Future Trends." *Annual Review of Sociology* 33:129-156.
- Levitt, Peggy and Nina Glick Schiller. 2004. "Conceptualizing Simultaneity: A Transnational Social Field Perspective on Society." *International Migration Review* 38:1002-1039.
- Levitt, Peggy and M. Waters. 2002. *The Changing Face of Home : the Transnational Lives of the Second Generation* New York: Russell Sage Foundation.
- Lochak, Danièle. 2006. "L'intégration comme injonction. Enjeux idéologiques et politiques liées à l'immigration." *Cultures&Conflits* 64:131-147.
- Lorcerie, Françoise. 1997. "Les habits neufs de l'assimilation en France." Pp. 297-344 in *Migrations internationales et relations interethniques*, edited by I. Simon-Barouh and V. De Rudder: L'Harmattan.
- . (ed.). (2010). *Pratiquer les frontières. Jeunes migrants et descendants de migrants dans l'espace franco-maghrébin*. Paris: CNRS Editions.
- Louie, Vivian. 2006. "Second-Generation Pessimism and Optimism: How Chinese and Dominicans Understand Education and Mobility through Ethnic and Transnational Orientations." *International Migration Review* 40:537-572.
- Massey, Douglas S. 1999. "International Migration at the Dawn of the Twenty-First Century: The Role of the State." *Population and Development Review* 25:303-322.
- Massey, Douglas S., Jorge Durand, and Nolane J Malone. 2002. *Beyond Smoke and Mirrors: Mexican Immigration in an Era of Economic Integration*. New York: Russell Sage Foundation
- Morawska, Ewa. 2003. "Disciplinary Agendas and Analytic Strategies of Research on Immigrant Transnationalism: Challenges of Interdisciplinary Knowledge." *International Migration Review* 37:611-640.
- . 2004. "Exploring Diversity in Immigrant Assimilation and Transnationalism: Poles and Russian Jews in Philadelphia." *International Migration Review* 38:1372-1412.
- . 2009. *A Sociology of Immigration. (re)making Multifaceted America*. New York: Palgrave and Macmillan.

- Mouw, Ted, Sergio Chavez, Heather Edelblute, and Verdery Ashton. 2014. "Binational Social Networks and Assimilation: A Test of the Importance of Transnationalism." *Social Problems* 61:329-359.
- Omi, Michael and Howard Winant. 1994. *Racial Formation in the United States: From the 1960s to the 1990s* New York: Routledge. 2d Edition.
- Ossman, Susan. 2013. *Moving Matters. Paths of Serial Migration*. Stanford: Stanford University Press.
- Park, Robert E. 1928. "Human Migration and the Marginal Man." *The American Journal of Sociology* 33:881-893.
- Paul, Anju Mary. 2011. "Stepwise International Migration: A Multistage Migration Pattern for the Aspiring Migrant." *American Journal of Sociology* 116:1842-86.
- Portes, A., L. E. Guarnizo, and Haller W. J. 2002. "Transnational Entrepreneurs: An Alternative Form of Immigrant Economic Adaptation." *American Sociological Review* 67:278-298.
- Portes, A., L. E. Guarnizo, and P. Landolt. 1999. "The Study of Transnationalism: Pitfalls and Promise of an Emergent Research Field." *Ethnic and Racial Studies* 22:217-237.
- Portes, Alejandro. 1996. *The New Second Generation*. New York: Russell Sage Foundation.
- Portes, Alejandro, Luis Eduardo Guarnizo, and William J. Haller. 2002. "Transnational Entrepreneurs: An Alternative Form of Immigrant Economic Adaptation." *American Sociological Review* 67:278-298.
- Portes, Alejandro and Ruben G. Rumbaut. 2001. *Legacies. The Story of the Immigrant Second Generation*. Berkeley, CA: University of California Press
- Safi, Mirna and Patrick Simon. 2014. "Les discriminations ethniques et raciales dans l'enquête Trajectoires et Origines : représentations, expériences subjectives et situations vécues." *Economie et Statistique* n°464-465-466:245-275.
- Sana, Mariano. 2005. "Buying Membership in the Transnational Community: Migrant Remittances, Social Status, and Assimilation." *Population Research and Policy Review* 24:231-261.
- Santelli, E. (2010). "Entre ici et là-bas : les parcours d'entrepreneurs transnationaux. Investissement économique en Algérie des descendants de l'immigration algérienne de France". *Sociologie*. 1: 393-411.
- Saperstein, Aliya, Andrew M. Penner, and Ryan Light. 2013. "Racial Formation in Perspective: Connecting Individuals, Institutions, and Power Relations." *Annual Review of Sociology* 39:359-378.
- Sayad, Abdelmalek. 1979. "Les enfants illégitimes." *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 26-27.
- . 1999. *La double absence : des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*: Paris, Seuil.
- Schiller, Nina Glick, Linda Basch, and Blanc Cristina Szanton. 1995. "From Immigrant to Transmigrant: Theorizing Transnational Migration." *Anthropological Quarterly* 68:48-63.
- Simon, Patrick. 2008a. "The Choice of Ignorance : The Debate on Ethnic and Racial Statistics in France." *French politics culture & society* 26:7-31.
- . 2008b. "The Choice of Ignorance: The Debate on Ethnic and Racial Statistics in France." *French Politics, Culture & Society* 26:7-31.
- . 2012. "French National Identity and Integration: who Belongs to the National Community?" Washington DC: Migration Policy Institute

- Simon, Patrick and Valérie Amiraux. 2006. "There are no Minorities here : Cultures of Scholarship and Public Debate on Immigrants and Integration in France." *International Journal of Comparative Sociology* 47:191-215.
- Simon, Patrick and Vincent Tiberj. 2013. "Sécularisation ou regain religieux : la religiosité des immigrés et de leurs descendants." *Ined, Working Paper, n°196*.
- Smith, Robert C. 2002. "Life Course, Generation, and Social Location as Factors Shaping Second-Generation Transnational Life." Pp. 145-167 in *The Changing Face of Home : the Transnational Lives of the Second Generation* edited by P. Levitt and M. C. Waters. New York: Russell Sage Foundation.
- . 2003. "Migrant Membership as an Instituted Process: Transnationalization, the State and the Extra-Territorial Conduct of Mexican Politics." *International Migration Review* 37:297-343.
- Soehl, Thomas and Roger Waldinger. 2012. "Inheriting the Homeland? Intergenerational Transmission of Cross-Border Ties in Migrant Families." *American Journal of Sociology* 118:778-813.
- Tamaki, Emi. 2011. "Transnational Home Engagement among Latino and Asian Americans: Resources and Motivation." *International Migration Review* 45:148-173.
- Tiberj, Vincent and Patrick Simon. 2012. "La fabrique du citoyen. Origines et rapport au politique en France." *Ined, Working Paper, n°175*.
- Vertovec, S. 2009. *Transnationalism*. London, New York: Routledge.
- Vertovec, Steven. 2004. "Migrant Transnationalism and Modes of Transformation." *International Migration Review* 38:970-1001.
- Waldinger, Roger. 2003. "Foreigners Transformed: International Migration and the Remaking of a Divided People." *Diaspora: A Journal of Transnational Studies* 12:247-272.
- . 2008. "Between "Here" and "There": Immigrant Cross-Border Activities and Loyalties." *International Migration Review* 42:3-29.
- . 2014. "Engaging from abroad: The sociology of emigrant politics." *Migration Studies* 2:319-339.
- Waldinger, Roger and David Fitzgerald. 2004. "Transnationalism in Question." *The American Journal of Sociology* 109:1177-1195.
- Wessendorf, Susanne. 2013. *Second-Generation Transnationalism and Roots Migration. Cross-Border Lives*. Aldershot: Ashgate.
- Wimmer, Andreas. 2013. *Ethnic Boundary Making. Institutions, Power, Networks*. New York: Oxford University Press.